



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03-04

Nouvelles lois

p. 05-06

Séances publiques n^{os} 63-65

p. 06-77

Questions au Gouvernement

p. 77-99

2021-2022

N^o 22

CHAMBRE
DÉPUTÉS



Sommaire

Actualité parlementaire	p. 03-04
Nouvelles lois	p. 05-06
Séances	p. 06-77
63 ^e séance du mercredi 29 juin 2022	p. 06-31
64 ^e séance du mardi 5 juillet 2022	p. 31-64
65 ^e séance du mercredi 6 juillet 2022	p. 65-77
Questions au Gouvernement	p. 77-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
17/02/2023

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg



1^{re} partie de session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

2023 – une année charnière pour le Conseil de l'Europe

La nouvelle session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) s'est ouverte le 23 janvier 2023 à Strasbourg. L'occasion, pour le parlementaire néerlandais M. Tiny Kox, qui a été reconduit à la présidence de l'APCE pour un second mandat d'un an, de mettre en exergue dans son discours de réélection le rôle décisif que l'Assemblée jouera en 2023 en la qualifiant d'« Agora européenne la plus pertinente ». La Chambre des Députés y était représentée par le Président et la Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas et Mme Octavie Modert, par Mme Josée Lorsché, membre effective, ainsi que par Mme Cécile Hemmen, M. Paul Galles et M. Max Hengel, membres suppléants.

Pour la Première Ministre islandaise, Mme Katrín Jakobsdóttir, un mécanisme de responsabilisation sous forme d'un tribunal international spécial pour juger les crimes de guerre commis par la Fédération de Russie devrait être intégré à la déclaration commune qui devra être adoptée lors du 4^e sommet des chefs d'État et de gouvernement qu'elle présidera à Reykjavik au mois de mai. La Ministre allemande des Affaires étrangères, Mme Annalena Baerbock, quant à elle, a déploré que l'APCE ne s'apparente actuellement qu'à un système d'alerte précoce défaillant. « Le Conseil de l'Europe doit disposer d'outils adéquats et des ressources financières nécessaires pour assumer pleinement son rôle de surveillance lorsque les droits de l'homme sont bafoués », a-t-elle ajouté.

Dans ce contexte, l'APCE a adopté un paquet d'idées sous la forme d'une recommandation qu'elle propose au Comité des Ministres de porter dans la capitale islandaise dans le cadre du sommet susmentionné. En outre, elle exhorte à la création d'un comité en matière de protection du climat, à l'élaboration d'une liste de critères définissant un État démocratique et à une révision du mémorandum de coopération avec l'Union européenne. La pièce maîtresse du rapport demeure toutefois l'instauration d'un Commissaire à la démocratie et à l'État de droit, qui viendrait combler une lacune considérable.



De gauche à droite : M. Max Hengel, membre suppléant, Mme Octavie Modert, Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise, Mme Cécile Hemmen et M. Paul Galles, membres suppléants



De gauche à droite : Mme Cécile Hemmen, membre suppléante, Mme Octavie Modert, Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas, Président de la délégation, Mme Josée Lorsché, membre effective, et M. Max Hengel, membre suppléant

Lors d'un débat d'urgence, les parlementaires ont plaidé pour que les actes d'agression de la Russie contre l'Ukraine soient reconnus en droit international en tant que crimes d'agression. Ils ont encouragé la création d'un « mécanisme international d'indemnisation » pour réparer intégralement les dommages causés par cette guerre. Deux autres débats d'actualité ont été menés au Palais de l'Europe, d'une part, sur les conséquences humanitaires du blocus du corridor de Latchine et, d'autre part, au sujet des tensions récentes entre Pristina et Belgrade.

Qu'en est-il du sort des Bélarusses en exil ?

Une question souvent négligée par la communauté internationale et marginalisée par la guerre en Ukraine est la situation des réfugiés bélarusses. En marge de la session plénière, une réunion de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées a donné lieu à un échange de vues permettant de se faire une idée de cette situation et des défis communs auxquels les Bélarusses en exil

doivent faire face. M. Paul Galles, nommé rapporteur, a présenté un schéma de rapport et effectuera deux visites de travail en Pologne et en Lituanie dans le cadre de la préparation de son rapport. Ce dernier devrait figurer à l'ordre du jour de la quatrième partie de session en octobre 2023.

Moldavie – Réformes et défis

La République de Moldavie se trouvant actuellement dans une procédure de suivi complète, les membres de l'APCE ont salué les réformes menées au sein du pays, tout en mettant en évidence les défis encore à relever. Le Président de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas, s'est félicité du nouveau code électoral, tout comme de la récente ratification de la Convention d'Istanbul par la Moldavie, soulignant cependant les engagements que le pays doit encore transposer en matière d'ingérence étatique au niveau de la presse. L'élu luxembourgeois est revenu sur le statut de candidat à l'Union européenne dont la Moldavie jouit depuis peu et a remercié les autorités moldaves pour leur coopération dans l'accueil de réfugiés de guerre. Selon M. Graas, il s'agit d'« une preuve d'un rapprochement manifeste et une volonté de s'aligner aux valeurs européennes de paix, de démocratie et de solidarité ».

Qu'est-ce que la procédure de suivi ?

La procédure de suivi de l'APCE consiste à veiller à ce que les États membres du Conseil de l'Europe respectent leurs engagements en matière de démocratie et de droits de l'homme. Elle se décline en quatre points :

- la procédure de suivi complète rapporte des progrès et problèmes des pays ayant récemment adhéré à l'organisation ;
- le dialogue post-suivi est la seconde étape pour les États ayant démontré des progrès en matière de démocratie et de droits de l'homme et qui ne sont suivis que sur des thématiques ponctuelles ;
- tous les autres États membres sont scrutés tour à tour avec des examens périodiques ;
- finalement, des rapports particuliers sur le fonctionnement des institutions démocratiques peuvent être demandés en cas de besoin.

Réunion des Présidents de la COSAC

Le Riksdag suédois prend les rênes de la présidence tournante de l'UE

Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten, a participé à la réunion des Présidents de la COSAC (Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires), qui s'est tenue à Stockholm les 29 et 30 janvier 2023.

Dans son allocution, le Président du Parlement suédois, M. Andreas Norlén, a rappelé que les parlements nationaux sont les piliers de la démocratie et les garants des valeurs européennes, d'où la priorité de la présidence suédoise de soutenir l'Ukraine au niveau économique et militaire.

Les quatre priorités de la présidence suédoise

Ce rendez-vous a fourni l'occasion au Président de la Commission des Affaires européennes du Parlement suédois, M. Hans Wallmark, de présenter les quatre grandes priorités de la présidence suédoise du Conseil de l'UE pour les six prochains mois : sécurité – unité, compétitivité, transition écologique et transition énergétique, les valeurs démocratiques et l'État de droit. M. Hans Wallmark a aussi attiré l'attention sur la coïncidence du début de la présidence suédoise avec les célébrations des 30 ans de l'établissement du marché unique, l'une des principales réalisations de l'intégration européenne et l'un de ses principaux moteurs. Le parlementaire suédois a dit vouloir veiller à ce que la compétitivité européenne figure en tête des priorités du programme politique de l'Union européenne au cours des six prochains mois.

Coopération européenne en matière de lutte contre la criminalité organisée

Les parlementaires ont également saisi l'occasion pour discuter avec la Commissaire européenne aux Affaires

intérieures, Mme Ylva Johansson, de la coopération européenne en matière de lutte contre la criminalité organisée. Dans ce contexte, les députés se sont prononcés en faveur d'une meilleure coopération transfrontalière des services de police, des services des douanes et d'autres services répressifs. Certains députés ont appelé à une meilleure protection des frontières européennes extérieures en guise de lutte contre la criminalité organisée. Dans ce contexte, plusieurs parlementaires se sont prononcés en faveur de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'espace Schengen.

D'autres thématiques soulevées au cours des débats étaient le risque particulièrement élevé des femmes et des enfants d'être exposés à la traite des êtres humains ou encore l'accès rapide à l'information pour lutter contre toutes les formes de criminalité organisée et garantir en même temps le respect des droits fondamentaux et la protection des données des citoyens. Plusieurs parlementaires ont également souligné la nécessité d'adapter la législation européenne pour mieux lutter contre la cybercriminalité et la fraude en ligne.



Les présidents des commissions parlementaires dédiées aux affaires européennes réunis au Riksdag

Le cortège de la Saint-Valentin est passé à la Chambre

Des fleurs et des revendications pour les élus

À deux semaines de la Saint-Valentin, le cortège de la Fédération horticole luxembourgeoise (FHL) est passé à la Chambre des Députés le 3 février 2023. Le

rendez-vous traditionnel avait été annulé ces deux dernières années en raison de la crise sanitaire. Les jardiniers et fleuristes ont été reçus par le Président

de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, ainsi que des membres du Bureau et de la Conférence des Présidents. Dans ses mots de bienvenue, M. Etgen a évoqué l'importance du secteur, de l'artisanat local et du soutien qu'il nécessite.

Formations, temps du travail et manque de personnel

La rencontre avec les élus était l'occasion pour les représentants de la FHL d'exposer les défis auxquels les entreprises du secteur font face. Le secteur souffre d'un manque de main-d'œuvre qualifiée, selon M. Ernest Brandenburger, Président de la FHL, qui a mis en évidence la problématique des formations professionnelles adéquates et des terrains nécessaires pour ses activités. En outre, les fleuristes et jardiniers sont revenus sur l'utilisation de pesticides ainsi que sur le prix de l'eau. Ils ont également abordé le lancement de la première exposition horticole nationale « LUGA 2025 ». La « Luxembourg Urban Garden » aurait dû avoir lieu cette année, mais a été reportée à 2025.



Les représentants de la Fédération horticole luxembourgeoise (FHL) ont été reçus à la Chambre.

Dissolution et liquidation de l'hospice civil « Jousefshaus »

7906 – Projet de loi portant dissolution et liquidation de l'hospice civil de la Ville de Remich, dénommé « Jousefshaus »

Le projet de loi sous rubrique vise à dissoudre et liquider l'hospice civil de la Ville de Remich, dénommé « Jousefshaus », afin que l'établissement public dénommé « Centres, Foyers et Services pour personnes âgées », communément connu sous l'appellation « Servior », en puisse reprendre les activités en vue d'en assurer la continuité.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 29/10/2021

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Max Hahn) :

- 20/06/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
- 04/07/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

(Président : M. Dan Biancalana) :

- 20/06/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire

Vote en séance publique : 06/07/2022

Loi du 15 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 364, page 1

Aides liées aux infrastructures de charge pour véhicules électriques

7925 – Projet de loi relative au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques

Le projet a pour objet de soutenir financièrement les entreprises qui investissent dans l'infrastructure de charge pour véhicules électriques ; il introduit trois aides financières :

- La première s'adresse aux entreprises ayant des projets d'infrastructures de charge d'envergure, publiques et privées, et sera attribuée à la suite d'une mise en concurrence.
- La seconde s'adresse aux petites et moyennes entreprises souhaitant installer une infrastructure de charge privée qui leur est réservée ; elle revêt la forme d'une procédure de demande simplifiée.
- La troisième s'adresse aux gestionnaires de réseaux de distribution et aux entreprises tierces souhaitant reprendre l'infrastructure de charge publique « Chargy ». Un appel d'offre est lancé pour la reprise de cette dernière suite à l'entrée en vigueur de la directive (UE) 2019/9441 excluant que les gestionnaires de réseaux soient propriétaires ou opérateurs de l'infrastructure de charge publique.

À noter que le régime d'aides mis en place par le projet de loi a été approuvé par la Commission européenne par décision du 7 mars 2022.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 06/12/2021

Rapporteuse : Mme Jessie Thill

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :

- 02/06/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi

- Examen de l'avis du Conseil d'État
- Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 01/07/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

(Présidente : Mme Francine Closener) :

- 02/06/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

Vote en séance publique : 05/07/2022

Loi du 26 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 395, page 1

Délimitation entre les communes de Berdorf et de Consdorf

7952 – Projet de loi portant changement de limites entre la Commune de Berdorf et la Commune de Consdorf

Le projet de loi sous rubrique prévoit de modifier les limites entre les communes de Consdorf et de Berdorf, ceci selon l'exposé des motifs afin d'intégrer les immeubles implantés dans la localité de Kalkesbach relevant de la commune de Consdorf au territoire de la commune Berdorf. Les immeubles visés se trouvent à l'heure actuelle implantés sur les territoires des deux communes, l'objectif de cette nouvelle délimitation entre les deux communes étant ainsi de placer la localité de Kalkesbach sous la gestion unique de la commune de Berdorf afin d'en faciliter l'administration et d'en améliorer notamment la gestion des déchets et de la fourniture en eau potable.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 18/01/2022

Rapporteur : M. Carlo Weber

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

(Président : M. Dan Biancalana) :

- 09/06/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 16/06/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06/07/2022

Loi du 27 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 431, page 1

Covid-19 : Nouvelles dispositions

8030 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Le présent projet de loi se propose d'apporter des adaptations à la version actuelle de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, dite « loi Covid ». Il fait suite à la loi du 14 juin 2022 portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 qui avait supprimé l'obligation de port du masque dans les transports en commun et propose des mesures d'assouplissement supplémentaires, à savoir :

- la suppression de l'obligation du régime du 3G dans les hôpitaux et structures d'hébergement pour personnes âgées avec maintien du port du masque dans ces établissements ;
- la suppression des mesures sanitaires en place dans les centres pénitentiaires et le Centre de rétention ;
- la réduction de la durée d'isolement de dix à sept jours.

L'entrée en vigueur du texte est prévue le lendemain de sa publication. Les mesures resteront applicables jusqu'au 31 octobre 2022 inclus.

En outre, le présent projet de loi prévoit un prolongement de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. Ces mesures spéciales permettent au conseil communal, au collège des bourgmestres et échevins ainsi qu'au conseil d'administration du Corps grand-ducal d'incendie et de secours de recourir au vote par procuration ou à la visioconférence jusqu'au 31 décembre 2022.

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

17/06/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

24/06/2022 Présentation et examen d'une série d'amendements gouvernementaux
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2022

Loi du 30 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 319, page 1

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 15/06/2022
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

63^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président | M. Marc Spautz, Vice-Président

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique p. 06**
M. Marc Spautz, Président de séance
- 2. Question élargie n° 151 de M. Paul Galles au sujet du Fonds de compensation p. 06**
M. Paul Galles | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale
- 3. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen p. 08**
Exposé : Mme Martine Hansen
- 4. 8030 – Projet de loi portant modification :**
 - 1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;**
 - 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 p. 08**
Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
Discussion générale : M. Claude Wiseler (dépôt de la motion 1) (intervention de M. Dan Kersch) | M. Gilles Baum (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 2) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement (interventions de M. Dan Kersch, M. Roy Reding et M. Mars Di Bartolomeo)
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8030 et dispense du second vote constitutionnel
Motion 1 : M. Yves Cruchten

Vote sur la motion 1 (adoptée)

Motion 2 : M. Yves Cruchten (intervention de M. Roy Reding) | M. Roy Reding | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser | M. Claude Wiseler

Vote sur la motion 2 (rejetée)

5. Dépôt de trois propositions de loi par M. Mars Di Bartolomeo p. 16

Exposé : M. Mars Di Bartolomeo

6. Débat de consultation au sujet du Rapport du Fonds spécial de soutien au développement du logement p. 16

Exposé : M. Henri Kox, Ministre du Logement

Débat : M. Félix Eischen (dépôt de la motion 1) | M. Max Hahn (intervention de Mme Martine Hansen) | M. Yves Cruchten | Mme Semiray Ahmedova (dépôt de la motion 2) | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen (interventions de M. Dan Kersch et M. Sven Clement)

Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement (interventions de M. Gilles Roth) | M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) | M. le Ministre Henri Kox (interventions de M. Mars Di Bartolomeo)

Motion 1 : M. Marc Goergen | Mme Nathalie Oberweis | Mme Semiray Ahmedova | M. Roy Reding | M. Félix Eischen | M. Yves Cruchten | Mme Semiray Ahmedova

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Roy Reding

Vote sur la motion 2 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Henri Kox et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Marc Spautz, Président de séance | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. Question élargie n° 151 de M. Paul Galles au sujet du Fonds de compensation

M. Marc Spautz, Président de séance | Da komme mer zum Ordre du jour. Den éischte Punkt um Ordre

du jour vun haut de Mëtteg ass d'Fro Nummer 151 vum Här Paul Galles iwwert de Kompensatiounsfong. Den Auteur huet fënnf Minutten an d'Regierung huet duerno zéng Minutte fir ze äntweren. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, de Fonds de compensation huet eng kruzial Wichtigkeet. E séchert nämlech d'Pensiounen of vun de Leit aus dem Privatsecteur a vun den Independanten. Während dësem Joer soll de Fong seng Stratégie quinquennale opstelle fir seng Investissementer an de Joren 2023 bis 2028. An d'ofir ass grad d'ëst Joer en entscheidende Moment fir d'Zukunft vun dësem Fong.

Ech weess, dass aus villen Ecke vun dësem héijen Haus Interessi dru besteet fir ze wëssen, wou dës

Strategie eigentlech drun ass. A mir hunn alleguerter gemierkt, dass och an der Gesellschaft vill Interessi un där Fro besteet, notamment duerch d'Nott vun der Chambre des Salariaés, awer och duerch déi gemeinsam Nott vu Greenpeace an ASTM, déi eng Etüd an Optrag ginn haten, fir den aktuellen Zoustand vum Fong ze analyséieren, ausgeeënd vun hirem ganz interessante Rapport vun 2020.

Dobäi gëllt et jo eigentlech, zwee Gronduleiessen ze respektéieren an zesammenzeféieren. Dat eent ass, dass de Fong laangfristeg weiderhi gutt funktionéiert a senger Missioun vun der Ofsécherung vun de Pensiounen nokomme kann, also déi sougenannte Perennitéit. Dozou muss een awer wëssen, dass déi momentan nach enorm Reserve vu ronn 23 Milliarden Euro am Joer 2043 kéinten opgebraucht ginn a vun do un da méi muss ausbezuelt ginn, wéi abezuelt

gëtt. An dat zweet ass, dass et eng absolutt Selbstverständlechkeet ass, dass d'Investissementer vum Fong sollen d'Klima- an d'Mënscherechter respektéieren an net op d'Käschte vu Klima, vu Fräiheet, vu sozialer Ofsécherung oder vun Aarbechtsbedingunge solle goen.

An dozou muss ee wëssen, dass dat net nëmmen eng moralesch Iwwerleeung ass, mee och eng ekonomesch. D'Tendenz schéngt nämlech dohinner ze goen, dass nohalteg Produiten, déi och wierklech deen Numm verdéngen, elo schonn, mee sécher mëttel- a laangfristeg, ekonomesch méi rentabel si wéi déi sougenannt konventionell.

Doraus ergi sech e puer Froen, déi ech mer erlaben, Tech, Här Minister, ze stellen. Vum éischten Uleies vun der laangfristeger Strategie stellt sech natierlech d'Fro: Wat gëtt gemaach, fir iwwert d'Joer 2043 eraus ze kommen?

A beim zweeten Uleies vun der sozialer an der klimatescher Nohaltegkeet stelle sech doriwwer eraus nach follgend Froen. Déi éischt: De Fong gëtt sech selwer eng Liste d'exclusion an orientéiert sech un de 17 Nohaltegkeetsziler. Dat ass op der Homepage och ganz gutt erkläert. Do geet et och ëm den Nohaltegkeetslabel LuxFLAG, dee 75 % vun den Entreprises hätten. Greenpeace an d'ASTM sinn awer der Meenung, dass déi Liste d'exclusion net duergeet an dass de Label LuxFLAG net vill ausseet. Si soen, déi Lëscht wär net kohärent an net konsequent an et géif un enger Gesamtstrategie feelen, aus där erauszulesie wär, dass een och konsequent hannert de Paräisser Klimaziler steet.

Wann een de Rapport vun 2020 géif analyséieren, sou soe se, da géif kloer ginn, dass déi Entreprises, an déi de Fong investéiert, alignéiert sinn net op engem 1,5-Grad-Erwärmungszil, och net 2 Grad, mee 2,7 Grad. Heizou meng Fro: Wéi gesäit de Minister dës Situatioun? Gesäit en e Grond zur Iwwerschaffung a fir d'Afféiere vun aneren, méi strenge Krittären, fir déi Lëscht dann opzestellen?

Dat Zweet ass: Wat de Respekt vun de Mënscherechter ugeet, sou huet de Rapport vu Greenpeace an ASTM 196 Entreprises identifizéiert, déi sech op déi eng oder aner Aart a Weis net dorun halen. Deem géintiwuer stinn iwwerengs just 126 Entreprises, déi op der Liste d'exclusion stinn.

Et ginn an deem Rapport vun dem Fong ganz vill gutt Beispiller genannt, mee déi 47 % vun Entreprises aus dem Portfolio, déi am Bezuch op d'Nohaltegkeetszil als negativ agestuift mussen ginn, ginn dobäi net erwäant. Greenpeace an ASTM huelen als d'Beispill d'Minn vu Cerrejón a Kolumbien. D'Fro: Geet déi dote Liste d'exclusion, déi mer am Moment do hunn, iwwerhaupt nach duer? Oder muss déi och erweidert ginn?

An dann déi drëtt Fro: Wéi kann een dat iwwerhaupt systematesch besser organiséieren? Greenpeace an d'ASTM hunn och festgestallt, dass vun deenen 18 Gestionnaires d'actifs am Fong just 5 d'Mënscherechter iwwerhaupt nennen an nëmmen 2 dovun Detailer uginn iwwert hir Approche zum Respekt vun de Mënscherechter. Brauch de Fong an deem Sënn net aner Prozedure vun transparenter Kommunikatioun zu Mënscherechter an zu Klimaziler?

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, de Rapport vu Greenpeace an ASTM schléisst aus all deem, dass d'Entreprises, déi nach fossill orientéiert sinn, an der uesteender Transitionphas a finanziell Schwieeregkeete kommen an duerfir laangfristeg keng sécher Quell fir de Fong duerstellen. Ass dat eng Aschätzung, déi Dir, Här Minister, och deelt?

D'Chambre des Salariés huet an hirer Nott stoen, dass vis-à-vis vun den 1,13 Milliarden Euro, déi 2020 generéiert goufen, 522 Milliounen Euro u klimatesche Schied fir d'Joer 2016 bis 2021 stinn. Ass et hei net néideg, vum Fong ze erwaarden, sech vun deenen Entreprises ze befreien, déi d'Transitioun vun de Paräisser Ziler vläicht net packen? A géif sech an deem Kader vläicht och eng Schaffung vun engem eethesche Komitee ubidden, wéi en zum Beispill an Norwege gemaach ginn ass?

A fir op déi kruzial finanziell Investitionsfro nach zrëckzekommen elo zum Schluss, stellt sech an der Nott vun der Chambre des Salariés d'Fro, ob d'Reserve strateegesch net anescht kënnen genotzt ginn. Et ass ganz interessant, wat se do schreiwen. Si nennen d'Investitiounen an déi drängend Problemer vu Lëtzebuerg, zum Beispill d'Schafe vu Logements locaux à coût modéré, d'Zusammenaarbecht mat der SNCI fir déi ekologesch Transitioun, mee och d'Entwécklung vun der Groussregioun, déi net als Wüüst soll zrëckbleiwen, mee e Raum vu Prosperitéit soll sinn. Well déi 23 Milliarde si fir esou Iddie wierklech tatsächlech en enorm gutt Startkapital. An heizou wollt ech och Är Aschätzung froen, Här Minister.

Dat si meng Froen an ech soen Tech dofir villmools Merci fir Är Äntwerten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Galles. An domadder ass d'Wuert fir de Minister vun der Sécurité sociale, den Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci och dem Här Galles fir dës Question élargie. Déi verschidde Froen, déi Der opwerft, wäert ech probéieren ze beäntweren. Ech ginn awer direkt, wéi Dir et gesot hutt, op de Rapport technique iwwert d'Pensiounen an. Dir wësst, dass och do um Niveau vum Regierungsrot keng Variatioune festgehale gi sinn, wat d'Cotisations ubelaangt, an dass mer och en attente si vun engem Avis, deen de Wirtschafts- a Sozialrot dozou ausschafft, deen da complementaire ass. A wann en do ass, dass hunn ech och an der Chamberskommissioun gesot, géife mer deen och an där zoustänneger Kommissioun analyséieren a warscheinlech och eng Kéier hei am Plenum natierlech erëm diskutéieren.

Grundsätzlech wëll ech hei soen, Dir hutt et schonn ugeschwat, wat den Objet vum Fonds de compensation ass. Dat ass an der Relatioun mat eise Pensiounen, fir do Recetten ze generéieren a fir eeben och d'Pensioune finanziell ofzesécheren iwwert deen dote Moyen.

Elo kann een zu der Entwécklung vun der Bourse soen, dass déi, wann een dat kuckt op d'Joer oder op zwee Joer, vläicht volatil ass. Et kann een och ëmmer verschidde Placementer, Investissementer eraushuelen, déi méi rentabel si wéi déi aner. Et kann een ëmmer vergläichen. Mee dat wäert um Niveau vun der Bourse, wann een dat a long terme kuckt, net goen, do mussen Placementer gemaach ginn, déi a moyen an a long terme sinn. Dofir ënnerstëtzen ech awer Är Iwwerleeung, fir ze soen, dass een natierlech eng nohalteg Investissementspolitik muss maachen. Dat ass och dat, wat de Fong mécht.

De Fong mécht dat zënter 2011, wéi e sech selwer fir eng nohalteg Politik agesat huet an och déi Investissementer esou gemaach huet. Dofir ass och an deem Sënn, an Dir hutt et ugeschwat, 2011 d'Iddi erabruucht gi vum Fong, fir eng Exklusivlëscht ze maachen, dass heescht, eng schwaarz Lëscht ze kreéieren, déi no den zéng Prinzipien vun den Nations Unies, déi Der och ugeschwat hutt, wäert traitéiert ginn.

Déi Entreprises, déi dat net respektéieren, momentan sinn et der 120, kommen op déi schwaarz Lëscht. Do kann net méi investéiert ginn. Op enger groer Lëscht, dat heescht, wou nach ka weider investéiert ginn – net fir ze soen, dass een et da mécht ... Mee wa weider investéiert gëtt a wann déi sech net un déi Krittären halen an et gesäit een dat no enger gewëssener Durée, no engem Joer spéitstens, da kommen déi natierlech vun der groer Lëscht och op déi schwaarz Lëscht. Dat si momentan 180 Entreprises, déi do wäerten iwwerpréift ginn, wou et dann och verbueden ass fir de Fong, dee sech selwer déi Reglementatioun ginn huet, fir do anzeklappen.

Säit 2011, och fir de Fonctionnement ze erklären, ass et esou, dass e Questionnaire vum Fonds de compensation ausgeschafft ginn ass, deen d'Assetmanager selwer mussen ausfüllen, wa se wëllen an där öffentlecher Ausschreiwung matmaachen, fir eeben e Kapital notament iwwer nohalteg Investissementer ze traitéieren an dann dat och mat an den Investitionsprozess ze maachen. Dat gëtt da kontrolléiert an da gesäit een herno, ob déi Krittären erfëllt gi sinn. Wa se net erfëllt gi sinn, dann hu se am Fong géint hir eege Politik verstouss a wäerten dann natierlech och net méi en consideration gezu ginn.

Säit 2017 ass et esou, dass all Kandidat, deen e Mandat beim Fonds de compensation kriéi wëll, an all méiglechen Investissementer – Obligatiounen, Real Estate, Aktien, Geldfong an esou weider – eng nohalteg Approche an engem Investissementsfong muss hunn. Soss huet e keng Chance, fir zrëckbehalen ze ginn.

Iwwert dese Wee sinn an deem Semester – ech schwätzen also méi aktuell vun 2022 un, Dir an och d'Analyse sidd op 2020 agaangen – ronn 4 Milliarden Euro nei affektéiert ginn, déi an dat Konzept passen, wou eng Nohaltegkeet nogewise gëtt, wou och an déi investéiert gëtt. Momentan gëtt et nach just een eenzegt aktiivt Mandat, dass dese Krittären vun der Nohaltegkeet net méi entsprécht, an dass wäert 2022 auslafen, soudatt ab 2023 all aktiivt Kompartiment vum Fonds de compensation nohalteg investéiert gëtt.

Elo kann een natierlech ëmmer doriwwer diskutéieren: Wat verst mer ënner Nohaltegkeet an Investissementer? Ech weess, dass do verschidden Etüde gemaach gi sinn, dass och verschidden Audite gemaach gi sinn, dass verschidde Büroen an och Experte beoptraagt gi sinn, déi dat da kontradiktoesch bewäert hunn, mee ech mengen, de But vum Fong ass ganz kloer, d'Paräisser Ofkommen ze respektéieren an och an déi Richtung weider ze schaffen. Dat wäert och gemaach ginn.

De Fonds de compensation huet 2019 zwee nei Kompartimenter lancéiert: e Kompartiment mat gréngen Obligatiounen, wou investéiert gëtt, respektiv e Weltaktiemandat, dass nieft dem finanzielle Rendement och nach d'Ëmwelkkrittären kuckt an awer och, wat wichteg ass – dass gehéiert zu deenen zéng Punkte vun den Nations Unies –, de sozialen Impakt, wou dann investéiert gëtt. Bon, an deem Investissement, an deenen zwee Kompartimenter, wéi ech gesot hunn, si momentan 300 Milliounen investéiert, an et ass nach virgesinn, déi Investissementer ze doubléieren. Dass heescht, mir wäerten do Enn des Joers op 600 Milliounen kommen.

Virun engem Mount ass dann nach en neit Kompartiment an der SICAV (ndlr: société d'investissement à capital variable) vum Fonds de compensation geschaf ginn, e Kompartiment, dass passiv bewirtschaft gëtt, dass heescht, wou mer net offensiv an de Marché eraginn, an deem säin Zil, wat Dir ugeschwat hutt, ass et eeben, konform zum Paräisser Accord ze sinn. Dese Mandat beleeft sech op 500 Milliounen Euro.

Dir gesitt also, dass déi Nohaltegkeet vun de Portfolio-managere iwwerwaacht gëtt, och vum Fonds de

compensation an natierlech och vun deenen externen Analysen, déi gemaach ginn, wat jo och richteg ass. Soubal ee gesäit, datt se net méi kompatibel sinn, wäerte mer do och reagieren.

Mir hunn actuellement eefel Kompartimenter mat ESG-Certifikatioun (ndlr: Environmental, Social and Governance). Dir hutt dat ugeschwat vu LuxFLAG. Bon, et kann ee jo ëmmer driwwer diskutieren. Mir hunn deen heite System vu LuxFLAG geholl, dee kompartimentaresch schafft an deen och déi Ëmweltcertificatiounen ausstellt.

Fir d'Joer 2021 sinn et ronn 9 Milliarden Euro an deem Domän a säit Mee 2022, also elo virun engem Mount, sinn eefel Kompartimenter mat deene verschiddenen Artikelen vun der „Sustainable Finance Disclosure Regulation“ agestuift ginn, engem Aktionsplang – dat wësst Der –, dee vun der Europäescher Kommissioun am Kader vun den nohaltege Finanzen evaluéiert an opgestallt ginn ass an deen duerno kuckt, ob wierklech nohaltege Projekte realiséiert gi sinn, fir datt mer net an e Mechanismus vu Greenwashing kommen. Dat ass also och eng Iwwerpräiwung, déi gemaach gëtt an déi och ganz wichteg ass.

Dir hutt déi extern Spezialiste schonn ugeschwat, déi kommen, fir d'Analysen ze maachen. Natierlech gëtt dat do iwwer Greenpeace oder d'ASTM analyséiert. Dat ass och gutt esou, do soll och eng Diskussioun entstoen, mee ech wëll och soen, datt opgrond vun deene Froen, déi Greenpeace an d'ASTM gestallt hunn, och e Bréif vun Fonds de compensation mat deenen néidegen Explikatiounen viru ronn engem Mount gemaach ginn ass, fir ze soen, datt si dat esou gesinn. Also do ass schonn een Dialog do, deen ... Ech hat d'Leit vu Greenpeace an der ASTM och selwer um Büro, fir mat hinnen doriwwer ze diskutieren, an ech denken, et ass gekuckt ginn, datt mer alleguerten an déi selwecht Richtung schaffen.

Bon, dee Benchmark, fir d'CO₂-Wärter ze respektéieren, gëtt all dräi Joer gemaach an – dat ass 2021 decidéiert ginn – e gëtt fir d'éischt 2023 gemaach, fir ze kucken, awéifern déi Investissementer vun Fonds de compensation en ligne si mam Accord de Paris.

Dir hutt iwwert d'Immobiliepolitik geschwat, Dir hutt och iwwert den Immobiliemaart geschwat. De primären Objet vun Fonds de compensation ass net de Wunnensmaart, en ass, fir dran ze investéieren. En ass awer och den zweeten Akt – e finanziellen Akt zum Beispill – an enger Société nationale des habitations à bon marché niest dem Staat. Mir ginn also och do Investissementer eran. Och bei der Renovatioun gëtt déi héchst Zertificatioun ugestriift, déi do ass, bei all Renovatioun, déi dem Fonds de compensation gehéiert.

An nach vläicht eppes, wat och interessant ass: Dem Fonds de compensation gehéieren och ronn 700 Hektar Bësch, déi och esou traitéiert ginn, datt eng Zertificatioun gemaach gëtt, soudatt mer do déi verschidden Emissiounswärter kennen an Tonne vun CO₂ aspueren. Dat ass och eppes, wat am Fong net esou bekannt ass, wat awer vill matspillt.

D'Strategie 2023-2028, déi Der ugeschwat hutt, dat ass natierlech och, fir déi fënnfjäreg Revision ze kucken, déi am Rapport technique ass, dat heescht, fir de Midnightterm (veuillez lire: Midterm Review) ze analyséieren. An da gëtt natierlech primär op d'Ausriichtung vun Fong mat den Investissementer gekuckt, fir d'Evolution vun de Recetten an den Depensé vun Pensionsregim, awer och de Liquiditéitsbedarf ofzesécheren. Dir hutt déi verschidde Joren ugeschwat, 2043, awer och d'Risikoakzeptanz, déi mer mussen kucken, fir och dem ugestriifte Rendement cible iwwert den Artikel vun der Sécurité sociale gerecht ze ginn.

Bon, wéi gesot, de Fonds de compensation wäert 2024 – op Base vun Portfeuille op den 31. Dezember 2023 – dann déi nei Strategie kucken. Do wäerten all déi aktiv Manageren eng nohaltege Investitiounsapproch applizéieren an de Sens trajectoire gëtt a Fonctioun vun den Ziler vun Paräisser Ofkommes nach eng Kéier gerechent.

Ech weess, datt mer als Fonds de compensation nach net ënnert deenen 2 % (veuillez lire: 2 Grad) sinn – Dir hutt et ugestriift –, mee mir sinn awer um beschte Wee dohinner, a mat deenen neien Trajectoiren an deenen neien Investissementer, déi ech elo opgezielt hunn, si mer och zouverlichtlech, datt mer dat Zil, fir d'Konditiounen vun Paräisser Ofkommes ze respektéieren, och errechen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Här Minister.

Ech géif Iech bidden, d'Lautstäerkt am Sall e bëssen erfzedréinen, well et ass relativ schwéier, fir nozelauschteren. Dofir, wannechgelift, e bëssen d'Lautstäerkt erf-schrauwen. Merci.

3. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen

D'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Ech wollt d'Wuert froe fir den Depot vun enger Motioun, wann-echgelift.

(Assentiment de la présidence)

Exposé

Merci, Här President. Déi lescht Woch war d'Madamm Lenert a Portugal a si war relativ euphoresch op der Plaz an och heiheim. Mir hunn héieren, datt niest dem Ubau vu medezinneschem Cannabis och an enger zweete Etapp soll souguer iwwerluecht ginn, de rekreative Cannabis kënnen hei zu Lëtzebuerg unzebauen an dat ze reegelen. Dat ass also e klore Message, deen d'Regierung gëtt.

Op där anerer Säit hu mer awer de Rapport vun Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, dee wierklech seet, datt – éischtens – de Konsum vun Drogen zouhëlt. Zweetens schéngt et och esou ze sinn, datt an deene Länner, an deene Cannabis legaliséiert ginn ass, och de Konsum vu Cannabis zouhëlt, virun allem bei deene Jonken a virun allem vun deem mat engem héijen THC-Gehalt.

Dat Ganzt ass awer ... Wéi gesot, Cannabis ass nach ëmmer eng Drog. An et ass an eisen Aen definitiv de falsche Message, deen am Moment dobaussen ass bei deene Jonken. Déi Jonk soen nämlech: „D'Regierung seet, et ass alles net esou schlëmm. D'Regierung seet, et ass legal. D'Regierung wëll net nëmmen dee medezinneschen ubauen, mee si wëll och nach dee rekreativen ubauen, also ass alles jo guer net esou schlëmm a mir kënnen roueg kiffen. Dat wäert eis net schueden.“ Dee Message ass bei deene Jonken an ech fannen dat u sech inakzeptabel.

Ech hunn op RTL awer och der Madamm Tanson nogeluschtert an déi huet gesot: „Esoubal wéi d'Gesetz gestëmmt ass, wäerte mer eng verstärkt Sensibiliséierungscampagne maachen.“ Sou, fir eis geet et net duer, fir dat do ze maachen, mee fir eis ass et dréngend, datt elo direkt eppes geschitt. An duerfir fuerdere mer d'Regierung op, datt se elo direkt eng Campagne virbereet, fir ze sensibiliséieren a fir ze informéieren, an datt déi bei der Rentrée scolaire 2022 soll direkt lassleeën iwwert d'gesondheetlech Risiken,

awer och ganz einfach iwwert déi normal Froen: Wat geschitt, wann ech Cannabis am Blut hunn an ech hunn de Führerschäin an ech provozéieren en Accident? All dat soll gekläert ginn an déi Jonk sollen driwwer informéiert ginn. An net nëmmen déi Jonk: Mir hätten och gären eng Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne am Allgemenge bei eiser gesamter Bevëlkerung.

Ech soen Iech Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– constatant que dans son rapport mondial 2022 sur les drogues l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) constate une augmentation de la consommation de drogue au niveau international ;

– constatant que dans son rapport l'ONUDC note que la légalisation du cannabis dans certains pays semble avoir entraîné une augmentation de la consommation quotidienne de cannabis, en particulier de produits puissants et surtout chez les jeunes adultes ;

– constatant que selon ce même rapport, le nombre de personnes souffrant de troubles psychiatriques et les cas de suicides et d'hospitalisations ont également augmenté ;

– considérant que le Gouvernement a l'intention de légaliser la consommation du cannabis à des fins récréatives ;

– considérant que le cannabis est néanmoins une drogue dont la consommation risque d'avoir des effets négatifs sur le développement du cerveau et de provoquer des troubles psychiques, surtout chez les jeunes consommateurs ;

– considérant que Madame le Ministre de la Justice a souligné l'importance de la prévention, invite le Gouvernement

– à préparer immédiatement une campagne renforcée de sensibilisation et d'information relative aux risques objectifs du cannabis et de la lancer pour la rentrée scolaire en septembre 2022 ;

– à lancer en outre et également en septembre 2022 une campagne de sensibilisation et d'information plus large s'adressant à tous les citoyens.

(s.) Martine Hansen, Nancy Arendt épouse Kemp, Max Hengel, Georges Mischo, Jean-Paul Schaaf.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Madamm Hansen.

Ech géif awer nach eng Kéier, wannechgelift, den Appell maachen – well soss ass et onméiglech, fir de Mëtteg weiderzefueren –, dass op de Bänken e bëssen d'Lautstäerkt erfogesat gëtt. Merci.

4. 8030 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2^o de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Da kéime mer zum nächste Punkt vun der Ordre du jour. An dat ass d'Verlängerung vun de Covidmesuren. Dat ass de Projet de loi 8030, wou verschidden Ofännerrunge wäerte gemaach ginn.

An ageschriwwen si bis elo den Här Wiseler, den Här Baum, d'Madamm Lorsché, den Här Engelen,

Rei vun deene Moosnamen, déi virdrun do waren an elo net méi do sinn, decidéiert hunn. Doduerch kann ee se haauptsächlech erklären, mee awer och, well eisen Impftax net esou héich ass, wéi en am Fong theoretisch sollt a misst sinn.

D'Liewen ass erëm esou wéi virdrun, no e puer Deeg Hesitatioun. Op jidde Fall si mir der Meenung, dass déi aktuell nach besteeënd Moosnamen op jidde Fall näischt un der Situatioun, esou wéi mer se elo haut hunn, verbessern an dass een dofir duerchaus ka souwuel den 3G an de Spideeler ofschaften, deen elo effektiv näischt méi bréngt, wéi och déi Adaptatiounen vun de Moosnamen an de Centre-pénitentiaire maachen, well se sécherlech an der genereller Situatioun näischt bruecht hätten a mer op där anerer Säit an dem Centre pénitentiaire och net necessairement lauter hautement vulnerabel Leit hunn.

Dat selwecht géllt fir d'Érofsetze vun der Isolements-dauer vun zéng Deeg op siwen Deeg, déi eis logesch schéngt op Basis vun deene wëssenschaftlechen Analysen, déi mer kennen. A mir ginn do einfach dees selwechte Wee wéi och d'Ausland. Mat dësen Moosnamen kënne mer also liewen, dat ass emol kloer.

Déi éischt Remark, déi ech awer wéilt dozou maachen, dat ass am Fong, Här Rapporteur ... an ech soen Iech Merci fir dee Rapport, deen Der elo nach eng Kéier no esou villen anere Rapporte gutt gemaach hutt. Mee am Fong si mir der Meenung, dass dësen Text iwwerflësseg ass, net well dat, wat do bannendran ass, wat mer elo stëmmen, iwwerflësseg ass gestëmmt ze ginn, mee well mer der Meenung sinn, dass mer dat gradesou gutt virun dräi Woche schonn hätte kënne a solle stëmmen, a well elo an dëser Evolutioun an de leschten dräi Wochen absolutt keen Element weider do ass, wat eis net schonn erlaabt hätt, virun dräi Woche genau dat do ze stëmmen. Dat hu mer d'ailleurs och virun dräi Woche gefrot. Bon, da stëmme mer et elo, besser wéi ni. Mee am Fong hätte mer eis dësen Exercice an eisen Ae kënne spueren.

Et gétt eis da gesot, dass mer op den Avis vun den Experte waarde géifen. Ech stelle just fest, dass den Avis vun den Experten nach ëmmer net do ass. Also ech soen Iech do wierklech emol meng Meenung: Ech lauschtere wierklech gär op d'Wëssenschaft an ech mengen, mir sollen och op d'Wëssenschaft lauschteren. An ech gesinn och, dass et bei den Aussoe vun der Wëssenschaft esou ass, dass d'Wëssenschaft och gär hätt, dass d'Politik op d'Wëssenschaft soll lauschteren. Mee wann dat esou ass, da muss natierlech d'Wëssenschaft och eppes soen, fir dass mer drop lauschteren, well soss geet dat ganz schwéier. A se muss haauptsächlech eppes zur Zäit soen, dann, wann et sennvoll ass, fir et ze soen, well mir brauchen den Avis elo, wa mer d'Gesetzestexter stëmmen a wa mer eis Preparatiounen fir d'Rentrée maachen, an net méi spéit.

Dat ass kengem ze no getrueden, mee et ass awer eng Remark. Fir eis wär et wichteg gewiescht, wa mer deen Avis scho gehat hätten. Mir brauchen duerno keng Kommentaren zu deem, wat mer maachen. Mir brauchen Hëllef, fir dass mer déi richtig Decisiounen huelen.

Ech soen dann och nach hannendrun: A wann en Expertegremium sech och net innerhalb vu sech selwer eens ass, well et jo och eng schwéier Matière ass, da kann ech dat och nach verstoen. Mee ech hätt dann awer trotzdem léiwer, dass mer vun deem Komitee déi eng an déi aner Meenung mat den Alternativen, den Argumenter géife kréien an da kéinte mer eis selwer eng Meenung maachen, wéi näischt ze kréien, wat eis d'Decisiounhuelen net einfach mécht.

Dat gesot, kommen ech zu engem anere Punkt. Dat ass, dass mer och wëssen, dass de Virus nach net säi lescht Wuert geschwat huet. D'Wëssenschaft seet eis och, dass am Hierscht eng grouss Gefor an eng grouss Potenzialitéit ass, dass de Virus ënnert dëser Form oder ënner enger mutéierter Form kann erëmkommen.

Mir wëssen, dass mer vulnerabel sinn, well eisen Impftax an eisen Aen net héich genuch ass, well mer och elo keng Protektiounsmoosname méi hunn. A wat mir elo als CSV vun der Regierung verlaangen, dat ass, dass se eng uerdentlech Virbereedung fir September mécht, dass do alles dat, wat mer kënne als Virbereedungsaarrecht maachen, esou gemaach gétt, dass mer am September méiglecherweis prett sinn, fir et unzegeen.

Mir regrettéieren, dass keng Evaluatioun vun deene Moosname gemaach ginn ass, déi mer an deene leschten zwee Joer en place gesot hunn. Wat huet d'Maskepflicht op den Eventer bruecht, an der Schoul bruecht, an de Geschäfte bruecht, am öffentlechen Transport bruecht? War se sennvoll? War se net sennvoll? Wat huet de Lockdown bruecht? Wat hunn déi Ausgangspären zu deene verschiddenen Zäite bruecht? Ware se sennvoll oder hu se strictelement näischt bruecht? Wat huet den 3G bruecht op der Aarbecht? An der Schoul? Wat huet dat bruecht, dass d'Restaurants um 20.00 Auer, um 22.00 Auer, um 23.00 Auer zou waren, dass mer Spärstonden haten? Wat huet déi Distanciatioun bruecht? War dat sennvoll? War dat net sennvoll?

Wann ee keng uerdentlech Léieren aus deene Moosnamen zitt, da setzt ee sech natierlech an eng Situatioun, an där et schwierig ass, wann een am September erëm misst Decisiounen huelen, fir dann déi richtig Decisiounen ze huelen.

Mir regrettéieren, dass dat bis elo net gemaach ginn ass, a mir fuerderen d'Regierung an enger Motioun op, fir esou eng Evaluatioun vun deene Moosnamen ze maachen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– constatant que le nombre des infections avec le virus Sars-CoV-2 est de nouveau en hausse ;

– constatant que les experts annoncent une nouvelle vague d'infections pour l'automne ;

– sachant qu'il existe beaucoup d'incertitudes quant à l'apparition de nouveaux variants du virus,

invite le Gouvernement

– à mettre tout en œuvre afin d'être au mieux préparé pour faire face à une nouvelle vague d'infections en automne ;

– à dresser à ces fins un bilan détaillé quant à l'efficacité des différentes mesures mises en place depuis le début de la pandémie et à présenter ce bilan, étoffé de toutes les études statistiques nécessaires.

(s.) *Claude Wiseler, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Nancy Arendt épouse Kemp.*

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Claude Wiseler (CSV) | An da widerhuelen ech ganz kuerz nach dat, wat ech och schonn d'lescht Kéier gesot hunn. Mir sinn och der Meenung, dass et natierlech momentan aus verfassungsrechtliche Grënn evidenterweis net de Moment ass, fir iwwer d'Impflicht ze diskutieren. Par contre soe mer awer, dass den Text soll fäerdeg gemaach ginn an allen Instanzen. Mir wëssen net, wat am September geschitt.

An da kucke mer, wat am September geschitt. Elo kënne mer et net maachen. Elo wëlle mer et net maachen. Mee kommt, mir maachen eis prett fir September!

(Interruption par M. Dan Kersch)

An dat selwecht géllt ... Dat selwecht ... Gelift?

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat ass awer nei. Dir hutt doch gesot, et misst een et direkt maachen.

M. Claude Wiseler (CSV) | Mee ech hunn ... ech hunn dat ... Nee, Dir hutt mer déi lescht Kéier net gutt nogelauschtert. Wann den Här President erlaabt, da soen ech genau dat, wat ech d'lescht Kéier gesot hunn: Mir sinn der Meenung, dass et verfassungsrechtlech schwéier justifiabel ass, esou en extreem staarken Aschnitt ze maachen an engem Moment, wou d'Gefor net immediat ass, mee wou se just fir September hypotheesch ass.

Eng kloer Ausso, mee mir soen: Mir wëssen net, wat am September kënnt. Get ready! An ech hoffen, ...

(Interruptions)

... dass dat am September do ass an dass mer dann, wa mer et brauchen, net zwee Méint verléiere mat Diskussiounen doriwwer. Dat ass dat, wat mer scho säit e puer Kéiere soen.

D'Pandemiegesetzvirebereedung froe mer scho säit engem Joer. Mir si wierklech der Meenung, dass d'Aart a Weis, wéi mer hei fueren, a sech net ubruucht ass. A mir hätte gär e Pandemiegesetz, an deem d'Aart a Weis, wéi déi Reegelen opgestallt gi vun der Regierung a vun der Chamber, anescht gereegelt gétt. Och do kréie mer null Echo vun der Regierung an dass selwecht ass d'Äntwert op déi véiert Impfung, wou mir soen, dass déi Leit, déi se fräiwëllig wëllen, se awer kéinten trotzdem kréien. Dat hunn ech schonn d'lescht Kéier gefrot, virlescht Kéier gefrot. Ech krut keng Äntwert a wärt haut och keng kréien, well d'Madamm Ministesch net do ass. Oder vläicht gétt den Här Haagen eis eng Äntwert. Ech sinn da gespaant dorop.

Konklusioun: Mir stëmmen deen Text mat, mee mir regrettéieren, dass d'Regierung déi Virbereedungsaarrecht, déi an eisen Ae fir September absolutt noutwendeg ass, net genügend mécht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoools, Här Wiseler.

Une voix | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Merci fir d'éischt dem Här Rapporteur fir säin 30. Rapport, wann ech richtig matgezielt hunn, an där heiter Matière. Mir stëmmen haut de Mëtten Erliichterungen am Pringsong an am Centre de rétention, wat eng gutt Saach ass. An och an de Spideeler fällt de CovidCheck-Regimm jo ewech.

Wat awer an eisen Ae ganz wichteg ass, dass mer d'Maskepflicht an de Spideeler an d'Maskepflicht an den Altersheimer bäibehalen, dat, fir eis krank Leit beschtméiglech ze schützen, fir eis eeler Leit ze schützen, eis vulnerabel Leit weider ze schützen.

Et ass gesot ginn, d'lescht Woch gouf et en zimmlech heftegen Ustig vu méi wéi 40 % bei den Neinfektiounen. Ech mengen, dass léisst een awer schonn „aufhorchen“ – géife se an Däitschland soen. Mir hunn awer am Moment déi glécklech Situatioun, dass déi Leit, déi krank ginn, e liichte Krankheitsverlaf hunn

sech nëmmen eng kleng Lektür vum Text misst maachen an da wär een och méi schlau ginn an et misst een net hei an der Chamber e Stunt maachen.

Bref, dat gesot, eng weider Labberung, wéi se hei am Projet steet, fënnt eise Support. Mir Piraten begrëissen et a kënnen duerfir mat Freed eisen Accord zu diesem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | D'Regierung huet d'Wuert, den Här Claude Haagen als Verrieder vun der Madamm Gesondheitsministesch Paulette Haag..., Paulette Lenert.

(Hilarité)

Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Une voix | Wat seet déi Madamm, déi bei Iech doheim wunnt?

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et ass en neien Numm an d'Anegalerie derbäikomm!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert net!

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale (en remplacement de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé) | Merci, Här President. Dat bedeit, datt ech den Owend fréi muss doheim sinn.

Gutt. Merci dem Rapporteur fir deen – et ass gesot ginn – x-te Rapport vun där heiter Legislatioun. Verschidde Virspriecher a Virriedner hu jo am Fong gesot, wéi se déi verschidden Decisiounen, déi an diesem Gesetzestext stinn, analyséieren. Ech mierke jo och – an dat schéngt sech jo och esou unzabanen –, datt mer hei bal eng Unanimitéit kréien. Ech hoffen et op jidde Fall. Wat och fir d'Labberunge sprécht an och fir d'Decisioun, déi d'Regierung geholl huet.

Omikron BA.5, Omikron BA.2, Dir gesitt, mir sinn allkéiers alleguer zesumme mat neie Variante konfrontéiert, Énnervarianten, déi kommen. An dofir ass et och relativ schwiereg, ëmmer direkt Decisiounen ze huelen, wann een d'Analys nach net huet, wéi déi Varianten an Énnervariante sech wäerten duerchsetzen, wéi se wäerten agéieren, wéi se wäerte variéieren a wat fir een Input se ganz einfach bréngen op d'Decisioun vum der Medezinn, vun der Hospitalisatioun. Et ass also och wichtig, dat ze analyséieren an deementsprechend och déi Decisiounen ze huelen.

Mir mierken, datt des Variant am Fong d'Infektioun net esou schützt, mee datt e schwierege Verlaf vun der Krankheet hei ganz staark geschount gëtt, wann een eeben eng Impfung huet (veuillez lire: Mir mierken, datt d'Impfung am Fong net esou virun der Infektioun schützt, mee datt e schwierege Verlaf vun der Krankheet ganz staark gebremst gëtt, wann een eeben eng Impfung huet). An dat beweist och ganz einfach, datt, och wann den Taux vun de Leit, déi sech infizéieren, an d'Luucht geet, d'Hospitalisatiounen op den Intensivstatiounen nach niddreg bleiwen. Dat ass och ugeschwat gi vu verschiddene Riedner. Et ass gesot ginn, datt d'Zuel vun den Infektiounen, déi an deene leschten zwou, dräi Woche komm sinn, an d'Luucht gaangen ass, awer datt d'Zuel vun de besate

Better op den Intensivstatiounen ëmmer nach onverännert bleift.

Wat och vläicht interessant ass, dat ass, datt d'Uni Lëtzebuerg eng Modellisatioun gemaach huet iwwert déi méiglech Evolutioun vum Omikron BA.5, wat fir eng Well do op eis zou géif kommen. Dat ass am Fong, datt do keen esou e pessimisteschen Zeenario vun enger bedeitender Well wäert sinn – natierlech actuellement op déi heite Variant baséiert – an datt dat domadder och kee groussen Impakt op eise Gesondheessystem hätt.

Déi verschidden Aspekter vum Projet de loi si gesot ginn, iwwert d'Spideeler an d'Altersheimer a Fonctioun vum 3G, mam Port de masque, d'Dauer vun der Isolatioun geet vun zéng op siwen Deeg erfrot an dann hu mer natierlech och d'Ofschafung vun de spezielle sanitäre Moosnamen am Prisong an am Centre de rétention.

Wat net ugeschwat ginn ass, mengen ech, ass awer och an deem Fall, datt um Niveau vun der Loi communale och bis den 31. Dezember vun diesem Joer d'Méiglechkeet fir Vote par procuration oder vu Videokonferenz net de Gemengerot, Schäfferot an de Verwaltungsrat vum CGDIS nach ëmmer en vigueur bleift.

Vu verschiddene Virriedner ass den Avis vun den Experten ugeschwat ginn. Et ass richtig, mir als Regierung waarden op den Avis vun den Experten. Ech hunn elo nogefrot. Et soll – ech schwätzen elo am Conditionnel – ufangs der nächster Woch eng Pressekonferenz sinn, wou deen Avis vun den Experte soll virgestallt ginn. An ech denken, datt dann déi Prozedur och esou kënn, wann dat ass, datt et dann an déi zoustänneg Santéskommissioun kënn, wou natierlech dann och déi Experten ...

(Interruption)

Dozou kann ech Iech elo nach keng Ausso maachen. Wann dat esou ass, da begrëisse mir dat och. Dat ass dann d'Chamber, déi dat wäert froen. Ech kann Iech elo nach net d'Auerzäit soen. Ech weess och net, wat fir een Dag dat ass. Ech kréie just gesot, datt dat ufangs der nächster Woch ass, datt dat da schlussendlech kënn an datt dann natierlech déi Experte wéi déi lescht Kéier och der Chamberskommissioun, denken ech, Ried an Äntwert wäerte stoen.

Da komme mer natierlech op déi verschidde Problemer oder Iwwerleungen am Kader vun enger Impfflicht ze schwätzen, déi ugeschwat gi sinn, wou dann a Fonctioun vun deem Avis d'Parteien an d'Regierung sech wäerte positionéieren, fir eeben, compte tenu vun deem Avis, och Decisiounen ze huelen.

Den Dateschutz ass ugeschwat ginn. Do kann ech mech nëmmen deem ralléieren, wat den Här Clement gesot huet. Et steet an de Projet-de-loien, wat domadder geschitt. Dofir: Zu der Motioun deelen ech seng Meenung.

Déi Analys, déi och gemaach gëtt vun der CSV ... Rien n'empêche, datt mer aner Analyse kënne maachen, mee déi vun der OECD ass amgang, gemaach ze ginn, an ech hoffen och, datt déi relativ zügeg fäerdeg ass. Den Datum vun der Chamber, wéini datt déi Gespräicher solle lafen, ass jo och bekannt. Rien n'empêche, datt een aner Etüden do kann uschléisen. Dofir hu mir och als Regierung domadder kee Problem, fir mat op dee Wee ze goen.

Dat gesot, géif ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Haagen, a Verriedung vun der Madamm Gesondheitsministesch. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kënnen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8030 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8030⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8030 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. Da waarde mer nach e bëssen. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmme a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul SchAAF, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt (par M. Gusty Graas), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lambert et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Joséé Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da musse mer nach bei déi zwou Motioune kommen, déi am Kader vun dieser Debatt deposéiert gi sinn.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi den Här Claude Wiseler deposéiert huet. Den Här Yves Cruchten freet d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. A wéi Der wësst, stëmme mir jo quasi all d'Motioune vun der CSV mat.

(Hilarité)

An esou ass dat och bei där heiter. Wa se Sënn maachen, da stëmme mer se natierlech mat. Ech mengen, et ass jo och schonn drop geëntwert ginn: Mir sinn en attente och vun enger Expertise vu bausse, vun der OECD. Ech mengen, et ass wichtig, dass mer vu bausse och e Bléck drop hunn, datt mer eis och kënnen am Verglach mat anere Länner kucken. Ech erënnere och drun, dass nach eng Etüd gemaach gëtt oder dass mer selwer nach evaluéieren, wat de Large-Scale bruecht huet. Och dat gehéiert dozou.

Selbstverständlech ginn ech och donner aus, dass et am Ausland, wou sech déi selwecht Froe stellen, och nach wäert wëssenschaftlech Auswärtunge ginn. Ech mengen, dass dat heite géif duerchaus Sënn maachen, dass mer eis ... Selbstverständlech sollte mer eis

Et ass eng grondsätzlech Fro, déi mer mat dëser Motioun wëllen schwätzen. Ech weess och, datt se haut ofgeleent gëtt. Awer d'Fro soll am Raum bleiwen. Si soll eis beschäftegen. Si soll jidderee vun eis interrogéieren: Wëlle mer dat oder wëlle mer zrëckkommen an déi Normalitéit – well mer eis et kënnen erlaben, och medezinnesch kënnen erlaben – vu virun zwee Joer?

An ech mengen, déi Fro solle mer eis all stellen. Wéi gesot, et gëtt 56 zu 4, dat wësse mer och, mee awer déi Fro, déi wäerte mer ëmmer erëm stellen hei an dësem Zëmmer an an dësem héijen Haus. Net nëmmen am Zëmmer. Am Sall! E schéine Sall!

(Hilarité)

Mee virun allem solle mer eis se an der Politik stellen a mir mussen, eiser Meenung no, de Leit déi Fräiheeten zrëckginn – integral zrëckginn! –, déi mer virun der Covidkris haten.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. Da ginn ech dem Här Claude Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, ech hunn och e puer méi prinzipiell Saachen heizu ze soen: Selbstverständlech mussen d'Leit all déi Fräiheeten zrëckkréien, esou schnell wéi méiglech, wéi d'gesondheetlech Situatioun et och erlaabt. A momentan erlaabt se et. An ech ginn och dovunner aus, esou vill ech dat gesinn zu Lëtzebuerg, datt déi Fräiheeten och, haaptsächlech och mat dësem Text, notament beim Impfpass, wéi Der et nennt, deen elo haut net méi d'Aktualitéit ass an och net méi gebraucht gëtt, zumindest wat d'Lëtzebuurger Gesetzgebung ugeet ... Par contre ass d'Formulatioun vun der Motioun, esou wéi Dir se hei schreift, fir mech eng Formulatioun, déi déi ganz Zukunft och matbeinhält. Weeder „haut“, sot Der, nach „an Zukunft“ soll dat iergendwellech Auswierkungen hunn.

An ech soen Iech ganz kloer: Mir wëssen net, wat d'Zukunft bréngt. Ech weess net, wat am September, Oktober, November lass ass. Ech weess net, wat d'Krankheet dann nach als Konsequenzen huet. An ech weess net, wat fir eng Moosname mer dann eventuell brauchen oder net méi brauchen.

Ech si mat Iech, wann Der sot: „Esou restriktiv wéi méiglech sollen all déi Aschränkunge sinn – esou restriktiv wéi méiglech, esou kuerz wéi méiglech.“ Mee datt mer der nach eventuell brauchen, dat kënnen mer net ausschléissen. An dofir kënnen mer déi Formulatioun hei, wat eng generell Formulatioun fir d'Zukunft ass, net akzeptéieren a wäerten dergéint stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler.

Da kënnen mer elo zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmmen, 54 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes, Marc Lies (par M. Paul Galles), Georges Mischo (par M. Serge Wilmes),

Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt (par M. André Bauler), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

5. Dépôt de trois propositions de loi par M. Mars Di Bartolomeo

Da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo gi fir den Depot vu Propositions de loi. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, merci villmools, Här President. Ech hunn d'Éier, am Numm vun der Institutionskommissioun, déi an exzellerter Zesummenaarbecht mat der Reglementskommissioun eng Rei vu Proposition-de-loien ausgeschafft huet, fir déi nei Dispositiounen an der Verfassung ëmzesetzen, déi hei an der Chamber ze deposéieren.

Déi Proposition-de-loien droen d'Ënnerschräfte vun de Kollege Simone Beissel, Charles Margue, Léon Gloden, mir selwer an dem Roy Reding.

Si betreffen, éischtens, déi praktesch Dispositiounen fir déi nei Form vun de Commissions d'enquêtes, déi jo an Zukunft méi liicht kënnen aberuff ginn an net méi eng Majoritéit vu sämtlechen Deputéierten, mee nach 20 Deputéierter brauchen, fir kënnen konstituéiert ze ginn.

Dann déi zweet Proposition de loi fir déi sougenannt „initiative populaire“, dat heescht, „relative au propositions motivées aux fins de légiférer“, bei där mer ënner verschidde Konditiounen de Leit dobaussen d'Geleeënheet ginn, fir Proposition-de-loien eranzebréngen, iwwert déi, wa se de Konditiounen vun enger Proposition de loi entsprechen, d'Chamber muss diskutéieren an ofstëmmen.

An dann déi lescht Proposition de loi ass déi, déi de Mediateur an der Verfassung ënnert dem Begrëff vum Ombudsman iwwerhëlt.

Ech wëll alle Kollegen en häerzleche Merci soen, déi un deene Proposition-de-loie matgeschafft hunn, virun allem awer eise ganz effikasse Mataarbechter an der Chamber, déi hei eng exzellent Aarbecht geleescht hunn: d'Direktioun vun der Chamber zesumme mat der Cellule scientifique a mat deenen zwou Kommissiounen.

Här President, ech deponéieren domat déi dräi Proposition-de-loien um Dësch vun der Chamber. Mir wäerten dann an den nächste Sëtzungen d'Rapporteren designéieren, fir de Suivi vun dëser Proposition-de-loie ze maachen. Dir gesitt also, mir ginn eis ganz vill Méi, fir mat deene verschidde Modifikatiounen an der Verfassung Schrëtt ze halen, doduerch, dass mer déi praktesch Ausféierung a Proposition-de-loie

maachen – an d'Regierung op hirer Säit, hoffe mer, dat mat där selwechter Schnelligkeet och iwwer Gesetzer mécht –, fir déi Verfassung, wa se a Kraaft trëtt, och natlos kënnen ëmzesetzen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a ginn dem President d'Resultat vun eisen Aarbechten. Merci, Här President.

8036 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires

8037 – Proposition de loi relative aux propositions motivées aux fins de légiférer

8038 – Proposition de loi modifiant

1. la loi modifiée du 22 août 2003 instituant un médiateur ;
2. la loi du 28 juillet 2011 portant 1. approbation de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006, 2. approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits des personnes handicapées relatif au Comité des droits des personnes handicapées, fait à New York, le 13 décembre 2006, 3. désignation des mécanismes indépendants de promotion, de protection et de suivi de l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées ;
3. la loi du 19 décembre 2008 modifiant : 1. la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension ; 2. le Code de la sécurité sociale ; 3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État ; 4. la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'institutions internationales ; 5. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois ; 6. la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;
4. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
5. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
6. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
7. la loi du 17 décembre 2021 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2022

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

6. Débat de consultation au sujet du Rapport du Fonds spécial de soutien au développement du logement

Op eisem Ordre du jour vun de Mëtten ass d'Consultatiounsdebatt iwwert de Rapport vum Spezialfong fir de Logement. An d'Wuert huet elo de Logementsminister, den Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Merci, Här President. Ech huelle mer nach fir d'éischt eng Kéier e bësse Waasser. Gutt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut de Mëtteg maache mer déi zweet Kéier eng Debatt iwwert de Fonds spécial. Dat gëtt eis d'Geleeënheet, och iwwert d'Erausforderung am Logement – an ech géif léiwer soen: am Logement abordable – ze debatéieren.

Dir wësst, den erschwéngleche Wunnraum ass fir mech eng Viraussetzung, fir e gutt Zesummeliwwen ze garantéieren. An domadder gi mer och – virdu sinn e puer Verfassungspunkten hei deposéiert ginn – der neier Verfassung méi gerecht, nämlech net onbedéngt dem Recht op Propriétéit, mee dem Recht op dezent an erschwénglecht Wunnen.

och dozou féieren, dass dat mat hinnen ëmgesat ka ginn.

De Prinzip ass, fir méi Densitéit eranzekréien. Jo, Densitéit ass a verschiddene Beräicher och eng Diskussioun, mee net op d'Käschte vun enger Wunnqualität. A wann een dat propper mécht, wäert dat eis och geléngen.

Dass mer d'Gemengen natierlech do am Boot brauchen, dat war jo d'Voraussetzung, fir iwwerhaapt dee Projet zu Miersch oder um Cents kënnen ze maachen. Et ass jo och Fakt, mengen ech, dass mëttlerweil 99 Gemengen de Pacte Logement 2.0 ënnerschriwwen hunn. An ech hunn d'nächst Woch nach eng 100. Gemeng am Gespréich, wou ech an de Schännerot ginn. An do wäerte se och, wat ech weess, mat op de Wee goen.

Mir hunn also eng Verdichtung, en Automatissem, awer och duerch Krittären, déi mer erabrëngen, duerch deen Austausch, d'Best Practices tëschent de Gemengen, dass mer awer och kucken, dass mer gesond, lieweg, diversifizéiert Wunnquartiere kréien, an dat ass dat Wichtigst.

Opgepasst! Ech wëll awer och hei nach eppes betounen, wat net geet: Mir kënnen net mat ëffentleche Gelder private Promoteuren e System finanzéieren, deen en neie Businessmodell fir Verschiddener ka ginn! Och wann am Mëttelstand mëttlerweil den erschwéngleche Wunnraum méi deier ginn ass, mee d'ëffentlech Hand mat der Aide à la pierre kann net derfir suergen, dass Businessmodeller vu private Promoteuren eng aner Nues kréien!

Do si mer nämlech ënnert den Argusauge vun Europa, well et ass net konform mat dem EU-Recht. An do muss mer ganz gutt oppassen, wat mer maachen, well se mer soss déi aner Suen, déi mer vill investéiere mat 75 % – well den Intérêt général muss ëmmer priméieren –, soss a Fro stellen. Dofir ass et ganz wichteg, ... Dofir ass jo dee Modell, ech géif e „modèle luxembourgeois“ nennen, dee mer fonnt hu mat der Augmentatioun vun der Densitéit a gläichzäitig dem Ofriede vun Terrainen.

Iwwregens kann ech awer och soen, wéi den Automatissem a Frankräich oder Däitschland ass: Déi mussen d'office 10 % oder 20 % ëffentlech während 10 oder 20 oder 30 Joer liwweren, ouni dass eng Subventioun fléisst! Hei hu mer e Modell fonnt, mengen ech, deen eis alleguer gutt steet an deen, wéi virdu scho gesot, eng Win-win-Situatioun betrëfft.

Une voix | Très bien!

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Dann, den zweete Virworf ass e bësse vis-à-vis vun de Gemengen. Och do hu mer ganz vill Diskussiounen, mir géifen d'Gemengen net genuch finanzéieren oder finanziell ënnerstëtzen duerch insbesondere dee Cahier des charges, dee mer agefouert hunn. Ech liesen awer vill. Elo kommen esou lues Programmeraus, et kommen hei riets a lénks Iddien.

Dee Virworf ass och net richtig, well de Cahier des charges ass grad an der Präisexplosioun, déi mer de Moment hunn, wichteg, well en eng Guideline gëtt. A well ech vill och a Gespréicher mat Entwëckler sinn: Déi hunn déi Orientatiounshëllef gebraucht, well se am Virfeld, ier se ufänke mat plangen, och direkt dee Cahier des charges hunn, dee jo net a Stee gemeeselt ass, dee flexibel ass, deen ugepasst gëtt jee no Demanden, déi kommen. An dee gëtt vun deenen och bereetgestellt.

De Betrag, dee mer festgeluecht hunn, war 2017 gedeckelt ginn. Et huet sech awer erausgestallt, dass dee bis elo an all deene Projeten, déi ech gesinn, aviséiert an ënnerschriwwen hunn, nach net

iwwerschrott gouf, wann d'Planung ganz gutt war. An dofir ass jo deen Hin an Hier tëschent dem Planer, der Gemeng a mengem Ministère, fir dat och korrekt ze maachen.

Mir hunn awer reagéiert, nodeem déi Entwëcklung komm ass, an et huet ee gesinn, dass dee Plaffong elo erreicht ass, a mir hunn net méi spéit wéi Mëtt Juni, virun zwou Wochen, eng Adaptatioun vum Plaffong gemaach. Dat kënt jiddwengem entgéint. An dee Plaffong hu mer natierlech mam Bauindex nei evaluéiert. Deen hu mer matgemaach. Ech mengen, de Bauindex – ech hunn en elo net genau am Kapp –, dee Montant wäert 9,75 % an d'Luucht gesat ginn.

A mir hunn awer och gesot, vu dass déi Situatioun esou ass, wéi se ass – jiddwengem deploréiert se –, dass de Bauindex och d'office an déi Rechnung erakënn, soudass mer d'Evolutioun kënnen matverfolgen, soudass d'Gemengen och nach eng Kéier eng besser Planungssecherheet hunn. Ech mengen, d'circulaire misst fäerdeg sinn, fir dass déi schlisslech och un d'Gemenge ka goen.

An dann ass e Virworf, jo, dat ass deen drëtten Punkt, deen ech nach wëll erwänen, dat ass de RENLA (ndlr: Registre national des logements abordables), de Registre vun den abordabele Wunnengen, mat der Verdeelung. An ech wëll och do nach eng Kéier ganz transparent sinn an allem, wat u sech haut an de Gesetzter steet a muer warscheinlech och drakënn, wann et dann hei an der Chamber gestëmmt ass.

Dat Éischt ass: Vun Ufank un, säit ech hei an der Chamber sinn, hu mer ëmmer iwwert déi Waardeleschten diskutéiert. Et war souguer eng Obligatioun: Wéini komme mer mat enger nationaler Waardelescht? Aus verschiddene Grënn: aus der Transparenz, awer och, fir d'Distributioun esou gutt wéi méiglech, awer och esou transparent wéi méiglech kënnen ze maachen.

Dofir loosst mech awer d'Gesetz zitéieren, dat haut en vogue ass. Haut hu mer jo nach ëmmer d'79er Gesetz an, wat et ausféiert, d'98er Reglement. A wat steet do dran? Ma dräi Véierels vun deene Wunnengen, ob se subventionéiert sinn oder net, mussen d'Gemengen, och wa se keng staatlech Hëllef kritt hunn, no soziale Krittäre maachen! Dat heescht, wa se dat net maachen, esou steet am Gesetz an am Reglement, misste se den Aval fir all Wunneng, déi se exceptionnellement weiderginn, an de Gemengerot droen an d'Ofstëmmung ofwaarden, fir kënnen déi Distributioun ze maachen. Dat ass dat, wat haut am Gesetz steet.

A wat nach drasteet, an dat ass nach méi schéin: De Ministère, mäi Ministère misst an all Komitee an alle Gemengen derbäi sinn, an de Minister huet do souguer e Vetorecht, steet an dem jëtzege Gesetz, fir d'Distributioun. Dat steet haut am Gesetz. Dat ass dat, wat Dir, oder net Dir, Dir sidd jo Deputéierter, mee déi an de Gemenge missten applizéieren.

Wat hu mer dann elo am neie Projet erabruecht? Vläch ass et wichteg, dat eng Kéier ze soen. Mir hunn déi rigouréis Approche emol gestrach. Éischters ass emol ganz kloer: Een, dee keng staatlech Subventioun méi kritt, anescht wéi dat haut de Fall ass, kann déi Wunnengen, wa se eleng vun der Gemeng finanzéiert goufen, oder wien och ëmmer deen Träger ass an en huet keng staatlech Subventioun kritt, da gëtt et keng Krittären. Da kann dee mat deene Wunnengen – entre guillemets – „maachen, wat e wëll“. Natierlech muss en da jo och seng eege Krittären opstellen, awer do schwätzt kee Staat méi dran.

E kann awer profitéieren, wann e se an e RENLA gëtt. Da kann en déi 75 % bezuschusst kréien. Dann natierlech gëtt et Attributiounskrittären, an ech kommen

och gläich dorop zréck, fir d'éischt déi associativ – Dir wësst, dass mer eng Diskussioun hate vun 20 op 40 Joer –: Déi mussen déi Wunnengen da 40 Joer un de Beneficiaire verdeelen. An, wat jo och haut schon de Fall ass, deen eng 75%eg Subventioun kritt huet vun der Gemeng, muss u sech och fir d'Gemeng, esou, géif ech emol soen, wéi Wien ... Auf immerdar mussen déi Wunnengen do sinn, fir kënnen dann och un déi Leit attribuéiert ze ginn.

Wat dann elo d'Krittären ubelaangt, an do ass da vläch eng Kéier eng Diskussioun ze féieren och mam Syvicol, mat de Gemengen allgemeng, besteet d'Gefor, dass mir net méi jugéiere kënnen, wien an deene Gemengen do dran ass. Wat wichteg ass: Mir sinn amgaange mam ganze Secteur, well net nëmmen d'Gemenge sech do mussen drun halen, mee och d'ASBLen. Jiddwengem – an dat seet eis och d'EU-Recht –, deen op 75 % Subventioun geet, muss sech u Krittären halen, déi gerecht an novollzéierbar sinn an eeben dem Intérêt général entsprechen! An dofir hu mer dat jo agefouert, dass jiddwengem muer déi selwecht Krittären huet.

Mee wat mécht dee Programm, dee mer dann elo ..., déi Lëscht? Et kënt eng Lëscht eraus mat 50 oder 60 Kandidaten. An natierlech sinn déi Krittären, also déi 60 Kandidaten, déi do erauskommen an deem Raum, déi sinn no deene Beneficiairen oder dem Necessiteuxberäich berechent. Natierlech muss se jo eligibel sinn, well soss hu mer e Problem vis-à-vis vu Brüssel!

Da kënt natierlech de Bailleur social an d'Spill. Da kann d'Gemeng sinn, dat kann den Office social sinn. Da kann deen, deen do an där Region ass, natierlech éischters d'Wunneng, wann en an der Gemeng wunnt – natierlech huet e Wunnraum – ... da kann de Bailleur social, a wann dat d'Gemeng ass, an där Lëscht vu 50 oder 60 Kandidaten natierlech d'Prioritéit op seng Leit aus der Gemeng setzen. Si mussen natierlech, wat d'Akkommesverhältnis ubelaangt, an dee Krittär passen!

Dat ass natierlech d'Voraussetzung. Mee de Rescht ass natierlech eng Zouerdnung, ganz kloer. Wann en do wunnt, wann d'Kanner do an d'Schoul ginn, wa se do schaffen, ass dat natierlech e ganz héije Krittär. An do ass et un den Office-socialen oder wien et och alles ass, dee sech spéider als Bailleur social aschreift, fir dat kënnen ze maachen.

Ech wëll awer och dofir e bëssen der Solidaritéit virgräifen. Mir ware jo all an der Philharmonie, an do ass ganz vill vum Premierminister wéi och vum Chamberspresident iwwer Solidaritéit geschwat ginn. A grad d'abordabele Wunneng sinn d'Element vun der Solidaritéit! An d'Solidaritéit, och wann de Staat Suen an de Grapp hält, vill Suen an de Grapp hält, Steiergelder, da mussen och déi Hëllef bei deenen ukommen, déi et brauchen. D'Solidaritéit muss och kënnen spillen, wann et Krittäre sinn, déi ganz kloer, transparent an novollzéierbar sinn, soudass et grad den Necessiteux ass, deen dovunner ka profitéieren.

An da soen ech och, Här President, an ech zitieren aus Ärer Ried: Dir hutt och nach eng Kéier gesot, dass d'Solidaritéit an d'Oppenheet an d'Traditioun vun dem Land ganz wichteg wieren. An ech ginn dovun aus, dass dat, och wa mer eis erkläert hunn, vun de Gemengen esou wäert iwwerhol ginn.

Une voix | Très bien!

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Dann e leschte Punkt, dat ass dee vum Artikel 29 (veuillez lire: 29bis). Och do gëtt gesot, mir géifen d'Gemengen iwwergoen oder net abannen. Ech mengen, dass et awer ganz wichteg ass, dass mer dat maachen. Well mir mussen awer éierlech si mat dem Bilan vum Pacte Logement 1.0: Do hate mer schon en Artikel

29. Ech muss soen – ech war jo och schonn emol an der Verantwortung an enger Gemeng an et sinn der ganz vill, déi an der Verantwortung sinn –: D'Resultat ass awer ganz mitigéiert, fir net ze soen, mir hunn net vill Wunnengen aus där ganzer Serie vun zwielef Joer, wou de Pacte Logement 1.0 gelaf ass.

An dat sollte mer jo ... Dat war jo den Optrag, esou war mäin Optrag, wéi ech de Koalitionsvertrag gelies hunn a wéi mer en och zesummen diskutéiert hunn, dass mer dat mussen anescht maachen! An dofir hu mer jo och deen Automatissem. Mir hunn ënner verschidene Ministère ganz exzellant geschafft, fir kënnen deen Automatissem och do eranzekréien, fir dass et en Automatissem ass an obligatoresch an net nëmmen an deene Gemengen, déi ganz vill ënnerwee sinn – et si ganz vill Gemengen, déi ganz vill Aarbecht maachen –, mee dass 102 Gemenge sech un deem Projet bedeelegen. An dofir ass et esou wichteg, dass dat och mat eragefloss ass.

A fir déi 75 % och optimal ze kréien, woubäi mer jo de Seuil adaptéiert hunn ... Jiddefalls soen ech nach eng Kéier den Appell: matzäiten den Telefon huelen, an dat wësse se, uruffen an de Ministère, fir mat deene Leit, déi un deem Dossier schaffen – a mir hunn déi jo opgestockt, déi Kommissioun, déi d'Gemenge begleet –, optimal d'Ëmsetzung kënnen ze maachen, matzäiten, fir dat och kënnen ze maachen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An d'Gemeng muss et jo net maachen! D'Gemeng kann et – an do schwätzen ech éischter déi méi kleng oder mëttelstännesch Gemengen un – mat der SNHBM oder dem Fonds du logement maachen. An dofir mengen ech, dass et ganz wichteg a richtig ass, matzäiten déi Demarche och unzegoen.

Ech kommen dofir zum Schluss elo, Här President.

Ech denken, mat deem Fong hu mer endlech dat Instrument, dat eng Offensiv beschreift. D'Fakte schwätze ganz kloer, dass mer amgaange sinn. A wann ech vu Responsabilité partagée schwätzen: Jo, de Staat muss virginn. De Staat muss hëllef. De Staat muss déi néideg Suen zur Verfügung stellen. De Staat muss och déi logistesche Hëllef de Gemengen zur Verfügung stellen. Awer am Endeffekt mussen d'Gemengen et ëmsetzen. Dat ass ganz kloer. An dofir mengen ech, dass mer dat jo am Pacte Logement esou wëllen nidderschreien.

An ech wëll awer nach eng Kéier de Michel Wurth als Ofschloss zitieren, vun deem ech gëschter Owend dann an där ganzer Broschür vun IDEA do gelies hunn. Nach eng Kéier: „Le Luxembourg part donc de très loin et il faudra(it) mettre en place un arsenal de mesures conséquentes pour atteindre le taux visé de 20 % de logements de ce type.“ An e seet souguer, 20 % géife mol nach net duergoen. Ech mengen, mäin Zil, oder dat, wat an der Strategie steet, ass: Mir sollen et op déi Héicht kréien, wou den Aarmutsrisiko am gréissten ass, an dat ass bei 17, 18 % hei am Land. Dat solle mer fäerdegbréngen.

An ech zitieren en net nach eng Kéier, mee Dir kënt dat op der Säit 64, mengen ech, och noliesen, dass e ganz iwwerzeegt ass vun deenen Instrumenter am 29bis-Artikel. Do hu mer souwuel am Inneministère wéi och bei eis am Ministère e ganze Grupp opgestallt. Zwee Gruppen, also zwou Kommissiounen, déi de Gemenge ganz entgéintkommen, fir dat esou séier wéi méiglech kënnen ëmzesetzen. Dat gëtt gedeelt vun der grousser Majoritéit, och vun der Privatindustrie. Ech denken, dass mer se ëmmer an d'Boot wäerte mathuelen, well, nach eng Kéier: Mir hu kee Bagger! Et si si, déi et mussen ëmsetzen, an dat ass nëmme méiglech, wa mer dat zesumme maachen.

Fir mech sinn ech da mat mengen Ausféierunge fäerdeg. Ech wär frou, wann Der déi Motioun, déi Dir dann zesummen ausgeschafft an deposéiert hutt, dann och vläicht unhuelt, fir kënnen weider an där Demarche ze goen. Mir hate jo gesot, mir géifen eis uleenen un dat, wat an der Mobilitéit ass: Fir alles, wat iwwer 10 Milliounen erausgeet, sollt Der eis den Aval ginn. Mir informéieren Iech jo reegelméisseg. Doriwuer eraus, wat 40 Milliounen ubelaangt, do gëtt et jo souwisou e Gesetz.

An dofir soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an eng gutt Debatt nach. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Minister.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Felix Eischen fir d'CSV. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Félix Eischen (CSV), en remplacement de M. Marc Lies (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech dierf dës Ried halen a Vertriebung vu mengem Kolleg Marc Lies, dee stënterlech u Corona erkrankt ass. Vun hei aus him eng gutt Besserung.

Hie schreift, et wier gutt, dass mer all Joer de Bilan iwwer den neie Fong vum Logement hei an der Chamber maachen. Am Kader vum Gesetz iwwer dëse Fong hat d'CSV-Fraktioun dat och gefrot. Mir hunn dësen neie Fong vun Ufank u matënnerstëtzt, well dëst Dokument dem erschwéngleche Wunnengsbau méi Visibilitéit an doduerch méi Transparenz gëtt. Datt mat dësem neie Fong d'Rad net nei erfonnt ginn ass, dat wësse mer och.

De Fong a seng Donnéeën basieren op dem urspréngleche Programme de construction d'ensembles vum Logementsministère. Zanter der Aféierung vum Fong gëtt et allerdéngs vill manner Budgetartikelen am Staatsbudget am Beräich vum Logement. Do ass eng Rëtsch vun Artikele gestrach ginn.

Dem Minister seng Zuelen, déi bei der Pressekonferenz presentéiert gi sinn, muss een allerdéngs och relativéieren, wat de Kont 2021 ugeet. Do hu mir eng aner Lektür. 170 Milliounen sti fir 2021 verbucht. Am Verglach zu de Jore virdru muss een allerdéngs soen, datt den Zouwuess net gradesou grouss ass wéi annoncéiert. Vun 2018 op 2021 sinn dat och keng 141 %, wéi am Dossier de presse stoung, mee just 58 %. Mir maachen hei eng ganz aner Lektür vun de Konten.

2021 sinn 49 Milliounen iwwer d'ASBLen oder de Kierchefong verbucht ginn. Dëst sinn alles Projeten, déi an der Fäerdegstellung sinn. Viru véier Joer sinn allerdéngs de Kierchefong an och aner ASBLen an hire Beméiungen, fir erschwéngleche Wunnraum ze realiséieren, vum Logementsministère ausgebremst ginn. Si spieren dat op jidde Fall esou, well viru Joren huet de Ministère gesot, datt en net méi esou wéilt zesummeschaffe wéi virdru.

Kuckt een d'Budgeten iwwer déi kommend Joren an dësem Segment, da stellt ee sech d'Fro, ob hei net ideologesch Beweegrënn musse matspillen, wat extreem schued wär. Do gesäit een am Tablo, dass net méi vill Projete vum Kierchefong derbäi sinn.

Et weess een och haut vusäite vu verschiddeenen ASBLen an notamment och vu Verrieder vum Kierchefong, datt si an Zukunft mat der Reform vum Gesetz iwwer d'Aide au logement net méi mam Logementsministère wäerten zesummeschaffen. Dëst ass net gesond, wann de Staat esou virgeet. De Problem Wunnengsmaat a Wunnengsbau kënnen mir nëmmen zesumme mat der ganzer Zivilgesellschaft ugoen.

Den Auteur vun der Ried versteet ëmmer nach net, firwat d'Regierung iwwer de Logementsministère verschidde Acteure wëllt ausschléisse beim Bau a beim Finanzement vun erschwéngleche Mietwunnengen. Aus dësem Grond reechen ech och eng Motioun eran, an där mir d'Regierung opfuerderen, eng Analys oder en Audit ze maachen, wéi een och de privaten Acteur nach méi verstärkt bei der Gestion locative sociale mat an d'Boot kéint huelen. Et ass jo schonn haut esou, dass, wann eng Privatpersoun eng Wunneng an d'GLS gëtt, si vu steierleche Moosname profitéieren kann. Firwat kann dës Form vu Mise à disposition vun erschwéngleche Mietwunnengen also net ausgebaut ginn?

Une voix | Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

– constatant que la pénurie de logements abordables et de logements locatifs sociaux représente un des principaux défis auxquels est confronté le Luxembourg ;

– constatant que le besoin actuel en logements locatifs à bas loyer ne cesse de croître ;

– estimant que la politique doit assumer ses responsabilités et prendre des mesures supplémentaires pour affronter l'insuffisance persistante de logements abordables ;

– estimant que les retards accumulés dans ce domaine ne peuvent être rattrapés sans une collaboration renforcée avec le secteur privé et qu'il est indispensable d'associer le secteur privé au développement de logements locatifs à loyer modéré ;

– estimant qu'il est dès lors primordial de faire bénéficier d'aides étatiques les investisseurs privés qui font réaliser des projets subventionnés ;

– estimant cependant que l'octroi et l'importance de telles aides de l'État devraient être assortis d'une série de conditions et d'obligations qui reposent sur une convention à conclure avec le ministre ayant le logement dans ses attributions ;

– précisant que le bénéficiaire d'une aide étatique doit s'engager à appliquer aux logements locatifs créés le régime de la gestion locative sociale (loyer maximal de 10 €/m²) pendant au moins 25 ans ;

– rappelant que la gestion locative sociale est un concept mis en place par l'État en 2009 visant à lutter contre l'exclusion sociale,

invite le Gouvernement

– à commanditer une étude analysant :

a) les modalités et conditions par lesquelles la « gestion locative sociale » pourrait être mise en œuvre par un investisseur privé ;

b) les aides étatiques, que ce soit sous forme d'avantages fiscaux ou d'aides directes, auxquelles un investisseur privé pourrait prétendre pour la construction de logements locatifs dans le cadre de la gestion locative sociale ;

c) les possibilités d'une coopération renforcée entre les investisseurs privés et les différents partenaires du Ministère du Logement pour la « gestion locative sociale » (organismes conventionnés tels l'Agence immobilière sociale, offices sociaux, etc.).

(s.) Félix Eischen, Emile Eicher, Max Hengel, Georges Mischo, Serge Wilmes.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

M. Félix Eischen (CSV), en remplacement de M. Marc Lies (CSV) | Ech verweisen och hei nach eng Kéier op eng Proposition de loi vusäite vun der CSV-Fraktioun, déi virun engem Joer hei an der Chamber deposéiert

Transformatioune vu Wunnengen, mee awer och Finanzement vun Infrastrukturen, Etüden, allgemeng alles maachen, wat zu enger besserer Liewensqualitéit bäidréit an e bessert soziaalt Liewe férdert.

Dëse Fong erlaabt och Constrainté vun de Budgets-prozeduren – dat ass éischter op administrativem Niveau – ze vermeiden an awer och eng besser Previsibilitéit an Transparenz a puncto Aarbechten am Beräich Wunnengsbau ze kréien.

Wichtig fir eis Parlamentarier ass et awer natierlech, dëse Fong ze hunn, fir awer kënnen e Suivi alljoers ze maachen an ze gesinn, wat am Logementsberäich geschitt, wou natierlech och den Här Minister eis wäert e Rapport an der Kommissioun virstellen. Dir kënnt de Rapport och op logement.lu gesinn.

Ech erlabe mer op dëser Plaz, eng Motioun ze deposéieren, déi ech mat de Kommissiounsmemberen diskutéiert hunn an déi, muss ech soen, och vun der ganzer Kommissioun gedroe gëtt, dat heescht vun all de Fraktiounen. An ech wäert nach eng Kéier zum Schluss an den Detail kommen, fir Iech ze erklären, wat déi Motioun alles mat sech bréngt.

Motion 2

« Les projets d'envergure en matière de logements abordables »

La Chambre des Députés, considérant

a) la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des projets d'envergure en matière de logements abordables ;

b) les procédures à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptées en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion « grands projets d'infrastructure travaux publics » en date du 23 octobre 2008 ;

c) la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros ;

d) la motion de la Chambre des Députés du 1^{er} mars 2018 prise dans le contexte du débat de consultation sur la problématique du logement et invitant le Gouvernement à inciter le Fonds du logement et la Société nationale des habitations à bon marché ainsi que les communes à construire davantage de logements locatifs ;

e) le rapport spécial de la Cour des Comptes du 28 janvier 2019 sur la réalisation des logements sociaux et ses recommandations visant notamment la nécessité de mettre en place les outils nécessaires afin d'avoir une vue globale des projets, particulièrement en matière de consommation financière, d'état d'avancement et de réalisation effective de logements ;

f) la volonté du Gouvernement de dynamiser la création de logements abordables publics en développant en premier lieu le parc public de logements en location abordable et en second lieu celui des logements en vente abordable et en vente à coût modéré ;

g) la motion de la Chambre des Députés du 10 décembre 2019 prise dans le contexte du débat de consultation sur le Pacte logement 2.0 et considérant qu'une des priorités en matière de politique du logement consiste dans la création d'une offre nettement plus large de logements abordables destinés en premier lieu à la location ;

h) l'article 5 de la loi du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement et

obligeant le ministre à soumettre annuellement à la Chambre des Députés un rapport sur le fonctionnement et les activités du fonds, ainsi qu'un programme pluriannuel des dépenses du fonds tenant compte des besoins de logements et des projets soumis par les promoteurs ;

i) le projet de loi n° 7937 relative au logement abordable déposé le 24 décembre 2021 par lequel le Gouvernement entend mettre en œuvre un programme public concerté, responsable et ambitieux pour le développement de logements abordables qui renforce ainsi l'équité dans la société et qui la rend non seulement résiliente face au changement climatique, mais également au risque d'un clivage sociétal provoqué par l'enchérissement continu des logements du marché privé¹,

invite le Gouvernement à

a) présenter chaque année, avec le rapport sur le fonctionnement et les activités du Fonds spécial de soutien au développement du logement et en vue d'un débat à mener par la Chambre des Députés, une liste des projets d'envergure en matière de logements abordables à réaliser prioritairement par les promoteurs sociaux avec l'appui financier de l'État au cours de l'exercice suivant, voire les exercices suivants, et dont l'appui financier de l'État est susceptible d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros,

considérant en outre

a) la liste des projets d'envergure en matière de logements abordables susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, soumis à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD), présentée lors de la réunion du 19 mai 2022 de la Commission du Logement ;

b) que les projets susceptibles d'engendrer un engagement financier de l'État de plus de 40 millions feront l'objet d'un projet de loi d'autorisation budgétaire spécifique permettant ainsi de présenter en détail l'évaluation critique des coûts ;

c) que, suite aux informations détaillées fournies par les responsables du Ministère du Logement, du Fonds du logement et de la Société nationale des habitations à bon marché, la Commission du Logement a avisé favorablement les projets présentés,

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets suivants :

a) en ce qui concerne les projets à réaliser par le Fonds du logement

Promoteur public	Commune d'implantation du projet	Adresse Lieu-dit	Durée de réalisation	Unités de logement	Participation étatique estimée en millions
Fonds du logement	Wiltz	Haergarten	2023-35	250	40-50

b) en ce qui concerne les projets à réaliser par la Société nationale des habitations à bon marché

Promoteur public	Commune d'implantation du projet	Adresse Lieu-dit	Durée de réalisation	Unités de logement	Participation étatique estimée en millions
SNHBM	Luxembourg	Centre de Merl	2022-26	112	22-34
SNHBM	Hesperange	Place Jomé	2025-30	65	11-14
SNHBM	Clervaux	In der Kubischt	2025-29	51	10-12

c) en ce qui concerne les projets à réaliser par les communes

Promoteur public	Commune d'implantation du projet	Adresse Lieu-dit	Durée de réalisation	Unités de logement	Participation étatique estimée en millions
AC Differdange	Differdange	Bâtiment Gulliver, 14-16 Grand-Rue	2023-27	45	10-18
Ville de Luxembourg	Luxembourg	Rue Paul Albrecht	2022-26	42	11-13
AC Roeser	Roeser	Peppange centre	2022-25	25	10-12

¹ Extrait de l'exposé des motifs du projet de loi

(s.) Semiray Ahmedova, Yves Cruchten, Félix Eischen, Marc Goergen, Max Hahn, Nathalie Oberweis, Roy Reding.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Ech wëll Iech awer och e puer pertinent Zuelen aus dem Rapport vun dësem Joer nennen.

Am Joer 2021 huet de Fong 171 Milliounen investéiert. Par rapport zum Joer virdrun hu mir eng Hausse vun 80 % – dat heescht: innerhalb vun engem Joer 80 % méi Investier.

Fir d'Joer 2022 ass eng finanziell Participatioun vun 300 Milliounen virgesi fir all déi effentlech Promoteuren, déi abordable Wunnenge wäerte schafen. A mat der Depense am Kader vum Pacte Logement kéime mer souguer op 327 Milliounen erop. Am Moment si ganzer 252 Projete guttgeheescht, fir iwwert de Fong kofinanziert kënnen ze ginn, déi et erlaben, e bësse méi wéi 3.300 nei Wunneenheeten ze bauen. 40 % vun de Wunnenge si fir de Verlaf ënner Emphyteos virgesinn. Dat heescht, déi reschtlech 60 % si fir bezuelbar Locatioun virgesinn. Esou ass am Joer 2021 d'Zuel vun den effentleche Mietwunnengen ëm ganzer 7 % geklommen. Dat sinn: de Fonds du logement, d'SNHBM an d'Gemengen zesummen. Ech soen dat ëmmer erëm, mee momentan hu mir eng 2 % Sozialwunnengen op eisem Marché. Eist Zil muss et sinn, dës Unzuel ze verzéngfachen.

Als Konklusioun vu menge Chiffere wëll ech nach soen, datt de Fong 2015, ënnert der Form vun 21 Artikelen, just 39 Milliounen ausginn huet. Am Verglach mat 2022, dat heescht just siwe Joer drop, hu mir eng Previsioun vun 300 Milliounen. Ech erlabe mer, op dëser Plaz ze soen, datt mer eng richtig Offensiv a puncto abordable Wunnengsbau gestart hunn. Ech maachen dann och direkt den Iwwergang, well ech wëll gären op e puer Projet-d'enverguren agoen.

D'Perspektiv fir déi Period zwëschen 2022 a 2026 gesäit vir: ganzer 2.300 Wunnengen, déi jo u sech an der Exekutioun sinn, an eng ronn 2.200, déi an der Planifikatioun sinn; natierlech mat Tendenz no uewen.

Ech enthalen Iech och net déi Projeten, déi momentan amgaange sinn, gebaut ze ginn. Esou hu mer bei Elmen 400 Wunnengen, bei Wunne mat der Wooltz mam Haargarten si mer op ongeféier 1.100; Syrdall ronn 170; Manternach 220; Mamer Wëltgebond 160.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. Da freet nach den Här Roy Reding d'Wuert.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här President. Also, ech fannen d'Pist extreem sympathesch, fir dat doten nach eng Kéier méi am Detail ze analyséieren. Ech hunn allerdéngs déi gréisst Problemer mat de Consideranten. Wann een do elo schonn, vun uewen erof an ouni datt mer Berechnunge gemaach hunn, e maximale Loyer vun 10 Euro de Meterkaree festsetzt, ass dat ganz einfach net seriö, well et net der Realitéit entsprécht. Dat muss ee maachen, nodeems ee Berechnungen ugestallt huet, an net, éier ee se ugestallt huet. An an deem Sënn géif ech menger Fraktioun roden, eis ze enthalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Félix Eischen.

M. Félix Eischen (CSV) | Jo, am Numm vum Här Lies géif ech soen: Virdrun huet den Här Cruchten avancéiert, dëst eventuell nach eng Kéier an der Kommissioun ze diskutéieren. Domadder wiere mir absolut d'accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Eischen. Ech mengen, mir kënnen dann zum Vott ...

(*Interruption*)

Den Här Yves Cruchten nach.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci. Also, ech bleiwen och där Meenung. An ech mengen, dass grad déi Debatt haut gewisen huet, dass do Erklärungsbedarf ass an dass do nach vill Froe sinn, dass mer alleguerter vill Froen hunn driwwer, wéi esou eng Kooperatioun kéint ausgesinn.

Den Här Minister huet jo och gesot, dass en am stännege Kontakt ass an dass e vill Gespréicher gefouert huet. Et wär jo gutt, wa mer eis eng Kéier Zäit géif huelen, vläicht scho virun der Rentrée am September, dass mer eis eng Kéier an enger Kommissioun Zäit géif huelen, fir alleguerter déi Saachen do am Detail ze diskutéieren. Do geet et elo net reng ëm déi Motioun hei, mee ëm den Aspect général, deen den Här Eischen ugeschwat huet an deen Dir jo och hei laang an Ärer Interventioun debattéiert hutt. Also,

ech géif dat absolutt sënnvoll fannen, wa mer dat géife maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo, ech wollt déi Propos maachen, datt mer déi Motioun hei, vu datt dru geschafft ginn ass, wéi gesot, an déi Aidé erhéicht gi sinn, net matdroen an datt awer de Sujet an der Kommissioun nach eng Kéier kann traitéiert ginn, mee elo net cibléiert am Hibleck op dës Motioun.

Ech géif Iech déi Propos do maachen. Ech mengen, den Här Minister wollt eng Kéier reagéieren. Ech géif dobäi verbleiwen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, ...

Plusieurs voix | Nee!

(*Brouhaha*)

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Also, déi Motioun net an d'Kommissioun, mee de Sujet ka jo ugeschwat ginn.

M. Fernand Etgen, Président | ... dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Nee.

M. Fernand Etgen, Président | Nee?

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Här President, ech hu mech vläicht falsch ausgedréckt.

M. Fernand Etgen, Président | Dat heescht, et gött ofgestëmmt iwwert d'Motioun? Ok. Da stëmme mer iwwert d'Motioun of.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo, merci.

Vote sur la motion 1

M. Fernand Etgen, Président | D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuracion. Et feelen der nach e puer. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 21 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmme a 4 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Paul Galles), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Marc Spautz), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes, Marc Lies (par

Mme Octavie Modert), Georges Mischo (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Diane Adehm), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz et Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt (par M. Gusty Graas), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Frank Colabianchi), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Djuna Bernard) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2, déi vun der Madamm Ahmedova deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach zu där Motioun d'Wuert ergräifen?

M. Roy Reding (ADR) | Déi kënnen mer à main levée stëmme, mir hunn déi jo all ënnerschriwwen.

M. Fernand Etgen, Président | Da kënnen mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dës Motioun eestëmmegeg ugeholl.

Domat wiere mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si fir de 5., 6. a 7. Juli virgesinn.

D'Sitzung ass opgehewen.

(*La séance publique est levée à 17.56 heures.*)

64^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | Mme Djuna Bernard, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 32
M. Fernand Etgen, Président	
2. Communications	p. 32
M. Fernand Etgen, Président	
3. Changement de composition de la Conférence des Présidents	p. 33
M. Fernand Etgen, Président	
4. Ordre du jour	p. 33
M. Fernand Etgen, Président M. Gilles Roth Mme Martine Hansen M. Gilles Roth (intervention de Mme Martine Hansen) M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Yves Cruchten) Mme Josée Lorsché (interventions de M. Gilles Baum et M. Gilles Roth) M. Gilles Baum M. Yves Cruchten Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse) M. Michel Wolter	

5. Heure de questions au Gouvernement	p. 35
Question n° 331 du 5 juillet 2022 de Mme Martine Hansen relative à la « Passerelle 1 GSO vers le diplôme d'éducateur », adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	p. 35
Mme Martine Hansen M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	
Question n° 332 du 5 juillet 2022 de M. Claude Lamberty relative au service de prévention « Départ en vacances » de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure	p. 36
M. Claude Lamberty M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure	
Question n° 333 du 4 juillet 2022 de M. Carlo Weber relative aux locaux de l'Administration des ponts et chaussées à Clervaux, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics	p. 36
M. Carlo Weber M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics	

Question n° 334 du 5 juillet 2022 de M. Fred Keup relative à l'enseignement à domicile, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 37

M. Fred Keup | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n° 335 du 5 juillet 2022 de Mme Josée Lorsché relative aux recommandations du Conseil de la concurrence concernant le secteur pharmaceutique, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Question n° 336 du 5 juillet 2022 de M. André Bauler relative aux recommandations formulées par le Conseil de la concurrence suite à l'enquête sectorielle dans le secteur pharmaceutique, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 37

Mme Josée Lorsché | M. André Bauler | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Question n° 337 du 5 juillet 2022 de M. Paul Galles relative aux conséquences du plan climat « Fit for 55 » de la Commission européenne sur le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 38

M. Paul Galles | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement

Question n° 338 du 5 juillet 2022 de M. Gusty Graas relative au nouveau concept de prise en charge néonatale à la maternité du Centre Hospitalier du Nord (CHdN) à Ettelbruck, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 39

M. Gusty Graas | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (interventions de M. Jean-Paul Schaaf)

Question n° 340 du 4 juillet 2022 de Mme Cécile Hemmen relative au service payant « Ruffbus », adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 39

Mme Cécile Hemmen | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Question n° 341 du 5 juillet 2022 de Mme Djuna Bernard relative à l'éducation financière à l'école, notamment en ce qui concerne les cryptomonnaies, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 40

Mme Djuna Bernard | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n° 342 du 5 juillet 2022 de M. Dan Kersch relative au développement des dépenses militaires, adressée à M. le Ministre de la Défense p. 41

M. Dan Kersch | M. François Bausch, Ministre de la Défense

Question n° 343 du 5 juillet 2022 de M. Dan Biancalana relative aux conclusions à tirer du sommet intermédiaire des exécutifs de la Grande Région, adressée à Mme la Ministre à la Grande Région p. 42

M. Dan Biancalana | Mme Corinne Cahen, Ministre à la Grande Région

6. Interpellation de Mme Semiray Ahmedova au sujet du développement du site Belval p. 42

Exposé : Mme Semiray Ahmedova

Débat : M. Marc Spautz | M. Max Hahn (interventions de M. André Bauler) | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen (interventions de Mme Simone Asselborn-Bintz) | Mme Martine Hansen (interventions de M. Dan Kersch)

Prises de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (intervention de Mme Myriam Cecchetti) | Mme Martine Hansen (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch | Mme Myriam Cecchetti (parole après ministre) | M. le Ministre François Bausch

7. 7925 – Projet de loi relative au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques p. 59

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : Mme Jessie Thill

Discussion générale : M. Jean-Paul Schaaf (dépôt de la motion 1) | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prises de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7925 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : Mme Jessie Thill | M. Jean-Paul Schaaf

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, M. Henri Kox, M. Franz Fayot et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 5 juillet 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

8035 – *Projet de loi relatif au recrutement des professionnels de la santé pour la prise en charge médicale et de santé des personnes fuyant la guerre en Ukraine*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 29/06/2022

8039 – *Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2021*

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 30/06/2022

8040 – *Projet de loi sur l'harmonisation des carrières inférieures des fonctionnaires et employés de l'État et portant modification : 1. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 2. de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ; 3. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien ; 4. de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale*

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 04/07/2022

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2387 – *Demande de pétition publique : Fir e bessere Service um Client bei de Banken*

Dépôt : M. Nicolas Gengler, le 27/06/2022

2388 – *Demande de pétition ordinaire : Pfand für Zigarettenkippen*

Dépôt : M. José Luis Olivares González, le 28/06/2022

2389 – *Demande de pétition publique : Abolir « la pension alimentaire à titre personnel d'un homme ou d'une femme en cas de divorce »*

Dépôt : M. Luis Pires, le 28/06/2022

2390 – *Demande de pétition publique : Fournir des permis de travail aux parents séparés ou divorcés qui ne détiennent qu'un titre de séjour sur une prise en charge familiale/sponsorisée*

Dépôt : Mme Carol Gobey, le 29/06/2022

2391 – *Demande de pétition publique : Établir des procédures d'enquête médico-légales professionnelles obligatoires dans tous les cas signalés d'abus d'enfants*

Dépôt : Mme Carol Gobey, le 29/06/2022

2392 – *Demande de pétition publique : Permis de conduire – Fahrerlaubnisrecht – Gegenseitige länderübergreifende Anerkennung der Führerscheinerweiterungen – B196 (Deutschland) und B100 (Luxemburg)*

Dépôt : M. Frédéric Becker, le 29/06/2022

2393 – Demande de pétition publique : En Educateur diplômé ass méi wéi e B1. Gerechte Salaire fir de Bac+1 och op Staats- a Gemengenniveau

Dépôt : Mme Sandrine Massard, le 30/06/2022

2394 – Demande de pétition publique : Pour le maintien d'une station au CNG à Luxembourg-ville

Dépôt : M. Vincent Binamé, le 30/06/2022

2395 – Demande de pétition publique : Empêcher la promotion, la légalisation et la normalisation des comportements sexualisés avec les enfants par le système judiciaire – utiliser des études/audits approfondis

Dépôt : Mme Carol Gobey, le 30/06/2022

2396 – Demande de pétition publique : Lutter contre l'insécurité et la chute de passage à Luxembourg-ville (Centre)

Dépôt : M. Brice Noirot, le 30/06/2022

2397 – Demande de pétition publique : Pass 10 Joer valabel

Dépôt : M. Ryan Shepherd, le 01/07/2022

2398 – Demande de pétition publique : 35 heures

Dépôt : M. Manuel Alves, le 02/07/2022

2399 – Demande de pétition publique : Finir avec le congé collectif

Dépôt : M. Yonathan Lopez, le 03/07/2022

2400 – Demande de pétition publique : Augmentation temporaire du montant total de la javeur fiscale résultant de l'application du taux super-réduit de 3 % pour les nouvelles constructions de 50.000 EUR à 150.000 EUR

Dépôt : M. Yannick Lotti, le 04/07/2022

2401 – Demande de pétition publique : Autoriser Uber et d'autres plateformes de transport mobile à opérer au Grand-Duché

Dépôt : M. Abner Andrey Martinez Zamudio, le 04/07/2022

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Changement de composition de la Conférence des Présidents

Wat d'Zesummesetzung vun der Conférence des Présidents ugeet, informéieren ech Iech, datt den Här Gilles Roth als neie President vun der CSV-Fraktioun d'Madamm Martine Hansen säit dem 1. Juli ersetzt.

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Présidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Interruption par M. Gilles Roth)

Den Här Gilles Roth freet d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech huelen op Wonsch vun eiser Fraktioun d'Wuert zu dem Ordre du jour. Mir hunn op dem provisoireschen Ordre du jour eng weider Sitzung virgesinn e Freideg de Mëtten, fir iwwert déi sougenannt Impfflicht ze diskutéieren.

Et ass awer esou, dass mir no engem längeren Echange, dee mer an eiser Fraktioun haten, der Mee-nung waren, dass dat ze vill eng wichteg Fro ass, fir dass engersäits de President vun der Regierung, de Ministerpresident, de Xavier Bettel, eng Deklaratioun

mécht an dann direkt duerno d'Fraktiounen dozou in-haltlech Positioun sollen huelen.

Ech muss Iech ganz éierlech soen, dass dat awer e bëssen hasardéis ass, well mir reagéiere jo net par rapport zu dem Avis vun den Experten, mee mir reagéiere par rapport zu enger Positioun, déi dann d'Regierung, vertrueden duerch de Xavier Bettel, der Chamber matdeelt. An ech soen Iech ganz éierlech: Mir sinn eng Vollekspartei, wou mer iwwert déi Fro och ënnerschiddlech Meenungen hunn. Dat, mengen ech, ass normal. A mir hätten awer gären, dass am Virfeld, ier eise Spriecher, an dësem Fall de Claude Wiseler, de Parteipresident, am Numm vun eiser ganzer Fraktioun dozou Stellung hält, mer déi néideg Zäit hätten, fir an der Fraktioun déi Positioun ze diskutéieren.

Ech mengen och ganz éierlech: Mir hunn nach zwou Woche Chamber, dat ass dës Woch, a mir hunn och d'nächst Woch Chamber. A fir deen Debat an aller Serenitéit a mat allen Ausgewogenheete kënnen richteg ze féieren, géife mer Iech proposéieren, dass dës Woch, am léifsten ee vun den normale Sitzungsdeeg, dat heescht muer oder en Donneschdeg, de President vun der Regierung Xavier Bettel eng Deklaratioun mécht an dass duerno, am beschten déi nächst Woch, d'Chamber en Echange de vues iwwert déi Deklaratioun hätt. Ech mengen, dat géif vill zur Saach bäidroen. Dozou kënn nach, dass mir als gréisst Fraktioun an der Chamber vill Leit hunn, déi och op kommunalem Plang Engagementer hunn, an dass dat e Freideg de Mëtteg relativ schwierig ze bewierk-stellen ass, well déi Leit och an hirer Funktioun als Buergermeeschter, als Schäffen oder als Gemeenge-conseiller eng ganz Rei vun aneren Engagementer hunn.

Mir géifen Iech wierklech dorëm bidden – ech mengen, déi Urgence, déi ass ginn, mee si ass net op eng Woch ginn –, fir dass een e serene Debat am Interessi vun der Fro, an et ass eng sensibel Fro, kéint féieren. Duerfir géife mir Iech eindringlech bidden – ech weess, mir hunn dozou keng Majoritéit –, dass Der deem Gehéier géift schenken.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. Ech muss wierklech soen, datt ech e bëssen erstaunt sinn, well eeben d'Fraktiounschefin vun der CSV-Fraktioun hiren Accord ginn hat fir deen doten Ordre du jour.

(Interruption)

D'Madamm Paulette Lenert huet d'Wuert gefrot gehat.

Duerfir erstaunt dat mech awer net nëmmen e bëssen, dat erstaunt mech immens vill, muss ech awer wierklech direkt soen. Well dobäi war d'Madamm Hansen och nach déi Éischt, déi op d'Lettre circulaire, fir dat e Freideg ze maachen, geäntwert huet.

D'Madamm Paulette Lenert kritt d'Wuert. Nee? Net. Da kritt d'Madamm Martine Hansen d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech hu geäntwert, well mer warscheinlech keng aner Méiglechkeet haten. Ech wëll awer soen, datt mer haut de Rapport kritt hunn. Haut hu mer de Rapport kritt, de Moien. Fir d'Éischt hu mer um 9.00 Auer nogelauschert. Dat war net esou evident, déi Iwwerleeungen alleguer ze suivéieren an no den Iwwerleeungen déi selwecht Konklusioun ze zéien, zumindest fir mech net, wéi ech dat nogelauschert hunn.

Dunn hu mer de Rapport kritt. Deen hu mer kritt während der Sitzung vun der Fraktioun. Dunn hu mer driwwer diskutéiert a mir waren eis awer eens, datt et do net esou einfach wär, elo konkret Positioun ze

huelen, a mir wéisste jo och nach guer net, wat d'Regierung géif soen.

Gläichzäitig hu mer gekuckt: Wie kéint iwwerhaupt do sinn e Freideg de Mëtteg? Mir hu ganz vill Leit, an ech mengen, net nëmme mir, well ech hat änlech Reaktiounen vun der Majoritéit kritt, déi gesot hunn: „Dat do ass jo am Prinzipp eng Organisatioun, déi net méi ze organiséieren ass.“ Et si Leit, déi hu freides mëttes, duerch hir aner Verpflichtungen, eebe scho Verpflichtungen. An da kréie mer et vläicht net hin, fir eng richteg serene Debat hei ze féieren iwwer e Sujet, deen awer, mengen ech, derwärt ass, datt een déi an aller Serenitéit féiert. Et kann een dat net einfach esou dohinnerklaken.

An dofir wär et fir eis wichteg, ech froen et nach eng Kéier, datt mer dat géifen opdeelen. Eng Deklaratioun, déi kënnen mer definitiv maachen, mir hunn déi nächst Deeg elo net vollgepaakt, an da kéinte mer déi Woch duerno eng Reaktioun dorobber maachen. Dat muss dann och kee Modell 1 sinn. Do géife mer och eens ginn, wéi bei deenen aneren Deklaratiounen, wann all Fraktioun zéng Minutten hätt, an da géife mer dat sécherlech op den Ordre du jour kréien. Mee da kéinte mer eis a Rou iwwerleeën, fir eis Reaktioun dorobber ze preparéieren. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Ech wëll nach eng Kéier och mäin Erstaunen äusseren, well u sech d'CSV-Fraktioun hiren Accord zu deem ofgeännerten Ordre du jour ginn hat.

(Brouhaha et exclamations)

Den Här Roth nach eng Kéier.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech verstinn Äert Erstaunen. Mee Dir sidd éischte Bierger vum Land an als éischte Bierger vum Land hutt Dir, grad wéi mir alleguerten, déi 60 Deputéiert, déi hei Stellvertrieder si fir déi 650.000 Awunner, déi d'Land huet, a fir alleguerten déi, déi hei verkéieren, d'Aufgab, dass mer eng rasonabel an eng konzertéiert Approche, am beschten zesummen, an esou enger quokeleger Fro wéi iwwert d'Impfflicht fannen. An duerfir maachen ech nach eng Kéier, mat all Ärem Versteesdemech, zesummen och vläicht mat dem Versteesdemech vun der Regierung, en eindringlechen Appell, dass een dat esou mécht. Dat heescht, dës Woch eng Deklaratioun vun dem Premier am Numm vun der Regierung, an dat sollte mer da roueg déi nächst Woch diskutéieren.

D'Madamm Hansen huet et mat Recht gesot an ech mengen, déi zéng Minutten, déi kann all Fraktioun sech huelen, déi Stonn oder déi annerhalfe Stonn – dat ass e Fussballmatch –, déi do derbäi erausfällt. Dat kann ee maachen. Ech géif Iech wierklech nach eng Kéier bidden, dass Der Är Positioun, mat allen éischte Reaktiounen, déi d'Madamm Hansen gesot huet – mir hunn dat konstruktiv gesinn –, revidéiert an dass mer dann eng gemeinsam Léisung an deem Sënn, wéi mir et virgeschloen hunn, géife fannen.

M. Fernand Etgen, Président | Här Roth, ech wäert a mengem Ermessen d'Conférence des Présidents zesummeruffen an déi doriwuer informéieren. Dat sinn net ech, deen dat decidéiert. Decidéiert, datt mer et esou géife maachen, hat d'Totalitéit vun deene Memberen aus der Conférence des Présidents, déi d'Stëmmrecht haten, ...

Mme Martine Hansen (CSV) | Mir kënnen awer hei den Ordre du jour änneren.

M. Fernand Etgen, Président | ... och d'Vertriederin vun der CSV-Fraktioun.

Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President. Ech mengen, an dëser Fro wëllt ech d'CSV ënnerstëtzen. An ech soen Iech och, firwat.

Well d'Finanzgestioun an den Émgang mat Suen natierlech vlächicht éischer op enger D-Sektioun oder op enger Sektioun vun der École de Commerce et de Gestion e Schwéierpunkt duerstelle wéi op anere Sektiounen, hu mer do natierlech där doter Inhalter, wou och op eenzelne Sektiounen, virun allem op deenen, wou d'Contenuen elo an der Lescht iwwerschafft goufen, Aspekter wéi Blockchain respektiv Kryptowährung och thematiséiert ginn.

Do wou natierlech an de leschten, soe mer mol fënnen Joer d'Programmer, d'Inhalter nach net iwwerschafft goufen, bleift dat natierlech nach ze maachen an et wäert natierlech och bei enger nächster Revisioun de Fall sinn.

Mir sinn eis awer och bewosst, dass grad de Phänomeen vun de Kryptowährungen e Phänomeen ass, dee jo op de soziale Medien zum Deel ganz staark gespillt huet, an duerfir gëtt dat och thematiséiert vu BEE SECURE. An et ass sécherlech och en Thema, dass beim neie Schoulfach Digital Sciences kann eng Roll spillen, an do kann och opgegraff ginn, wéi schnell een eigentlech och an de soziale Medie seng Sue ka verléieren.

Dat ass bis elo ëmmer e Schwéierpunktheema vu BEE SECURE gewiescht, well net nëmmen iwwert den Investissement a Kryptowährungen, mee iwwer ganz vill aner Arnaquë Jonker, mee och manner Jonker ëmmer nees hiert Geld verléieren an eigentlech herno net méi drukommen. Mee grad dass e Phänomeen, dee mer schéngt bei de Kryptowährungen awer och ganz ausgeprägt gewiescht ze sinn.

Ech denken, dass awer och d'Elteren hei eng Responsabilitéit hunn. Wann ech als Papp géif mierken, dass meng Kanner a Kryptowährungen investéiert hätten a si hätte vill Geld verluer domadder, da géif ech mer vlächicht iwwerleeën, op dat aalt Spuerbuch zrëckze-gräifen an en Deel vun hirem Täschegeld dorobber ze setzen.

Villmoos merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Meisch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 342 vum Här Dan Kersch un den Här Verdeedegungsminister iwwert d>Weiderentwécklung vun de Militärdépenden. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 342 du 5 juillet 2022 de M. Dan Kersch relative au développement des dépenses militaires, adressée à M. le Ministre de la Défense

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Här Minister, an Är effentlecher Presentatioun vun der Trajectoire vum Effort de défense hutt Der eng järelech Steigerung vun 0,06 % vum PIB virgesinn, fir 2028 d'Grenz vun 1 % vum PIB ze errechen. Déi puer Stellen hannert dem Komma gesi selbstverständlech net no ganz vill aus, mee mir schwätzen awer hei vun Erhéijunge vun Honnerte Milliounen, bis an de Beräich vun der Milliardegrenz. Mir schwätzen also absolut net vu Peanuts!

Domadder verloosse mer a mengen Aen och eng iwwer Joerzénge vun de sukzessive Regierunge verfollegt Strategie, fir traditionell méi niddreg Ausgabe fir d'Defense par rapport zu den Nopeschlänner mat konsequent méi héijen Ausgaben an der Kooperatioun ze argumentéieren.

Dat ass ouni Zweifel e Paradigmewissel, well mer an Zukunft strukturell 1 % vun eisem PIB an d'Defense géifen investéieren an 1 % vun eisem RNB, also dem Revenu national brut, wat eppes ganz aneres ass, an d'Kooperatioun.

Dëst ass, wéi gesot, op den éischte Bléck eng ausgewogen Decisioun, ënnerschléit awer, dass de PIB weesentlech méi héich ass wéi den RNB. 2021 kann een dovun ausgoen, dass et en Ennerscheid vu ronn 60 % gëtt. Mir decidéieren also quasi, fir strukturell a laangfristeg weesentlech méi an d'Defense ze investéieren wéi an d'Kooperatioun.

Här President, erlaabt mer, hei ze soen, dass ech déi Entwécklung als äusserst bedauerlech an och bedenklech empfangen. An ech mengen, dass och keen heibannen ass, deen deem géif widdereschwätzen.

Wéi d'Regierung 2017 hire Plang fir d'Entwécklung vun der Defense virgestallt huet, waren haaptsächlech Projeten ugeduecht ginn, déi souwuel e militäresche wéi och en zivilen Notzen hunn. An als Beispill wéilt ech vlächicht d'Utschafung vun Helikopteren zitéieren, déi souwuel militäresch ewéi och bei der Mënscherettung am In- an Ausland kéinten an den Asaz kommen. Eng Zesummenaarbecht mam Zivillschutz war och ausdrécklech ugeduecht ginn, d'Ausbildung vu Fliegerpilote mat engem Simulator um Findel, wat souwuel der ziviller wéi och der militärescher Aviatioun kéint zeguttkommen.

Ech wollt an deem Kontext dann och – well de Minister an der Äntwert op der Madamm Hemmen hir Ausso virdru grad gesot huet: „Mir musse ganz gutt oppassen, wat mer da vu Sue wëllen ausginn a wat mer mat eise Sue sollte maachen“ – zwou Froe stellen: Ass bei der Regierung virgesinn, dass déi zousätzlech finanziell Mëttele aleng dem Defenseministère ze ënnerstelle sinn oder kéinten och aner Departementer bedeelegt ginn, fir esou Synergie mat ziville Projeten hierzustellen? An zweetens: Gëtt et eng genau Lëscht vun deem, wat an Zukunft mat deenen zousätzleche Mëttele soll gemaach ginn, wat iwwert dat erausgeet, wat Der och an der Effentlechkeet scho gesot hutt a wat een och um Internet kann noliesen? A wann et déi Lëscht gëtt, kënnen d'Deputéiert déi agesi respektiv och doriwwer mat Iech diskutéieren?

Merci villmoos.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Den Här Verdeedegungsminister François Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Merci, Här President. An och merci dem Här Kersch fir déi Froen a fir déi Méiglechkeet, déi ech domadder hunn, fir kënnen e puer Prezisiounen ze ginn. Fir d'éischt emol zu der Fro zum 1 % PIB an 1 % RNB respektiv Entwécklungshëllef par rapport zu dem Defensebudget. Bekanntlech sinn ech jo net zoustänneg fir d'Entwécklungshëllef. Ech sinn awer och Member vun der Regierung. A wann den Entwécklungshëllefminister an d'Regierung kennt an e mécht Proposen, fir d'Entwécklungshëllef ze héijen, muss ech Iech soen, dass wier mir ganz sympathesch.

(Interruption)

Also hunn ech guer kee Problem domadder, dass ze maachen. Mir mussen eis natierlech dann an der Regierung an och hei an der Chamber eens ginn, wann de Budget gestëmmt gëtt, ob dat dann och vun den Deputéierten alt esou gesi gëtt. Also dat kléngt fir mech éischer ganz positiv. Duerfir, ech gesinn do kee Widersproch.

Ech muss awer allerdéngs soen: Deen 1 % Erhéijung vun der Defense, dass jo och eng Regierungsdecisioun, et ass net nëmmen eng Decisioun vu mir eleng. An dass ass eng Decisioun fir Lëtzebuerg, well mir sinn natierlech an der NATO, an an der NATO gëtt et scho méi laang eng Diskussioun. Ech mengen, dass weess den Här Kersch och an dat wëssen och d'Deputéiert

alleguerten. A Lëtzebuerg huet an deem Kontext net déi Krittären erfëllt, déi am Fong net als absolutt Zuelen dostoungen, dass ee misst eng Kéier op 2 % kommen, mee et misst ee sech awer an déi Richtung beweegen.

A mäi Virgänger huet domadder schonn ugefaangen, well ech wéll awer drun erënneren, dass mäi Virgänger och vun 0,3 % op – a senger Trajectoire – 0,72 % eropgaangen ass. Elo ginn ech vun 0,72 % op 1 % – enfin, ech, d'Regierung, wéi se elo do ass.

Et ass natierlech esou, dass d'Situatioun jo och haut nach eng aner ass, wéi se virun engem Joer war respektiv viru véier Méint, ier mer an engem Krich waren. Eleng de Fait, dass Länner wéi Schweden a Finland no Joerzénge Neutralitéit Hals über Kopf decidéiert hunn, Member an der NATO ze ginn, beleet genuch, a wéi enger Situatioun mer haut sinn. An duerfir ass d'Situatioun natierlech eng ganz aner.

Déi Projeten, déi mer an der Chamberskommissioun gewisen hunn, sinn och déi Projeten, déi finanziell dat ausmaachen, fir dass mer op deen 1 % kommen. Dat ass un éischer Stell de Batailloun. Dat wäert déi gréisst Dépende sinn. Dat ass och déi, déi am nohaltigsten ass am Sënn, dass et am Budget ëmmer erëm ermëkënt. Well beispillsweis e Satellitt eropzeschéisse wéi de LUXEOSys, wat mer d'nächst Joer wäerte maachen, dass kascht vill Suen, fir dass ze bauen an eng Kéier eropzeschéissen, mee duerno an der Exploitatioun kascht dass de Budget net méi schrecklech vill. Mee par konter esou ee Batailloun, do sinn Honnerte Leit engagéiert. Manpower, déi kascht Suen. Natierlech muss och d'Material kaaft ginn. An dat ass eppes, wat och duerno dann den Effort de défense sécherlech méi héich hält.

Ech mengen, dass dat awer wichteg ass, wat d'Regierung decidéiert huet. Ech hunn et jo och duerfir proposéiert, well mer an där verännerte Situatioun sinn, an där mer sinn. Well fir d'Defense ... elo kann ee soen: „Dat ass gutt“, oder: „Dat ass schlecht ugeluecht.“ Ech mengen, an deenen Zäiten, an deene mer liewen, ass et awer gutt ugeluecht, well mir liewen an enger Welt, déi net méi sécher ginn ass, mee éischer manner sécher ginn ass.

A mir sinn an engem Bündnis dran, och an der Europäescher Unioun, wou d'Defense jo och entre-temps eng aner Roll spillt wéi nach viru sechs Méint, wou mer vun deenen anere mat verteidegt ginn, wou eis Wäerter, eis Sécherheet vun deenen anere mat assuréiert ginn. An ech mengen, do musse mer awer och e Baitrag leeschten.

Ech contestéieren awer nach ëmmer, dass et par rapport zum PIB berechent gëtt. Dass soen ech och an der NATO an an der EU, well ech mengen, dass dat eng falsch Premiss ass. Ech hu jo och d'Beispill gi gehat: Wann Der e Land huelt wéi Lettland, wat vun der Gréisst hier à peu près awer e bësse mat Lëtzebuerg vergläichbar ass, dann ass et esou, dass, wann d'Letten de PIB hätte vu Lëtzebuerg, da misst Lettland sechs- bis aachtmol méi ausginn, wéi et haut ausgëtt fir d'Defense. A Lettland ass bei 2,14 % vum PIB.

Also duerfir ass och eng Diskussioun an der NATO amgaange fir ze kucken, de PIB net méi als eenzege Richtwäert ze huelen. Ech mengen, dass dat kee gudd Richtwäert ass.

An iwwerengs niewebäi bemierkt, all déi Projeten, déi mer elo virgesinn hunn, déi sinn och all zivill notzar. De Batailloun ass vlächicht deen eenzege – mee bon, Zaldote méi, déi kann een och fir aner Saachen asetzen, dass hu mer jo gesinn an der Covidzäit –, mee all déi aner Projeten, déi kënnen mer zivill asetzen: déi méi Stonne beim MRTT-Fliegerprogramm, de LUXEOSys kann een asetzen am Beräich vu Klimabeobachtung,

am Agrarberäich, bei Bëschbränn, bei Allméglechchem, dat ass jo en Observatiounssatellit.

Also all déi Saachen, déi mer maachen – mat Ausnam, wéi gesot, vläicht bei verschidde Saachen am Kader vum Batailloun – sinn ëmmer Dual-Use. Duerfir bleiwe mer och bei där Traditioun. An dat mécht och Sënn, well ech mengen, et ass scho richtig, datt mer hei zu Lëtzebuerg och genuch Méiglechkeeten hunn, fir kënnen relativ séier op d'Militär zrëckzegräifen am Kader vun nationale Katastrophen. Dat hu mer an der leschter Zäit jo oft genuch gesinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Verdeedegungsminister François Bausch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 343 vum Här Dan Biancalana un d'Madamm Ministesch fir d'Groussregioun iwwert d'Schlussfolgerunge vum Sommet vun der Groussregioun. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 343 du 5 juillet 2022 de M. Dan Biancalana relative aux conclusions à tirer du sommet intermédiaire des exécutifs de la Grande Région, adressée à Mme la Ministre à la Grande Région**

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, d'lescht Woch war zu Lunéville an der Lorraine en Treffen, e sougenannte Sommet intermédiaire vun der Verrieder aus der Exekutiv vun der Groussregioun. A Lëtzebuerg war do effektiv vertraueden duerch d'Madamm Cahen an hirer Qualitéit als Minister fir d'Groussregioun.

D'Sujete ware jo – konnt een erausliesen – d'Gesundheitswiesen, wéi et opgestallt war während der Pandemie, d'Aarbeitsperspektiven, d'Energieversuergung, d'Transition énergétique, d'Sozialpolitik, d'wirtschaftlech Entwécklung an d'Kompetitivitéit. Bon, et ass am Fong eng ganz breet Palett.

Dës Theeme solle verstärkt an der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht verdéift ginn, fir esou dann och méi geziilt zur Attraktivitéit vun der Groussregioun bäiedroen, an där mer jo am Alldag liewen, schaffen, eis Fräizäit verbréngen, consoméieren an eis och fräi beweegen.

Et konnt een awer och liesen, dass ganz kloer d'Bestriewung erauskomm ass, d'Groussregioun méi resilient opzestellen, fir sech esou och eventuell besser op Krisen an Zukunft ze preparéieren respektiv se och besser ze meeschteren, wat, mengen ech, net onwichtig ass.

Duerfir meng Froen un d'Madamm Minister: Wéi positionéiert sech Lëtzebuerg? Zweetens: Wat sinn eis Prioritéiten, wéssend dass jo d'Theemen hei villfälteg an och transversal sinn? A wéi gi mer se un? An drëtens: Wéi gi se ëmgesat? Wat ass do de konkreeten Timing, deen ee sech ginn huet?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. D'Madamm Ministesch fir d'Groussregioun, d'Madamm Corinne Cahen, huet d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, Ministre à la Grande Région | Villmools merci, Här President. Och villmools merci dem Deputéierten Dan Biancalana fir d'Fro, well ech mengen, mir sollten effektiv méi dacks och heibanen iwwert d'Groussregioun an de Rôle vu Lëtzebuerg an der Groussregioun schwätzen. Lëtzebuerg ass jo am Fong dat eenzeg Land an der Groussregioun, dat anert, dat si Regiounen.

A wat am Fong vill Leit net wëssen, dat ass, dass mer ons elo iwwer zwee Joer all Woch gesinn hunn iwwer Videokonferenz. Dat war organiséiert vun der Prefète vun der Groussregioun, wou mer iwwert

d'Crise sanitaire geschwat hunn, wou mer och d'Robert Koch-Institut derbäihaten, wou mer och d'ARS a Frankräich derbäihaten. Baden-Württemberg war awer och mat derbäi, well déi jo och eng Grenz hu mat Frankräich respektiv mam Grand Est.

Et ass beim Sommet virun allem och drëms gaangen, fir Léieren ze zéien aus der Krise sanitaire. An ech mengen, als Lëtzebuurger war jo do dat, wat ons am meeschte schockéiert huet, am meeschten nogaangen ass, wat ons och am meeschte preoccupéiert huet nieft dem Fait, dass mer an enger Kris waren, wou ganz vill Leit krank waren an et och net iwwerlieft hunn, dass d'Grenzen zougaange sinn.

Mir vergiessen dat haut schonn nees e bësselchen, mee déi Grenze waren awer op eemol ganz séier zougaangen. An dat war och ee vun den Haaptsubjeten op deem Sommet: Wéi brénge mer et fäerdeg, dass d'Grenzen net méi zouginn? Hei an der Regioun wëll keen d'Grenzen zoumaachen, weeder d'Saarland, nach Rheinland-Pfalz, nach de Grand Est, nach d'Wallonie.

De Problem ass natierlech, dass Lëtzebuerg d'Haaptstad vu Lëtzebuerg ass, an do ass dann d'Kommunikatioun einfach, mee d'Kommunikatioun mat Berlin, Paräis a Bréissel ass natierlech méi komplizéiert. An ech muss soen, dass ons Partner an der Groussregioun do natierlech och ëmmer mat ons zesumme probéiert hunn ze erklären, firwat et esou wichtig ass, dass déi Grenzen opbleiwen: net nëmmen, mee och, fir dass d'Leit kënnen schaffe kommen, mee awer och fir dass d'Familje sech kënnen gesinn, dass vläicht Elteren, déi net méi matenee liewen, hir Kanner kënnen gesinn, dass een – den Oliver Paasch vun Ostbelgien huet dat nach erzielt – ka bei de Bäcker goe vis-à-vis an der Strooss. Dat ass op eemol net méi gaangen.

An do huet déi franséisch Presidence vun der Groussregioun – si hunn am Moment d'Presidence – decidéiert, e Rapport auszeschaffen, fir dass mer Léieren aus där Kris kënnen zéien, och en vue vun anere Krisen, dass mer dorauer wierklech och kënnen léieren an dass et net méi geschitt, dass d'Grenzen zouginn, an dass mer méi solidaresch sinn tëschent de Länner a virun allem tëschent eise Regiounen.

Et ass och dacks gesot ginn op deem Sommet: „Mir sinn am Fong eng Région modèle, muss ee jo soen. Mir hu ganz vill Grenzen. Mir wëssen, wéi et genee ass, op enger Grenz ze liewen.“ Ech mengen, hei zu Lëtzebuerg weess souwiesou jiddwereen dat, mee och an der Groussregioun. A do geet et eeben drëms, d'Spezifisitéit vun de Grenzregiounen ze kucken an och an Europa dofir ze sensibiliséieren. Well mir si jo net déi eenzeg Grenzregioun an Europa. Et gëtt der jo nach. Mee mir si ganz sécher déi, wou déi meescht Leit awer iwwert d'Grenz fueren, zum Beispill fir schaffen ze goen. Also dofir, mengen ech, si mer schonn eng Grenzregioun, déi ganz interessant ass.

Mir hunn do ganz vill Erfarunge gemaach. A mir hätte gärden als Groussregioun an natierlech och als Lëtzebuerg, dass déi Grenzgebidders an Zukunft besser respektéiert ginn an dass och gekuckt gëtt, wat do spezifesch d'Besoin si vun enger Grenzregioun, wann eeben eng Kris ass.

Mir hunn d'Konzept vum Cross-Border Impact Check agefouert. Dat ass eng Lëtzebuurger Initiativ gewiescht vum Benelux, an den europäeschen Debat hu mer dee bruecht, dee Cross-Border Impact Check. An do geet et am Fong drëms, allkéiers wann eng Decisioun geholl gëtt an Europa oder an engem europäesche Land, dass een dat dann eng Kéier checkt par rapport zu de Grenzregiounen: Wéi een Impakt huet déi oder déi Decisioun op d'Grenzregioun?

Ech gesinn hei och de Kollege Turmes sëtzen, dee war d'lescht Woch am Saarland, huet do zesumme mat der neier saarlännescher Ministerpresidentin och driwwer geschwat, wéi mer den Hydrogeen, gréngen Hydrogeen kënnen besser transportéieren. Och dat war e Sujet op deem Sommet vun der Groussregioun, well et geet jo och hei bei ons ëm erneierbar Energien an awer och ëm déi energeetesche Onofhängegkeet, déi mer kënnen hunn. An och dat kënnen mer nëmme grousregional – si mir der Meenung – plangen, wa mer zesummenhalen a wa mer kucken, dass zum Beispill déi Kanalisatiounen, déi et gëtt, ëmgewandelt ginn, fir eebe Gaz naturel an der Groussregioun ze transportéieren.

Do si mer natierlech och nees tributär vun eisen Noperen. An do ass awer de Commitment gewiescht, dass mer dat onbedéngt wëllen zesumme maachen. Mir hunn och iwwert d'Crise alimentaire geschwat oder doriwwer, dass mer onofhängeg wëlle sinn. Mee dat geschitt schonn. Ons Baueren an déi ganz Liewensmittelproduktioun an d'Verschaffen, dat gëtt souwiesou scho grousregional gereegelt. Dat heescht, dat leeft ganz gutt.

Mir sinn, wéi gesot, a permanentem Kontakt. An ech ka no bal néng Joer soen, dass d'Groussregioun warscheinlech nach ni esou gutt fonctiounéiert huet, den Austausch nach ni esou effikass war, well mer ons eeben och all Woch gesinn hunn a well mer ganz séier konnte reagieren.

Ech erënneren drun, dass mer dunn awer an enger zweeter an drëtter a véierter Phas d'Grenzen net méi hu mussen zoumaachen – oder net méi zougemaach kritt hunn, well Lëtzebuerg huet d'Grenzen ni zougemaach. An dat war awer och, well mer all Woch all zesumme geschwat hunn a probéiert hunn, deenen zu Berlin an zu Paräis ze erklären, wéi mir hei liewen a wat hei ons Situatioun ass, an déi dat dann och mat consideréiert hunn.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cahen.

6. Interpellation de Mme Semiray Ahmedova au sujet du développement du site Belval

Deen nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vun der Madamm Semiray Ahmedova iwwert de Site Belval. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova.

Exposé

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), interpellatrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mir als gréng Süddeputéiert net méiglech, diesen Debat iwwert den Developpement vun der industrieller Friche um Belval unzefänken, ouni déi visionär Engagementer vun engem grénge Virgänger – zemoos och nach vun Diddeleng – ze ernimmen, an dofir wollt ech mäin Debat am Fong heimadder ufänken. Ech gesinn an ech mengen, et sinn der vill, déi wëssen, vu wem ech hei schwätzen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), interpellatrice | De Robert Garcia, besser bekannt vläicht ënner „Roga“, hat zwëschen 1992 an 2003 net opgehale, ëmmer nees d'Entwécklung vun dem Lëtzebuurger Süden an der Minettregioun ze thematiséieren. Am Zentrum vu sengen Efforte stoung dobäi ëmmer nees

d'sënnvoll Nutzung vun der Friche Belval an d'Erhale vun eisem industrielle Liewen, Punkten, déi hie mat vill Häerzblutt hei an der Chamber, mee awer och ausserhalb verteidegt huet an och weidergedriwwen huet – an natierlech mécht en dat och haut nach.

An deem Sënn ass et och net verwonnerlech, datt och d'Agora hien op hirer Websäit erwänt a speziell op seng Proposition de loi vun 1997 verweist, fir déi hien als Oppositionsdeputéierten ee Joer laang e Konzept fir e „Parc économique et naturel de la région de la ‚Minett‘ “ ausgeschafft hat, wou et souwuel ëm d'nohaltg wéi och ëm d'wirtschaftlech Entwécklung vum Süde gaangen ass, Mee och weider ëm d'Notzung vun den Industriebroochen, ëm d'soziokulturell Identitéit vun der Südregioun, ëm d'Schafung vun engem Naturpark op deenen a ronderëm déi al Minnen, ëm Industrie-archeologie an d'Erhale vum wäertvolle Patrimoine, ëm d'Schafe vun engem „Tourist Board“ an engem „Economic and Development Board“ fir d'professionell Vermarktung vun der Regioun an zu gudder Lescht eng verstärkt Kollaboratioun zwëschent den Nopeschregiounen an den Nopeschlänner. Alles Aspekter, déi esou och haut nach ëmmer fir Belval wéi och aner Frichë pertinent sinn.

Da wëll ech natierlech och nach u seng zwou Proposition-de-loie vum Mäerz 1999 erënneren, mat deenen hien engersäits eng „Centrale culturelle“ op de Belval wollt hikréien an anerersäits eng Universitéit op der Friche Terres Rouges usidele wollt. An dat Ganzt véier Joer, éiert d'Uni Lëtzebuerg gegrënnt gouf, a sechs Joer, bevir déi Decisioun gefall war, datt déi ganz Uni sollt am Fong an déi Südregioun plëneren.

Fir de Roga war viru 25 Joer scho kloer, datt d'Entwécklung vun der Minettregioun mat der Entschëddung iwwer d'Zukunft vun den Industriefrichë steet a fällt.

Här President, eis Entschëddungen iwwer d'Entwécklung vun den Industriebroochen bleiwen zukunftsweisend fir d'Entwécklung vun der jeeweileger Regioun a souguer vun eisem Land. D'Viabiliséierung vun de Friche ass eng enorm Chance, well mir hei op grousssem Raum quasi bei null kënnen ufänken, e Quartier ze plangen. En plus gëtt bei deemem Projet net wäertvoll gréng Surface, also Gréngfläch oder Akerfläch, onnéideg versigelt. An eeben, well mir hei d'Planung quasi bei null kënnen ufänken, ass et fir eis Gréng kloer, datt mir hei d'Feeler vun der Geschicht an och vun der Vergaangenheet net därfe widderhuelen.

D'Industriebrooch mussen esou entwéckelt ginn, datt se gelieft Virbiller an enger Raumplanung sinn, déi de sozialen, ekonomesch an ekologeschen Defie vun haut a vu muer gerecht gëtt an déi d'Besoine vun de Mënschen an de Mëttelpunkt stellt. Dofir wëll ech haut kucken, wéi mer am Fong déi Revalorisation vun dese Friche um Belval evaluéieren, an och iwwerhaapt déi ganz ekonomesch an ekologesch Entwécklung, an och, wéi de sozialen Defie vun haut Rechnung gedroe gëtt. Wat kënnen mir doraus léieren a wéi kann een am Fong an Zukunft och dës Frichë besser amenagéieren?

Hei zu Lëtzebuerg hu mer nämlech déi ganz aussergewéinlech Situatioun, eng ganz Rei vu Projeten, wéi d'„Rout Lëns“, Esch-Schëffleng, d'Frichë vun Diddeleng an nach weider aner Arealer kënnen hei ze amenagéieren. Déi Erfahrungswärter müssen hei aflëssen, fir hei d'Entwécklung vun enger neier Visioun vun enger moderner Stad, vun engem besseren Zesummeliewe kënnen ze illustréieren.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Reconversion vum Belval war deemools komplett Neiland. Wann et fir eis haut evident ass, datt mer Frichë

viabiliséieren – an dat war virum Projet Belval keng Selbstverständlechkeet –, da war dat deemools e groussen Challenge. Et huet Fantasie verlaangt, fir eppes Neies fir de Minett ze proposéieren. An den 90er-Joren a souguer bei der Grënnung vun Agora am Joer 2000 a beim Fonds Belval 2002 war bei Wäitem net jiddereen iwwerzeegt, datt een aus deemem industrielle Site kéint eppes Neies maachen an en neien Zentrum grënne fir den tertiäre Secteur, fir d'Recherche a fir d'Innovation hei zu Lëtzebuerg an datt souguer haut och nach esou vill Wunnengen do gebaut géife ginn, wou vill Familljen en neit Doheem fonnt hunn.

Agora selwer war u sech eng innovativ Partnerschaft zwëschent engem Privaten an dem Staat. Et huet natierlech vill Iwwerzeugungskraaft kascht, fir d'Stakeholdere mat an d'Boot ze huelen, fir déi Visioun vum Belval kënnen ze verkafen an ze vermaarten.

Mee de Site Belval ass haut emblematesch fir déi ekologesch Transitioun, déi Lëtzebuerg am Laf vun dem 20. Joerhonnert a souguer 21. Joerhonnert gemaach huet. Wou fréier déi gréisst Eisen- a Stolwierker zu Lëtzebuerg stoungen, sinn haut méi wéi 250 Entreprisen an Administratiounen ugesidelt. An et schaffen eng 10.000 Leit do, par rapport zu deene 7.000, déi virduer an den Industrië geschafft hunn, a wou der iwwert déi nächst Joren och nach eng kéier 5.000 wäerten derbäikommen.

D'Uni Lëtzebuerg war vun Ufank un d'Masse critique fir de Projet Belval. Haut ass de Belval méi entwéckelt a méi divers, mee d'Uni bleift awer trotzdeem d'Häerzstéck dovunner. Wann ee sech d'parlamentaresch Debate vu virum zéng Joer unhéiert, da fällt op, datt d'Uni deemools ganz kloer Entwécklungsziler hat, wat d'Zuel vun de Studentinnen an de Studenten an de Mataarbechter ugeet. Wéi 2011 d'Finanzéierungsgesetz fir déi verschidden Unisgebäier duerch d'Chamber gaangen ass, gouf et eng kloer chiffréiert Projektion vun 10.000 Leit op der Uni bis 2020. Dat gouf och ongeféier erreicht, mat iwwer 6.700 Studenten an 1.600 Leit, déi do schaffen. Dat stoung och esou am Rapport vun 2020.

Ech hätt elo eng Fro – an ech kucken eng kéier ronderëm –, well an deem Kontext wollt ech den Här Héichschoulminister froen, ob d'Uni aktuell och nach esou mëttel- a laangfristeg Projektione mécht, ob a wéi se weider soll entwéckelt ginn. Ech mengen hei natierlech net déi akadeemesch a qualitativ Entwécklung vun der Fuerschung, mee ech schwätze vun der quantitativer Entwécklung, wat u sech méi en Impact huet op den urbane Raum.

Eng zweet Fro, déi ech un den Här Minister hätt, betrëfft d'Studentewunnenge vun der Uni Lëtzebuerg. Fir de Belval nach méi lieweg ze gestalten, wier et sécherlech wëschenswäert, wann nach méi Studenten a Studentinne géifen dohinnerkommen. An deem Sënn wollt ech froen, ob weider Studentewunnengen um Belval oder ronderëm geplangt sinn a wat de Besoin u sech un esou Wunnenge wier.

Et wunnen awer natierlech net nëmme Studenten a Studentinnen um Belval. Insgesamt gëtt et um Site méi wéi 1.000 Wunneenheeten an iwwer 3.000 Leit, déi do wunnen, e Chiffer, deen och nach soll op 7.000 eropgesat ginn. Dat sinn also ronn 20.000 Mënschen, déi sech dagdeeglech op de Belval, duerch de Belval a fort vum Belval beweegen.

D'Dezentraliséierung souwéi d'ekonomesch Neiausrichtung an d'Dynamiséierung vum Süden, déi mam Projet Belval sollt lassgetrëppelt ginn, huet sécherlech d'Erwaardunge vu ville Leit iwwertraff. D'Dezentraliséierung ass awer net nëmme essenziell fir d'Dynamiséierung vum Belval an dem Süden, mee duerch

d'Implantatioun vun neien Aarbechtsplazen an Administratiounen an der Südregioun gouf och d'Distanz zwëschent Wunnen, Schaffen a Fräizäit fir esou munchere reduzéiert.

D'Dezentraliséierung ass also eng Deeläntwert op en enormen ekologeschen Defie, mat deem mir konfrontéiert sinn an deen u sech scho vun Ufank un esou ugeduecht sollt sinn. Ech schwätzen natierlech och vun anere Krisen, déi nach méi pertinent sinn haut wéi virun 30 Joer. Dat sinn d'Klimakris an d'Biodiversitéitskris, déi u sech d'Liewensfäegkeet vun den zukünftige Generatiounen, net nëmme do, mee iwwerall, op d'Spill setzen.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Frichë sinn dacks, an dat ass e Gléck, eeben duerch hiren industrielle Passé ganz gutt oder meeschtens gutt un d'Transportnetzer ugebonnen. Och um Belval war et net anescht, well mir haten do och schonn eng Achs, déi virgeluecht war.

D'Ubannung un den Zuch an d'Schafe vun enger eegener Gare war d'Kärstéck vum Projet Belval, mee wann een duerch de Belval geet, ass net ze verkenne, datt trotzdeem leider den Auto nach ëmmer hei am Mëttelpunkt steet. An aus urbanistescher Siicht an awer och aus grénger Siicht fanne mir dat immens schued, datt esou vill Wäert drop geluecht gëtt, datt den Auto hei seng Plaz huet. Virun allem d'duuss Mobilitéit, also de Vëlo an de Foussgänger krute virun 20 Joer leider net déi néideg Plaz, déi si hätte kréie sollen.

D'Mobilitéitsplanung ass an eisen Ae sécherlech eng vun deene gréisste Kannerkrankheete vum Projet Belval, wou virun 20 Joer beim Ausschaffe vum Masterplang nach net déi richteg Léieren aus dem Aménagement vum Platto Kierchberg gezu goufen. Wa mir haut nach eng kéier kéinte bei null ufänken, da géife mer sécherlech – an net nëmme mir, mee bestëmmt jiddereen, hoffentlech – ganz anescht plangen.

Fir eis Gréng ass kloer, datt et an der Mobilitéitsplanung net méi därfe drëms goen, fir méiglechst vill Gefierer kënnen duerch e Quartier an an engem Quartier ze beweegen. Neen. Mir müssen d'Mënsche beweegen. Dat kléngt vläicht ganz banal, mee planeesch ass dat eng enorm Revolution, déi mëttlerweil hiren Impact an dem Nationale Mobilitéitsplang fonnt huet an och à la base vum neie PNM, dem Plan national de mobilité 2035, steet.

Genee wéi eist Land net stoe bleift a sech weiderentwéckelt, wäert sech och de Belval mat dem Minett sécherlech weiderentwéckelen. An dat packe mir nëmme, wa mir an Zukunft nach besser plangen, nach besser bauen, déi besteeënd Infrastrukturen nach besser notzen an ergänzen. Nëmme esou wäerte mir et fäerdegbréngen, méi Mobilitéit amplaz méi Verkéier ze schafen. An dat gëllt och fir de Belval, fir datt dese zentrale Minettsquartier mat der Uni a mat de Fuerschungsinstituter, mat sengem Kultur- a Fräizäitpol, mat senger Geschäfte a Betriber a mat sengen Awunner sech iwwert déi nächst 15 bis 20 Joer soll och méiglechst nohaltg entwéckelen.

An hei si vun der Regierung och scho wichteg Jalone gesat ginn: Fir d'Mobilitéit a Richtung Belval, mee och am ganze Süde sinn drastesch Verännerungen a Verbesserung ugesinn. Eng dovunner ass de schnellen Tram, deen de Site Belval mat der Cloche d'Or soll verbannen: 13 nei Tramsstatiounen, ronn 18 Kilometer Streck a 5 nei Pôle-d'échangé souwéi 20 nei Strossprojeten.

Da kënt nach den alleréischte Vëloexpresswee vum Land derbäi – ronn 30 km –, e gesécheren individuelle Vëloswee. An esou gëtt en natierlech eng Alternativ, fir an d'Stad ze kommen an op den Tram,

Zuch oder den Auto ze verzichten. Dann eng sécher Vëlosverbindung vun Esch op Belval an eng grenziwergreifend Vëlospist, déi den Ökoquartier Michéville bei Audun-le-Tiche mam Belval verbanne wäert. An natierlech och nei a performant Busverbindunge per BHNS, Bus à haut niveau de service, mat villen Arrëten op franséischer a Lëtzebuurger Säit, fir do och d'Offer fir de grenziwergreifenden öffentlichen Transport weesentlech ze stärken.

Vu datt d'Ubannung vum Belval un den öffentlichen Transport, mee och a puncto Mobilité douce an den nächste Jore wäert massiv verbessert ginn, wollt ech hei op dëser Plaz de Mobilitéitsminister froen: Wou ass de lafende Projet vun der Vëlospist zwëschent Belval an dem Zentrum vun Esch, mat där längster Vëlosbréck an Europa, drun? Wéini ass mat der Ouverture vun dëser wichteger Vëlosverbindung ze rechnen? Wéi ass haut de Modalsplit um Site Belval virgesinn? Inwiefern wäerten d'Mobilitéitskonzept fir de Belval an de Modalsplit iwwerschafft ginn, fir dem Changement Rechnung ze droen an d'Mobilité douce mat am Mobilitéitskonzept weider ze stärken?

Ech denken, et kéint een och duerchaus en neien, iwwerschafften an innovative Mobilitéitskonzept maachen an dovunner profitéieren zu deem Moment, fir déi öffentliche Plazen och nei ze gestalten, fir deem ganze Site en neien Impuls ze ginn an och de Biergerinnen a Bierger eng besser Liewensqualität unzebidden. Wéi gesäit den Här Minister dat?

Op jidde Fall sinn ech der Meenung, datt mir mat dëse Verbesserungen eng méi kohärent an effikass Mobilitéit fir de Belval, mee och fir de ganze Süde wäerten entwéckelen, déi engersäits eng Äntwert op grenziwergreifenden Urbanismus gëtt an anerersäits och d'Ziler vum Paräisier Ofkommes ënnerstëtzt.

Wann ech iwwert d'Äntwerten op d'ökologesch Defie vun der Klimakris a Biodiversitéit schwätzen, da muss ech, niewent dem Mobilitéitskonzept, natierlech och op d'Klimaresilienz an d'CO₂-Bilanz vun de Quartieren agoen.

Den éischte Cahier des charges vum Belval huet explizitt no nohaltegem Bauen an dem Asaz vun erneierbaren Energië gefrot. Nohaltegkeet war duerchaus en Thema, schon deemools. Mee et ass och kloer, datt eis Ufuhrungen an Ambitiounen, wat d'Nohaltegkeetskrittären an der Planung ugeet, haut anerer si wéi virun 20 respektiv 25 Joer.

Fir eis Gréng ass haut op jidde Fall ganz kloer: Wann d'öffentlech Hand baut, da muss se sech haut no de Prinzippe Zero CO₂, Zero Waste an autofräi riichten. An an deem Beräich huet d'Regierung och nogerüst. Och wann déi Verbesserungen u sech net wierklech visibel sinn, wann een duerch de Belval trëppelt, sou hu mer schon 2018 eng wierklech grouss Fotovoltaikanlag op dem Daach vun der Rockhal opgebaut, deem éischte vu fënnef öffentliche Gebaier, dat domadder ausgerüst gouf. Déi weider sinn: de Lycée Bel-Val, d'Maison du savoir, d'Maison des sciences an d'Maison de l'innovation.

A bei neie Baute sinn energieeffizient Standarde souwuel bei Wunnenge wéi och a Bürosgebaier allgemeng verstärkt ginn. E gutt Beispill hefir wäert dat neit Gebai vun den Nationalarchiven um Belval sinn, wat u sech en Energie-Plus-Gebai wäert sinn. Am Kloertext heescht dat, datt d'Gebai selwer méi Energie produzéiert, wéi et selwer iwwerhaupt ka verbrauch.

Och wat d'Begréngung am Quartier ugeet, hu sech urbanistesche Iwwerleeunge weiderentwéckelt, esou de Konzept vun engem grouse Park an der Mëtt um Quartier, als gréngt Häerz a Reservoir u Biodiversitéit, wou d'Awunner vun de verschiddenen Deeler

vum Belval kënnen zesummefannen, fir hir Fräizäit ze verbréngen an och Energie ze tanken. Och d'Waassertrap am Park ass eng ganz eenzegaarteg Aart a Weis, fir Reewaasser aus de verschiddenen Deeler um ganze Quartier opzefänken an esou Waasseramangementer a Landschaftskonzepter mateneen ze verbannen.

An Zukunft wäerte mir duerch d'Klimakris extreemt Wieder wéi Staarkreen an Hëtzwelle méi heefeg a méi intensiv kréien. Urbaniséiert a bebaut Arealer si vun dëse Phenomeener ganz besonnesch betraff, well eeben hei ganz laang ze vill op Bëton, mineralesch Biedem, mineralesch Surfacen an Asphalt gesat gouf. Wann een d'Staarkreenkaarte kuckt oder déi rezent Analysé vun Hëtztinselen hei zu Lëtzebuerg, da gesäit een, datt de Belval – zemoos mat senger Cité des sciences – besonnesch exposéiert ass fir Hëtzt, déi stagnéiert am Zentrum dobaussen, an awer och, wann et reent, datt d'Reewaasser net richtig kann opgesaugt ginn an net ka weiderlafen. Dat heescht, dat féiert leider heiansdo och zu Iwwerschwemmungen.

D'Léisung dofir wier: Fir e méi souzeseo klimaresistenten Urbanismus mussen mir vill méi vu grénge Korridore schwätzen, vu Biodiversitéit, déi soll zréck an den urbane Raum kommen, vu Vernetzunge vu verschiddenen diversen an dezentralen Naturberäicher, vu Gréngs um Buedem, um Daach, um der Fassad, op den Terrassen, och op de Balconen, soudatt d'Stroossen hei am Summer kënnen gekillt ginn – dat heescht, duerch dat Gréngs – an, wann et vill reent, dat Ganzt dee Moment och kann de Ree wéi e Schwamm ophuelen.

Et sinn d'Prinzippe vum Urbanismus, déi mir an Zukunft net nëmme, mee eebe grad och bei Aménagement vu groussen Industriebrooche mussen applizéiere fir méi Klimaresilienz, mee och fir eng besser Gesondheet vun deenen, déi do liewen, schaffen an hir Fräizäit verbréngen.

Zousätzlech ass eng dezentral Begréngung eng gutt Method, fir Liewensqualität an e méi densé Quartier mat eranzebréngen. Grad an der Pandemie hu mer gesinn, wéi wichteg et ass, datt d'Leit sech och kënnen dobaussen treffen. Dofir mussen Plazen, Parken, Espace-verten an Espace-de-rencontré geschaf ginn.

Eng weider Fro, déi ech hätt, ass – an an deem Sënn wollt ech mech u sech un de Landesplanungsminister adresséieren –, wéi den Aménagement du territoire zu der Ëmgestaltung vun dësem Espace-publicke bäidréit, fir eebe méi klimaresilient kënnen ze sinn.

De Belval huet duerchaus vill öffentliche Raim, déi als Zone de rencontre kënnen genotzt ginn, wat jo och de Fall ass, zumools am Kontext vum Kulturjoer Esch2022. Mee ech sinn der Meenung, datt mir och déi Zone-de-rencontres an Zukunft besser plange mussen. Wa mir beim Aménagement vun neie Quartieren attraktiv Begéinungsplaze mataplengen, wou mir Notzunge vu virera méi kloer definéieren, dann ass d'Chance méi grouss, datt dës sougenannt Tierslieuen effektiv och gutt genotzt ginn.

Um Kierchbiereg hu mer d'Beispill vun der „Quartier Stuff“, wou déi verschidde Leit, déi do wunnen, awer och déi, déi do schaffen, sech kënnen treffen an echangéiere an zesumme kucken, wéi si de Quartier kënnen verbessern. Dëst ass eng immens flott Initiativ an ech mengen, et ass eng Iwwerleeung wäert, fir sech net nëmme fir de Belval, mee och allgemeng fir nei Quartieren, déi geschaf ginn, oder allgemeng fir Quartieren déi Fro ze stellen, ob net esou eng Ekippe oder eng Persoun soll designéiert ginn, déi u sech déi Aufgab hätt, déi Echangingen ze vereinfachen an och den Utilisateuren nozelauschteren an esou Verbesserungsverschléi fir de Quartier matzedroen.

D'Fro hei un d'Regierung: Inwiefern fléissen Iwwerleeungen zu deene sougenannt Tierslieuen an d'Planung vun zukünfte Quartieren an? Wéi kann d'Planung den Zesummenhalt zwëschent de Leit stärken? An inwiefern mécht et fir eis Sënn, eng Persoun oder eng Ekippe ze beoptragen, fir sech effektiv ëm d'Convivialitéit vun engem Site ze këmmen?

A wann iwwert d'Stärkung vum Zesummenhalt geschwat gëtt, da wëll ech et och net verpassen, kuerz déi grenziwerschreidend Dimensione vun der Planung vun eise Fricchen unzeschwätzen. Wéi mer all wëssen, läit de Belval direkt op der Grenz mat den Nopeschlänner, an dat ass sécherlech eng Opportunitéit, fir kënnen d'Mobilitéit, d'Wunnen, d'Schaffen, d'Deplacement an allgemeng d'Landesplanung grenziwergreifend ze konzepéieren. Dat gëtt eisem Land nei Opportunitéiten, déi och en Impakt op déi ganz Region wäerten hunn.

Hei zu Lëtzebuerg sinn an de leschte Joren e puer Prozesser lancéiert ginn, wat d'Entwécklung vun enger kohärenter Metropolregion ugeet respektiv fir konkret Schrëtt a Richtung iwwerregional Entwécklung ze maachen. Ech denken notamment hei un de Prozess vu „Luxembourg in transition“, bei deem d'ugrenzend Region mat consideréiert ginn an Iwwerleeunge gemaach ginn, wéi mer sollen d'Landesplanung an Zukunft besser maachen. Et ass och schon eng Roadmap vu siwe Prinzippien entstanen, déi d'Landesplanung vun der Zukunft soll souzeseo guidéieren.

A méi rezent natierlech och déi lëtzebuergesch-franséisch Kollaboratioun am Développement vun der Internationaler Bauausstellung Alzette Belval, der sougenannter IBA. D'Schafung vun abordabele Wunnengen op béide Säite vun de Grenzen ass eent vun den Haaptziler vun dësem Projet. Duerch e méi labere Spillraum sollen hei Pilotprojete mat Vorzeigekarakter entsto, wou mer u sech nei Wunnformen solle kréien, alternativ Modeller vum Zesummeliewen, méi Densitéit, Multifunktionalitéit vun de Gebaier, an och den Aspekt vun den Tierslieue muss hei betruucht ginn.

Ech hätt heizou eng weider Fro: Wou si mir dru mat de Preparative vun der IBA? Wéi ginn d'Aarbechte vu Luxembourg in transition engersäits an d'IBA integréiert an anerersäits awer och an d'Planung vun de Reconversione vun den anere Fricchen, déi zu Lëtzebuerg nach zur Verfügung stinn?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir de Belval war d'Ambitioun, aus de Feeler vum Platto Kierchbiereg ze léieren a Konklusiounen ze zéien. Haut, wa mer sollen nei bauen, da muss mer allgemeng Konklusiounen zéien, engersäits vum Kierchbiereg, mee anerersäits och vum Belval. Fir d'Industriebroochen ass een zentralen Aspekt d'Revalorisation, an hei net just mat Besuch op de Buedem, mee och op d'Erhale vun dem historesche Patrimoine. An der Regierung, mee och heibanne ware jo am Ufank an am Laf um Projet ëmmer nees méi oder manner passionéiert Diskussiounen iwwert d'Erhale vun den Zäitzeie vun de Stolwierker gefouert ginn.

Wann een haut um Belval ukënn, gesäit een awer direkt, datt et de Patrimoine ass, deen dem Site säi besonnesche Charakter ausmécht. Et freet mech dofir besonnesch, datt och grad dës restauréierte Patrimoine um Belval am Zentrum vum Kulturjoer Esch2022 steet.

Besonnesch wichteg bei enger moderner Approche zur Erhaltung vum Patrimoine ass d'Notioun vun der Valorisation. Niewent dem Wiessel vun enger no-dréiglecher zu enger proaktiver Approche war dëst déi zweet grouss Neierung am Patrimoinengesetz, dat mer och dëst Joer konnten an der Chamber stëmmen.

Et geet beim Erhale vum Kulturierwen also haut net nëmmen drëms, fir eppes stoen ze loossen, mee et geet drëms, et notzbar an erlieffbar ze maachen, et sozesoen „en valeur“ ze setzen. Et geet net drëms, fir alles ze halen, mee fir Kompromisser ze fannen zwëschent der Erhaltung vum der Vergaangenheet an der Entwécklung vum der Zukunft.

Och bei zukünftege Frichen ass et dofir richteg a gutt, datt eng Debatt gefouert gëtt a Kompromisser agaange gi fir ze kucken, wat mer eisen nächste Generatiounen loosse sollen. Am Kader vum der Ëmsetzung vum dem Patrimoinegesetz hunn d'Experte vum INPA, dem fréiere Sites et monuments, elo déi nei Methoden a Moyenen, fir systematesch an op objektiver Basis kënnen de Patrimoine ze klasséieren.

Ech si frou, datt d'Regierung mam Quartier Esch-Schëffleng – an hei profitéieren ech vläicht fir ze soen, datt et net méi Esch-Schëffleng heescht, mee „Metzeschmelz“ – eebe grad op dese Wee geet, fir den industrielle Patrimoine vum Ufank un an der Planung matablëissen ze loosse. Voilà, ech hat et hei notéiert: „Metzeschmelz“. Esch-Schëffleng ass nämlech eng vun deene Plazen, wou mir innovativ urbanistesche Iddien a Wunnvirstellungen kënnen ëmsetzen, ouni dofir weidere Landverbrauch ze maachen.

Wou de Belval eng gewësse Mixitéit u Funktiounen an Aarbechtsplaze bitt, wäert Esch-Schëffleng vill Wunnraum ubidden, wou eng ronn 10.000 Awunner sollen en neit Doheem fannen. Den neie Quartier huet d'Ambitioun, fir e Modell ze gi vum Quartier vum der Zukunft a fir eis Visiounen ze verwierklechen, wat Mobilitéit ugeet, Integratioun vu Fräizäit, Schaffen a Wunnen, Klimaresilienz an och Energieeffizienz. Et gëtt en autofräie Quartier. Et soll Mobilitéit ugebuede ginn, ouni datt all Persoun hei en Auto brauch. Mat Parkplazen um Bord vum de Quartieren, Carsharing, awer och Vélosharing wäert d'Liewen aneschtens organiséiert ginn, wéi mer dat bis elo kennen.

Wa mir keng Autoen a Parkplazen am Quartier selwer hunn, hu mer dann och méi Plaz, fir ekologesche wäertvoll Interventiounen an de Quartiere selwer ze integréieren. Esou gëtt et en ekologesche an ekonomesch innovative Quartier, wou d'Prinzipie vum der Kreeslafwirtschaft integréiert sinn a wou d'Konnexioun mat den ëmleiden Naturschutzgebiddern vu virera geplangt gëtt.

30 % vum de geplangte Wunnenge wäerten abordable Wunnraum ginn. Renaturéierung, Ärdwiermt, Fotovoltaik, Solarthermie, Energiegemeinschaften, Kooperativen, alles dat si Sujeten, déi hei wäerten am Méttelpunkt stoen. Eng konsequent Begleedung vum der Effentlechkeet, wou d'Bierger an d'Biergerinne sech kënnen dës le départ matabannen, fir de Quartier eeben no hirem Goût ze gestalten.

Mat der Viabiliséierung vum der Friche Esch-Schëffleng wäert e komplementäre Pendant zum Belval geschafe ginn, de Süde weider dynamiséiert ginn an d'Zesumme-eréckele vu Wunnen, Schaffen a Fräizäit an der Minettregioun wäert ze enger richteger Referenz ginn.

Här President, de Robert Garcia hat also Recht, wéi en op dëser Tribün virausgesot huet, datt d'Entwécklung vum der Minettregioun mat der Entscheedung iwwert d'Zukunft vum den Industriebrooch steet a fällt. Haut wësse mer, datt d'politesche Decisiounen fir d'Revalorisatioun vum de Brooch richteg a wichteg waren. Et muss eis haut drëms goen, déi bekannte Feeler bei den nächste Projeten ze vermeiden an déi positiv Elementer ervirzehiewen.

Ee vun deene Rotschléi, déi mäin illustre Virgänger bei den Diskussiounen ronderëm d'International-Stararchitekt-Projeten, wéi zum Beispill eise Pei-Musée – vläicht besser bekannt – oder d'Philharmonie

oder nach d'Rockhal, ginn hat, war, datt mer zu Lëtzebuerg missten ophalen, systematesch fir d'éischt an de Bëton, de Stol an d'Magny doré ze investéieren an eis dann eréischt Gedanken ze maachen, wat an de faméise Strukture soll passéieren.

(Interruptions)

Haut erlaben ech mer, nach bäizefügen, datt bei engem Konzept nach muss beduecht ginn, wéi den Ëmweltimpakt ausgesäit an och, wéi d'Liewensdauer vum engem Gebai wäert sinn. Trotzdeem ass et wichteg, eis bei all Projet och ëmmer nees déi Fro vum Inhalt ze stellen, an net just no der Form ze kucken, souwuel bei deenen eenzelne Gebailechkeete wéi och fir ganz Quartieren a Frichen. Et ass elementar wichteg, direkt vum Ufank u kloer Prinzippien an Ziler ze hunn, wéi d'Liewen an engem Quartier oder an engem Gebai soll ausgesinn.

Weider ass et wichteg, datt d'Diskussiounen iwwer kruzial Strategien a Choixen fir muer effentlech gefouert ginn. Et soll een och schonn an der Konzeptionsphas, dat heescht méiglechst fréi, och all déi betreffen Acteuren an déi zukünftege Notzer vum Quartier oder vum Gebai matabannen, well nëmmen esou kann een den Erwaardunge an den effentleche Besoinen och gerecht ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova.

Als éischte Riedner ass den honorablen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Ech weess elo net, ob ech soll ufänke mat Metzeschmelz oder ob ech soll ufänke mat Belval, well ech hunn d'Chance, als Schëfflenger och bei der Entwécklung vu Metzeschmelz a verschiddene Punkten derbäi ze sinn. Mee fir d'Alleréischt wollt ech der Madamm Ahmedova – oder dem Här Garcia, ech weess net, wem vun deenen zwee – villmoos Merci soe fir de Lancement vum dëser Debatt vum haut de Mëtten.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

E Journalist hei zu Lëtzebuerg, deen och emol eng Zeitung erausginn huet, de Carlo Hemmer, huet eng Kéier gesot: „Lëtzebuerg, e Geschenk vum Stol, Ägypten, e Geschenk vum Nil.“ Dat geet zréck op d'70er-Joren, wéi iwwert d'Entwécklung geschwat ginn ass, wat Lëtzebuerg alles fäerdegbruecht huet, dass et am Fong d'Stolindustrie an de Biergbau waren, déi aus Lëtzebuerg nom Ufank vum 20. Joerhonnert dat gemaach hunn, wat Lëtzebuerg ginn ass. Wuel wësend, dass mer och scho Schmelzen haten, déi uechtzénghonnert-an-déi-fofzeg ugefaangen hunn an déi eréischt virun e puer Joer opgehale hunn.

Mir haten eng Schmelz wéi Diddeleng. Diddeleng, wou och e Projet amgaangen ass, zwar ënner engem anere Prinzippien an net iwwer Agora. Mee et sinn aner Interessenten, zesumme mat der Diddelenger Gemeng, déi do amgaange sinn, eppes ze maachen. Mir haten d'Schmelz vum Dummeldeng um Territoire vum der Stad Lëtzebuerg, wou och scho verschidde Geschicht ass, wat och sécherlech wäert e grousst Potenzial sinn, fir eng Entwécklung ze maachen. Mir hunn Déifferdeng, wou scho verschidde Saachen zréckgestuut gi sinn, wou och aner Industrien op deem Site ugelagert gi sinn. Mir hu Schëffleng, wou de Projet elo ass mat der Metzeschmelz. Mir hu Belval.

A mir hu Rodange, wou och emol eng Kéier en Agora-Projet gelaf ass, deen awer duerno vum der Agora

leie gelooss ginn ass a wou een och muss wëssen: Am Fong déi éischt Industriebrooch, wou iergend-eppes geschitt ass, dat war Rodange. Dat war de Pôle européien de développement. Ech mengen, den Här Bausch ... Wann ech soss heibanne kucken, wien de Moment heibanne sinn, et sinn der och soss nach hei an dem héijen Haus, déi déi Zäit schonn do waren, wéi deemools de Pôle européien de développement geschaf ginn ass, fir op der Industriebrooch Rodange, zesummen zwësche Lëtzebuerg, Frankräich an der Belsch, en neie Projet ze maachen, fir eng nei Entwécklung ze maachen, fir Industrien unzesidelen a fir och do deem Terrain erëm en neie Wäert ze ginn. Wou ee muss ënnersträchen: Op Lëtzebuerg Sait ass e bëssen eppes geschitt, mee op der franséischer an der belscher Sait hat et nawell den Hick, bis et ukomm ass.

A mir hunn d'Terres Rouges, déi Industriebrooch, déi schonn am längsten do ass, wou awer elo iwwer eng Privatinitiativ och amgaangen ass, eppes ze geschéien.

De Pôle européien de développement gouf an den 90er-Jore gestart vum Jean-Marie Halsdorf sengem Virgänger, dem René Putzeys, wou deemools vu Lëtzebuerg Sait aus probéiert ginn ass, nei Plazen dohinnerzemaachen, wou iwwer eng aner Besteierung nogeduecht ginn ass, fir an där ganzer Zon iwwert déi dräi Länner ewech ze diskutéieren. Ech soen dat do, well ech nach gären eng Kéier beim Belval op d'Groussregioun an op dat Grenziwwerschreidend zréckkommen. Dofir wëll ech un dat do erënnere.

Belval, e Site, dee vun 1909 bis 1912 vum Gelsenkirchener – Schalke 04, fir déi Leit, déi dat soss besser kennen – ...

(Brouhaha)

... Bergwerksverein gegrënnt ginn ass. Dat waren déi, déi ugefaangen hunn do mat Héichuestol. An et ass bis 1997 Héichuestol do zu Belval gemaach ginn.

Do ass och eng technesch Entwécklung gewiescht. Mir haten och dräi Héichuestolen deemools zum Schluss. Et waren dräi Héichuestolen, déi déi sechs Héichuestole vu virun ersat hunn. Dat waren den Héichuestolen A, 1965 gebaut, den Héichuestolen B, 1970 gebaut, an den Héichuestolen C, 1979 gebaut. Wou ee muss wëssen: Den A an de B, déi stinn nach do, op d'mannst d'Silhouette vum deenen zwee. Déi stinn nach do. An den Héichuestolen C ass 1979 gebaut ginn, mee deen ass duerno u China verkaaft ginn.

Wéi d'ARBED d'Decision geholl huet, opzehale mat Héichuestolen an an den Elektrostol eriwuerzegoen, huet sech natierlech iwwerall d'Fro gestallt op deene jeeweilige Sitten: Wat bedeit dat a wéi geet et elo viru mat all deenen Terrainen?

Et sinn Diskussiounen gewiescht ëm d'Erhale vum deene Sitten. Ech erënnere drun – wann ech mech nach richteg erënnere, ech weess et awer net méi, ob et den Här Bausch war, mee ech mengen –, wéi mer de Projet hate vum dem CNCI an dem Erhale vun den Héichuestolen um Belval, wou och nach net nëmme sollten d'Héichuestolen erhale bleiwen, mee wou och zwëschent déi zwee Héichuestolen nach sollt e Kulturzenter kommen, deen herno de Budgetsmoyenen zum Affer gefall ass.

Ech weess nach, deemools war de Michel Wolter Landesplanungsminister an den Henri Grethen war Transportminister, an dass déi deemools zesumme mat de Buergermeeschtere Fred Sunnen vu Bieles an – eng Madamm, déi nach heibanne sëtzt – Lydia Mutsch vum Esch d'Initiative geholl hunn, fir déi Zon kënnen ze entwéckelen. Wouriwwer och deemools

schon nogeduecht ginn ass, dat war net den Tram, mee dat war nach en Zuch, fir do eng Ubannung ze kréie vu Lëtzebuerg bis op de Belval mat engem Zuch, fir dass do d'Méiglechkeet wier, fir déi Verbindung direkt hierzestellen. An dat sollt net en Zuch sinn, deen dann zu Schëffleng, Nærzeng a Beetebuerg, Bierchem géif stoe bleiwen, mee déi Verbindung do sollt iwwer Leideleng a Steebrécke gemaach ginn.

Et muss een och drun erënneren: De Michel Wolter an den Henri Grethen haten am Ufank net nëmme Frënn hei an dësem Haus. An an dësem Haus waren och oft schwéier Debatten, wéi et ëm d'Entwécklung vun där doter Zon gaangen ass. An notament dee Punkt vun dem Sëtz vun der Universitéit, ob déi sollt op Belval kommen oder net, dat war heibannen an dësem héijeren Haus an och an der deemoleger Regierung nawell eng ganz hefteg Diskussioun. Et war bei deenen aus dem Süden op alle Fall eng grouss Freed, wéi en Diddelenger Meedchen, wat awer am Zentrum Politik gemaach huet, d'Erna Hennicot, konnt ukënnegen, dass d'Universitéit géif op de Belval kommen.

Well et muss ee wëssen, dass am Ufank déi Begeescherung fir de Belval op verschiddene Plazen net esou grouss war, wéi et haut oft den Uschäin huet, wann een d'Diskussiounen héiert, mee dass et do am Fong éischter war: „Firwat solle mer dann elo an de Minett goen?“ An dat war souwuel fir de Belval wéi fir Diddeleng wéi fir Déifferdeng an och fir Schëffleng de Fall.

Gläichzäiteg ass och eng Diskussioun hei gefouert ginn – a verschidde Kollegeen, déi méi stänneg heibannen, kënnen sech drun erënneren – iwwert de 700.000-Awunner-Staat, wou verschidde Leit gesot hunn: „Ma deejéinegen, deen dat gesot huet, deen huet se net méi all, fir esou hei wëllen eng Visioun an d'Welt ze setze vum 700.000-Awunner-Staat!“ Dir Dammen an Dir Hären: Mir sti kuerz virdrun!

Ech weess, wéi den Här Bausch duerno eng Kéier vun 1,2-Milliounen-Awunner-Staat geschwat huet, war d'Raunen heibannen am Sall net méi gradesou grouss. Ech wëll net soen, dass et schonn en Acquis war, mee domadder war awer scho bei ville Leit déi Iwwerraschung net méi esou grouss, wéi dat bei dem 700.000-Awunner-Staat war.

Dann hate mer och 2004 heibannen eng Kommissioun gegrënnt, eng extra Kommissioun, si huet „RTL“ geheescht – et hat awer näischt mat Radio Lëtzebuerg ze dinn. Mee dat war d'Reforme-territoriale-Kommissioun, wou ënnert der Présidence vum Michel Wolter während deene fënnef Joer och laang diskutéiert ginn ass iwwert den IVL an iwwert d'Landesplanung am Allgemengen, wou et och wichtig war, deemools schonn ze kucken, wou mer déi eenzel Saache géifen usidele fir ze kucken, dass mer eng industriell Entwécklung hätten, fir deen Terrain, deen do war, net einfach broochleien ze loossen, mee do eppes drop ze maachen.

An et war eng Lëtzebuurger Bank, déi eelst Lëtzebuurger Bank – si heescht zwar haut anescht, mee d'Gebai steet nach ëmmer do –, där een am Fong muss Merci soen, well si waren déi éischt, déi d'Decisioun geholl hunn, fir do ze bauen. Well am Ufank war och eng Retizienz, net nëmme bei der Politik, mee duerno, wéi dat bis duerch war, war och eng Retizienz bei deenen éischte Leit, fir dohinnerzegen. An et muss een ëmmer soen, dass déi Lëtzebuurger Bank, déi eelst, déi och selwer huet dierfe Suen erausginn, déi Decisioun geholl huet, um Belval ze bauen. An domadder ass dee ganze Projet e bësse méi séier an d'Diskussioun komm.

Duerno ass d'Decisioun vun der Uni gefall, wéi d'Cité des sciences komm ass. De Lycée Bel-Val, d'Rockhal,

wou och vill Leit net wëssen, dass am Ufank vun der Rockhal net déi nei Rockhal gemengt gi war, mee dass dat sech och oft op d'Hal vun „All We Need“ oder déi al Gebléishal bezunn huet, dass dat am Fong déi éischt Iddi war, fir d'Rockhal dohinner ze bréngen.

Dat ass am Fong eent vu menge Suergekanner an dofir och direkt meng Fro un de Minister vun den Travaux publics: Wat geschitt mat där Gebléishal? Well fir eis ass et wichtig, dass déi Gebléishal erhale bleift. Ech mengen, all Mount an all Woch, wou se nach do steet an et ass näischt geschitt, ass net gutt fir se. Eng Zäitche war jo emol d'Fourrière dran. Mir haten déi super Ausstellung „All We Need“ dran. Et ass och do wichtig, dass dat Stéck vun der Lëtzebuurger Industrie geschicht erhale bleift.

Wa mer haut op Belval kucken, dann ass et eng Mëschung vun Universitéitsvéierel, vun enger Déngschtleschtungsgesellschaft, vu Shoppingmall, vu Bildung, Sport a Kultur, a wou de Wunnengsbau elo emol am Ufank net gradesou ausgeprägt war, wat awer déi lescht Jore massiv geschitt ass, souwuel op der Escher wéi och op der Bieleesser Säit, a wou och elo ...

(Interruption)

Suessem! Pardon, Madamm Buergermeeschter vun der Gemeng Suessem.

... do de Wunnengsbau amgaangen ass gefërdert ze ginn. An do ass et och wichtig, dass ee sech och eens gëtt bei deene Lächer, déi nach do sinn, wat do alles soll vu Projeten nach hikommen a wat do nach gebraucht gëtt.

Duerch Esch2022 huet de Belval jo och eng international Propaganda kritt, well jo och op ville Plazen – an Däitschland an an der Belsch, a Frankräich – iwwer Esch2022 bericht ginn ass. An all déi Kollegeen, déi jo d'Chance haten mat derbäi ze sinn, wéi d'Ouverture war: Et war dach schonn impressionnant, wéi déi Feier um Belval stattfonnt huet, wéi do d'Kulturjoer 2022 gestart ginn ass.

Et ass elo d'Entwécklung vum Central Square, déi amgaangen ass. Et ass op där anerer Säit mat de Wunnenge Belval Süd, wou eppes gemaach gëtt. An dann d'„Prunkstéck“, soen ech elo emol, wat vum Staat do investéiert gëtt, dat sinn d'Archiven, mat engem Präis vu 77,3 Milliounen, wat mir jo, des Pleniëre, 2020 heibannen och gestëmmt hunn.

Dat just eng Kéier, fir och de Kontext ze setzen. Ech wëll och soen, Madamm President, ech maachen alles ausser dem Volet Universitéit. Dee mécht déi fréier Héichschulministesch, d'Madamm Hansen wäert do méi drop agoen.

Hei ass et nämlech och nach eng Kéier wichtig, fir d'Missioun vum Fonds Belval ze ënnersträichen, deen de 25. Juli 2002 duerch Gesetz geschaf ginn ass an deen nach eng Kéier ofgeännert ginn ass de 24. November 2015, wou et jo och de Fonds Belval ass, deen déi ganz Gestiou vun deem Site soll maachen a wou dann och herno dat alles iwwerholl gëtt, dat och an Zesummenaarbecht mat der Agora, wat jo och d'Entwécklungsgesellschaft ass.

An d'Madamm Ahmedova hat et virdu gesot: Et ass jo och d'Agora, déi mat dran ass an dem Projet vun der Metzschmelz. An et ass och sécher ass, dass ee soll vun deene ... Duerch Feeler léiert ee goen; soudass een do déi eng oder déi aner Feeler, déi vläicht an der Entwécklung vum Belval gemaach gi sinn, kann zu Esch-Schëffleng verhënnern.

Ech mengen, dass et och wichtig ass, dass de Staat eng Virreiderroll hält bei all deene Konstruktioneen, déi elo nach kommen. Den Här Bausch hat eng Kéier geschwat vun enger héijer energieetescher

Performance, déi misst op Belval kommen, dat och am Kontext vun der Rifkin-Etüd, déi deemools virgestallt gi war, dass dat alles och elo misst do mat erakommen, dass mer intelligent Gebaier brächten, Null-Energie-Haiser, dass déi och nach misste bei deene Plazen, déi nach fräi sinn, op de Belval kommen.

Ech mengen, et ass och wichtig, dass do de Staat déi Investitiounen hält an dass de Staat de Virreider ass an deene Punkten. Dat kann och derzou féieren, dass duerno d'Privatindustrie, wa se gesäit, dass dat en Erfollegmodell ass, wäert dorop kënnen ëmschalten. Dat ass och gutt fir d'Energieversuergung op deem Site am Allgemengen. Belval war ëmmer e groussen Energieconsommateur, ob dat war zu Héichuewenzäiten oder ob et duerno war zu den Elektrouewenzäiten. Mee dass et och do méiglech ass, mat anere Punkten ze fueren; ob dat mat Geothermie ass, ob dat mat Photovoltaik ass, wat jo och elo op den Archive geschitt – fir all déi Punkten nëmme ze nennen.

Dat selwecht gëllt fir d'ekologescht Bauen, wou ee seet, dass ee weess, wat do gebaut gëtt, dass dat och duerno nach eng Kéier ka benotzt ginn op anere Plazen, wann dat Gebai net méi sollt gebraucht ginn. Et ass och wichtig, dass déi Punkten do och Agang fannen, an domadder och, dass mer do déi Prioritéite setzen.

An nach en anere Punkt, deen ech wëll uschwätzen, wat och wichtig ass – d'Madamm Ahmedova huet vun der Vëlospist geschwat –: dass mer déi besteeënd Quartieren un de Belval ugeschloss kréien. An dat ass souwuel d'Stad Esch, awer och de Quartier Raemerech. Well de Quartier Raemerech ass de Moment komplett isoléiert an deem ganze Pak, an dat sinn nëmme 500 Meter Loftlinn! Mee déi 500 Meter Loftlinn, fir kënnen op de Site ze kommen, dat ass e bëssen e Spill mat Liewen an Doud. Well wann s de do probéiers, ouni Auto dohinnerzuekommen – an der jëtzege Situatioun ass dat bal onméiglech, well och deen Zougang de Moment vun där Säit, vu Raemerech aus, net grad deen allerbeschten ass.

Ech hoffen alt ëmmer, dass, wann déi nei Autobunn opgeet, déi nei Stroosseverbindung opgeet, dass da vläicht manner Verkéier um Site selwer ass. Well elo probéieren et déi eng mat alle Mëtteleen ënnert der Unterführung erduerch, déi jo mat zwou Piste geet an dann op eemol kënn e Fläschenhals mat enger – an da kënn jo elo gläich déi nei –, an anerer probéieren et hannenerëm, laanscht de Lycée Bel-Val, iwwert de Site, fir méi séier kënnen op d'Autobunn ze kommen. Op alle Fall, ech perséinlech erwaarde mer e bësse Verbesserung, wann déi Strooss bis fäerdeg ass a wann dat ugebonnen ass. Mee et wäert sech da weisen, ob dat duergeet oder ob mer och do nach aner Saache misste maachen.

Da wier et och wichtig, dass – an de Minister Bausch huet et eng Kéier ugekënnegt gehat – déi transfrontalière Verbindung mat Oth geschafe gëtt, wou och do d'Méiglechkeet besteet, fir do en Deel vun Verkéier ze kréien. Et ass jo e risegt Parkhaus gebaut ginn. Déi éischt zwee Joer stoung et zimmlech ganz aleng do, d'Parkhaus. Et hat ee schonn Angscht, et bräicht een et net méi, ausser wa Manifestatioune waren. Déi lescht Méint huet et sech e bësse geännert. Et ass och elo erëm méi eng grouss Notzung vun deem Parkhaus virhanden.

Dass mer et och fäerdegbréngen op deem dote Site, wéi och op aneren Industriesitten, Bürosgebaier hinezetze fir déi Leit, eis franséisch, belsch an däitsch Noperen – an deem heite Fall sinn déi Däitsch maner gefuerdert, dat ass méi beim Här Gloden an der

Muselmetropol –, wou et dann drëm geet, duerch den Teletravail a soulaang mer keng definitiv Reegungen dofir fannen, dass Backofficeaarbechte kënnen an der Grenzregioun stattfannen, ob dat um Belval wier, ob dat zu Schëffleng wier, zu Diddeleng wier, Diddeleng-Beetebuerger, oder op där anerer Säit och zu Rodange, dass dat do kéint gemaach ginn, an och zu Gréiwemaacher-Waasserbëlleg, wou mer d'Méiglechkeet hätten, do Büroen ze schafen, fir dass déi Leit net alleguerte massiv probéieren, sief et an d'Stad oder ronderëm de Speckgürtel vun der Stad ze kommen.

D'Fro vun der Zuchstreck/BHNS, déi hat d'Madamm Ahmedova Iech scho gestallt, Här Bausch. Da brauch ech se net nach eng Kéier ze widderhuelen. Wéi séier geet dat? Ass do och herno geplangt, net nëmme Lëtzebuerg-Esch, mee dass et och weidergeet, ech soen elo mol, direkt op Diddenuewen, net nëmme Diddenuewen als Haaptuertschaft, mee och fir déi Dierfer alleguerte ronderëm? Do stelle mer jo fest an der Sécurité sociale, dass och aus deenen Uertschafte ganz vill Leit op Lëtzebuerg schaffe kommen, fir also och deenen do eng Méiglechkeet ze ginn. Oder wäert et sech just herno op de Korridor Esch-Oth begrenzen?

Oder sinn do och schon aner Diskussiounen mat de franséischen Autoritéiten? Si reklaméiere jo soss ëmmer, si hätte gär Saache vun eis. Och dat dote kéint eng Offer sinn, déi dann net finanzieller Natur ass an awer finanzieller Natur ass, mee wou jiddweree kéint dervu profitéieren: eis franséisch Grenzgänger-Kolleegen, déi franséisch Gemengen a gläichzäiteg och mir, doduerch, dass d'Verkéisersachse kéinten entlaascht ginn.

Da stellt sech fir mech nach d'Fro: Wat geschitt alles mat dem Wunnengsbau, dee sollt dohinnerkommen? Do si jo och Planungen amgaangen. Do ass virun allem elo mat Belval Süd jo ganz vill geplangt, fir och do, éischstens, erschwéngleche Wunnraum ze bauen, mee och Wunnraum net nëmme a grouse Strukturen, mee et ass och méiglech, Efamilljenhaiser opzerrichten; och alles, wat dohinner nach soll kommen.

An dann ee Punkt, wou ech awer guer net mat der – wat heescht „guer net“?, dat ass och falsch –, mee wou ech net gradesou mat der Madamm Ahmedova d'accord sinn: Ech mengen, dass een awer och muss kucken, ob een net nach zousätzleche Parkraum muss schafen. Parkraum, well wann een déi super Gare, déi mer do stoen hunn, huet, a wa mer och duerno de BHNS do lafen hunn, mee et muss een awer och nach ëmmer de Leit d'Méiglechkeet ginn, bis dohinnerzou kommen, fir da kënnen op déi Statioun, sief et vum Zuch respektiv vum BHNS zrëckzefueren. Mir stelle jo fest, wann elo Manifestatiounen sinn an der Rockhal, dat klappt fantastesch mam Zuch, fir dass do déi Leit och mam Zuch dann dohinnerkommen. Well du bass an zwou Minutte vun der Gare an der Rockhal. A wann s de eng Parkplaz sichts, da brauchts de méi laang fir dohinnerzou kommen, wéi wann s de mam Zuch kënn. Mee dass mer och do kucken, ob mer awer net nach zousätzleche Parkraum schafe fir déi Leit, déi net un deenen Achsen direkt sinn an och do net kënnen op den Zuch respektiv op de BHNS zrëckgoen.

Ech wëll dann och nach soen, dass och nach aner gréisser Projeten... Meng Kolleegin, d'Octavie Modert, huet 2021 nach eng Kéier d'Diskussioun gefouert, wéi et ass fir Belval-Ouest. A senger Ried huet et nach eng Kéier ënnerstrach, wéi et wier, fir all den Ekipement vun dem Lëtzebuurger Staat an der Konscht..., ob mer deen net sollten op Belval-Ouest usidelen. Wéi steet et domadder? Wéi geet et weider mam Parking souterrain bei der Uni? Mee dorop wäert meng Kolleegin, d'Madamm Hansen, nach agoen.

An da stellt sech natierlech och d'Fro: Wat maache mer mat deem Lycée? Ech mengen, den Innenminister Jean-Marie Halsdorf ... Oder et war net e Lycée, mee et war e Spidol, woufir den Innenminister Jean-Marie Halsdorf deemools mam Secrétaire d'État (veuillez lire: mam Minister) vun der franséischer Regierung, dem Här Mercier, gekuckt huet, fir eng Struktur déi aner Säit ze kréien – dat war deemools op franséischem Terrain, well mer jo wëssen, duerch d'Liaison Micheville, dass op där Säit nach e groussen Terrain ass –, wat herno un der Fro gescheitert ass, ob Lëtzebuurger Statut, ob Lëtzebuurger Krankekeesen, ob d'Personal, wat do schafft, de Lëtzebuurger Statut kritt oder ob dat de franséische Statut kritt.

An do kommen ech dann op dat zrëck, wat ech virdu vum Pôle européen de développement gesot hunn: ob et do net méiglech misst sinn, eppes Gemeinsames ze schafen, well dat ass och Entwécklungspotenzial. An ech mengen, d'Decisioun fir d'Spidol ass elo geholl, dat kënn op eng aner Plaz, et kënn op déi aner Säit vum Belval. Mee do, wou déi Iddi war, fir e Spidol ze maachen, kéint een och aner Saache gemeinsam oprichten op deem Terrain, dat am Kader och fir ze weisen, wat d'Groussregioun ass. D'Ministesch vun der Groussregioun huet virdu bei der Äntwert op eng Question parlementaire gesot, wéi wichteg et ass, dass mer d'Groussregioun un d'Liewe kréien. Mir sinn dat eenzegt autonoom Land an all deene Groussregiounsprojeten, déi och vun der Europäescher Kommissioun ënnerstëtzt ginn. Wa mer do och déi néideg Decisiounen géifen huelen, fir och dovu kënnen ze profitéieren, dat ass gutt fir Lëtzebuerg an et ass gutt fir d'Groussregioun.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Madamm Presidentin. Den Escher Kulturschäfte Pim Knaff seet ëmmer, wa si zu Esch auslännesch Gäscht op Besuch hunn, sief et Politiker, Kënschtler oder soss Visiteuren, dann ass de Belval natierlech ëmmer feste Bestanddeel vun hire Visitten. An d'Reaktiounen, seet en, wieren ëmmer déi selwecht: Vu Verwonerung bis Begeeschterung ass alles derbäi. Déi meescht fannen de Site einfach wierklech nëmme genial an eemoleg.

Déi Reaktioun kann ech vollkommen novollzéien. „Eemoleg“ ass wuel dat Wuert, wat de Belval am beschte beschreift. E Projet wéi de Belval gëtt et nëmme eng Kéier hei zu Lëtzebuerg. Et ass eemoleg, wéi sech dee Site am Laf vun der Zäit entwéckelt huet, ugefaange bei enger Industriefriche bis hin zu deem, wat haut do steet. Eemoleg ass och den historieschen a kulturelle Wäert vum Site a wéi dese valoriséiert an an déi nei Quartieren integréiert gouf. A schlussendlech ass och d'Potenzial eemoleg, dat nach op deem Site wäert entwéckelt ginn.

De Site Belval ass duerch eng Successtory. Eng Successtory, déi awer nach laang net eriwuer ass. Iwwert d'Joren ewech ass eng exzellent Aarbecht gelescht ginn, fir dohinner ze kommen, wou mer haut sinn. Déi Aarbecht muss elo virugefouert ginn, mat enger klorer Iddi, wou mir wëllen hin, wéi de Belval an zéng, zwanzeg Joer soll ausgesinn.

D'Deindustrialiséierung war fir vill änlech Plazen am Ausland en Doudesurteil, vun deem se sech dacks net méi erkrift hunn. Mir brauchen dofir net méi wäit wéi an d'Grenzregioun kucken ze goen. Zu Lëtzebuerg hu mer et par konter fäerdegbruecht, eis nei ze erfannen an dem Belval eng nei Bestëmmung ze ginn.

Haut gëtt hei d'Eisenäerz vum 21. Joerhonnert gefërdert: déi gro Zellen, d'Ausbildung vun den nächste Generatioun grad ewéi d'Fuerschung, déi Dreier vun Innovatioun ass a besonnesch fir zukunftssträhteg Wirtschaftssektoren immens wichteg ass.

Sou hu sech hei an deene leschte Joren och eng ganz Rei un Entreprises aus Beräicher wéi dem IT-Secteur oder och dem Spacesecteur néiergelooss. Dat ass an eisen Ae genee esou, wéi mir eis et virstellen: En dynameschen Ekosystem ronderëm d'Uni an déi verschidde Fuerschungsinstituter, en Ekosystem, dee modern an innovativ Firmen unzitt an zu engem wirtschaftlechen a gesellschaftlechen Hotspot vun der ganzer Regioun gëtt.

Mir schwätze vill vun Dezentraliséierung a vu Stärkung vun de Regiounen. D'Entwécklung vum Belval ass e perfekt Beispill dofir. De Süden ass den drëtten urbane Pol, nieft der Stad an der Nordstad. De Belval kann eng Zort Motor fir d'Entwécklung vun der ganzer Regioun ginn, dat gesi mer haut schonn.

Ech hu vum wirtschaftlechen Aspekt geschwat. Derbäi kommen d'Kultur, mat ënner anerem dem Kulturjoer Esch2022, Commercen a Fräizäitaktivitéiten oder nach d'Implantatioun vun ettlechen Administratiounen. Fir d'Zukunft gëtt et trotzdeem nach vill Chantieren, wéi mer dës Plaz nach méi flott a liewenswäert kënnen gestalten. Et gëtt nach vill Potenzial, dat et nach ze realiséiere gëllt.

Als DP stelle mer eis e liewegen, moderne Quartier vir, eng Plaz, wou Leit mat hire Famillje liewen, schafen, hir Fräizäit verbréngen a sech gären ophalen. Ech wäert am Follgende méi genee op déi eenzel Aspekter, déi verschidden Defien a Chancen, déi sech fir de Site Belval an déi ganz Regioun an Zukunft opdinn, agoen.

Här President, viru ronn 100 Joer huet am Süde vu Lëtzebuerg dat industriell Häerz vun eisem Land geschloen, dat de Wuelstand geschaf huet, vun deem mer nach bis haut profitéieren. De Strukturwandel vun enger Wirtschaft, déi um secondairë Secteur baséiert, hin zu enger Wirtschaft, déi virun allem duerch Déngschtleeschunge gepräägt ass, huet eist Land, wéi och vill aner Länner, viru grouss Erausforderung gestallt.

Enn den 90er ass de leschten Héichuewen um Belval zougemaach ginn, wourosphi sech natierlech d'Fro gestallt huet, wat mat deene bal 123 Hektar Industriefriche soll geschéien. Et war ënner anerem den Henri Grethen, deemolege Wirtschafts- an Transportminister, deen d'Iddi hat, dës Geleeënheet ze nutzen, fir dem Süde vum Land en neit Liewen ze ginn, e Liewen no der Stolindustrie, a gläichzäiteg en zukunftsweisende Projet fir d'ganz Land ze realiséieren.

D'Schafe vun Agora hat vun Ufank un en ambitiéis Ziel: Méi wéi 1 Millioun Quadratmeter sollten nei amenagéiert a bebaut ginn. 20.000 Aarbechtsplazen a Wunnraum fir 7.000 Leit sollten op där aler Industriebrooch geschaf ginn. Schon deemools si sech vill Gedanke gemaach ginn, fir e modernt Konzept auszeschaffen, e Masterplang, deen all denkbar Voleten, vun der Émwelt iwwert d'Wirtschaft bis bei d'Kultur, mat berécksiichtegt. Am Laf vun der Zäit ass deesen ëmmer nees adaptéiert ginn, fir up to date ze bleiwen an nei Iddien ze integréieren. All Projet evoluéiert mat der Zäit, a besonnesch, wann et drëms geet, eng Stad vun der Zukunft ze entwerfen, muss een oppe bleiwen an e Projet och kënnen upassen.

D'Decisioun, eng Cité des sciences um Belval ze schafen, stoung vun Ufank un am Zentrum vun den Iwwerleeungen. Eng Decisioun, déi sech als zukunftsweisend erweisen huet, wa mer kucken, wéi eng wichteg Roll Fuerschung an Innovatioun fir eise Standuert

spillen, wat si fir eis wirtschaftlech Entwécklung be-
deiten a fir eis Capacitéit, Äntwerten op d'Erausfu-
erung vum haut a vu muer ze ginn. Grad och, wa
mer vu qualitativem Wuesstum schwätzen, ass dëst
essentiell: Aktivitéiten, déi eng Plus-value schafen, déi
net eleng um Wuesstum vum Aarbechtsplaz berout,
mee villméi op geeschtegem Kapital, intellektueller
Proprietéit an engem héijer Produktivitéit.

D'Uni ass 2015 offiziell op de Belval geplënnert, fir
d'éischt mat just e puer zentrale Gebaier, wéi der Mai-
son du savoir an der Maison des sciences humaines.
Zënterhier sinn eng ganz Rei weider Gebaier fäerdeg-
gestallt ginn, wéi d'Bibliothék, d'Maison du nombre,
d'Laboratoire, fir nëmmen dës ze nennen. Vu just e
puer Aariichtungen am Ufank, e puer Büroen a Vir-
lesungssäll, si mer haut bei engem groussen, moderne
Campus mat Fuerschungsinstituter an den ènner-
schiddlechste Beräicher ukomm.

Nieft deene bekannten, wéi dem LIST, dem Luxem-
bourg Institute of Science and Technology, an dem
LISER, dem Luxembourg Institute of Socio-Economic
Research, gëtt et mëttlerweil och ènner anerem
Aariichtungen, déi sech op Biomedizin, den ICT-Beräich
an d'Materialfuerschung spezialiséieren. Dobäi sinn
nach weider Instituter fir zum Beispill Agro-Biotechno-
logie an Ingenieurwëssenschafte geplangt.

Et gesäit een also, et ass e ganz dynamesche Campus,
dee sech scho vill entwéckelt huet, awer och nach wei-
der entwéckele wäert. Besonnesch Disziplinne mat
groussem Zukunftspotenzial stinn am Fokus, an dat
kënne mir als DP natierlech nëmmen ènnerstetzen.

Wëssenschaf, Fuerschung, Innovatioun, technolo-
gesche Fortschrëtt, Entrepreneuriat, wirtschaftleche
Wuesstum sinn net just onverzichtbar fir eist Land, si
ginn och Hand an Hand. E Fuerschungszentrum wéi
de Belval zitt dowéinst och ëmmer privat Acteuren
un, Betriber, Startuppen, wat duerch den Inkubator
vun Technoport och nach eemol ènnerstrach gëtt. Op
déi Manéier huet sech iwwert d'Joren e ganzen Eko-
system um Belval etabléiert, mat Entrepreneuren aus alle
Beräicher.

Et kann ee just e puer Beispiller nennen, wéi zum Bei-
spill eng Firma, déi proposéiert, mat kënschtlecher
Intelligenz Diagnosticken am Beräich vun der Santé
duerchzuführen, eng aner Firma, déi fir déi Europä-
esch Raumfaartagence Sensoren fir d'Observatioun
vun der Äerd entwéckelt, an eng drëtt Firma, déi
Outilen a Léisunge fir déi energieetesche Transitioun
entwéckelt. Dëst sinn, wéi gesot, nëmmen e puer Bei-
spiller. Et gëtt natierlech nach vill, vill méi esou inno-
vativ Betriber, déi ronderëm d'Uni installéiert sinn.

De Belval ass also haut schonn e wichtege Zenter,
en Entwécklungs- an Unzëiungspol. Fir eis als DP ass
kloer, dass dës positiv Dynamik weidergefouert an
ënnerstetzt muss ginn.

Mir schwätze vill vu Wuesstum hei zu Lëtzebuerg,
Wuesstum, dee Ressourcë schount, deen nohaltege
a qualitativ ass an net just quantitativ. Ma de Belval
mat sengem Ekosystem, dee wäit iwwert de Belval
eleng erausgeet, ass e Paradebeispill heifer.

Här President, de Belval soll an eisen Aen awer méi
wéi just eng innovativ Aktivitéitszon sinn. De Belval ass
och méi wéi dat. D'Mixitéit vun de Funktiounen an den
Aktivitéiten ass e weesentlechen Aspekt fir e liewege
Quartier, fir en nohaltege Quartier, fir e Quartier, wou
d'Leit gäre liewen a sech ophalen.

Fir dass de Belval kee rengen Aarbechtsvéierel ass,
wou den Dag iwwer vläicht vill Leit sinn, well se
do schaffen, an esou owes näischt méi leeft, ass
d'Entwécklung vum Logement zentral. Et muss ee
soen: Et ass an der Vergaangenheet fir d'éischt op

d'Aarbechtsplaz gesat ginn. D'BIL war 2006 eng vun
den éischte Firmen, déi sech do etabléiert hunn. Aner
Betriber a Verwaltungen – an net zulescht d'Uni –
hunn nogezunn, ier Wunraum entwéckelt ginn ass.

Et ass wuel richtig, dass de Quartier Belval Nord och
scho virun enger Zäit gebaut ginn ass: mee wann Der
erlaubt: Deen ass dach awer e Krack méi wäit ewech,
an immens gehollef, fir de Belval ze beliewen, huet
dee warscheinlech och net. Insgesamt muss ee soen:
De Belval war ugangs kee richtig liewege Quartier,
mee éischer eng Platz, wou een alt emol op e Concert
gaangen ass, mat Parkingen, Chantieren, Stroossen
an e puer anere Gebaier ronderëm.

Zënter d'Uni do ass, huet dat sech geännert. Mee ech
mengen, vill Leit hunn nach ëmmer e Bild vum Belval
am Kapp als Platz, déi e bësse sterill ass, wou net vill
lass ass, eng Stad aus dem Reagenzglas. Ech si mer
duerchaus bewosst, dass dat net onbedéngt de Fall
ass. Iwwert déi lescht Joren ass vill gebaut ginn, och
wat de Logement betrëfft, et si vill Butteker a Restau-
ranten dohinnerkomm, lues a lues féllt dee Site sech
mat Liewen. A wann ee kuckt, wat nach alles geplangt
ass, kann ee just soen, wann dat alles bis Realitéit ass,
da gëtt dat e richtig flotte Site.

Um Square Mile, do wou soss alt dee grouse Par-
king war, soll Wunraum fir 3.000 Awunner geschaf
ginn, mat Plaz fir Büroen, Commercen a Caféen. An
der Mëtt, bei den ale Schmelzbaséngen, entsteet eng
Plaz, fir sech opzehalen, sech ze treffen an ze erhue-
len, mat engem Weier a mat Gréngs ronderëm. Et si
souguer véier Tiern aus Holz geplangt, eefel Stäck a
40 Meter héich an domat déi héchst Gebaier zu Lëtze-
buerg komplett aus Holz. D'Hallschent dovun ass fir
Studentewunnungen an déi aner Hallschent fir Sozial-
wunnenge virgesinn.

Här President, d'Mobilitéit ... Madamm Presidentin!
D'Mobilitéit spillt bei esou engem grouse Projet
natierlech och eng wichtege Roll. War et vläicht zur
Zäit, wéi déi éischt Pläng fir de Belval entworf goufen,
nach méi am Zäitgeescht, op den Auto ze setzen, sou
wësse mer alleguer, dass déi Zäite lues a lues eriwuer
sinn. Den Auto soll eent vu ville Fortbewegungsmët-
tele sinn, zu Fouss goen, de Vëlo an den öffentlechen
Transport sollen eng gläichberechtigt Plaz donieft
anhuelen. Mir wëlle keng Quartiere méi, déi eleng op
den Auto ausgeriicht sinn.

D'Ubannung un den Tram léisst zwar nach e bëssen
op sech waarden, mee wann dat bis souwäit ass,
wäert dat awer eng reell Plus-value fir de Belval duer-
stellen – fir op Esch ze kommen, mee och fir bis an
d'Stad ze fueren. De Belval wäert op deem Wee im-
mens gutt ugebonne sinn: duerch den Tram, de Bus
an och den Zuch.

E weidere wichtege Projet an deem Kader ass natier-
lech déi nei Vëlosbréck a Richtung Esch. Et ass u sech
schon e bësse verréckt, dass et esou eng Verbind-
ung bis ewell nach net gouf. Op alle Fall kennt déi
Bréck elo, dat begreisse mer, a mir fannen natierlech
och, dass um Belval selwer d'Konditiounne sollte ge-
schaf ginn, fir déi aktiv Mobilitéit esou gutt et geet ze
fërderen.

Wann net an engem Véierel, wou jo alles drop ausge-
luecht soll sinn, dass et beieneen ass, dass Wunnen,
Schaffen a Fräizäit matenee verbonne ginn, ma wou
sollte mir dat da soss maachen? Dat ass net just no-
haltege, et ass och e Stéck Liewensqualität, wou een
net iwwerall den Auto gebraucht gëtt. Geneesou
ass et wichtege, Noerhuelungsgebiddere ze schafen,
mat vill Natur, fir sech ze erhuelen, seng Fräizäit ze
verbréngen, sprécht d'Batterien opzelueden.

Och an där Hisiicht muss ee soen, dass dës Iwwer-
leeungen dës le départ mat an d'Konzeptioun agefloss

sinn, mam Resultat, dass et haut scho vill Gréngflächen,
Parken, Spillplazen et cetera gëtt, wéi d'Waassertrap an
de Park „Um Belval“.

Dat bedeit awer net, dass net nach Loft no uewen
ass. Als DP fanne mir et zum Beispill wichtege, dass
och hei iwwerall do, wou et méiglech ass, Solarpan-
noen op den Diecher installéiert ginn. Donieft kéint
een duerchaus vill méi konsequent op Begréngunge
setzen, op den Diecher, op de Fassaden an op den
öffentleche Plazen.

Um Belval ass effektiv zimmlech vill Bëton, Steng a
Stol. A grad am Kader vum Klimawandel ass et wich-
tege, genuch Gréngflächen ze schafen, vu dass dës
och eng Killfunktioun hunn. Sou spuert een net just
Energie, mee et mécht een déi Plaz och direkt vill méi
aluedend, fir sech dann do opzehalen.

Et kann een duerchaus soen, dass hei eppes wéi
d'Stad vun der Zukunft entstoe soll. Op alle Fall wën-
sche mir eis als DP, dass hei profitéiert gëtt, fir nei an
innovativ Weeër ze goen, zumools am Beräich vun
der Nohaltegkeet.

Här President, ech sinn elo schonn ... Madamm Presi-
dentin! Die Macht der Gewohnheit – et deet mer leed!
Madamm Presidentin, ech sinn elo schonn op vill
Aspekter agaanen. Ech wëll nach kuerz ee leschte
wichtege Volet uscheiden, deen awer wierklech am
Zentrum vun dësem Projet steet. Vun Ufank u war
kloer, dass d'Kultur eng extra Plaz géif kréien. An déi
krut se och: Egal wou een haut um Belval ass, gëtt
een un déi historesch Bedeutung vun där Plaz fir eist
Land erënnert. Den industrielle Patrimoine, mat sen-
gen Héichiewen, der aler Gebléishal an der Mëllerei,
gëtt dem Belval säin eenzegaartege Charakter a Flair,
deen een och 100 Joer duerno nach erkenne kann.

Bei der Entwécklung vum Site ass besonnesch Wäert
drop geluecht ginn, dat Aalt mam Neien ze verban-
nen an déi al Iwwerreschter vun der Schmelz an déi
nei Cité des sciences ze integréieren, wat wierklech
méi wéi gelongen ass.

D'Rockhal war dobäi och eent vun den alleréischte
Gebaier, déi gebaut goufen. Dat weist, dass vun
Ufank un den Akzent op d'Kultur geluecht ginn ass.
De kulturelle Wäert vum Belval selwer an der ganzer
Regioun ronderëm ass och duerch d'Ernennung zur
europäescher Kulturhauptstad unerkannt ginn, wat
aktuell voll amgaangen ass.

Nieft der Auszeechnung vum Belval stellt d'Kultur-
joer awer virun allem och en neien Elan duer, en neie
Schwong, deen dem ganze Süden iwwert d'Grenzen
eraus eng nei Dynamik an Attraktivitéit soll ginn.

Ech wëll elo net ze vill an den Detail vun Esch2022
agoen, mäi Kolleeg an Escher Kulturschäfte Pim Knaff
kéint Iech vill dozou soen. Et ass virop en immens
wichtege Projet fir Esch, fir de Belval a fir déi ganz
Géigend an d'Zil ass et natierlech, dass een och eng
dauerhaft Plus-value fir de Süde soll hunn.

Här President, et géif sécher nach vill ze soe ginn ...
Madamm Presidentin! Entschëllegt, elo war et da fir
d'Drëtt.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Et ass
guer net schlëm, Här Hahn.

M. André Bauler (DP) | Dräimol ass gëttlech!

M. Max Hahn (DP) | Madamm Presidentin, et géif
sécher nach ganz vill ze soe ginn zum Belval: Et ass
en interessanten a flotte Projet, wou scho vill ge-
schitt ass an nach esou munches wäert kommen, eng
Successstory, déi nach net eriwuer ass, wou nach vill
Potenzial besteet a wou och nach vill an der Pipeline
ass. Et ass elo de Moment, d'Weiche fir déi nächst Jo-
ren ze stelle fir en nohaltege Quartier, wou Wunnen

a Schaffen no beienee sinn an d'Leit gäre liewen a gären Zäit verbréngen.

Kuckt ee sech déi sëllege Projeten un, déi nach realiséiert solle ginn – ech denken zum Beispill un den neie Sportskomplex, eng weider Europaschoul an nach d'Nationalarchiven –, sou si mir als DP iwwerzeegt, dass dëst e wierklech gelongene Projet kéint gi mat Virbildcharakter fir aner Véierel. Den Usproch soll duerchaus sinn, esou eppes wéi eng Stad vun der Zukunft ze realiséieren. Als DP menge mir, dass mer hei um gudde Wee sinn.

Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir dësen Debat, haaptsächlech der Madamm Ahmedova, déi dësen ugefrot huet. E ganz grouse Merci un Iech. An Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, géif ech Merci soe fir d'Nolauschteren.

M. André Bauler (DP) | A merci der Presidentin fir hir Gedold.

M. Max Hahn (DP) | A merci fir der Madamm Presidentin hir Gedold mat mir.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci Iech, Här Hahn. An déi nächst agedroe Riednerin ass d'Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wëll ech dann och menger Kolleegin, dem Semiray Ahmedova, Merci soe fir dës Interpellatioun. Iwwer 20 Joer sinn elo schonns vergaangen, säit déi éischt Aarbechten um Belval ugefaangen hunn. Ech mengen, ech wëllt dann och hei op dëser Plaz menge Virgänger Merci soen, an zwar dem Fred Sunnen als Buergermeeschter vu virdrun an och dem Georges Engel an och der Buergermeeschtesch Lydia Mutsch vun Esch, déi wierklech dëse Projet vun Ufank u mat begleet hunn an och ëmmer matagebonne ware bei all den Decisiounen. Si hate vill Engagement a vill Asaz an ech mengen, och mat hinnen ass de Site Belval zu deem ginn, wat en elo eeben ass.

Ech mengen, et kann ee soen, dass mer duerch déi zäitlech Distanz zu den Urspréng vun dësem risege Projet en distanzéierten, jo, en nuanciéierte Bléck op d'Entwécklung vun deem ganzen Areal kënnen hunn. An dat ass och gutt. Dat brauche mer, well während mer nach aus dem Belval déi éischt Konklusiounen a Léiere kënnen zéien, steet schonns den nächste grouse Projet virun der Dier, dee genau wéi de Belval op de Friché vun der Stolindustrie entstoe soll. Gemengt ass – a meng Virriedner hunn dat och scho gesot – d'Metzschmelz op den Terrainen zu Esch a Schëffleng.

Madamm Presidentin, wat mir haut um Belval gesinn, ass alles anescht wéi selbstverständlech. Et ass d'Resultat vu jorelaanger Aarbecht, vu ganz villen Diskussiounen – och hei an der Chamber – a vun enger aussergewöhnlecher Zesummenaarbecht tëscht dem Privatsecteur, dem Staat an de Gemengen.

Studentinnen a Studente begéine sech ënnert den Héichiewen, Frënn treffe sech a Caféen a Restauranten, Kanner spille mat hire Frënn am Park um Belval a ginn och um Site an d'Schoul, eeler Generatiounen hunn en neit Doheim fonnt am CIPA „Résidence op der Waassertrap“, Familje ginn an de Plaza akafen an d'Weltstare kommen an d'Rockhal. D'Liewen um Belval, wéi mer et haut hunn, hätt ee sech viru 25 Joer net esou kënne virstellen.

Well et hei ëm esou e wichtige Projet geet, erlaabt mer, dass ech un déi vergaangen Diskussiounen erënnere.

An den 90er-Jore woussst ee ganz wuel, dass d'ARBED sech géif zrëckzéien an dass de Minett net méi dat wär, woumat een opgewuess ass. Nodeems d'Héichiewen erkaalt waren, stounge vill Froen am Raum. Et ware Froen dodriwwer, wéi et mam Minett sollt weidergoen. Wéi kann de Minett seng Identitéit behalen, wann d'Stolindustrie, déi e Joerhonnert laang d'Gesellschaft an d'Gemenge gepräagt huet, net méi do ass?

Um Horizont huet ee Chancé gesinn. D'Stad Lëtzebuerg stoung wéinst dem wirtschaftlechen Opschwung ënner grousem Drock a fir den Zentrum ze entlaaschten, war engersäits de Besoin do fir ze dezentraliséieren an anersäits ass awer och gläichzäiteg no enger Léisung gesicht ginn, fir de Süden attraktiv ze halen.

Souwéi d'ARBED sech zrëckgezunn hat, huet sech d'Fro gestallt, wat mat de Friché geschéie sollt. An och wann d'Potenzial vun dësen insgesamt honnert Hektar Land gesi gouf, sou war et alles anescht wéi evident, well déi kontaminiéiert Terrainen, wéi konnt een déi notzen oder ... Nee, pardon. Och war ee sech oneens, wéi ee mam nationalen industrielle Patrimoine sollt virufueren.

(Brouhaha)

Nieft all dësen Onsécherheete gouf et vill Meenungen an Iddien. Déi eng wollten d'Héichiewen einfach ofrappen, déi aner wollte se halen. Fir déi eng waren d'Frichen eng eemoleg Chance fir kulturell a wirtschaftlech Investitiounen a fir déi aner waren et just polluëiert Plazen, déi et net derwäert waren, fir finanziell Moyenen ze deblockéieren. Wär et no dëse Leit gaangen, dann hätt mer haut weeder eng Rockhal nach Logementer nach eng Uni um Belval.

Mee egal wéi eng Meenung een deemools hat – a sou laang ass et u sech nach guer net hier –, warscheinlech hätt kee sech de Belval esou virgestallt, wéi mer en haut hei virun eis leien hunn. An dobäi gëtt och nach ëmmer weider fläisseg virugebaut, nach ëmmer ass de Belval amgaang mat wuessen. A grad dowéinst ass et wichteg, dass mer haut souwuel op de Projet zrëckkucken an awer och no vir kucken.

Wann een op de Projet Belval zrëckbléckt, da kann een dat vläicht och mat gemëschte Gefiller maachen. Op där enger Säit ass viles luewenswäert. Et ass beandrockend, mat wéi enger Dynamik e moderne Quartier, eng Universitätsstad um Terrain vun ale Frichen entstanen ass. Op där anerer Säit ass d'Entwécklung vum Belval sécherlech net perfekt an et kann een dann och aus de Feeler léieren. Et sinn déi berüümt zwou Säite vun enger Medail, op déi ech och elo wëll agoen, an ech fänken da mol mat där méi schéiner Säit un.

Wéi ech schonns sot, war et am Ufank net evident, dass mer um alen, kontaminiéierte Site vun ARBED-Terrainen dat konnte bauen, wat mer haut do stoen hunn. Als Éischt hu sech emol d'Besetzverhältnissen misse klären. Et huet misse gekuckt ginn, wat a wéi een iwwerhaupt um Terrain baue konnt. An et huet ee sech och misse landeswäert eens ginn, ob mir d'Universitét an de Süde verlagert kréien.

D'Envergere ass och ëmmer méi grouss ginn, bis mer souguer e Modellprojekt, also e Vorzeigeprojekt um europäesche Plang virleien haten. Gutt d'Hallschent dovunner ass bis haut fäerdeggestallt.

D'Populatioun um Belval ass vun 2018 bis 2021 ëm 30 % gestigen. D'Zuel vun den Awunner läit am Moment bei 3.600 an et soll sech nach eng Kéier verduebelen. Verduebele wäert sech och bis 2030 d'Zuel vun de Wunnengen. Dat heescht: Mir klammen hei vu knapp 2.000 op iwwer 4.000 Logementer. An et ass virgesinn, dass, wann de Belval bis fäerdeg ass, bis zu 25.000 Leit do schaffe wäerten. Zurzäit schaffen ongeféier 12.000 Leit um Site.

Wat de Wëssensstanduert Belval ugeet, befanne sech haut schonn ëm déi 7.500 Schüler a Studenten um Site. An dës Zuel soll och bis op 8.000 uwuessen. Hei ass eng Plaz geschafe ginn, wou Wëssensvermittlung a Fuerschung openeentreffen. D'Uni huet eng 250 Professeren a bitt 12 Filiären am Bachelor, 42 Filiären am Master a 4 Doktoratsfiliären un. D'Fakultéiten an d'Fuerschungsinstituter vun der Uni sinn ëm déi fréier Héichiewe regruppéiert. Do wou fréier de Stol geschmolt ginn ass, dämpfen haut d'Käpp.

An deem Kader brauche souwuel d'Schüler wéi och d'Studenten adequat Raimlechkeeten. Esou huet de Fonds Belval bis haut jo schonns eng ganz Rei Gebaier opgeriicht – fir se net ze nennen: d'Maison du savoir, d'Maison du nombre, d'Maison des sciences humaines, d'Maison des laboratoires an d'Maison des arts et des étudiants.

De Fonds Belval ass jo bekanntlech en Établissement public, deen zoustänneg ass fir d'Konstruktioun vun den Ekipementen vum Staat um Site Belval. Déi sollen awer och Projeten developpéiere bis zur Mise en service vun de Gebaier oder den Ouvragen. Säit 2015 hu si eng weider Base légale kritt, fir och d'Gestioun vun dësen Infrastrukturen ze iwwerhuelen an domat och d'Maintenance an och d'Exploitatioun, wéi dann och eventuell Transformatiounen oder Adaptatiounen vun de besteeënde Gebaier.

Mat der Maison du savoir huet d'Uni sech e modernt Haaptgebei ginn an an der Maison des sciences humaines hu verschidde Fakultéite souwéi och zum Beispill de LISER hire Sätz. Och de mathemateschen an informatésche Volet kommen net ze kuerz a si sinn an der Maison du nombre ënnerbruecht, wou niewent de Fuerschungs- a Léieraim och de Computercenter vun der Uni ass.

Mam Luxembourg Learning Centre, wou d'Bibliothék vun der Uni ënnerbruecht ass, gouf eng innovativ Bibliothék ëmgesat, déi et de Studenten, de Fuerscher an och de Bierger erméiglecht, analog wéi och digital Recherchë maachen ze kënnen. Wierklech eng ganz flott Bibliothék, déi et derwäert ass kucken ze goen, vu bannen a vu baussen.

Belval empfängt dann awer och nach aner Fuerschungszentren a Gebailechkeeten. Sou hunn um Belval dräi grouss ëffentlech Fuerschungsinstituter an aner Fuerschungszentren hire Sätz: de LIST, de LISER an den ILNAS.

Erwänenswäert ass dann och nach, dass op der Uni. lu um Belval e puer interdisziplinär Fuerschungszentren sinn. Dat sinn de Luxembourg Centre for Systems Biomedicine, den Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust an de Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History. Aner ernimmenswäert Fuerschungsinstituter sinn den LIS, dat ass en iwwergräifenden Datazenter, an den CVCE, de Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe, dee jo virdrun am Schlass zu Suessem ënnerbruecht war. Domadder stellt de Belval en Hub fir d'Fuerschung an d'Wëssensvermittlung an der Groussregioun duer.

An de Fuerschungsstanduert Belval expandéiert weider. Sou sinn d'Gebailechkeete fir d'Maison de l'ingénieur, d'Maison de l'environnement an d'Maison de la vie nach am Bau. D'Maison de l'ingénieur wäert Fuerschung am Beräich vun den Ingenieurswissenschaften bedriewen. An d'Maison de l'environnement wäert gläich an zwee Gebaier ënnerkommen. Am Haus Nummer 1 gëtt d'Fuerschung am Beräich Agro-Biotechnologie bedriewen an am Haus 2 gëtt d'Recherche am Beräich vun der Ëmweltbiologie geféiert. Hei stinn dann och Waasser a Loft am Fokus. D'Gebailechkeete wäerten da mat ganz ville Laboen an och ville Büroen ekipéiert sinn. An der Maison de la vie

soll dann, wann dat da bis steet, am Beräich vun der Humanbiologie gefuerscht ginn.

All dës Gebaier, déi de Fonds Belval realiséiert, entsprechen de Kritterien, fir energetesch an och op innovativ Manéier ze bauen, woubäi och opgepasst gëtt, fir d'Energieconsommation ze reduzéieren an och d'Utschafungs- an d'Entretienkäschten am Grëff ze behalen. Sou sinn och déi meescht Gebaier elo scho mat Solarpannoen ekipéiert.

Nieft de Studente vun der Uni kënnen déi méi jonk Schüler op de Kannercampus zu Bieles oder och op de Lycée Bel-Val zréckgräifen. Um Kannercampus Bieles stellt d'Gemeng Suessem eng Crèche an och e Fondamental, dee ganz enk zesumme mam SEA (ndlr: Service d'éducation et d'accueil), also der Maison relais, als Projet fonctionéiert. Ausserdeem ass op deem Site vum Kannercampus och de CDI, de Centre pour le développement intellectuel. Domadder ass u sech de ganze Bildungswee vum Klengkand bis zum Student respektiv dem Fuerscher ofgedeckt um Belval.

Nieft dem Léieren ass et dann awer och wichteg, Plazen ze hunn, wou déi jonk kënnen entspannen, zesummekommen oder sech sportlech betätigen. An deem Kontext ass jo dann och e Centre sportif um Belval geplangt. Dëse Sportkomplex soll dann de Schüler vum Lycée Bel-Val an awer och de Studente primär zeguttkommen. Ausserdeem soll och d'Méiglechkeet gi sinn, dass och lokal Sportsveräiner hei kënnen Sport maachen.

Mir begréissen, dass am Kader vun dësem Projet d'Leit wäerten Accès kréien op eng Schwämm, e Centre multisport, eng Sportsfläch am Fräien an en Zenter fir Sportspädagogik. Dat wäert d'Liewensqualität um Belval erhéijen an och der Allgemengheet zeguttkommen.

Do, wou esou vill lass ass, wou esou vill Leit sech beweegen, do ass et och wichteg, dass mer déi néideg Infrastrukture virfannen, fir dass d'Leit och effizient vun A op B kënnen kommen. Schonns viru 25 Joer war virun allem d'Collectrice eng Haaptverkéiersoder, déi d'Gemengen am Süde matenee verbonnen huet. Bis d'nächst Joer soll d'Jonction Micheville endlech fäerdeg ginn an domadder gëtt dann de ganze Verkéier ronderëm de Belval an och a Richtung Esch a Suessem berouegt. Mir waarde just drop!

An deene leschten zwanzeg Joer ass immens vill an eist Schinnennetz investéiert ginn. Esou ass de Belval jo mat sengen zwou moderne Garen immens gutt ze erreechen. Rezent Investitiounen an d'Vëlosnetz sueren derfir, dass ee sech dann och méi ëmweltfrëndlech am Minett beweegen kann. Hei wëllt ech dann déi Passerell och ernimmen an ervirhiewen, déi elo de Belval da mat der Stad Esch wäert verbonnen. Dir wësst, dass jo tëschent Belval an Esch ArcelorMittal nach ëmmer op engem groussen Areal aktiv ass. Dat trennt eeben déi zwou Zentre vuneneen an dofir bréngt déi Passerell wierklech eng Plus-value.

Urbanistesches gesinn war et eng Erausforderung, fir de Belval gutt mat sengem Ëmfeld ze vernetzen. Dat war, mengen ech, och ëmmer eng Fuerderung vu menge Virgänger an dat ass, mengen ech, zum Deel ganz gutt gelongen. An awer dauere verschidden Etappen ze laang, soudass mer de Verkéier ronderëm net ëmmer an de Grëff kréien. De Belval ass awer nach ronderëm den Auto geplangt ginn. Dofir feelen haut awer nach Vëlosweeër fir Berufsspendler, et feelen e Bussystem an och en Tram, deen de Süde mam Zentrum verbanne soll. A jo, wollt ech just soen, Här Hahn, dass den Tram awer och bis op Bieles geet, net nëmme bis op Esch, dass dat alles virgesinn ass – dat kënnt jo och elo –, mir wëssen dat, mee mir brauchen déi Infrastrukturen awer elo schonns!

(Interruption)

Mat der École européenne – déi ass och schonn ugeschwat ginn – ass eng weider Schoul geplangt an eeben och dee Centre sportif, iwwert deen ech virdu geschwat hunn. Déi kommen allen zwee op de Site. Béides bréngt natierlech weidere Verkéier mat sech an dee muss mer bedenken an och erëm iwwerdenken.

Et gëtt jo wuel u Mobilitéitskonzepter geschafft, ech weess dat. D'Gemengen an och Agora schaffen hei zesummen, fir dës Konzepter auszuschaffen an och ze adaptéieren. De Plan national de mobilité 2035 ass natierlech och an dësen Iwwerleeungen present. An awer wäert et fir d'Gemengen net einfach ginn, den Undrang ze bewältegen. De Modal Split 40/60, deen am Masterplang festgehale ginn ass, ass schwéier ze entwéckelen, wann ëmmer nees nei Saachen derbäikommen a gläichzäiteg och net jiddwereen Hand an Hand zesummeschafft oder ëmmer transparent ass.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi Der wësst, an ech hunn et scho gesot, ass de Belval nach laang net fäerdeg. D'Zuel vun den Awunner wäert sech nach verduebelen. Dat hunn ech jo schonns gesot. Als Gemeng Suessem iwwerhuele mir do eis Verantwortung. Mir hunn eis virgeholl, och um Belval bezuelbare Wunnraum ze schafen. Mir schaffen do ënner anerem och enk mat der SNHBM zesummen.

Op dëser Plaz wëllt ech gären zwee Lousen ervirhiewen, déi mer elo – am Kader vum Pacte Logement 1.0 awer nach – vun Agora ofkafen. Zesumme sinn dat knapp 40 Ar Bauland, op deenen iwwer 70 Wunnengen entstoe wäerten. Iwwregens ass och Agora amgaangen, um neie Site hir Logementspolitik ze iwwerdenken. Agora huet nämlech do d'Missioun operluecht kritt, fir um Site Metzschmelz 30 % Logements abordables ze realiséieren.

Ech hunn et och virdu schonn ugedeit: All Medail huet zwou Säiten an esou gëtt et och an der Entwécklung um Belval Saachen, déi vläicht net esou gutt gelaf sinn an déi een an Zukunft och bei anere Projekte wéi eebe Metzschmelz ka besser maachen.

Op de Volet vun der Mobilitéit sinn ech jo schonn e bëssen agaangen. Natierlech kann een och do soen, dass d'Mentalitéit an d'Approch virun zwanzeg Joer nach anerem waren, dass de Vëlo zum Beispill deemools vläicht net esou wichteg war, wéi en et elo ass. An awer ... an ech dierf dann och elo de Roga zitéieren, wéi d'Semiray Ahmedova virdrun och. En huet 1999 effektiv a senger Interpellatioun zum Belval gesot, dass mer e Vëlosnetz bräichten, dat net nëmme fir Fräizäit gutt ass, mee och fir de Berufsverkéier ka genotzt ginn. Esou kann ee sech awer heiansdo Froe stellen, firwat esou Detailler – esou wichteg Detailler –, déi haut vermësst ginn, net vun Ufank u méi matageplangt gi sinn.

Am Ufank ass versicht ginn, d'urbanistesche Erausforderungen ze léisen, andeems effektiv lénks a riets gebaut ginn ass. Et gouf e Bauprogramm, awer vläicht kee richteg Sozialprogramm. Haut muss mer do wéinst villes upassen, well Verschiddenes eeben net vun Ufank u matbeduecht ginn ass oder vläicht aner Prioritéite waren. Dat ass schued a bréngt vill Erausforderungen, virun allem fir d'Gemengen an och fir hir Servicer. Mee et ass awer net onméiglech. A mir gesinn och elo schonns, dass mer et fäerdegbréngen, de Belval esou ze gestalten, dass et sech gutt do schaffen, wunnen a lieue léisst.

Madamm Presidentin, Kolleegen a Kolleeginnen, ech invitéieren Iech allegueren, op en Tréppeltour op de Belval ze kommen, vläicht zesumme mat mir oder och eleng, dat kënnt Der dann decidéieren. Do kënnt Der da gesinn, dass mer et trotz allen Erausforderungen

fäerdegbruecht hunn, nieft eisem Patrimoine industriel, de Logementer, de Firmen, de Geschäfte och e flott ugeluechte Park ze hunn, eng kleng gréng Long, déi vill Méiglechkeete gëtt, seng Mëttesstonn oder och seng Fräizäit ze gestalten.

Dir hutt matkritt, dass ech déi ganz Zäit a menger Interventioun vum Belval als gemeinsame Site vun zwou Gemenge geschwat hunn an net als Insel. Et ass wichteg, dass mer och an Zukunft dëse Site als gemeinsam unerkennen a weiderentwéckelen. An ech wëllt och do nach eemol – entschëllegt – dem Här Hahn eng kleng Remark maachen: Et ass keng Stad. Et ass nach ëmmer e Site. E Belval vun deenen zwou Gemengen, et ass keng Stad fir sech. An ech wëll awer betounen, dass mer dat probéieren unzebannen un Esch an u Suessem – wat eis ganz wichteg ass.

Erlaabt mer, zum Schluss nach e bësse Reklamm ze maachen. Et ass och vill vun Esch2022 geschwat ginn. An ech wäert dann och doriwwer nach e bësse schwätzen, well effektiv d'Kulturhauptstad eng ganz grouss Méiglechkeet bitt, de Belval, de Süden an allgemeng eist Land no vir ze bréngen.

Mir hunn um Belval en neie Pavillon vun der Source Bel-Val opgeriicht. Deen hu mer als Gemeng Suessem eeben am Kader vun Esch2022 realiséiert. An dat ass och e weideren Ureiz, fir op de Belval ze kommen. Wéi Der vläicht wësst, ass d'Waasser e wichtegt Element um Belval – et ass scho gesot ginn –: Waassertrap. A mir haten nämlech zu Suessem – dat wëssen net ganz vill Leit, mee ech soen et dann – um Belval eng Quell, woubäi ëm 1900 dorëmmer d'Waasser aus dëser Quell genotzt ginn ass, fir esou ganz gutt Belvaler Waasser, Tafelwaasser an och medezinnescht Waasser, an d'ganz Welt ze verkafen.

Dir gesitt: Mir si ganz houfreg op eise lokalhistoresche Patrimoine. A mat esou Realisatiounen wéi där heiter, fir dësen en valeur ze setzen, an och mat motivéierten an engagéierte Partner kréie mer et hin, dass mer lieweg Plaze schafen, wou d'Leit sech alleguer wuel an doheim spieren. Da gesi mer eis dann d'nächste Kéier um Belval.

An ech soen Iech elo allegueren Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Madamm Presidentin. Merci och der Kolleegin Ahmedova fir dës Interpellatioun, déi ganz interessant war. Mir hu villes geléiert, vill Positives héieren, och deen een oder deen anere Problem. An ech mengen, dass dat scho wichteg ass, dass mer esou Debatten hei hunn oder, jo, Gespräicher féieren.

De Belval ass, mengen ech, fir eis haaptsächlech emol en historesch ganz wichtige Site fir Lëtzebuerg. Et ass e Site, deen, an dat ass och haut scho bei Verschiddenen erauskomm, mat ganz villen Emotiounen verbonnen ass, well ganz vill Leit hei am Land an, ech mengen, och eng ganz Partie hei – an ech och – vill Virfare gehat hunn, déi grad op där doter Plaz geschafft hunn. An déi Leit hunn, net nëmme do, mee op ville Plazen am Minett, de Rächtum vu Lëtzebuerg erschafft. 7.200 Aarbechter hat d'Schmelz ARBED/Belval. Am ganze Land waren et 32.000 Leit – een Drëtel vun de Leit, déi geschafft hunn –, déi an der Stolindustrie an all deem, wat ronderëm war, geschafft hunn.

Duerfir sinn ech och frou, dass mer dat Kulturierwen zu engem groussen Deel erhalen konnten. An ech sinn och ganz frou, dass déi zwou Héichwien do stinn an

als Denkmal un déi glorräich Zäit erënneren, dass se schéi renovéiert sinn an dass och soss villes erhalte bliwwen ass, mee leider och net alles.

Ech mengen, et muss eis bewosst sinn, dass d'Stolindustrie – an dat solle mer ëmmer erëm widderhuelen, well haut och vill Jonker dat net méi wëssen, well och vill Leit, déi op Lëtzebuerg komm sinn déi lescht Joren, dat net méi wëssen – den Ursprung ass vum Wuelstand hei zu Lëtzebuerg. Déi Héichwiewe sinn eigentlech d'Symbol vun deem Wuelstand, deen do erschafe ginn ass. Ouni dat géif et och de Wuelstand haut net ginn. Ouni dat géif et warscheinlech och haut d'Bankplaz Lëtzebuerg net ginn. A wie weess, ouni dat géif et vläicht Lëtzebuerg tout court haut net méi ginn. Duerfir solle mir deene Männer an och Fraen, déi do geschafft hunn, déi dozou bäigedroen hunn, Merci soen. A mir kënnen houfreg dorop sinn.

1997 war et dann dunn zu engem groussen Deel eriwwer an de leschten Héichwiewen ass ausgemaach ginn. Do huet sech dann d'Fro gestallt: Wat maache mer dann elo do? Wat geschitt? Verschidde Méiglechkeete wiere jo an d'A ze faasse gewiescht. Ech denken zum Beispill: Mir hunn hei am Land e ganz grouse Mangel un Industriegebidder, un Industriezonen. Ech weess net, firwat een dat deemools net an d'A gefaasst huet. Mee soit.

Et ass decidéiert ginn, fir en neie Quartier, oder, pardon, eng nei Stad do opzeriichten. Sou eng Aart „Retortenstadt“, déi also net natierlech gewuess ass, mee déi op engem Plang opgemoolt an dann duerchgefouert gëtt. Där Beispiller gëtt et an der ganzer Welt relativ vill. An ech mengen, et ass evident, wann een esou Saache plangt, da gesäit een am Laf vun der Zäit op eemol awer, dass verschidde Saache vläicht net esou gemaach gi sinn, wéi ee se hätt solle maachen, an et gesäit een an, dass vläicht Feeler geschitt sinn. Dat ass ganz normal. Dat ass geschitt hei a Lëtzebuerg och um Kierchbierg. An dat geschitt och bei anere Stied am Ausland, wou sou Quartieren, esou Stied geplangt ginn.

Bon, schlussendlech ass dann dunn ugefaange ginn, déi Stad ze bauen. A wat een do feststellt, ass: Et dauert extrem laang. Ganz laang! Hei zu Lëtzebuerg dauert et oft laang. D'Uni ass eréischt 2015 komm. D'Nationalarchive sollten 2007 kommen, do war elo eréischt de Spuetestéch dëst Joer, 2022. Also 15 Joer Retard. Mir schwätze vum schnellen Tram, dee bis op Biele soll goen an dann natierlech och bis op de Belval. Dee soll dann 2035 eréischt fäerdeg sinn. Also an 13 Joer. Do froen ech mech dann awer: Ass dat elo wierklech déi grouss Dynamik?

Et ass och geschwat gi vun der wichteger Verbindung vun Esch op de Belval, der Vëlospist. An ech mengen, d'Fro ass scho gestallt ginn. Ech ka se och nach eng Kéier stellen: Wéini wäert déi fäerdeg sinn? Dat war wichtig.

Haut wunnen dann ongeféier 4.000 Leit um Belval a schaffen do, oder et si Studenten do, e gudder Krack iwwer 10.000. Bon, wat kann een elo do zréckbehalen? Wann ech dat elo och perséinlech kucken: Ech mengen, wéi dat ugefaangen huet, war ech nach op der Uni, hu Geografie studéiert a war natierlech du ganz staark och drun interesséiert, wéi eng nei Stad geplangt gëtt. Ech war faszinéiert vun deem Projet. Ech sinn do och ëmmer positiv gewiescht. A wann ech dat haut kucken: Jo, d'Uni, Shoppingmall, Wunnen, Firmaen an esou weider an esou fort, villes ass do. Et ass alles genannt ginn. Villes ass gutt, mee och net alles ass perfekt.

An ech wollt vläicht op déi Punkten agoen, déi da vläicht net esou perfekt sinn. Ech stelle mer dach awer zum Beispill d'Fro iwwer d'Liewensqualität an deem

neie Quartier. Mir hunn do ganz vill héich Appartementshaier. Bon, et gëtt ëmmer gesot, et wier gutt, wa mer géife méi dicht bauen, méi héich bauen. Ech mengen awer, dass dat net déi Liewensqualität ass, déi een op anere Plazen, och am Minett, huet, wou een trotzdeem nach en Haische kann hunn, e Gaart kann hunn. Ech sinn och elo frou, dass däers elo deemnächst nach méi wäert gebaut ginn um Belval.

Ech géif mer allgemeng och méi Gréngs wënschen, méi Natur um Belval. Dat ass eppes, wat a mengen Aen definitiv feelt. Ech weess net, d'Architekter si vläicht heiansdo net esou frou domadder a si baue léiwer. Bon, et ass natierlech ëmmer eng Fro vum gudden Goût. Ech mengen, les goûts et les couleurs, dat ass ...

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Jiddweree kann dat selwer beurteilen. Verschidde Leit fannen et wonnerbar. Aner Leit fannen et einfach grujeleg. Ech géif emol einfach soen: Am Minett gëtt et dach awer bestëmmt honnert Plazen, déi méi schéi si wéi de Belval!

Une voix | Op jidde Fall!

Une autre voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Ech fannen eigentlech dat Ganzt och e bëssen ... Och wann ee mat Leit schwätzt, déi do schaffen, déi do op d'Uni ginn an do wunnen ... Et ass dach awer och e bëssen ausgestuerwen. Et feelt e bëssen eng Séil. Et ass gesot ginn, et wär en Universitätsvéierel. Jo. Universitätsvéierel, jo, awer kee Studentevéierel. An dat ass schued. Wann ee mat de Studente schwätzt, ass dat ganz einfach: Déi zitt et awer éischer an d'Stad. Si komme just op de Belval op d'Uni an da si se erëm fort. Esou attraktiv ass et da fir si do net.

An dann ass och vläicht dat, wat feelt, och – mee ech mengen, dat kënnst och mat der Zäit; et ass jo normal, dass dat alles dauert – einfach e bëssen eng Identitéit fir déi Leit, déi do wunnen. Ech weess net: Gëtt et scho Veräiner do? Gëtt et wierklech och e Bewosstsäin, fir do ze wunnen? Et huet ee jo och zwou Gemengen. Vlächte fille sech déi eng méi zu Biele higezunn, déi aner vlächte méi zu Esch.

Bon, dann ass och eng wichteg Fro ... Et ass elo gesot ginn – ech mengen, dat wat d'Buergermeeschtesch vu Suessem –: „Mir wëllen net, dass et eng Insel ass.“ Dat ass awer e bëssen den Androck, deen een huet, wann ee mat de Leit schwätzt. Wann ee mat de Leit schwätzt, déi zu Esch wunnen, fir déi ass de Belval awer trotzdeem iergendwéi eppes, wat dann awer méi wäit ewech ass a wat net wierklech zu Esch gehéiert. Wann ee mat de Leit schwätzt, déi um Belval studéieren oder schaffen, fir déi ass de Belval e Quartier, deen och am Fong net vill mat Esch ze dinn huet an och net mat Suessem. Et ass am Fong eng Plaz, iergendwéi iergendwou opgeriicht, fir vill Leit, och Ausländer, einfach an der Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg an hiren Aen, wou een da mam Auto hifert, seng Saache mécht an dann erëm fort.

À propos „fueren“, do si mer da bei engem weidere Problem, och deen ass ugeschwat ginn: Dat ass de Verkéier. Wéi kommen ech dohin? Dat ass eng Fro, déi sech vill Leit stellen, wa se bis eng Kéier mussen dohinner fueren, zum Beispill, fir schaffen ze goen. De Belval ass jo quasi eng Sakgaass un der Grenz vum Land. Et läit net zentral, also op d'mannst emol aus der Vue vun de Lëtzeburger. A wann Der moies an owes emol dohinner gitt, da mierkt Der, dass et ganz vill Stau gëtt, ëmmer méi vu Joer zu Joer.

Do héiert een dann, dass ee Problem wier, dass vill Buslinien net méi do wieren, dass Buslinie schlecht wieren an dass een zum Beispill vill méi einfach an d'Stad kënnst wéi op de Belval. An dat ass och eng

wichteg Fro fir déi Leit, déi op de Belval mussen goen, well se entweeder do studéieren oder do schaffen. Do sinn der jo ganz vill, déi komme guer net aus dem Süden, mee déi kommen aus aneren Deeler vum Land. An ech kann Iech scho soen awer, dass déi net esou ganz frou sinn, wann et op eemol heescht, dass se op de Belval geplännert si mat hirer Aarbechtsplaz, an do sinn der, déi wiere vill, vill léiwer an der Stad.

An déi Fro, déi sech dann och stellt zur Uni: D'Universität vum Belval, war dat eng gutt Iddi? Schwéier soen. Mee wéi gesot, eng ganz Partie Leit, Studenten, och déi, déi op der Uni schaffen, soen am Fong, dass se léiwer an der Stad wieren an dass dat méi no wier, dass si fir op de Belval ze kommen ugewise sinn op den Auto an dass dat am Fong net gutt wier. An dat ass am Fong eng allgemeng Fro, déi ech géif stellen: De Belval ass – ech mengen, dat war awer eng Kéier esou geplangt – am Fong e bëssen esou en autofräre Quartier. Ass dat nach ëmmer e bëssen d'Konzept oder wou geet dat elo hin, wa mer 25.000 Aarbechtsplazen do wäerten hunn an e puer Joer? Wéi kommen déi Leit dohin?

Zum Schluss wëll ech nach eppes soen. Dat ass eppes, wat Esch ugeet, d'Stad Esch an och vlächte de ganze Minett an natierlech och d'Gemeng Suessem. Dat ass: Ech mengen, dass de Belval am Fong am Endeffekt och eng Plus-value muss si fir déi Uertschafte ronderëm, haauptsächlech fir Esch. An do wier et ganz wichtig, wann e vill méi agebonne wier an de Ballungsraum Minett an net esou géif eriwwerkomme wéi einfach e Quartier op der Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg, dass et méi Verbindungen engersäits zu Esch an anersäits zu Biele géif ginn. An et dierf keng Insel sinn!

Ech hoffen dann och, dass dat vlächte besser geplangt gëtt an Zukunft. Mir hunn nach esou Projeten, déi virgesi si ronderëm Esch. An dann hoffen ech, dass eng Partie Feeler awer dann net méi wäerte widderholl ginn, wa gebaut gëtt bei der ARBED/Terres Rouges a bei der ARBED/Schëffleng.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci fir dës Interpellatioun vun der Madamm Ahmedova zum Belval. Si huet de Roga genannt. Ech fänken dann och mat him un. Also hie wier net frou gewiescht mat esou villem Sech-Brüsten an Elogen a Sech-op-d'Schëller-Klappen. Hie war ni frou domadder. Hien hat dat absolut net gär an hien huet da ganz oft och de Raum verlooss. Hie war immens frou mat kritesche Stëmme an dofir kënnst hei och elo méi e kritesche Bléck op de Belval, wéi dat vun deene Lénken ze erwaarden ass.

Här President, aktuell setzt sech de Kënschtlerkollektiv Richtung22 kritesch mat dem Amenagement vun der Frichë ronderëm Esch ausereneen, ënner anere sengem Theaterstéck mam Titel: „Esch ass dout! An Agora huet et ëmbruecht.“ Déi jonk Kënschtler zeechen e Bild vun enger Spillwies fir allmëgler kommerziell Interessen, deene sech all aner Iwwerleeungen ënnerzeuerdnen hunn. Quartieren, deenen d'Ubannung un déi lokal Identitéit feelt an déi an hirer Logik enzeg op Profitinteressen a Gentrifizierung ausgeluecht sinn. Dat, wat Richtung22 op kariatatural Aart a Weis opdeckt, ass leider guer net wäit vun der Realitéit ewech. Et si ganz vill Feeler gemaach gi mam Belval. An et gesäit alles duerno aus, datt déi Feeler och an Zukunft einfach widderholl ginn.

Ech hat schon d'lescht Joer an enger Ried iwwert de Belval eng Rei Kriticke formuléiert, sou wéi e bis elo geplangt an ëmgesat gouf, an ech widderhuelen déi hei och gären.

Éischstens: déi autozentriert Ausrichtung. Mir hunn dat och schon héieren. Breet Stroossen, riseg Parkingen an e grouse Centre commercial zéie ganz vill Autoen un. Et ass vill Verkéier um Belval an deen ass hausgemaach, well et jo praktesch keen Duerchgangsverkéier do gëtt. Op där anerer Säit ass d'Infrastruktur fir déi duuss Mobilitéit net genuch ausgebaut, notament fir de Vélo. Dat ass och schon hei gesot ginn.

Zweetens: de Manktum un ekologeschen a klimatologeschen Iwwerleunge bei der Planung. Et feelt u Begréngung vun de Stroossen, vun de Weeër an de Fräiraum. De Reen- an d'Ofwaassermanagement ass problematesch, genee wéi den Energiemanagement. Mesuré fir CO₂-Neutralitéit fënnt ee ganz wéineg.

An drëttens: déi feelend Ubannung un d'Nopeschgemengen, net nëmme geografesch, mee och politesch an identitär. An och bei der Erhaltung vum industrielle Patrimoine gouf et vill Kritik. Bon, mir ginn d'Hoffnung trotzdeem net op, datt esou Aspekter iergendwa besser an der Planung berécksichtegt ginn. Mee allze vill optimistesesch si mir net.

Här President, carrement farlässeg ass fir eis awer, wat am Beräich Logement geschitt. An dat huet e groussen Afloss op d'Liewen an deene Quartieren. Mir wëssen alleguerten, datt et hei am Land grausam u sozialem Wunnraum feelt. Mir wëssen och, datt de Staat net genuch Bauterrainen huet an datt dofir deene Frichen eng ganz besonnesch Wichtigkeet zoukënn. Wou, wann net op deene Frichen, solle mer deen enorme Retard ophuelen, dee mer am soziale Wunnengsbau an de leschte Joerzénge accumuléiert hunn?

A wat geschitt elo zum Beispill beim Amenagement vum Belval op Suessemer Säit? Den öffentleche Wunnengsbau spillt praktesch keng Roll a souguer beim abordabele Wunnraum, dee vu private Promoteure muss gebaut ginn, gëtt just den absolute Minimum ëmgesat. Wéi Der wësst, gouf de PAP net no den neie gesetzleche Bestëmmungen ausgericht, déi jo 15 % bis 20 % abordabele Wunnraum virgesinn. Et kann een dovunner ausgoen, datt hei souguer express probéiert ginn ass, déi nei Reegelen ze ëmgoen, fir wierklech just de Minimum ze applizéieren a fir e Maximum u Profitt kënnen erauszuschloen. An dat, obwuel de PAP op anere Punkten nach rezent nogebessert gouf.

Wéi ass et méiglech, datt eng Entwécklungsgesellschaft wéi Agora, déi zu 50 % dem Staat gehéiert, net alles drusetzt, fir soziale Wunnraum a méi abordabele Wunnraum ze schafen?

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Firwat hält de Staat selwer nach ëmmer un alen ineffizienten an ineffikassen Dispositiounen fest, anstatt selwer déi nei, onbedéngt néideg Konditiounen vum neie Gesetz och op déi al Projeten ze applizéieren? Mat e bësse gud-dem Wellen a Krisemanagement hätt een en anere Choix maache kënnen, fir méi bezuelbare Wunnraum ze schafen. Dat ass net geschitt an dat ass aus sozialer Siicht schlicht onverantwortlech!

D'Resultat gesi mer schon haut um Belval: Vëlleg iwwerdeiert Wunnengen, déi zu engem gudden Deel just aus Investitiounsgrenn kaf ginn an zum Deel souguer aus Spekulationsgrenn eidel stinn. D'sozial Mixitéit ass inexistent. An dorënner leit och d'Vitalitéit vum Quartier. Derbäi kënn, datt de Bäitrag zur

Léisung vum Wunnengsproblem ganz geréng ass. Éischer au contraire souguer, well déi héich Präisser um Site och nach d'Präisser an der Géigend mat an d'Luucht rappen.

Et kënn een net laanscht de Constat, datt Agora reng kommerziell Interesse verfollegt an datt déi implizéiert privat Promoteure sech dobäi och nach eng gëllen Nues verdéngen, wéi justement elo mat dem Projet Square Mile, bei deem direkt fënnf grouss kommerziell Partner am Boot sëtzen. Datt mer eng schlëmm Kris hunn um Wunnengsmarché mat Waardelëschte fir eng Sozialwunneng, déi ëmmer méi laang ginn, dat schéngt nach net ukomm ze sinn.

Här President, ech wëll awer nach méi generell eppes zum Amenagement vun de Frichë soen. Wa sou nei Quartiere geplangt ginn, an et sinn der jo nach eng ganz Rei an der Pipeline, da gëtt ëmmer geschwat vun enger gudder urbaner Mixitéit, déi misst erreecht ginn. Dat heescht: D'Quartiere sollen e gesonde Mix hunn tëschent Wunnengen an Aarbechtsplazen.

Dat kléngt op den éischte Bléck immens. Da kann een do wunnen, wou ee schafft. Et huet een alles am Quartier. An et kann ee quasi alles mam Vélo maachen. D'Realitéit ass leider awer eng ganz aner an ech mengen, datt et wichteg ass, sech doriwwer emol Gedanken ze maachen, well op eisem Wunnengsmarché kënnen déi wéinegst sech genau do d'Wunneng eraus-sichen, wou se grad schaffen. Et ass ee frou, wann een iwwerhaapt eng Wunneng kritt. Oder anescht ausgedréckt: De Prozentsaz u Leit, déi an deene Quartiere wäerte wunnen an tatsächlech och an deem selwechte Quartier wäerte schaffen, dee wäert aller Viraussicht no relativ geréng sinn. Dat heescht: Mir hunn da Leit, déi do wunnen, déi moies an d'Stad oder op eng aner Plaz schaffe ginn, während aner Leit, déi auswärts wunnen, moies an dee Quartier erapendelen, fir do schaffen ze goen. Dëst Bild ass wuel vill méi realistesch wéi dat, wat an de Broschüre vun de Promoteure gemoolt gëtt.

Den Haaptproblem awer, firwat mir do kritesch sinn, gëtt evident, wann een dat aus enger nationaler Perspektiv kuckt. Mir hunn hei am Land en enormen Ecart tëschent der Unzuel vun Aarbechtsplazen an der Unzuel vu Wunnunitéiten. Deen Ecart kréie mir nimools ofgebaut, wa mer dauernd nei Quartiere bauen, déi gläichzäiteg och eng héich Zuel un Aarbechtsplaze virgesinn, déi jo dann erëm de Besoin u Wunnraum zousätzlech an d'Luucht schrauwen, well déi Leit, déi dohi schaffe kommen, schliisslech och iergendwou wunne müssen.

Wuelverstane schwätzen ech net vum klengen Commerce de proximité, vum Bäcker oder der Epicerie, déi natierlech an esou Quartiere gehéieren, mee ech schwätze virun allem vun neie grouse Büroflächen an och vun neien Déngschtleschtungen, déi iwwert de lokale Besoin erausginn.

De Ban de Gasperich ass do e gutt negatiivt Beispill, well dee Quartier am Endeffekt méi Wunnbesoin geschaf huet wéi Wunnraum. Net ze schwätze vun deem zousätzleche Besoin u Mobilitéit, deen duerch dee Quartier entstanden ass, zum Beispill duerch en iwwerdimensionéierte Centre commercial. An de Belval ass leider nom selwechte Muster gestréckt.

Mir mengen dofir, datt een dat Konzept vum sougenannte gesonden urbane Mix emol politesch hannerfroe muss, well dat Konzept ze vill oft gebraucht gëtt als Rechtfertegung, fir privat Profitinteressen ze bedéngen. Wa mir déi Diskrepanz um Wunnengsmarché wëlle resorbéieren, da brauche mer eiser Meenung no nei Quartieren, déi virun allem als Wunnquartieren ausgeluecht sinn, natierlech mat klengen Commerce fir de lokale Besoin a gutt ugebonnen un den

nationale Reseau vum öffentlechen Transport, mee ouni grouss Bürossurfacen an och ouni grouss Publikums-magnéiter, déi erëm nei Besoine schafen. Anescht wäerte mer der Wunnengskris an och der Mobilitéitsproblematik stänneg weider hannendrunnen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Als Südler ass natierlech de Site Belval eng Plaz, wou ech vill Zäit verbruecht hunn. Dofir och merci dem Semiray Ahmedova fir d'Interpellatioun haut.

(Interruption par M. Dan Kersch)

Péiteng ass am Süden, jo, Här Kersch. Am déifste Süden!

(Interruption)

An d'Piraten sti jo och ganz ...

(Interruption)

... kloer zum Site vum Belval. Net just – wann ech mech elo zrëckerënnere –, well ech do den éischten Date mat menger Fra hat an dat nach bis haut ...

Plusieurs voix | O!

M. Marc Goergen (Piraten) | ... hält an ech deem-entsprechend eng ganz positiv Erinnerung hunn un de Belval. Mee et ass awer och e ganz gudder Projet fir d'Minnetregioun, deen hir nach méi Liewen agehaucht huet souwéi wirtschaftlech a kulturell eis ganz Regioun virubruucht huet. Jo, de Belval steet och fir d'Geschicht vum Süden a fir eis Piraten ass et ganz wichteg, dass déi och erhale bleift.

Wat mir um Site Belval awer och opfällt, sinn déi vill Flächen, déi leider versigelt gi sinn, dass vill Plazen zoubetonéiert gi sinn. Do ass de Belval Plaza II e gutt Beispill. Firwat hätt een do net kënnen déi Gréngs, e Park, Gréngflächen, Beam ëmsetzen? Et ass net wierklech verständlech, firwat do op esou vill Béton gesat ginn ass. Och wann d'Thema vum Site d'Industrie ass, där mer ganz dankbar si fir de Wuelstand, esou hënnert dat eis awer net drun, d'Natur besser am Site ze integréieren. Fir d'Liewensqualität op der Plaz ze erhéien, wier et sécherlech net verkéiert gewiescht, der Natur vill méi Plaz ze ginn.

Och an der Energiebilanz ass de Belval sécherlech nach net nohalteg genuch. Den Energieminister sot selwer jo och an engem „Wort“-Artikel, dass een hei mat Solaranlagen d'Bilanz nach kräfteg verbessere kéint.

De Site Belval ass jo och dofir geduecht, dass vill Besucher empfaange gi fir sech ze amuséieren, wat mir Piraten och ganz gutt fannen. Och den Akafszenter mécht Sënn, och wann en an eisen Aen net wierklech nohalteg ass. D'Konzept ass éischer op Schnäppchen aus wéi op qualitativ an nohalteg Produiten. Et ass éischer de bëllege Konsum, fir elo net en Numm ze nennen, mee de Slogan „Geiz ist geil“.

Vill Geschäfte, virun allem um Belval II, sinn och haut leider nach ëmmer zou. Hei kéint de Staat eventuell derzou bäidroen, dass den nohaltege Commerce säi Wee heihinner géif fannen, well de Site a sech immens vill Virdeeler huet: vun der Rockhal bis hin zum Kino, Restauratioun. Flott Zäiten, déi een einfach do verbréngt. Jo, et kann ee souguer heiansdo, wann een iwwert de Boulevard fiert, mengen, et wär een zu New York.

Eng weider Iwwerleeung, wat um Belval sécherlech kann nach verbessert ginn a wou nach Potenzial besteet, dat ass d'Synergie mat Esch. Jo, et kéint zwar elo eng Vëlosbréck, mee domadder geet et awer nach net duer. De Projet Belval muss och der Stad Esch neien Elan bréngen. Et geet net duer ze soen, déi zwee wäere komplementär. Och wa Wolkenkratzer um Belval entstinn, esou sollte mer kucken, dass den Escher Stadkär net hannert Belval zrëckbleift. D'Uelzchtstrooss kann ee sécher nach méi attraktiv maachen, fir dass de Süde mat senger gréisster Stad allgemeng den Uschloss net verléiert.

De Belval sollt och a sech als Géigepol hei am Land zum Kierchbiérg gëllen. An domadder wëll ech net soen: d'Feeler kopéiere vum Kierchbiérg! Dës Dezentraliséierung begréisst mir Piraten ganz kloer. Eng Dezentraliséierung – dat hate mer schon an e puer Diskussiounen hei zur ländlecher Entwécklung gesot – wäert eis a virun allem eiser Natur ganz vill Guddes bréngen an eist Land e gutt Stéck méi nohalteg a liewenswäert maachen. Wann also net all Mënsch zur selwechter Zäit op déi selwecht Plaz muss fuere oder goen, dann hu mer vill gelescht. An dat hëlleft dann och der Regioun ronderëm de Belval.

Ass de Belval haut schon e Géigepol vum Kierchbiérg? Menger Meenung no nach net. Do ass nach ganz vill Verbesserungsbedarf. Bei de Geschäfte gesäit ee jo, dass de Shoppingcenter Belval Plaza nach net déi néideg Attraktivitéit huet, fir mat de Shoppingzentere ronderëm d'Stad matzehalen.

An och am Trafick, dee sech nach ëmmer méi a Richtung Stad konzentréiert wéi a Richtung Belval – dat weisen d'Zuele vum aktuelle Plan national de mobilité –, ass een um gudden Wee. An et muss ee sech drop gefaasst maachen, dass de Belval wäert weider wuessen an un Attraktivitéit gewannen. Wat méi Leit an déi Regioun wunne kommen, virun allem mat Projekte wéi Rout Lëns/Terres Rouges, wat d'Zon ronderëm Esch a Belval och méi wichteg an attraktiv wäert ginn.

Fir de Wunnensbau um Belval ass et fir eis u sech kloer, dass de Staat hei selwer sollt bauen a selwer de Promoteur sinn. Dat – an dat iwwerrascht Iech elo net – fir 10 Euro de Meterkaree am Mietkauf.

E Virdeel um Belval souwéi an de neie Quartieren zu Esch ass, dass een an d'Héicht ka bauen an deemno vill Plaz optimal notze kann, fir Wunnensflächen ze erstellen. Mee do dierf een net vergiessen, och direkt Crèchen a Maison-relais matzebauen. Bekanntlech feelen do nach Plazen. Um Belval misst u sech och Potenzial do sinn, fir e puer Tiern am Stil vun Déifferdeng opzeriichten, wéi zum Beispill de Gravity Tower.

D'Fro vun der Madamm Ahmedova iwwert d'Entwécklung vum Belval op deenen zwou Säite vun der Grenz ass eng ganz gutt. Während um Belval eng kleng City entsteet, ginn déi franséisch Gemenge ronderëm de Belval e bësse vernoléisseg. Dobäi wär et wichteg, op déser Plaz ze kucken, fir méi Liewensqualität och an den Nopeschgemengen iwwert d'Grenz eraus ze erméiglechen.

Jo, dat wär eng europäesch Approche. Well mat der Abannung vun der Groussregioun kéint een de Belval weiderhi stärke souwéi d'Grenzgemenge vill méi matabannen. Firwat zum Beispill net mat enger vun de Gemenge kucken, fir den TICE oder d'RGTR-Linnen op d'franséisch Grenzregioun auszebauen, fir dass déi och – kommt, mer soen all hallef Stonn, all 15 Minutten – accessibel sinn? Well wien haut op mobilitéit.lu kuckt an zum Beispill vum Belval op Villerupt wëll fueren, dee brauch eng hallef Stonn a muss dräimol ëmklammen. Deemno ass hei och nach Potenzial do, fir dass d'Nopeschgemengen an d'Grenzregioun vum Belval besser agebonne ginn. Et wier gutt, hei

eventuell e gemeinsame Fonds de codéveloppement tëschent de Gemengen op béide Säite souwéi dem Staat opzestellen, wou Projeten da gemeinsam gestëmmt a finanziert kéinte ginn.

Eise Fazit ass, dass de Belval e ganz gudden Projet ass, dee sécherlech nach an e puer Detailler Verbesserung ka maachen. De Bëton ass eeben elo do, wéi en do ass, mee an zukünftege Projeten um Belval sollt een oppassen, fir méi Natur anzebauen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. A leschten ageschriwwene Riedner ass déi honorable ...

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Här Präsident!

M. Fernand Etgen, Président | ... Madamm Martine Hansen.

Une voix | Et ass eng Fro hei!

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Erlaabt Der, dass ech dem Här Goergen eng Fro stellen, wann ech gelift?

M. Fernand Etgen, Président | Selbstverständlech, wann hien d'accord ass.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Ech wollt just froen, Här Goergen, ob Der wësst, dass um Belval och eng Crèche an eng Schoul an eng Maison relais sinn. Ech hunn et virdu gesot. Dir hutt nëmme vum Belval op der Escher Säit geschwat. Et gëtt och eng aner Säit Belval, mat zwee Drëtter Territoire, just fir ze soen! Et mécht mech e bësse rosen, wann Der just schwätzt vun der Ubannung vun Esch u Belval. Dat mécht mech awer e bësse rosen, wann ech hei probéieren, de Belval als e gemeinsame Site vun zwou Gemengen duerstellen an Dir sot, dass net genuch Plaze fir Crèchen oder Maisons relais do sinn. Déi gëtt et. An en plus hält d'Suessemer Gemeng och Escher Kanner an der Maison relais an an der Schoul op, fir dass de Belval als Site zielt. Voilà. Ech wollt Iech froen, ob Der dat wësst. A wann net, géif ech Iech invitéieren, dohinner ze kommen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech komme gären eng Kéier laanscht. Et ass och virbildlech, dass Der déi Escher ophuelt. Et ass just: An de Virbereedungen hate mer mat eiser Sektioon do geschwat an do waren Elteren, déi iergendwéi keng Plaz an der Maison relais kritt haten. Dofir krut ech déi Info. Deementsprechend sinn awer net genuch Plazen do, fir déi ... Mir kënnen dat awer gären eng Kéier an enger Diskussioun klären, ob genuch Plaze fir d'Leit allegueren do sinn. Dat ass déi Informatioun, déi ech krut.

Merci.

(*Brouhaha et hilarité*)

M. Fernand Etgen, Président | Merci. An da wier et un der honorabler Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. Ech muss elo déi Südgesprécher e bëssen ënnerbriechen, well ech dat Eenzegt sinn, dat hei schwätzt an déi Konditioun, aus dem Süden ze sinn, eeben net erfüllt; mee ech wollt mech op d'Uni konzentréieren. An Dir wësst: D'Uni, wéi d'Decisioun geholl ginn ass, dat ass u sech den Incubateur fir déi ganz Entwécklung vum Belval. Esou en Incubateur bräichte mer u sech och bal fir d'Nordstad, dann hätte mer och do séier eng Entwécklung, déi kéint passéieren.

D'Uni huet elo, oder wäert elo 2023 20 Joer al ginn. Ech mengen, dass mer alleguer kënnen houfreg sinn,

datt mer eng Uni hunn. Et ass extreem wichteg och fir eist Land. An dofir, mengen ech, ass et keng Konditioun, dass een aus dem Süde kéint, fir hei kënnen driwwer ze schwätzen. D'Groussjäregkeet ass also elo, loosse mer soen, schon zwee Joer erlaanscht. An dofir kann een och e puer kritesch Punkten opwerfen.

Ech wäert just véier Punkten uschwätzen. Iwwert d'Uni aleng kéint een, mengen ech, eng ganz Interpellatioun féllen. Ech wäert mech also hei op véier Punkte konzentréieren. Een ass de Logement. En aneren ass d'Accessibilitéit vum Site an e bëssen d'Problemer, déi doraus entstinn. En drëtten ass d'Studenteliewen am Allgemeng. An de véierten ass d'Offer vun Ausbildungem um Site, woubäi ech Iech awer ka berouegen, dass et do net wäert op alles agoen.

Ech fänke beim Logementsproblem un. Deen ass net nëmme landeswäit dee gréissten. Ech hu mat Studente geschwat an déi soe mer ganz einfach, de Logementsproblem wär dee gréisste Problem vun der Uni Belval. Et ass net nëmme e Problem fir d'Studenten, et ass och e Problem fir d'PhDen. Et ass e Problem, dass mer Talenter op Lëtzebuerg zéien, déi ganz dacks nëmme e Contrat à durée déterminée hunn, déi also net einfach esou och kënnen eppes kafen. An et ass einfach och e Problem fir d'Studenteliewen, well e Studenteliewe kéint nëmme op, wa Studenten do sinn, an d'Studente sinn nëmme do, wa genuch Wunnengen do sinn a wa genuch bezuelbar Wunnengen do sinn.

Et gëtt de Projet „Logements Porte de France“. Iwwert dee schwätze mer scho relativ laang. Den Här Cruchten hat dozou och eng Question parlementaire gestallt. Ech hunn och do d'Antwort gelies. 2016 ass e Programme de construction ausgeschafft ginn. 2017 ass en du validéiert ginn. Duerno ass en awer erëm eng Kéier e puermol ugepasst ginn. A Fakt ass: Et ass nach ëmmer näischt do!

2027 soll en elo kënnen exploitéiert ginn. An do sinn 173 Wunnenge virgesinn, 126 fir d'Studenten. Do muss een awer elo bedenken, dass d'Waardelëscht u sech vill méi grouss ass wéi dat doten. Am September war d'Waardelëscht vun de Studenten, fir Wunnengen ze kréien ... 650 Studenten hu keng Wunneng fonnt. An da muss ee jo awer och nach bedenken, dass d'Uni lafend nei Studiegäng ubitt, dat heescht, dass d'Unzuel vun de Studenten och nach wäert zouhuelen. Dat heescht: Déi 120 Wunnengen – an do soen ech awer, dass mer séier muss virukommen – wäerten nach net direkt d'Léisung sinn.

D'Uni huet elo e bësse reagiert, andeems se gesot huet, d'Studenten dierften elo net méi esou laang doubleiwen, wéi se wëllen, mee e Bachelor dierft just nach sechs Semester doubleiwen an e Master dierft just nach véier Semesteren doubleiwen. Dat bréngt natierlech méi e séiere Roulement an et bréngt och eppes fir déi Studenten, déi sech nei aschreiw. Mee de Problem gëtt domadder awer net geléist. Et si Schätzungen do, dass elo am September 260 Wunnengen esou wäerte fräi ginn. Déi 260 Wunnengen, déi wäerten awer scho gebraucht gi fir d'Erasmus-Studenten.

Dat heescht, et ass net direkt d'Léisung. Mir hunn awer Privatwunnengen, déi ugebuede ginn. Och d'Stad Esch bitt Wunnengen un, och aner Gemenge bidden nach Wunnengen un. Ech hu vun enger Initiativ vum SEVE zesumme mat Cohabit'Age héieren: „SpeedDating intergénérationnel“, wat u sech och eng gutt Iddi ass, wou eeler Leit, déi vläicht eleng sinn, kéinte Wunnengen offréieren fir Studenten, déi hinnen da kéinte behëlleflech sinn, ech soen emol einfach beim Akafen oder esou weider. Mee all dat bréngt awer näischt an um normale Wunnensmaart kann en normale Student sech einfach keng Wunneng leeschten.

Ech hunn awer elo gelies an enger Question parlementaire, datt de Minister gesot huet, datt nach aner Projeten a Planung wären. Dofir wär et fir eis interessant ze wëssen: Wéi eng Projekte sinn dat? A sinn dat och kuerzfristeg Léisungen, wou mer u sech de Studente relativ séier kéinten eppes an Aussicht stellen?

Dann, Här President, sinn d'Lëtzebuerger Studenten net onbedéngt direkt prioritär, fir dës Wunnengen ze kréien. Wat u sech och normal ass, wat awer als Konsequenz huet, datt ganz vill Lëtzebuerger Studente mussen den Auto huelen, fir op d'Uni ze fueren, well den öffentlechen Transport net onbedéngt iwwerall esou gutt funktionéiert, datt se dee kënnen notzen.

An dat ass mäin zweete Punkt: d'Accessibilitéit vum Site an d'Problemer, déi sech dorauer erginn. Wéi gesot, den öffentlechen Transport funktionéiert gutt vum Zentrum, vum Süden hier. Mir hu jo och eng Gare. Dat ass kee Problem. Mee ech hu mol eng Kéier gekuckt: Fir Studenten aus dem Osten an Norden ass et definitiv net ideal. Ech hat mer e Student vun Harel erausgesicht. Ech hu gekuckt, wéi laang dat dee bräicht. Dee séiersten Trajet – deen awer, mengen ech, nëmmen zweemol am Dag funktionéiert –, do brauch en 2 Stonne 16 Minutte fir eng Faart. Wéier an eng Hallef Stonn ass en also dann am Dag ënnerwee, fir op d'Uni ze goen. Dee längsten Trajet, dat si sechs Stonnen, wou en am Dag ënnerwee wär, fir op d'Uni ze goen. An ech mengen, do si mer eis eens: Dat kann ee kengem zomudden.

A wann ech dann och nach un d'Studenteliewen denken, dann ass dee leschten Zuch, deen e kéint huelen, fir datt en nach iergendwéi heemkéim, um 20.58 Auer. Also sou, wéi ech mäi Studenteliewen an Erënnerung hunn, ass dat dann net onbedéngt d'Auerzäit, wou een heemgeet, wann ee gäre wëll um Site nach iergendwéi eppes maachen. Dat heescht: Mir hunn do e Problem.

Ech denken, datt mer eis hei kënnen eens sinn, oder ech hoffen zumindest, datt mer kënnen soen, datt den öffentlechen Transport net fir jiddwereen hei eng Léisung ass.

Duerfir, Här Minister: Wat hutt Der wëlles ze maachen, fir dës Studenten net ze benodelegen, virun allem elo an Zäiten, wou d'Sprittpräisser awer extrem héich sinn? Ech weess, d'Bourse si gehéicht ginn. Mee d'Bourse si genausou gutt fir dee gehéicht ginn, deen direkt beim Tram wunnt, wéi fir deen, dee sechs Stonne misst mam Bus an Zuch fueren. Dat heescht: Wéi eng Léisunge bitt Der dese Studenten un?

En plus mussen d'Studenten, déi den Auto awer brauchen, Parking bezuelen, dee relativ deier ass: 15 bis 20 Euro den Dag. Wann en dann nach eng Kéier zousätzlech e bësse méi laang doubleift, da gëtt et nach eng Kéier méi deier; erëm eng Kéier d'Studenteliewen. Ech mengen, da bleift een net zousätzlech méi laang do. Dat sinn extrem vill Suen, dat sinn 100 Euro d'Woch. Fir e Student mécht dat extrem vill aus.

Dofir zwou Froen heizou: Firwat kënnen d'Studenten net och vum engem Parkingsforfait profitéieren, sou wéi d'Personal vun der Uni – zumindest déi, déi op den Auto ugewise sinn? Respektiv: Ass virgesinn, fir méi Parkplazen ze schafen? Eventuell e gratis Park&Ride fir déi Studenten, déi musse mam Auto kommen?

D'Studente soten zu mir, an ech hoffen, datt se do net Recht hunn, datt se géife mengen, datt hei sech guer näischt géif dinn, well d'Regierung net wëll den Individualverkéier féerden. Ech hoffen, wéi gesot, datt d'Studenten, déi mer dat gesot hunn, net Recht hunn, well mir brauchen den Individualverkéier och hei, an duerfir hätt ech gäre vum Här Minister eng kloer Äntwert, wat hei fir d'Studente gemaach gëtt.

Da kommen ech bei den drëtten Punkt: D'Studenteliewen am Allgemengen. D'Remark, déi een ëmmer erëm héiert, an ech hunn déi och hei vun de Riedner héieren: „Et ass kee richteg Studenteliewen do.“ Et gëtt e puer Ursachen: Dat eent ass natierlech de Logement – wa mer keng Wunnengen hunn, da sinn d'Studenten net méi do owes –, da Parking, ech hunn et gesot, öffentlechen Transport.

Dozou gehéiert och d'Accessibilitéit zu den Infrastrukturen, fir ze feieren a sou weider. Ech mengen, do huet sech eng Partie gedoen. De Fonds Belval géiert déi jo. D'Studente soen nach heiansdo: „Et ass ze vill komplizéiert, ze vill administrativen Opwand.“ De Fonds Belval seet awer op där anerer Säit: „Mir mussen dat maachen, fir datt mer u sech garantéieren, datt jiddweree ka vun den Infrastrukture profitéieren.“ Ech denken einfach, datt et wichteg ass, datt ee garantéiert, datt hei déi eenzel concernéiert Leit och reegelméisseg mateneen a Kontakt sinn a schwätzen. Datt dat eppes hëllef, dat weist zum Beispill, datt de Luxembourg Learning Centre jo och elo siwen Deeg op siwen op ass. Dat war net ëmmer de Fall. Dat war awer eng Demande vun de Studenten, well se dat virun allem eeben och während den Examszäite brauchen. An der Vakanz brauche se dat natierlech net.

De Fonds Belval huet och – ech hu mech informéiert – am Abrëll e Basketsterrain opgemaach, eng Petanquepist; dat heescht, et geet viles an déi richteg Richtung. Et kéint een d'Attraktivitéit awer trotzdeem och nach steigere. Ënnert der Bibliothék ass ee Raum, deen net genotzt gëtt, elo schonn eng Zäitche laang. Firwat kéint een net do kucken, fir, ech weess net, Restopolis et ze ginn, fir datt déi och owes géifen eppes ubidde fir d'Studenten – ech mengen, Restopolis huet ëmmer nëmme bis 16.00 Auer op –, datt een och do owes eppes kéint maachen, oder fir eeben engem aneren dat zur Verfügung ze stellen? Da muss ee vläicht de Loyer erfsetzen. Ech weess net, wéi héich de Loyer ass, mee et ass ëmmer alles besser wéi en eidelt Lokal fir d'Studenteliewen.

Da stellt sech natierlech och d'Fro vun de Sportsinfrastrukturen. Sport ass wichteg fir d'physisch Gesondheet. En ass awer och wichteg – virun allem an der Coronazäit hu mer dat gesinn – fir d'psychesch Gesondheet. Et ass e grouse Sportkomplex geplangt. Do wär et fir eis wichteg ze wëssen: Wéi wäit ass deen an der Planung? Wéini kann en operationell sinn?

Dann dee véierte Punkt, just ganz kuerz, vun de Studiégäng, an do ginn ech sécherlech net op alles an, mee just op zwee Punkten, déi elo e bësse méi aktuell oder akut sinn: Dat sinn eemol d'Gesondheetsberuffer an eemol d'Enseignantsausbildung.

De 5. Mee 2021 hat d'Regierung u sech eng gréisser Reform vun de Gesondheetsberuffsformatiounen ugekënnegt, mat engem Bachelor fir d'Infirmieren. Et sollen och nach zousätzlech Bachelorstudiegäng hei derbäikommen. Ech wëll hei nach eemol ënnersträchen, datt wierklech vum Terrain kee mat där Virgeeënweis vum Här Minister Meisch a vun der Madamm Lenert do averstanen ass. Ech erënneren nach eng Kéier un déi Petitioun, déi mer hei haten, wou d'Gewerkschaften do waren, wou de Beruff vertrauede war, wou d'Studente vertrauede waren an déi gesot hunn: „Kommt, mir schwätze mateneen! Kommt, mir kucke mol, wéi eng Attributioun mer den eenzelne Beruffsbiller zoudefinéieren! Da kucke mer, wat mer op wéi engem Niveau vun Akte kënnen maachen. An da maache mer eng Reform aus engem Goss.“

Also mir bedauern als CSV, datt déi Reform aus engem Goss nach ëmmer net gemaach ginn ass. Ech

weess, datt et net vill déngt fir sech opzereegen. Mee ech fannen et awer eng Frechheet, virun allem fir déi Beruffer, wou mer nach soen, elo an der Pandemie: „Mir hunn Iech gebraucht, mir klappen Iech och nach fein“, an dann, wann et drëm geet, fir se ze froen, da lauschtere mer net op se!

Also ech probéieren dat elo, schéi roueg meng puer Froen ze stellen: Wéi wäit sinn d'Aarbechte bei der Planung vun der Bachelorinfirmièresausbildung? Bleift et bei der Reentrée 2022/2023, wou se soll ulafen?

(Interruption)

Wéi eng Enseignanten/Professere solle rekrutéiert ginn?

(Interruption)

Wéi genau sinn d'Attributiounen fir déi verschidde Beruffer definéiert?

An da just nach kuerz bei d'Medezinnerausbildung: Mir wëssen, datt mer net genuch Dokterer hunn, ...

(Interruption)

... datt mer mussen och do d'Ausbildungen attraktiv maachen. Mir hunn de Bachelor 2020 agefouert. Wéi wäit ass et mat der Planung vum Master an deem Beräich?

Sou. Dann nach ganz zum Schluss d'Enseignantsausbildung: Mir brauche méi Enseignanten. Mir brauche méi Ausbildungsplazen op der Uni. Den Här Minister huet eis dat 2021 gesot, hie géif mat der Uni schwätzen, fir méi Ausbildungsplazen ze kréien. Ech hunn elo virun e puer Wochen erëm eng Kéier héieren, hie géif mat der Uni schwätzen, fir méi Ausbildungsplazen ze kréien. Ech fannen, datt do déi Decisioun scho längst hätt misse geholl ginn. Et ass een Hiewel, fir do unzesetzen, fir méi Enseignantsausbildung ze schafen, fir dann och méi Enseignanten ze kréien. Et ass net dee wichtigsten, mee et ass awer deen einfachsten. An dofir d'Fro: Wéi vill méi där Plazen hu mer op der Uni um Belval fir d'nächst Joer?

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

Ech mengen, den Här Kersch wëll nach eppes soen. Ech héieren hien hei déi ganzen Zäit.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Den Här Kersch nach.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hunn Iech ganz opmierksam nogelauschert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Ja?

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech ka ganz gutt novollzéien, datt Der dës Geleeënheet elo genotzt hutt, fir déi Saachen hei ze bréngen. Mee ech mengen, an der Schoul, an Dir kommt jo aus der Schoul, do hätt Der eng Datz kritt, well Der einfach um Thema erlaanschtgeschwat hutt!

Mme Martine Hansen (CSV) | Majo, da kann ech Iech just ...

M. Dan Kersch (LSAP) | An dofir wollt ech Iech soen: Ganz an der Géigend vun der vum Belval ass och nach eng Tankstell. Dir hätt och nach kënnen iwwert d'Benzinpräisser schwätzen, ...

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech kann Iech ...

M. Dan Kersch (LSAP) | ... mee dann hätt Der och eng Datz kritt!

(Exclamations)

Mme Martine Hansen (CSV) | Sou, Här President, ech fannen zwar dem Här Kersch seng Interventioun eng zimmlech Frechheet!

(Interruptions et brouhaha)

Ech soen dem Här Kersch nämlech, datt, wann en d'Interpellatioun vun der Madamm Semedo (veuillez lire: Madamm Ahmedova) gelies hätt, da wier ee Punkt d'Uni gewiescht!

(Brouhaha)

An zur Uni gehéiert net nëmmen d'Gebai, mee zur Uni gehéiert och den Inhalt, Här Kersch.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier a Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten, den Här François Bausch.

(Brouhaha)

Prises de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Merci virun allem un d'Madamm Ahmedova fir hir Interpellatioun a selbstverständlech allen Deputéierte fir hir Interventiounen an hir Froen, déi se gestallt hunn.

Ech wëll vläicht ufänke mat enger Remark par rapport zu der Entwécklung vun de Friche-industriellen a firwat datt ech mengen, datt dat esou wichteg ass, datt mer déi Friche-industriell fir eppes Neits notzen.

Fir mech ass déi gréisst Erausforderung vun der Mënschheet, déi mer vun engem Nohaltegkeitsstandpunkt an deenen nächste Joerzëngte wäerten hunn, d'Benotze vum Buedem. Mir hunn natierlech e Klimaproblem, deen ass och alarmant an dramatesch. Mee ech si perséinlech iwwerzeegt, datt de Klimaproblem léisbar ass, well mer do Techniken hunn, Alternativen hunn, alternativ Formen hunn, wéi mer eis kënne beweegen a sou weider, déi kënne maachen – wa mer dat mat Courage ugin –, datt mer de Klimawandel an de Grëff kréien. Vill méi dramatesch ass et awer bei der Notzung vun eisem Buedem. Well dee Sproch, dee berüümte Sproch: „Mir hunn nëmmen eng Äerd“, dee betrëfft virun allem d'Notze vum Buedem.

Et ass esou, datt natierlech de Biodiversitéitsverloscht an alles dat, wat op der Äerd ass, wat oft nëmmen eemoleg do ass, sech natierlech um Buedem befënnt. A vu datt de Mënsch immens gurgangseg ass mat der Notzung vun der Fläch, d'Bevëlkerung ëmmer méi grouss gëtt weltwäit – wann Der kuckt weltwäit, wéi d'Statistike sinn, wat gerechent gëtt, wéi héich de Bevölkerungswuesstum ass bis um Enn vun deem Joerhonnert –, a wa mer da genausou verschwendesch mam Buedem a mat der Notzung vum Buedem ëmginn, wéi mer dat gemaach hunn an deene leschten 150 Joer, da geet d'Boot ënner. Da geet et definitiv schief!

An deemspriechend ass et net fir ze soen: „Mir kënnen eis net méi entwëckelen, net méi weiderentwëckelen, net méi ekonomesch oder wat och ëmmer“, mee et ass virun allem fir opzepasst, datt, wa mer eis entwëckelen, datt mer méiglechst net neie Buedem notzen. A virun allem betrëfft dat natierlech ekonomesch Aktivitéiten, an an alleréischter Instanz ass opzepasst, datt mer dann déi Plazen, déi schonn eng Kéier benotzt gi ware fir eng aner industriell Aktivitéit, wierklech esou séier wéi méiglech erëmbenotzen an do aner Aktivitéiten dropsetzen.

A genau dat ass um Belval decidéiert ginn. Duerfir hunn ech dat vun Ufank un – an och meng Partei, ech

war deemools jo hei an der Oppositioun, wéi deen Thema lancéiert ginn ass vun der virviregter Regierung, der virvirviregter Regierung, et ass jo schonn alles esou laang hier – eng gutt Iddi fonnt aus Landesplanerische Grënn, aus Grënn vun eeben enger effikasser Notzung vum Buedem, wéi ech et erkläert hunn. An ech fannen et och desto méi wichteg, datt déi aner Friche, déi mer hunn am Land, dat ass Schëffleng, d'Friche vun Esch-Schëffleng, ... Et muss een oppassen, mir hunn et hei mat ville Lokalpatrioten ze dinn, datt een dat net an der falscher Reiefolleg seet. Et ass „Esch-Schëffleng“, well de gréissten Deel vun där Friche ass um Territoire vun der Gemeng Esch.

Et sinn awer och nach vill anerer am Land, ob dat am Norden ass, wéi zu Wolz, ob et an der Stad ass, wou et Hollerech ass, Dummeldeng. An dat sinn enorm Flächen, déi mer nach do hunn. Dat heescht, dat beweist natierlech och, datt, wa mer richteg gutt a rational an nohalteg ëmgi mat deene Flächen, datt mer dann nach immens vill Potenzial hunn, fir eis ze entwëckelen, ouni datt mer nei versigele mussen oder ginn. Mee dat muss natierlech optimal genotzt ginn.

Et ass och vill geschwat gi vun der Vergaangenheet vum Kierchbiereg. An de Kierchbiereg ass e Beispill, wéi et net optimal genotzt ginn ass. De Kierchbiereg war keng Industriebrooch. Dat kann ech Iech mat Gewëssheet soen, well ech sinn e Weimeschkierecher an ech hu vill als Kand um Kierchbiereg gespillt. Du waren nach Felder do. Du war guer näischt do. Bon, dunn ass dat emol decidéiert ginn an dunn ass dee Platto entwëckelt ginn. An dat ass am Fong op eng Aart a Weis entwëckelt ginn, wéi ech mengen ... A wann een d'ganz Geschicht kuckt, ech wëll net behaupten, datt mer net elo haut e Resultat hunn, wat awer ok ass oder wat ufänkt, ok ze ginn, mee et war net ganz rational, wéi mer virgaange sinn.

Dat hu mer natierlech um Belval schonn e gudde Krack besser gemaach. An déi Iddi an och d'Aart a Weis, wéi mer dat um Belval gemaach hunn, an och d'Approch ware vill besser, mee kommt, mir sinn éierlech – an et ass jo och vu bal allen heibanne gesot ginn –, et war awer och net gutt. Et war, géif ech soen, suboptimal, well do sinn awer nach ëmmer vill Feeler geschitt.

An déi gréisst Feeler, déi geschitt sinn, an déi gréisst Schwachpunkten, dat ass natierlech, datt mer den Urbanismus net richteg gutt ugepaakt hunn. Mir hu virun allem decidéiert – wat och richteg war –, déi Flächen all ze notzen, vill wichteg Gebaier do ze implantiieren, d'Uni dohinner ze implantiieren, och Industriepatrimoine ze erhalen. Et muss een awer och soen, datt do vill Sträit ronderëm war an dat och net vum selwe geschitt ass. Do ass sech vill agesat ginn, ob et vu Gewerkschafte war, vun Denkmalschützer, fir dee Patrimoine ze erhalen. Mee soit, dat ass awer geschitt an et wäert och nach weider geschéien. Mee d'Schwachpunkte si ganz kloer, déi gëtt et. Dat ass, datt mer dat alles e bëssen niewenteneegestallt hunn an den Urbanismus am Ufank, mindestens déi éischt 10, 15 Joer – et ass och elo egal, firwat dat war, mee et muss een dat einfach esou soen, datt dat e Kritikpunkt ass –, net seriö geholl ginn ass.

Mir hunn déi lescht Joren am Fonds Belval, do war elo d'Madamm ... Also de Virgänger vun dem Daniela Di Santo, där aktueller Direktesch also, déi elo do ass, de Luc Dhamen, deen hat scho vill probéiert, mam Urbanismus eppes ze maachen, an elo déi nei Direktesch probéiert, dat och weiderzeféieren. An do si vill där Elementer dran, déi och hei vëllig zu Recht kritiséiert gi sinn. Dat ass d'Fro vu Plazen, der Believung vu Plazen, Gréngzonen, Gréngflächen, ze kucken, datt et endlech e Quartier gëtt, deen och vu banne méi

lieft. Mee do ass awer nach vill Loft no uewen. An do gëtt awer och vill dru geschafft. Do sinn also nach vill Iddien do.

Deen zweete Punkt, wou wierklech e Risefeeler gemaach ginn ass, dat ass d'Mobilitéit. Et ass zwar am Ufank e Modalsplit decidéiert ginn, dee vläicht fir déi Zäit scho bal revolutionär war, vu 60/40. Ech ka mech dorunner nach ganz gutt erënneren, hei an der Chamber, wéi mer dat alles diskutéiert hunn déi Zäit. 60/40, natierlech war dat zu deem Zäitpunkt, wéi mer national e Modalsplit hate vu 15/85, dunn immens, huet dat immens revolutionär geklongen, mee wësend, wat mer do implantiieren, nämlech virun allem Uni, Studenteliewen, Rockhal, villes, wat duerno komm ass, alles Saachen, wat awer vill Beweegung generéiert, war dat awer eigentlech och, menger Meinung no, net héich genuch. Et hätt ee misse méi ambitiéis déi Zäit sinn.

Duerfir gëtt och am Moment dat Verkéiers-, dat Mobilitéitskonzept, wat 2009 ausgeschafft ginn ass, komplett iwwerschaft, dat ass an Aarbecht. Ech kommen och op e puer Saachen nach ze schwätzen, wat mer do wëllen iwwerdenken. An da versiche mer och, eng Rei Saachen do nozebesseren.

Ech wëll awer fir d'éischt ufänke mam Logement. Bon, de Logement, do ass et esou, datt de Fonds Belval selwer jo elo net direkt domat ze dinn huet. Ech mengen, et muss een oppassen, et ass vill hei geschwat ginn elo vun Agora. Agora ass eng gemischt Gesellschaft, déi zu 50 % privat – also ArcelorMittal – ass an zu 50 % Staat ass. Dat ënnersteet dem Claude Turmes, hie wäert herno och e puer Wuert sécher dozou soen. Mee ech schwätzen elo méi aus der Siicht vum Fonds Belval selwer. Do gëtt et awer eng Rei Projeten an d'Madamm Hansen huet een opgezielt virdrun, dat sinn déi véier Tiern, déi wäerte gebaut ginn. Do sinn och effektiv 126 Studentewunnenge virgesinn.

Et ass och natierlech esou, datt dat sécherlech net duergeet. Do si mer eis och alleguerten eens. Ech wëll awer och soen, wat de Logementsproblem ubelaangt: Mir hunn en nationale grouse Logementsproblem, dat ass och evident, mee mir maachen ëmmer e bëssen esou, wéi wa mer do quasi zu Lëtzebuerg ..., wéi wann et bei eis besonnesch dramatesch wär par rapport zum Rescht vum Ausland. Dat ass sécherlech richteg, wa mer eis als Länner vergläichen, mee eigentlech ass Lëtzebuerg jo zwar e Land, mee mir sinn e Land, wat awer vun der Surface hier, loosse mer soen, eng limitéiert Dimensioun huet. Mee virun allem si mer en extreem staarke Wirtschaftsstanduert, mat engem PIB, deen deen héchsten ass an der Europäescher Unioun, mat deemspriechend natierlech enger Dynamik, déi och déi ass, déi mer all kennen. An dat mécht natierlech, datt déi Präisser vum Logement insgesamt esou héich sinn. Mee dat ass awer net anescht, wann Der géift elo muer kucke goen op Frankfurt, an d'City op Frankfurt. Oder wann Der géift an d'City vu London goen oder Dir géift matzen a Paräis goen, wou et jo och Unie gëtt, zum Beispill, wou et och Studenteliewe gëtt, da géift Der warscheinlech feststellen, datt d'Problemer do net aneschters gelagert si wéi hei.

Dat ass elo keng Entschëllegung, wann ech dat soen. Et ass net elo fir ze soen: Dofir brauche mer näischt ze maachen. Au contraire! Mee ech mengen awer, dat solle mer eis awer och e bësse virun Aen halen an eeben och gesinn, datt et komplizéiert ass, fir hei virzegoen, well mer natierlech als Staat eng Responsabilitéit kënnen hunn an déi och mussen huelen. An zum Beispill déi véier Tiern, déi do gebaut ginn, do wäert och de Logement esou gestalt ginn, datt e vum Sozialen a vum Erschwénglechen hier Krittären huet,

déi ganz kloer sinn. Mee mir hunn awer net all déi Terrainen ënner Kontroll. Et ass och villes privat. Do ass dat méi schwéier.

Dann huet de Staat och nach eng Reserv vun 1,10 Hektar. Déi läit op deem ganze Gebitt, wou de Square Mile ass. Do sinn och elo 181 Wunnenge scho virgesinn, déi dohinner solle kommen. Ech weess awer elo net, ob do virgesinn ass, ob do Studente solle sinn oder net. Ech mengen, dat ass och nach net genau definéiert, well dat ass nach e bësse méi wäit ewech.

Dann hu mer och nach an der Hal „All We Need“ ... Do sollen och virun allem Studentewunnenge kommen oder Wunnenge fir Enseignanten, déi eeben, wéi d'Madamm Hansen och gesot huet, heiansdo sporadesch nëmmen op der Uni sinn, well se während e puer Méint Coursen halen oder iergendeppes Spezifesch, eng Fuerschungsaarbecht oder wat och ëmmer, do maachen.

An zu der Fro – den Här Spautz hat dat jo och gefrot –, wat mat der Hal geschitt: Mir hunn eis zu véier, fënnf Ministèren och elo schon e puermol concertéiert an et ass elo esou, dat mat grousser Warscheinlechkeet eng Etüd an Optrag geet, wat soll drakommen. D'Besoine si vun de Ministèren abruecht ginn. Mee wéi et soll gestalt ginn a wéi et soll ausgesinn herno, do wäert d'Uni elo, de Service Architektur/Urbanismus vun der Uni, also e puer Leit vun deenen, eng Studie maache loosse, fir dann den Detail auszuschaffen.

Mee dat wäert alles an deenen nächste Jore geschéien. Déi Hal ass och klasséiert, also wierklech protegéiert. Déi soll och net ofgerappt ginn. Bon, et ass natierlech komplizéiert, well et eng riseg Fläch ass. Si ass sanéierungsbedierfteg vu vir bis hannen. Et muss ee sech däers einfach bewosst sinn. A wa mer gäre wëlle verhënnere, dat déi riseg Fläch ënnen doudeg ass, da muss mer natierlech eppes maachen, wou d'Beleegung uewen anescht ass wéi ënnen, dat ënnen eppes ass, dat och owes leeft zum Beispill. Soss schafe mer do eppes op enger Risefläch, wat net ganz glécklech ass.

Also do geschéien nach ganz vill Saachen. D'Aarbecht geet dem Fong Belval ganz sécher net aus. Au contraire! Dat ass alles a Beweegung.

Bon, da sinn déi Gebaier ..., ech wëll déi net nach eng Kéier méi opzielen, well dat scho vun e puer Leit gemaach ginn ass. Souwisou hate mer dat an der Kommissioun jo och gesot, wat fir eng Gebaier elo schon am Bau sinn oder an der Planung sinn. Duerfir, wéi gesot, widderhuelen ech déi net alleguerten. Dir musst awer wëssen: De Fonds Belval, dat ass jo awer eng beschränkt Ekip, a wann Der kuckt, wivill Projeten déi de Moment ze geréieren huet, dat sinn der net wéineg.

Ech sinn och frou, dat mer an der leschter Legislaturperiod d'Gesetz vum Fong Belval geännert hunn, dat mer net méi fir alles mussen e Gesetz maachen, also ënner 40 Milliounen. Fréier war et jo egal, ob et 5 Milliounen waren oder 15 Milliounen, et huet ee mussen e Gesetz maachen. Mir si jo elo hei am nammlechte Cas de figure wéi bei normale Bauprojeten: dat e Gesetz eréischt muss kommen iwwer 40 Milliounen. Dat gött eis awer eng gewësse Flexibilitéit, fir verschiddelech kënne méi séier ze schaffen.

Dann zu der Mobilitéit, nach méi am Detail. Bon, et ass esou, dat, wéi ech gesot hunn, d'Ambitioun muss méi eropgoen, wéi een dee ganze Site gestalt, mobilitéitsméisseg. A wann ech natierlech soe „mobilitéitsméisseg“, dann ass dat automatesch och urbanistesches, well d'Mobilitéit ze reorganiséieren – sou steet et jo och am Plan national 2035 – huet ëmmer och eng Implikatioun, oder muss eng hunn, dat een

dann och nei Chancë kritt, fir den Urbanismus ze iwwerdenken, fir d'effentlech Raim ze iwwerdenken. Et gött och schon op dem Site selwer vill verkéiersberouegt Plazen, wouguer keen Auto fiert an déi nëmme fir d'Mënschen do sinn. Do ass och nach méi Potenzial dran, mee dat setzt awer viraus, dat mer nach eng ganz Rei Investissementer fir d'éischt musse maachen, ier dat fonctionéiert.

Dat Éischt, wat gefrot ginn ass, dat war eng Foussgänger-/Vëlosverbindung. Dat huet mech vun Ufank u gestéiert, wéi ech de Ministère iwwerhol hunn. Eigentlech wär et natierlech eng kommunal Aufgab gewiescht, well et an enger Gemeng oder tëscht zwou Gemengen ass, haaptsächlech, wou dat Ganzt ... Am Ufank war keng national PC do virgesinn, mee vu dat et komplizéiert war, hunn ech ee Moment decidéiert an der Regierung proposéiert, dat dann de Staat dat soll iwwerhuelen. Dofir baue mer jo déi grouss Vëlosbréck. Et gött déi längst Vëlos-/Foussgängerbréck an Europa. Et gött och e ganz schéine Projet. An ech kann Iech berouegen: Spéitstens am Januar geet se op, ass se fäerdeg. Also Januar d'nächst Joer, a wa mer Chance hunn, schon am Dezember. Et hänt e bëssen dovunner of, wéi d'Aarbechten, also och saisonal, kënne viruoen. Mee am Januar wäert déi Bréck ganz sécher opgoen.

An da mussen natierlech d'Gemengen Esch a Suessem, mee virun allem an deem heite Fall Esch, Zoubrengerachsen, also Zoubrengervëlospiste bauen op déi grouss Pist. An da muss mer natierlech – an dat gött an deem neie Konzept, mat deem mer dat vun 2009 iwwerschaffen, jo matgeduecht – kucken, wéi mer innerhalb vum Fong Belval, also vun der Surface vum Belval selwer, der Uni, d'Vëlosweeër massiv kënne verbesseren, well et natierlech kloer ass: Esou, wéi se haut sinn, entspreche se sécherlech net deem, wat een, mengen ech, misst hunn, fir dat déi Infrastruktur gutt ass.

Da kënnt de Bus, de Couloir à haut niveau de service. Et ass ee virgesinn, fir duerch de Belval ze fueren. Natierlech wëlle mer mat deem och d'Konnexiounen maache a Richtung Frankräich. Am Kader vun dem Projet Rout Léns soll jo d'Eisebunnstreck vun Esch–Oth ersat ginn duerch e CHNS. A mir sinn och mat de Grenzregiounen, mat deene Gemengen am Gespréich. Mir wëllen, datt hei och een, dee gefrot huet, fir iwwer Esch–Oth erauszegoen ... oder, datt mer d'Regioun och ëmfaassen. Soss mécht dat Ganzt jo och kee Sënn. Ech mengen, et geet jo drëms, datt mer kucken, datt deen Austausch, deen do stattfënt, gutt ass, d'autant plus, wou eeben op deem Deel a Frankräich immens vill Wunnengen entstinn a warscheinlech all déi, déi dohinner wunne kommen, nach alleguerten déi aner Säit wäerte schaffen. Dat heescht, duerfir muss mer do optimal Verbindunge kréien.

Den Tram rapide. Bon, den Här Keup huet gemengt, dat wär net séier, 13 Joer, fir dat alles ze bauen. Ech weess et net, mee dat ass awer pas mal, wat mer do maachen. Wa mer dat hikeréien an den 13 Joer, da sinn ech déck zefridden. Well Dir musst awer gesinn: Dat Stéck elo zwëscht Leideleng an ..., also tëscht der Cloche d'Or an, loosse mer soen, Féiz, dat geet relativ einfach, well mer do laanscht d'Autobunn fueren, do net vill Urbanismus hunn. Mee soubal mer natierlech an de Raum Esch-Monneresch-Schëffleng kommen, also bis op de Belval, da komme mer erëm a bebautent Gebitt. Dann hu mer all déi Schwierigkeeten, déi mer och an der Stad hate beim Tracé, dat heescht, do geet de Bau natierlech bei Wäitem net esou séier weider wéi wa mer ausserhalb vu bebautem Gebitt sinn.

Mee wéi gesot, mir sinn awer déck um Schaffen. Déi Etüde lafen. Eng Rei Projete wäerten och nach an dëser Legislaturperiod deposéiert ginn, zwar net direkt

am Zesammenhang mat Esch, mee déi awer och d'Viraussetzung sinn, datt dat herno fonctionéiert mam Austausch mat Esch.

Da wäert och den Zuch nach vill verbessert ginn. Et komme jo Arrête bäi. Zu Schëffleng kënnt nach een. Bei d'Gare Esch kënnt nach warscheinlech een Arrêt bäi. An Dir hutt herno och de Virdeel, wann Der dann op de Belval wëllt fueren, wa mer bis fäerdeg si mat der Gare Lëtzebuerg – wat jo ganz eminent ass, déi Quae si gebaut –, datt mer Duerchgangszich kënne maachen. Dir kritt herno Verbindunge vun Ettelbréck, vun Dikrech riichtduerch op de Belval. Dat heescht, do wäerten natierlech riseg Zäitgewënner kommen, wann dann den Zoubrenger gutt ass, och vum Éislek erof op deen neie Pôle d'échange, dee mer jo zu Ierpeldeng bauen, dee Park&Ride, deen dohinner kënnt.

Also alles dat sinn Elementer, déi gehéieren dozou, datt ee mam effentlechen Transport och vu méi wäit ewech kann da vill méi rapid zum Beispill op d'Uni kommen, wéi dat haut de Fall ass. Mee dat muss natierlech alles gebaut ginn. Dat ass nach net do. Mee et steet awer alles am PNM dran, datt dat bis 2035 soll fäerdeg sinn. A wéi gesot wäerten déi duerchgebonden Zich maachen, datt d'Verbindunge vill besser gi wéi haut.

Da muss een och dat Ganzt am Zesummepill gesinn. De Bus à haut niveau de service, also de Couloir à haut niveau de service bus, déi Elementer muss ee gesi mam Zuchausbau, mam schnellen Tram, mat de Vëlospisten, mat de Park&Riden, déi jo all gebaut ginn. An et dierf ee sech, wann ee sech dann iwwer Park&Riden, iwwer Parkplazen ënnerhält, elo net nëmmen déi um Site selwer virstellen, mee et muss een och all déi matarechnen, déi ee kann notzen a vu wou een dann awer eng schnell Verbindung op de Site huet.

Um Site selwer, do gött et haut 13.000 Parkplazen, an dat sinn der net wéineg. A mir muss wëssen, datt de Parkraummanagement ... Wa mer gären hätten, datt de Site leeft, datt mer méiglechst vill Liewen um Site kréien, wéi jiddweree sech dat hei wënscht, da muss mer kucken, datt mer méiglechst wéineg individuelle motoriséierte Verkéier um Site selwer hunn, respektiv sinn dann natierlech déi 13.000 Parkplazen der scho relativ vill. Et ginn der och nach gebaut, deen een oder anere Parking, dat ass ganz sécher. Mee den Haaptobjektiv muss sinn, dee Modalsplit, dee mer hunn ..., mindestens ee vu 60/40 ze errechen. Do si mer nach wäit ewech dervun.

Ech hunn hei d'Zuelen. Dat sinn zwar elo d'Zuele vun 2017, déi entre-temps vläicht e bësse verbessert sinn, well mer entre-temps jo och schon eng Rei Saache gemaach hunn, mee wann Der bedenkt: Dir hat pro Dag 35.000 Beweegungen um Site. Dovu si 7 % ze Fouss oder mam Vëlo gemaach ginn an 23 % mam effentlechen Transport. Also do si mer nach wäit ewech vun deene 60/40, déi am Fong ursprénglech geplangt waren. An ech mengen, wéi gesot, do misst een do-robber erausgoen. Mee dorunner gött geschafft.

De PNM gött e ganze Koup Äntwerten – wann een déi am Zesammenhang kuckt –, wéi dat alles ze gesinn ass, fir datt dat awer realistesch méiglech ass. An ech kann nëmmen all deene Recht ginn, déi soen: „Jo, mir hunn de Feeler gemaach, joerzengtelaang, datt mer ze vill“, ech wëll net soen „autolaaschteg“ geplangt hunn, mee einfach „op ee Verkéiersmëttel ausgeriicht geplangt hunn.“ A virun allem hu mer oft esou geplangt, datt mer fir d'éischt entwéckelt hunn an dann eréischt herno festgestallt hunn, wat d'Problemer bei der Mobilitéit sinn. An dat muss jo onbedéngt aneschtens ginn. Dat ass jo och den Haaptobjektiv vum PNM 2035.

Dann ass och ganz sécher nach Carsharingpotenzial op dem Site. De Flex gëtt jo ausgebaut. D'CFL hu jo déi Gesellschaft esou ëmgestalt, datt se sech net méi ausschliesslech op d'Garé konzentréiert, mee e Service wëllt ubidden am ganze Land. An do muss natierlech de Site hei och eng gréisser Roll spillen an der Zukunft.

Dann nach vläicht zwee Sätz zum Schluss – well meng Kollege soss keng Riedezäit méi hunn – iwwert déi Fro vun der Energie an de Gebaier. Ech mengen, mir hunn – et ass jo erwänt ginn – eng Rei Gebaier mat Solarenergie ekipéiert. D'Standarden, wéi mer déi nei Gebaier do wäerte bauen oder och gebaut hunn, sinn ëmmer ganz héich geschrauft, wat d'Energieeffizienz ubelaangt. An datt dat esou ass, dat hu mer och 2018 unerkannt kritt, well mir kruten 2018 en internationale Präis fir beispillhaft ze si par rapport zu den Efforten en matière de réduction de consommation d'énergie. An do gëtt et en anere Concours, deen heescht Cube 2020, do hu mer och elo matgemaach, well mer natierlech frou waren, datt mer scho bei deem éischten ausgewielt gi si wéinst där Aart a Weis, wéi mer virginn, soudatt ech mengen, datt mer do op engem gudde Wee sinn. Natierlech ass och nach net alles fäerdeg.

Mee wann Der zum Beispill awer bei der Rockhal kuckt, déi Iddi, déi lescht fënnef Joer hu mer dat gemaach: Do ginn haut 50 % vun der Consumatioun vum Stroum vun der Rockhal vun der Rockhal selwer produzéiert. An dat ass enorm! Well d'Rockhal, do brauch et vill Jus, kënn Der Iech virstellen, mat deenen Anlagen. Mee do gesäit een einfach, wat fir e Potenzial do ass, wann een dat gutt upeekt; niewent dem Fait, datt natierlech dat Gebai och gutt isoléiert ass. Also, wéi gesot, do si mer um gudde Wee. An dat kréie mer jo och bestätegt duerch déi Präisser, déi mer international kritt hunn.

Voilà! Domadder géif ech nach eng Kéier Merci soen. Ech géif dann dem Claude Turmes an dann duerno dem Claude Meisch d'Wuert ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här François Bausch. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den zoustännege Minister fir den Aménagement du territoire, den Här Claude Turmes.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Villmools merci, Här President, a léif Kollegen, merci der Madamm Ahmedova fir déi Interpellatioun. Ech mengen, elo an der Kontinuitéit vun deem, wat de François Bausch gesot huet, deen eebe fir den Deel vum Fonds Belval zoustänneg ass, an natierlech och den Transportminister ass: Agora ass eng Mixstruktur, déi jo gemaach ginn ass, well déi Terrainen hu gréisstendeels ArcelorMittal gehéiert an dunn ass deemools eng Société mixte gemaach ginn, déi eebe 50 % ArcelorMittal ass a 50 % Staat. An de Landesplanungsministère ass eigentlech de Ministère, deen och d'Presidence stellt an der Agora.

Duerfir, de François Bausch huet am Ufank eppes gesot, wat fir eist Land, mengen ech, immens, immens wichtig ass: Mir sinn extreem dynamesch! Ech mengen, mir sollen och houfreg dorobber sinn. Mee mir verbrauchen ze vill Buedem. An duerfir musse mer déi nächst Joren nach méi konsequent an déi Richtung goen, déi mer eigentlech sengerzäit um Belval ageschloen hunn, dat heescht, scho benotzten Terrain notzen an net ëmmer erëm neit Gréngland. Dat ass iwwerregens och wichtig fir d'Landwirtschaft. An ech mengen, dat ass eppes, wat mer hei maachen an och an anere Projeten.

Fir um Belval ze bleiwen, de François Bausch huet schon dervunner geschwat, mir maachen elo zwëschen Agora, dem Fonds Belval, der Suessemer

Gemeng an der Escher Gemeng en neit Verkéierskonzept, dat einfach kuckt: Wéi war dat am Ursprung geduecht? Wou wëlle mer elo hin? An ech mengen, d'Iddi ass ganz kloer, dass do méi gemaach gëtt fir de Vélo. An de Verkéier gëtt warscheinlech dann e bëssen aneschters do strukturéiert, haaptsächlech op deem Boulevard. Dat erlaabt eis et och, dass mer méi öffentlech Plaze kréien. An ech mengen, dat anert ass: Wann een dat haut nach eng Kéier géif plangen, géife warscheinlech méi Beem dohinner kommen. An do musse mer da kucken, wat do am Nachhinein nach méiglech ass.

Gutt, dee Projet leeft. Dat heescht, et sinn zwee Bureau-d'étuden amgaangen, a mir profitéieren och notament vun engem Büro, dee matgemaach hat bei „Luxembourg in transition“, fir eeben och, loosse mer soen, méi a Richtung ze goe vu Quartieren, déi méi autoaarm sinn.

D'Solarenergie huet de François Bausch erwänt. Do si mer och elo um Deel Belval-Sud, dee méi op der Suessemer Säit ass, matgangaang ze kucken, fir do am Solar – an eeben och, a mat de Leit zesammen, déi do an déi nei Haiser kommen – e Vorzeigeprojet ze maachen.

Abordabele Wunnraum. Also, ech mengen, wann dee Quartier haut nach eng Kéier géif geplangt ginn, da géif een dat aneschters maachen. Mee erënnert Iech drun: Belval war net geplangt als e Wunnquartier. Belval war geplangt als e Pendant vun der Stad Lëtzebuerg, fir Aarbechtsplazen ze kreéieren. An duerfir, dat ganzt Ëmfeld war ni geduecht, fir dass dat sollt e Quartier ginn, wou elo besonnesch vill Wunnengen oder Sozialwunnenge sollten entstoen. Gutt. Elo am Nachhinein mécht zum Beispill Agora mat eeben der Gemeng Suessem op deem Deel och méi fir den abordabele Wunnraum.

An dann eng lescht Saach, an dat ass, mengen ech, e rekurrente Problem an esou neie Projeten, wann s de zwee, dräi Acteuren hues, dass dann ëmmer d'Fro ass: Wien ass dann eigentlech de Citymanager oder de Quartiersmanager vun deem Deel? An do si mer och amgaangen ze iwwerleeën, ob een net misst eng Form fanne wéi deelweis zu München. Do gëtt et en neie Quartier, do hu se extra en Intranet, fir d'Leit, och all déi, déi dohinner an dee Quartier kommen, méi anzebannen. A mir sinn och amgaangen, an déi Richtung ze iwwerleeën, wéi mer do kënnen eng Struktur fannen.

An da wëlle mer natierlech léieren. An dee Quartier, dee mer elo als Nächstes entaméieren, dat ass d'Metzschmelz, deen huet elo d'lescht Woch deen neien Numm kritt. Dat gëtt wierklech, mengen ech, eng nächst Generatioun vun esou Quartieren. Do gëtt och elo e participative Prozess gemaach, fir dass d'Bierger vun Ufank un agebonne sinn. An d'nächst Joer wäerten eng Rei Workshope lafen, fir dat eeben elo alles méi konkret ze plangen.

De François Bausch huet och a senger Planung elo dat fäerdegbruecht, wat Holland scho laang mécht, mee wat mer hei ni gemaach hunn, wat mer och op der Cloche d'Or net fäerdegbruecht haten, dat heescht, dass den öffentlechen Transport do ass, ier d'Leit kommen. Dat heescht, de schnellen Tram ass do, wann d'Leit op d'Metzschmelz kommen. De schnelle Bus ass do. Et ass eng nei Gare do. Et ass eng Vélospist do. Dat heescht, mir sinn do, mengen ech, och ganz aneschters ënnermer bei deem neie Quartier, wéi mer dat eigentlech bis elo gemaach hunn.

An dann den Denkmalschutz, ech mengen, do hu mer och scho vun Ufank u probéiert, e Maximum vu Gebaier ze erhalen, och d'Struktur. Do ass jo wierklech nach esou eng ganz Mauer, déi do um Terrain ass. Et

ass wichtig, dass déi erhalte bleibt, souwäit wéi dat méiglech ass.

A mir sinn elo amgaangen, an dat wäerte mer och iwwert deen nächste Wanter maachen, ze kucken: Wéi notze mer déi Gebaier, an notament och déi ganz grouss Halen, wou fréier jo de Laminoir war. Et muss een och kucken, do kann een och elo an Zwëschenzäit eppes maachen, ier déi vläicht no 2033 – 2035 éischter – bebaut ginn.

An op d'Metzschmelz komme minimum 30 % abordabele Wunnraum. Dat heescht, do, wou mer konnten an déi Richtung goen, maache mer dat natierlech och. An dat ass fir Lëtzebuerg wichtig.

Nach e lescht Wuert zum Grenzwärschreidenden. Et ass esou, dass mer effektiv un där IBA amgaange sinn ze schaffen, der Internationaler Bauausstellung, mat eeben der Iddi, dass mer probéieren, e Konzept ze maache fir d'Terres Rouges. Do wäerte mer och elo am Hierscht méi no komme bei d'Decisiounen. Mir hu jo och dee GECT, also déi Zesummenaarbecht vu véier Lëtzebuerger Gemengen an dann der Communauté de Communes op der franséischer Säit. Dat leeft super gutt. A mir kréien am neien Interreg Groussregioun och méi Geld, fir déi Zesummenaarbecht nach op en aneren Niveau ze bréngen.

Ech mengen, mir probéieren, aus deene wéinege Feeler, déi um Belval waren ... Well et muss ee bedenken: Also e Quartier aus där Zäit! International ass dee Quartier éischer positiv gerant, och well en d'Historie vun där Plaz mat eriwwegeholl huet. An natierlech wäerte mer elo um Site probéieren, nach Verbesserungen ze maachen, a mir wäerte fir déi nächst Quartieren da probéieren, nach méi perfekt ze sinn, wéi mer elo hei scho waren.

An da ginn ech d'Wuert weider.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister fir Raumplanung. An dann ass et elo um Här Héichschoulminister a Fuerschungminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, nach ganz kuerz a complementaire zu deem, wat de François Bausch an de Claude Turmes scho prezisiéiert hunn.

Jo, effektiv – a vun deem engen oder anere Virriedner ass et ennerstrach ginn – sollen d'Fuerschung an d'Héichschoulwiesen um Belval en zentraalt Element sinn, och Catalyseur sinn, fir nei Entwécklungen unzedreiwen, an dat sécherlech net nëmme fir de Belval, mee eigentlech fir dee ganze Süden. Déi ganz Regioun soll domadder mat dynamiséiert ginn. An dat ass eppes, wat een ëmmer nees gesinn huet, och an anere Stied am Ausland, wou an deene leschte Joerzénge Universitëten opgaange sinn, sech implantiéiert hunn, datt dat e ganz groussen Impakt op déi ganz Regioun hat.

Eis Universitëit ass nach jonk an awer trotzdem huet se haut eppes opweises. Net nëmme, wat d'Fuerschungsergebnisser ubelaangt, net nëmme, wat d'Studientenzuelen ubelaangt, mee awer och, wat hir Präsenz mëttlerweile um Belval ubelaangt:

Wa mer dee ganzen Ekosystem vun der Héichschoul a vun der Fuerschung kucken, da sinn dat haut um Belval ronn 2.000 Salariéen, et si 4.500 Studentinnen a Studenten. Dat ass dann d'Uni.lu, et ass de LIST, et ass de LISER, et ass den FNR et ass LXI (ndlr: Luxembourg Innovation), et ass d'Restena. Déi sinn haut schon do present, déi hunn Entwécklungspotenzial a striewen och ganz konkret Entwécklungen un: fir zum Beispill a fënnef Joer, also 2027, nach eng Kéier 800 Salariéer méi ze hunn an dann op 2.800 ze sinn an awer och

nach eng Kéier 800 Studentinnen a Studente méi kënnen ze zielen, a fir op den Horizont vun zéng Joer, also bis 2032 gekuckt, nach eemol, par rapport zu haut, 2.000 Salariéé méi ze hunn, also Chercheuren, Professerer an och anert Personal vun der Uni.lu a vun de Fuerschungszentren, mee fir awer och nach eng Kéier 2.000 Studentinnen a Studente méi um Site Belval kënnen ze accueilléieren. Dat sinn d'Perspektiven. An ech denken, datt dat sécherlech dann och nach eng Kéier ganz staark op d'Gesamtentwécklung vun der Südregioun wäert awierken.

Jo, an de Fränz Bausch huet och schonn drop geäntwert: Bei deenen Investitiounen, déi hei ganz konkreet geplangt sinn, geet et jo net nëmme drëm, datt mer elo hei d'Zil hunn, fir méi Chercheuren, méi Professere respektiv méi Studentinnen a Studenten op de Belval unzezéien, mee dat heescht allkéiers ganz konkreet, och nei Raimlechkeeten ze plangen an dobäi och nei Wunnengen ze plangen. Déi sinn zum Deel och hei matageplangt, mee zum Deel sinn déi sécherlech net nëmme alleguerten um Site. An dat, wat mer haut hunn – well mir hunn eng ronn 500 Wunnengen, déi um Site haut sinn, et sinn awer an der ganzer Südregioun schonn 800 Studentewunnengen disponibel –, do wär et flott a sécherlech interessant, wa mer gären hätten, datt de Belval en Impakt op dee ganze Süden huet, datt do d'Gemenge ronderëm nach eng Kéier géife weider Efforte maachen, mat de staatlechen Instanzen zesummen, fir ze kucken, fir do eppes zur Verfügung ze stellen.

Vlächte complémentaire dozou, Här President, wann Der erlaabt, och nach kuerz zur Presenz vun aneren Aktivitéite vu mengem Ministère, déi sech ganz staark um Belval elo implantéiert hunn an developéiert hunn iwwert déi lescht Joren an déi och als Element eng Roll kënnen spillen, wann et drëms geet, d'Gebélishal nei ze beliewen an hir eng nei Zukunft ze bidden – dat si virun allem Aktivitéite ronderëm d'Erwuessenebildung:

Den CNFPC vun Esch huet méttlerweil och eng Presenz um Belval fir ronn 220 Apprenanten, déi do present sinn.

Mir hu viru kuerzem den Digital Learning Hub opgemaach, wat eng Plattform ass, wou Acteure kënnen dropkommen, fir Formatiounen an digitale Beräich ze maachen, fir Erwuessener wuelverstanen, eppes, wat jo net nëmme op groussen Interessi stéisst bei de Leit a se och zefriddestellt, mee awer och eng grouss Noutwendegkeet ass fir dee ganzen IT-Secteur hei zu Lëtzebuerg.

Den IFEN, den Institut de formation de l'éducation nationale, ass present um Belval fir e gudden Deel vun den Enseignanten aus dem Süden, fir datt een net muss bis op Walfer fuere fir eng Formation continue, mee datt een dat am Süde ka maachen, mat ëmmerhi 7.700 Inscriptiounen fir eenzel Formatiounen vun Enseignanten um Belval am éischte Semester vum laufende Schouljoer. Dat weist, wat fir eng Dynamik och doduerjer op dem Belval amgang ass eranzekommen.

Den INL, den Institut national des langues, ass méttlerweil och present mat enger staarker Antenn um Belval, déi och weider amgangen ass ze wuessen. Do hu mer elo 2.300 Inscriptiounen um INL Belval gehat fir dat laufend Schouljoer. Ronn 190 Formatiounen, also Coursen, goufen ugebueden, mat enger staarker Tendenz weider no uewen an deene leschte Joren. Dat kënn also do nach derbäi.

Déi Froen, déi hei nach konkreet vun der Madamm Hansen u mech geriicht goufen – ob d'Chamber sech elo eens gëtt, ob dat elo heihinner gehéiert oder net –, hat ech zum Deel beäntwert mat der Äntwert

op eng Question parlementaire, och un d'Madamm Hansen, den 1. März, mengen ech, vun dësem Joer, wat d'Formatiounen vun de Gesondheetsberuffer ubelaangt.

Ech kann et awer ganz gären nach eng Kéier rapel'éieren, nämlech, datt fir dat akadeemescht Joer 2023/2024 déi spezialiséiert Infirmièresformatiounen vun der Uni.lu sollen iwwerholl ginn, datt fir dat akadeemescht Joer drop, 2024/2025, dann och den Infirmier en soins normaux soll ugebueden gi mat engem Bachelorniveau um Belval, datt mer jo awer d'lescht Joer ugefaangen hunn, déi éischt Kohort unzefänke fir d'Medezinnerausbildung am Bachelor. Dir kennt déi Accorden, déi do bestanen hunn, datt mer fir d'alleréischte eng Kohort wéilten duerchlafte loossen, dann eng Evaluatioun vun deem Studiegang maachen an dann eis wëllen expriméieren, ob et dann och zu engem Master an der Medezinn kënn oder net. Ech denken, datt mer dee brauchen. Mee ech denken awer gradesou, datt mer musse kënnen garantéieren, datt et eng gutt Qualitéit vu Formatioun ass, soss hu mer nämlech ënnert dem Stréch herno näischt geschafft.

An déi Virstellungen, déi mer als Regierung hunn an déi mer mat der Uni.lu momentan diskutéieren, wat d'Schoulmeeschter- an d'Léierinnenausbildung fir de Fondamental ubelaangt, déi hunn ech hei d'lescht Joer schonn eng Kéier am Detail developéiert. A wa se da sprochräif sinn, kommen ech ganz gären heihinner zrëck, fir se dann och nach eng Kéier konkreet a Form vun enger Konventioun mat der Uni.lu kënnen ze presentéieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Héichschoulminister Claude Meisch. Parole après ministre fir d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Nee, loosst si vlächte vir, well ech denken, mir musse ...

M. Fernand Etgen, Président | Da kritt fir d'éischt Parole après ministre d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wollt just nach nofroen, wivill méi Studenten nach opgeholl gi fir d'Enseignantsausbildung d'nächst Joer.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | Déi Konventioun, déi mer momentan diskutéieren, betrëfft jo net d'nächst Joer, well et ass sécherlech net méiglech, elo dramatesch méi Studentinnen a Studenten an de Studiegang opzehuele vun engem Joer op dat anert. Mir zwee, Madamm Hansen, misste wëssen, datt dat net geet, esou schnell.

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Nee, dat hunn ech net gesot, datt dat esou schnell geet. Dir wësst, datt do och Rekrutementer musse gemaach ginn. Et kann een net einfach d'Zuel vu Studenten an engem Studiegang verduebelen an d'Qualitéit héich halen. Da brauch een och ongeféier dat Duebelt u professionellem Personal, u Professerer an aneren Assistenten op der Uni.lu.

Dat wäert Géigestand si vun enger Konventioun, vun där ech grad gesot hunn, datt, wa se ënnerschriwwen ass, da kommen ech heihinner se virstellen!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Meisch. Da wier et un der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech wollt just ganz kuerz awer e puer Saache richtegstellen. Den

Här Minister Turmes huet gesot, de Quartier Belval wier ni geduecht gewiescht als Wunnquartier, e wier geduecht gewiescht als Pendant zu der Stad Lëtzebuerg. Dat ass awer net ganz richtig. Ech mengen, ech war deemools scho bei all deene Virstellungen derbäi. An d'Madamm Simone Asselborn-Bintz wénkt mam Kapp. Also do ware Wunnquartieren derbäi, virun allem Suessem, Belval-Sud, wou d'ARBED deemools den Terrain fir en Apel an e Stéck Brout kritt huet vun de Baueren an deen haut deier verkaaft gëtt. Dat war ëmmer geplangt als Wunnquartier. An et ass schued, datt den Här Wolter net hei ass, well dee kéint dat bestätegen. Deemools schonn an deene Versammlungen hunn ech gesot: „Ier deen éischte Bierger hei eraplënnert, muss den éffentlechen Transport funktionéieren an och d'Mobilitéé douce!“ Dat ass net gemaach ginn. Dat ass schued.

Mir hoffe wierklech, datt bei den nächste Quartieren, déi elo gebaut ginn, et net esou katastrophal leeft wéi op dësem Quartier, well do funktionéiert et haut nach ëmmer net.

A wat awer immens schued ass, dat fanne mir mol, dat ass, datt, wann eng Eisenbahnstreck enzwousch ass, een déi zoomécht, fir dann e Bus lafen ze doen. Et ass einfach schued, et ass einfach eng Attitud vun eis, datt mir soen: „Do, wou Eisenbunne fueren, soll een déi och halen.“ Déi stinn nämlech ni am Stau. E Bus steet am Stau, nach ëmmer, permanent!

Et ass Iech héich unzerechnen, Här Minister, datt Der sot, datt Der elo einfach alles drusetzt, fir datt d'Ubannung besser ginn, an datt et och nach e bëssen dauert, well eeben déi ganz Garé-Geschichten, alles dat nach dauert. Mee Dir hutt och virdrun an enger Äntwert gesot, et kéint een zum Beispill op Busser zrëckgräifen, déi géifen hin- an hierpilgeren, wa se autonom fueren. Ech hu mer just d'Fro gestallt, firwat déi da musse autonom fueren. Dat kéint een och haut scho maachen, mat kleng Busser, mat Leit, déi net musse de Busführerschäin hunn, wou ee vlächte kéint Leit reaktivéieren, déi ee vlächte kéint beschäftegen, respektiv net beschäftegt, mee déi een an eng Mesure kéint setzen. Dat kéint een awer haut scho maachen, wann ee gesäit, datt an den RGTR-Gemenge Lacunne sinn. Well et ass richtig, wat Dir gesot hutt: Et geet jo net, fir déi auszedënne! Dat ass ganz richtig, wat Dir gesot hutt. Mee et kéint een awer wierklech punktuell kucken, wat een do brauch. An dat ass einfach eppes, wat mir schued fannen.

Da fannen ech ... Dir hutt gesot, et misst een ëmmer déi gréisst Uertschaft virhuelen, wann een de Belval nennt. Um Belval ass Suessem och déi gréisst Gemeng. Da misst et Suessem-Belval sinn an net Esch-Belval, wéi ëmmer gesot gëtt. Dat als kleng Witz just niewebäi.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert un den Här Vizepremier François Bausch.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Just zu Är Remark mat der Streck Oth-Esch. Also, ech mengen, wann Der d'ckuck, wat am PNM steet, da steet do geschriwwen, datt mer jo wëlle Leit beweegen, Mënsche beweegen. D'Madamm Ahmeodva huet et och gesot an hirer Ried. A Mënsche beweegen ass d'Prioritéit, net Gefierer beweegen. Gefierer beweegen, dat ass onofhängeg, ob et en Zuch ass, ob et e Bus ass oder en Auto. Mir kucken op där Streck, wou mer sinn: Wat ass do d'Demande u Mobilitéé? A wat ass dann dat effikasst Mëttel, fir där Demande gerecht ze ginn?

Éischtens emol wëll ech Iech soen: Dee Bus, dee fiert op engem eegenen Tronçon. Deen huet eng eege

Streck, dee fiert net am Verkéier mat. Zweetens ass et esou, datt natierlech dat just Esch-Oth ass. En plus, déi Gare, dat läit alles net immens gutt. Fir op Esch, dat ass jo nëmmen e klengen Deel, an déi hunn en Anzuchsgebitt, dat esou grouss ass. Dat heescht, déi Leit, déi mussen alleguerten iergendwéi dohinner kommen an ëmklammen, fir op eng Streck ze kommen, déi en plus net schrecklech effikass ass.

Duerfir mécht et méi Sënn, datt mer da Busse mat enger héijer Qualitéit op deem Tronçon, wou haut den Zuch fiert, hunn, déi dann also op enger eegener Streck fueren, awer och kënnen erausfueren an d'Regioun an do d'Leit siche goen. Dat heescht, d'Leit hu vill méi direkt Verbindunge wéi haut, fir op Esch-Uelzecht ze kommen, an dann notze se et och méi.

Haut ass déi Streck mega schlecht genotzt! Et fueren 300 Passagéier den Dag dohinner. Et bedreift een net esou en deiert – ob dat elo en Zuch ass oder en Tram ass –, an der Exploitatioun esou deiert Verkéiersmëttel, fir 300 Leit ze transportéieren. An dat ass, well et, sou wéi et haut fiert, net attraktiv ass. An do ass eng detailléiert Etüd gemaach gi mat auslännesche Büroen. Et ass net, well ech onbedéngt déi Streck wëll ofschafen. Also, ech wëll net onbedéngt mordicus iwwerall Eisebunnsstrecke bauen, ech wëll der vill do bauen, wou et Sënn mécht. Ech wëll och net mordicus se ofbauen. Mee mir sollen iwwerall kucken: Wat ass dat adequaatst ëffentlech Verkéiersmëttel, wat mer dohinner kënnen kréien?

Dat ass eeben hei esou e System, dee mer och elo rezentereis virgestallt hunn. Et kënn derbäi, datt jo och d'Rout Léns hei matspillt: Da kréie mer eng besser urbanistesche Entwécklung am Quartier Rout Léns. De Moment ass dee Quartier getrennt duerch eng Eisebunnsstreck, wat och net immens attraktiv ass. Also alles dat spillt eng Roll mat hei, firwat mer déi Decisioun esou geholl hunn.

An zu dem autonome Fuere wëll ech Iech just soen: De Problem mam autonome Fueren ass net eleng, datt kee Chauffeur méi drasézt, mee et ass jo och – also dat muss jo d'Zil sinn –, datt Der herno eng Programmatioun kënn maachen op esou engem Gefier, datt dat relativ flexibel ronderëmfiert. Dat ass haut natierlech nach net méiglech. Dat ass och haut verbueden, well do gëtt et eng Wiener Konventioun, do si Levele virgesinn, dat geet vun 1 bis 5. Mir sinn elo eréischt beim autonome Fuere bei deenen Autoen, déi Der kennt, wou Der hallefautomatesch kënn fueren, beim Level 3. Mir kommen elo lues an de 4. A fir de 5 muss nach d'Wiener Konventioun eng Kéier geännert ginn, well do muss mer ganz aner eethesche an deontologesche Konditiounen festleeën.

Mee wa mer dat eng Kéier bis hunn – an dat kënn, dat kënn menger Aschätzung no, sou wéi ech de Marché de Moment gesinn, zwëschent 2030 an 2035 –, da muss mer bis dohinner déi Reegele geännert hunn. Da kritt Der natierlech duerch d'Digitaliséierung, déi Der hutt an deem ganzen Transport, nach ganz aner Méiglechkeete wéi haut, fir vill méi effikass ze fueren. Et ass net, well mer d'Chauffere wëllen aspueren! Dat ass och eng Fro dovun, wéi mer et wëllen organiséieren. De Moment ass dat méi schwierig.

Wann dat, wéi gesot, anescht wär ... Et ass op der ganzer Welt, wéi ech och virdru gesot hunn, scho vill experimentéiert ginn domadder. Mir hunn och scho selwer verschidden Experimenten gemaach, mee bis elo ass nach näischt Concluantes gewiescht, wat effikass genuch wär.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

7. 7925 – Projet de loi relative au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëttlen, zum Projet de loi 7925 iwwert d'Bäihëllef fir Betriber, déi a Borne fir Elektroautoen investéieren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Jessie Thill.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Mme Jessie Thill (déi gréng), rapportrice | Här Präsident, Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi 7925 sollen dräi Finanzhëllef fir Entreprises, déi zu Lëtzebuerg a Luedinfrastrukture fir elektresch Autoen investéieren, agefouert ginn. Op dës Aart a Weis wëll d'Regierung den Opbau vun de Bornen zu Lëtzebuerg weider féerden an nieft de finanziellen Hëllef fir Privatpersounen och d'Betriber encouragéieren, Elektrobornen ze installéieren an esou d'Transitioun a Richtung nohalteg Mobilitéit acceleéieren.

Den Transportsecteur spillt bei der Dekarboniséierung vun der Lëtzebuurger Gesellschaft a Wirtschaft eng besonnesch Roll, well e fir 60 % vun den Treibhausgasemissiounen zu Lëtzebuerg responsabel ass an eng signifikant Source vu Luftverschmutzung ass. E groussen Deel vun den CO₂-Emissiounen kann duerch d'Fërdere vun der Elektromobilitéit erfesat ginn, engem Schlüsselfacteur am Kampf géint déi global Aerderwärmung an der Erreechung vun den europäeschen Ziler vum Fit for 55-Pak.

Dëse gesäit vir, datt d'Treibhausgasemissiounen ëm 55 % bis zum Joer 2035, am Verglach zu den Emissiounen vun 1990, erfesat ginn, souwéi d'Reduktioun vun 90 % vun den Emissiounen vum Transportsecteur bis 2050.

Och den nationale Klima- an Energieplang fir d'Period 2021-2030 gesäit vir, d'Treibhausgasemissiounen ëm 55 % par rapport zu 2005 ze reduzéieren an en Undeel vun 49 % vun den immatrikuléierten Elektroautoen bis 2030 ze erreechen.

Dës Entwécklung hin zu enger Dekarboniséierung vum Verkéier hei zu Lëtzebuerg brauch natierlech och e beschleunegten Ausbau vu Luedstatiounen fir Elektroautoen. 2012 goufen d'Netzbedreier domadder beoptraagt, eng ëffentlech Autoluedinfrastruktur, Chargy a SuperChargy, opzebauen. Säit 2017 sinn dës operationell an ëmfaassen aktuell iwwer 1.000 Luedstatiounen, woumat Lëtzebuerg den zweetdichtste Bornereiseu an der EU huet.

Zum Chargy-Reseau zielen och eng Rei Luedstatiounen, déi vun Drëtten finanziert goufen an ënnert dem Numm „ChargyOK“ bekannt sinn.

Nieft den ëffentlech zougängleche Bornen huet d'Regierung 2020, nieft der besteeënder finanzieller Ënnerstëtzung fir Elektroautoen, och e Subsid fir Borne fir d'Privatleit agefouert, dee bis haut e grouse Succès am Kader vum Klimabonus kennt.

Vu Januar bis Abrëll 2022 war ee vu véier verkaafte Autoen en Elektroauto. A mat der rezenten Annonce, fir no 2035 keng nei Verbrennermotoren zuzeloosen, muss mer eis Efforte weider verstärken an déi aktuell Luedinfrastruktur ausbauen.

Fir déi besteeënd Dispositiven ze completéieren, gëtt elo mat dësem Projet de loi en neien Aideregim fir

Entreprises hei zu Lëtzebuerg agefouert. Dës dräi geziilt nei Aidë vum Energie- an Ekonomiesministère sollen den Investissement vun den Entreprises an ëffentlech, semi-ëffentlech a privat Luedinfrastrukturen incitéieren an dynamiséieren, mam Zil, d'Luedcapacitéit zu Lëtzebuerg ze beschleunegen an ze erhéien.

Betraff vum Subsid sinn nei geschafte Luedinfrastrukturen, awer och besteeënd Infrastrukturen am Fall vun enger Erhéijung vun der Luedcapacitéit. Vun dësen Aidë kënnen nëmmen Entreprisë profitéieren, déi eng wirtschaftlech Tätigkeet ausüben an uerdnungsgeméis zu Lëtzebuerg etabléiert sinn. Och Firmen, déi op e Leasingvertrag zrëckgräifen, kënnen vun dëser Hëllef profitéieren, andeems de Subsidemontant an de Leasingvertrag afléist.

D'Zil vun der éischer Aide ass et, den Ausbau vun ëffentlechen a private Luedstatiounen vun enger gewëssener Envergure ze beschleunegen an esou d'Luedleschtung a ganz Lëtzebuerg däitlech ze verbesseren. Dës Féderung gëtt am Kader vun enger oder méi Ausschreiwung mat engem Maximalbudget vu 7 Milliounen Euro pro Ausschreiwung a jee no Verhältnis tëschent der kreierter Luedleschtung an dem ugefrote Montant vun der Aide verginn.

Bei Bedarf kënnen dës Ausschreiwungen op verschidde geografesch Gebidder oder bestëmmten Aarte vun Infrastrukture beschränkt ginn, wann de Marché net déi gewünscht territorial Vernetzung oder Aart vu Luedstatiounen bréngt, déi de Besoine vun elektrischer Luedung entsprécht. All Entreprise, onofhängeg vun hirer Gréisst, déi eng oder méi Luedstatiounen vun enger Luedcapacitéit vu mindestens 175 Kilowatt opriicht oder dës Capacitéit erweidert, kann un der Ausschreiwung deel huelen a bis zu 50 % vun de Käschte fir den Deploiment vun de Bornen erhalen, mee net méi wéi 40 % vum virgesinne Budget vun der ganzer Enveloppe vun der Ausschreiwung.

Fir vun dëser Aide ze profitéieren, mussen ëffentlech zougängleche Bornen ausserdeem bestëmmte Bedéngungen erfëllen, déi d'Disponibilitéit vum Notzer an hier Interoperabilitéit, och mam Netz vun den ëffentleche Luedstatiounen, sécherstellen.

Déi zweet Aide soll kleng a mëttelstänneg Entreprises derzou encouragéieren, an eng privat Luedinfrastruktur am Kader vun hirer wirtschaftlecher Aktivitéit respektiv fir hir Employéen ze investéieren. Dës Moosnam ergänzt déi éischt, andeems se d'Natur vum Projet an d'Gréisst vun der Entreprise berücksichtegt an eng einfach Prozedur fir d'Ufroe vun der Aide virgesäit.

Kleng a mëttel Entreprisë kënnen esou bis zu 40 % respektiv 50 % vun de Käschte fir d'Born selwer, jee no Gréisst vun der Entreprise an Intelligenz vun der Born, a bis zu 60 % fir de Raccordement un d'Netz subventionéiert kréien.

D'Bäihëllef si gedeckelt op bis zu 40.000 Euro fir d'Infrastruktur selwer an zousätzlech 60.000 Euro fir den Netzschluss. Dës Differenzéierung erméiglecht et, de verschiddenen Utschlossbedéngunge vun de verschiddene Standuerter Rechnung ze droen.

Déi drëtt Aide adresséiert sech un d'Netzbedreier an un d'Entreprises, déi ons ëffentlech Chargy- a SuperChargy-Bornen iwwerhuele wëllen. Eng europäesch Direktiv vun 2019 verbitt de Finanzement vum ëffentleche Reseau duerch Netzkäschten am Nidderspannungsreseu. Fir datt den ëffentleche Reseau och kompetitiv bleif par rapport zu den Alternativen, kënn dës Bäihëllef entweeder dem Netzbedreier oder den Entreprises, déi den ëffentleche Reseau am Kader vun der gesetzlech virgesinneten Ausschreiwung iwwerhuelen, zegutt.

Dës Aide beleeft sech op 70 % vum Cumul vum Reschtwärt vum der Infrastruktur wéi och den zukünftigen Investitiounen, déi noutwendeg sinn, fir d'Konditiounen vum Bedreier vum ëffentleche Borne ze erfëllen. Dëse Pourcentage ass dorop zrëckzeféieren, dass et vill Luedstatiounen an der nationaler Basisinfrastruktur gëtt, déi sech op wéineg frequentéierte Plaze befannen, an dass d'Kapitalkäschte säit 2016, dank den technologesche Progrësen, gesonk sinn.

Finanziell gesäit d'Regierung en Total vu 40 Milliounen Euro tëscht 2022 an 2025 fir déi dräi Mesuré vir, wat 10 Milliounen pro Joer entsprécht. 76 % vum dësem Budget wäerte vum der Facilité pour la reprise et la résilience, FRR, vum der EU-Kommissioun am Kader vum Plan pour la reprise et la résilience fir Lëtzebuerg iwwerholl ginn. An de Wirtschaftsministère gesäit ausserdeem vir, op d'mannst eng weider Persoun anzestelle fir den Aideregimm.

Zum Staatsrot sengem Avis: De Staatsrot hat keng Opposition formelle, just e puer Ännerungsvirschléi, deenen an Amendementer Rechnung gedroe gouf an déi am Avis complémentaire ugeholl goufen. Ënner anerem gouf et Remarque par rapport zu verschiddeenen Definitiounen ewéi och eng Rei legistesche Observatiounen.

Zu den Avisa vum de Chambres professionnelles: D'Chambre de Commerce begréisst de Projet de loi ewéi och eng einfach Prozedur, déi en place gesat gëtt, fir d'Aiden unzefroen. Si werft awer Froen op zur Intelligenz vum der Luedeinfrastruktur, zur Gréisst vum den Entreprises, déi eligibel si fir dës Aiden, an ob de Réseau et packe wäert.

D'Chambre des Métiers begréisst de Projet de loi oui weider Observatiounen.

D'Chambre des Salariés begréisst och de Projet de loi an incitéiert d'Regierung, fir sech weiderhin derfir anzesetzen, dass déi europäesch Luedeinfrastruktur och fir Lëtzebuurger Residenten accessibel ass an datt et méiglech soll ginn, direkt mat der Kaart ze bezuelen. Doriwwer eraus fuerdert si och, dass an den Agglomeratiounen méi Strukture kommen, fir dass d'Residenten eng Parkplaz mat Born hunn.

De Syvicol begréisst och dëse Projet de loi a freet, dass och d'Gemenge vum esou Aidë beim Développement vum Elektroborne profitéiere kënnen. Weider ënnersträicht en de wichtege Rôle vum de Gemengen am Développement vum ëffentleche Borne a formuléiert d'Demande no Documents-types, fir déi technesch a juristesche Froe fir d'Mise à disposition vu Gemengenterraine fir d'Installatioun vu Borne vu Privatentreprisen ze reegelen.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun bleift ze soen, dass dëse Projet de loi no sengem Depot de 6. Dezember 2021 an dem Avis vum Staatsrot den 10. Mee 2022, den 2. Juni an enger Jointe tëschent der Ëmwelt- an der Ekonomieskommissioun virgestallt an examinéiert gouf. An där selwechter Jointe goufen eng Rei Amendements parlementaires ugeholl an ech selwer zur Rapportrice ernannt. Den 1. Juli, nom complémentaires Avis vum Staatsrot den 28. Juni, gouf de Rapport erëm an enger Jointe ugeholl.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. An ech wollt och hei nach profitéieren, fir jidderengem e grouse Merci ze soe fir d'Aarbecht un dësem Projet de loi, a ginn och den Accord fir déi gréng Fraktioun.

Ech soen Tech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Jessie Thill.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf ageschriwwen. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll direkt dem Jessie Thill Merci soe fir deen exzellente a ganz komplette Rapport. Ech kann dann och nach méi séier sinn. Mee trotzdeem, ech hunn nëmme fënnf Minutten a muss mech awer fläissen.

An ech wëll och direkt soen, dass d'CSV-Fraktioun selbstverständlech d'accord ass mat dësem Projet de loi, deen, mengen ech, ee ganz wichtege Maillon ass an der Chaîne, déi mer fir d'Elektromobilität zu Lëtzebuerg brauchen.

An déi Zuelen, déi genannt gi sinn, dat si jo déi, déi mer müssen am Kapp behalen: Dass an deene leschte véier Méint 23 % a méi vum den Neimatrikulatiounen Elektroautoe waren. Meng Hypothees ass déi, dass elo pro Joer wäerten 10 % derbäikommen. Dat ass awer just eng Schätzung, déi ech mer esou „im stillen Kämmerlein“ maachen.

Et gëtt jo e puer Cas-de-figures, an deene mir alleguer wunnen. An deen einfachsten ass deen, wann ech doheem wunnen: Ech hu mäin Haus, ech hunn eng Garage, ech hunn eng Stellplaz, da kann ech bei mir doheem eng Wallbox installéieren, interessanterweis natierlech eng intelligent Wallbox. Déi Uschlossleeschtung, déi mir vum Netzbedreier a mäin Haus geliwwert gëtt, déi ass net flexibel no uewen erweiterbar, soudatt dann déi intelligent Wallbox tässelt an da seet: „Voilà, d'Haus huet Prioritéit.“ Huet d'Haus seng Prioritéit ausgenutzt, da bleift net vill iwwreg fir den Auto. An ëmgedréit: Wann de Stroumbedarf am Haus erofgeet, geet deen am Auto erop, soudatt ech moies, wann ech opstinn, kee Problem hunn, fir mäin Auto getankt ze hunn, an ech brauch mech do ëm näischt ze këmmen. Dat ass am Fong geholl den idealen an deen einfachste Cas de figure.

Deen zweete Cas de figure, an deem ganz vill Leit zu Lëtzebuerg wunnen – an do kënn eng Fro vu menger Säit dann un d'Leit vum der Regierung –, dat ass dee mat de Kopropriétéiten. A mir haten et och an der Kommissioun kuerz undiskutéiert. De Cas de figure ass awer deen, dass wann ech an enger Kopropriétéit wunnen, dann ass jo de Syndic vum de Kopropriétaire fir d'Gestioun zoustänneg. Mee och eng Kopropriétéit huet eng bestëmmt Uschlossleeschtung vum Netzbedreier an d'Haus geluecht kritt. An do kann ech dann natierlech fir mech, op menger Plaz, op menger Stellplaz an a menger Garage, wéi och ëmmer, eng Wallbox installéieren. Ech kréien och e Subsid. Och de Syndic kann dee fir mech ufroen. Alles dat ass ok. Ech kann och mat enger Majorité simple dat Recht dozou kréien.

Awer trotzdeem: „first come, first served“. Et wäert net duergoen, fir dass all déi Leit, déi an enger Kopropriétéit, am Bestand ... Ech schwätzen net vum Neibau, well do ass et gereegelt, do geet et, do gëtt et Traffoen an do gëtt alles einfach esou adaptéiert, wéi wann do jiddereen Elektromobilität géif bezéien, an all Stellplaz gëtt d'office ekipéiert. Dat ass garantiéiert, mee am Bestand ass dat net garantiéiert, soudass d'Capacitéit riskéiert, net duerzegoen.

An da spillt dat, wat elo gespilt huet bei de PMEen, an dat sinn déi Uschlossbestëmmungen, déi TABen, wéi se genannt ginn, déi „Technische Anschlussbestëmmungen“, deenen déi fënnf Stroumnetzbedreier am Land alleguerte solidaresch an zesummen ënnerleien. An ech zitëiere just ee Saz doraus, dee seet, wa meng Capacitéit net duergeet, Follgendes: „Dans tous les cas, que ce soit à l'intérieur d'une zone délimitée ou en dehors d'une telle zone, les frais de génie

civil sont toujours à charge du demandeur de raccordement.“ Wëll soen: Wann also déi Uschlosscapacitéit vum Netzbedreier an der Strooss net duergeet, sinn ech sou gutt an ech huelen de Bagger an ech rappen d'Strooss op an ech fuere bis an den éischten Traffo, wou dann d'Uschlosscapacitéit geet. Wann den Traffo net duergeet, dann ass et um Netzbedreier, fir den Traffo ze verstärken. Mee ech muss dohinner de Raccordement siche goen an ech muss dee Génie civil integral op meng Käschten huelen.

An dat bleift elo bei de Kopropriétaires à charge. Et gëtt elo bei de PMEen iwwerholl duerch e Subsid vum der Regierung, fir deen ech ganz, ganz dankbar sinn, mee dat riskéiert, eis awer nach e Problem ze schafen an der Zukunft. Ech versti ganz gutt, dass mat dësem Gesetz elo mol eppes gemaach ginn ass fir d'Betriber, an et ass och enorm wichtig. Ech wollt awer drop opmierksam maachen, dass mer deen do Problem nach als Hausaufgab vum haut och musse mathuelen. Vläch huet de Minister och fäerdeg Äntwerten drop. Sollt dat net de Fall sinn, da géif ech eng Motioun hei deposéieren – voilà! –, ...

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *rappelant les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et le réchauffement climatique du 12 décembre 2015 ;*

– *rappelant le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) du Luxembourg qui constitue la stratégie-cadre en matière de politique de l'énergie et de l'action pour le climat ;*

– *rappelant l'objectif du Gouvernement de ramener la part des véhicules 100 % électriques et plug-in hybrides à 49 % à l'horizon 2030 ;*

– *rappelant que les travaux de génie civil pour le raccordement au réseau électrique sont toujours à la charge du demandeur ;*

– *vu le PL 7925 instituant un régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans les infrastructures de charge pour véhicules électriques,*

invite le Gouvernement

– *à trouver une solution avec les gestionnaires de réseau ou à élaborer un système d'aide pour les syndicats de copropriétaires afin que ces derniers puissent profiter d'une aide pour les travaux de génie civil (les coûts des travaux de raccordement au réseau électrique).*

(s.) Jean-Paul Schaaf, Emile Eicher, Paul Galles, Aly Kaes, Marc Lies.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | ... Här President, eng Motioun deposéieren, déi am Fong geholl näischt anescht freet wéi ze soen: „Kommt, mir huelen eis deem dote Problem un, wannechgelift, a mir kucken, dass an deenen nächste Méint och deen dote Sujet diskutéiert gëtt.“ Ob et eng Fro ass vum den Netzbedreier. Ob et eng Fro ass, déi een zesummen duerch e Subsid ka maachen, ënner Konditiounen an esou weider. Mee et ass awer nach, mengen ech, eppes, wat feelt, well mir hunn awer ganz, ganz vill Leit, déi an der Situatioun vum enger Kopropriétéit sinn an déi sech Froe stellen.

Si stelle sech och nach aner Froen, déi een an deem Kontext och muss diskutéieren: Wéi déif am Souterrain dierf ech Elektroautoe stoen hunn? Do gëtt et ITM-Bestëmmungen, déi dat net esou ganz evident maachen. Et sinn Assurancëfroen, déi hannendrun hänken. Och dat muss een eng Kéier belichten. Also et gëtt do och nach e puer Froen.

An da kommen ech zum Schluss. Bon, dat eent ass nach, dass de Syvicol bedauert, dass d'Gemenge kee Subsid kréien, well d'Gemenge jo awer sou wéi PMEn och Sammelpazen hunn, wou d'Leit eeben och eng Alternativ fir d'Opluede kënnen hunn, dat ka bei Sportsanlage sinn, dat kann op anere Plaze sinn. Si kënnen awer hei kee Subsid kréien.

An dann eng lescht Fro, Här President – ech iwwerschreiden, mee dann halen ech op –, an dat ass déi, an et stoung jo och an den Dokumenter dran, dass d'EU-Recht eis am Fong seet, dass d'Chargy-Bornen, sou wéi mir se installéiert hunn, misste privat gestionnéiert ginn an net vun den Netzbedreiwer.

Dat, wat mer elo hunn, dat war den Opbau vum System, wou gesot ginn ass: „Hei, mir hätte gär 800 Bornen am Land a mir ginn den Netzbedreiwer d'Aufgab. An déi mussen et och finanzéieren, fir déi Bornen ze installéieren.“ Elo si se do, elo kréie mer awer vun der EU ganz kloer gesot: „Dat muss privat geréiert ginn an dat dierf net vun den Netzbedreiwer dauerhaft weider bedriwwen ginn!“

Do wollt ech Erklärungen hunn, wéi dat elo praktesch soll vir sech goen, well mer jo mat dësem Gesetz eigentlech zousätzlech ChargyOK-Bornen an e System erakréien, deen dann herno erëm muss weidergereecht ginn un d'Netzbedreiwer. Do kann ech mer nach net richtig virstellen, wéi dat soll funktionéieren.

Dat gesot, e ganz grouse Merci fir dese Projet de loi, dee sécherlech e ganz wichtege Maillon ass an der Elektromobilitéit. An ech freeë mech op mäin éischten Elektroauto.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Schaaf. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Bon, ech mengen, nieft de Primmen, déi et gëtt fir emissionsaarm Autoen, Elektroautoen an eeben och d'Borne bei sech doheem, ass dat heiten deen nächste Schrëtt, dee mir als Demokratesch Partei begrëssen, wouvunner och d'Betribler – eng laang Revendicatioun iwwregens, wéi mer alleguerte wëssen – kënnen profitéieren.

Ganz gutt gefällt eis un deem heite Projet de loi, dass een nach méi héich Primme ka kréien, wann déi Bornen öffentlech zugänglech sinn. Eppes, wat eis an deem ganze Kader hëlleft, fir eeben ze kucken, dass mer méi en dichte Reseau u Borne kréien. Dat kënnen mer nëmme begrëssen!

Déi eenzeg Fro, déi ech vläicht hunn: Et héiert een ëmmer erëm, dass eebe Privatstéit heiansdo nach Refuse kréien, fir en Uschloss fir Elektroautoen ze kréien. Ass do eppes drun? A wat si vläicht déi eng oder déi aner Pisten, déi do envisagéiert si vu Regierungssäit, fir datt och an Zukunft, wa mer drun denken, fir an zéng Joer 200.000 Elektroautoen hei am Land fueren ze hunn, fir do eeben nach besser ze ginn?

Dëst gesot, bleift mir just, der Rapportrice, dem Jessie Thill, e ganz, ganz grouse Merci ze soe fir säi ganz, ganz exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An da wier et un der honorabelen Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo. Merci, Här President. Merci virop awer der Rapportrice, dem Jessie Thill, fir de schrëftlechen an de ganz explizite

mënsch ... mëndleche Rapport. Mënschlech och, mee virun allem mëndlech!

Den Här Schaaf huet et richtig gesot, et ass e ganz wichtege Maillon an der Transitioun a Richtung Elektromobilitéit. Fir de Rescht bleift wierklech näischt méi bäizefügen. Et war alles kloer. An ech schlësse mech den Iwwerleueung vu menge Virriedner un.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och der Rapportrice fir de Rapport.

Ech wëll hei ufänken: Kee Mënsch huet eppes géint Elektroautoen, a mir natierlech och net, ...

(Hilarité)

... an duerfir stëmme mir dat heiten och mat.

(Interruptions)

Mir hunn awer eppes dergéint, wann een Tatsachen heiansdo net esou erëmgëtt, wéi se tatsächlech sinn, an ech wollt Iech do e puer Beispiller hei opzielen.

Éischt Beispill, wann Der sot, et wier ee grouse Succès. Ech ginn elo ee Joer zrëck, den 1. Oktober 2021 hate mer hei am Land am Ganze 7.000 Elektroautoen, dovun 3.424 privat elektresch Autoen. Also dat si mol keng 2 % vun de 500.000 Gefierer hei am Land. Dat heescht, 98 % waren deemools Verbrenner. Ech mengen, e Succès gesäit aneschtens aus.

Dann ass hei och déi Zuel e puermol genannt ginn, och am Rapport: Do schreiw mer dann, 20,5 % vun den Neimatrikulatiounen 2021 wieren elektresch Autoe gewiescht. Ech versti jo awer do richtig, do sinn d'Hybrid-Autoe matagerechent, ne?

Jo. Voilà. An ech fannen, dat ass am Fong eppes, wat hei net kloer erauskënn. Hei seet jiddwereen, ee Fënnëftel vun den Autoen, déi 2021 nei immatrikuléiert gi wieren, wieren elektresch Autoe gewiescht, mee do sinn d'Hybridautoe matagerechent.

An déi Zuel, déi am Fong wierklech interessant ass, dat ass déi vun de rengen elektreschen Autoen. A fir et ganz éierlech ze mengen, mengen ech, dass een och da mat där Zuel hei misst am Rapport an och hei an de Rieden ... misst een déi benotzen. Ech mengen, en Hybridauto huet och e Verbrennermotor, an dat ass fir eis keen typeschen elektreschen Auto.

Dann, drëtt Saach – ech mengen, ech kommen dorop zrëck –: 49 %, dat ass d'Zil vun der Regierung vun elektreschen Autoen am Joer 2030, dat heescht an aacht Joer. Mir hunn et gerechent, plus/minus misst also alljoers eng Zounam komme vun 30.000 Elektroautoe bis 2030. Dat ass fir eis komplett onméiglech. An ech fannen, da soll een och Ziler setzen, déi realisierbar sinn.

Dann, véierte Punkt, dat ass dat, wat mer hei och scho sot: Den Elektroauto, dee gëtt duergestallt, wéi wann deen einfach eppes vill, vill, vill Besseres wier wéi den normale Verbrenner, an dass en och eng vill besser CO₂-Bilanz hätt, wat awer net onbedéngt de Fall ass. D'Hierstellung vun engem Elektroauto verbraucht och ganz vill CO₂, an oft ass et esou, datt eréischt no engem gewëssene Kilometrage de Verbrenner méi CO₂ ausstéisst wéi en Elektroauto.

An da stellt sech jo och nach d'Fro: Wou kënnst de Stroum iwwerhaupt hier? Dozou kommen ech nach e bësse méi spéit.

Dann ass et esou, dass oft gesot gëtt: „Jo, d'Elektroautoe si super, well de Stroum, dee kënnst jo dann

aus alternativen Energiequellen, aus de sougenannte gréngen Energiequellen.“ Och dat ass awer e bësse mat den Hoer erbäigezunn. Just fir Iech e Beispill ze ginn: Mir zu Lëtzebuerg, mir konsuméiere pro Joer 50 Terawattstonne Stroum, an dovunner ass manner wéi 1 % vun alternativen Energien hei zu Lëtzebuerg, spréich, ech schwätze vu Wandenergie a vu Sonnenenergie.

Also do ass et einfach och physikaesch net méiglech, dat immens staark ze erhéijen. Leider. Leider soe mir dat och. Mir géife jo och gare méi alternativ Energië benotzen, mee et ass ganz schwéier. A well et och en plus eng volatil Energie ass: Wann dobausse keng Sonn schéngt a wa kee Wand ass, da produzéieren déi Anlage ganz genee null. An dofir brauch een dann e Backup. De Minister hat gesot, de Backup wier de Gas. Dat ass och allgemeng ëmmer esou uegholl ginn, mee elo hu mer awer e Problem mam Gas. An da stellt sech d'Fro: Wéi wëlle mer dee léisen?

Weider dann zu de Luedestatiounen. Laut EU-Kommissioun brauch ee fir zéng elektresch Autoen eng öffentlech Luedstatioun. Dat heescht also, mir bräichte fir 2030 – wa mer dann d'Hallschent vum aktuelle Fierpark huelen, 440.000 Autoen, da wiere mer op 220.000 Autoen – iwwer 20.000 Luedestatiounen an aacht Joer. Wéi soll dat méiglech sinn?

An da gesäit een och – an dat hunn ech och hei schonn eng kéier gesot, ech wëll awer nach eng kéier drop zrëckkommen, well dat ass wierklech e spannende Punkt –: Et gi jo och eng ganz Partie Parkinge rieds a léns opgeriicht, och vum Staat, ech hat d'Beispill genannt vun „Elmen“, wou d'SNHBM Opfangparkinge baut. An do ass et esou, dass vun 202 Parkplazen der ganz genee zéng virgesi si fir elektresch Autoen. Do ass deemools gesot ginn, dat kéint ee veruebelen op 20, mee ech mengen, wann een et seriö géif mengen, da misst een am Fong elo scho fir esou Parkplazen, déi ee jo awer fir déi nächste Joren, Joerzénge plangt, virgesinn, dass op d'mannst 100 vun deene Parkplazen, vun deenen 202, eng elektresch Opluedstatioun hunn. Dat mussst Der de Leit dann awer emol erklären.

An dann ass natierlech nach ëmmer déi allgemeng Gefor, déi mer am Moment hunn, vun enger Energiekris. An do stellt sech natierlech einfach och d'Fro, vu wou mer de Gas hierkréien an dann och, vu wou mer de Stroum hierkréien an Zukunft.

Do war och schonn eng Diskussioun virum Ukrain-Krich. Jo, virun engem Joer huet den däitsche Wirtschaftsministère an d'A gefaast, dass ee kéint an Zukunft, wa ganz vill Elektroautoen ënnerwee sinn, zäiteweis d'Luedestatiounen ausschalten, fir dass de Reseau net géif iwwerlaascht ginn. An déi Gefor stellt sech natierlech elo ëmmer méi, well de Gas eeben den typesche Backup ass, deen ee ka liicht erop- an eroffueren, fir Stroum ze produzéieren. A vu dass mer elo e Problem mam Gas hunn an eventuell nach méi e grouse Problem mam Gas kréien, kréie mer och e Problem mam Stroum.

An dat ass einfach d'Fro, déi ech elo mol géif allgemeng stellen a mat där mer eis müssen alleguerten ausernanersetzen, dat ass: Wou kënnst kuerzfristeg iwwerhaupt dee Stroum hier, dee mir brauche fir alleguerten déi Saachen, déi mat Stroum solle bedéngt ginn, spréich déi vill Elektroautoen, spréich déi vill elektresch Heizungen a sou weider a sou fort? Mir müssen eis wierklech do Gedanke maachen.

Zum Schluss nach eng kéier ganz kuerz: Nee, mir sinn net géint Elektroautoen. Jo, mir stëmme dat mat. Mee mir sinn awer och net géint Autoe mat Verbrennungsmotor. An och si sollen hir Plaz behalen, och no 2035, wann et eis no geet.

Konkreet ass et esou: Mir sinn technologieoppen. Mir si souwuel fir Elektroautoen oppen, wéi fir Verbrennungsautoen, wéi och fir aner Alternativen. An den technologesche Fortschrétt soll sech duerchsetzen a vun de Bierger fräiwëlleg akzeptéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Keup. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här Président. Mat dësem Gesetzesprojet di mir eis e bësse méi schwéier. Dass Borne sollen opgeriicht ginn, ass natierlech evident, wann de Fuerpark drastesch ëmgebaut soll ginn, fir schonn 2030 laut de Wënsch vun der Regierung op 49 % Undeel vun der Elektromobilitéit ze kommen. Dass de Staat dofir Subsidien decidéiert, ass an eisen Aen och ze vertrieben an och noutwendeg, wann déi néideg Infrastruktur schonn an Zäite vun enger nach schwaacher Demande u Borne fir ze luede scho soll geschafe ginn. Mat der Elektrifizéierung vum Fuerpark hu mir och kee Problem. Si ass noutwendeg, well Elektrogefierer e méi klengen ekologesche Foussofdruck wéi Gefierer, déi fossill Energieträger verbrennen, hunn.

Mee ökologesch onproblematesch ass awer keen Auto. An och hei gi Biedem verschwent a versigelt, wann een nei Stroosse muss bauen. Mir kënnen net e séier wuessende Fuerpark elektrifizéieren, wéi dat vun der Regierung geduecht ass, ouni dass sech dobäi ganz eeschthafte Gedanke gemaach gëtt, wéi an Zukunft insgesamt dätlech manner Autoe solle kaf ginn an op eise Stroossen dätlech manner Kilometer mat Privatautoe solle gefuer ginn.

Donieft – an d'CSL huet och dorobber opmierksam gemaach – produzéiere mir zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun ganz wéineg Stroum op Basis vun erneierbaren Energien, mee verbrauchen Atomstroum oder Stroum aus Kuelekraaft oder Gaswierker. „15,6 % vum verbrauchte Stroum war 2020 erneierbar“, seet den ILR.

Wa mer den erneierbaren Undeel wëllen eropschrauwen, da muss mer de Verbrauch an de Grëff kréien. Mir kënnen eis an Zukunft net weider esou fortbeweegen, wéi dat an de leschte Joerzénge de Fall war. D'Äerd huet eis déi Limitt scho längst opgewisen. D'Léisung läit fir eis net am „null Auto“. Dat ass net realistesch a fir vill Leit och net zoumtttbar.

Mee et ass awer méiglech, d'Zuel vun Autoen, déi de Gros vun der Zäit just masseg Plaz a Garagen oder Parkingen ewechhuelen, erofzedrécken, zum Beispill andeems mir eis als Gesellschaft Méiglechkeete ginn, eis Autoen ze deelen, Stéchwuert: „Carsharing“, dee bei eis embryonär bleift.

A Bezuch op dëse Gesetzesprojet si fir eis follgend Elementer doriwir eraus relativ problematesch:

Éischtens, déi envisagéiert Mise en concurrence vun der öffentlecher Luedeinfrastruktur. Dëst soll jo iwwert de Gesetzesprojet 7876, deen eng europäesch Direktiv ëmsetzt, kënnen geschéien am Fall, wou e Gestionnaire vum Réseau mat iwwer 10.000 Clienten d'Luedeinfrastruktur bedreift.

D'Creos ass de Bedreier vum Chargy-Réseau an huet als Betrieb, deem säi Kapital sech bal integral aus öffentleche Quellen zesummesetzt, dëst Netz mat öffentleche Gelder opgebaut. Den envisagéierte Verkauf vun der Infrastruktur un een oder méi Operateure wëlle mir op alle Fall net. Mir wëllen, dass dat an öffentlecher Hand bleift an net eng oder méi

Privatentreprisen de Réseau als Service mission publique exploitéieren an domadder déck Profitte maachen.

Zweetens, déi proposéiert Aiden, déi am Endeffekt derzou féieren, dass d'Bornen zu Lëtzebuerg nom Voiture-Boulot-Dodo-Prinzip ausgebaut ginn. Bornen entstinn do, wou geschafft an akaaft gëtt, an doheem am Garage. Wann ee kee Garage huet, dann huet ee schonn deen éischte Problem. Mee wann ee vläicht emol iergendwou aneschtens fuere wëll wéi just op de Büro, dann huet een deen nächste Problem.

De Standuert vu Borne vu Privatentreprisé wäert ëmmer enger lukrativer Logik nooen. Als Beispill: Wann eng Grande surface nëmmen zu Ouvertureszäite fir de Public accessibel Bornen opriicht, da kritt se dofir 30 % vum Staat finanziert. Mee déi Grande surface riicht déi bei sech op, net am Duerfkär oder virum Kulturzentrum am Quartier. Dofir seet de Syvicol jo och hei zu Recht, dass d'Gemenge jo och Borne kéinten opriichten. Dëst geschitt jo och schonn zum Deel, an a verschiddene Gemengen, wéi zum Beispill zu Suessem, ginn der vill opgeriicht, mee eebe leider nach net a villen anere Gemengen. An déi gi vläicht eeben do op Plazen opgeriicht, wou eng Entreprise sech manner Freqüentatioun erwaart.

Drittens, d'Ongläichheete bei der Mobilitéit, déi einfach verschäerft ginn. Ech ginn och hei emol e Beispill: Eng Baufirma mat 200 Mataarbechter huet sécherlech keng 200 Parkplazen. Si huet der vläicht 50 oder 10. Wien do parkt, ass kloer: net de Léierboof, net den Handwierker oder den Aarbechter, mee d'Direktioun oder de Conseil d'administration. Déi kréie mat Staatsubsidien elo hir Bornen opgeriicht. Den Aarbechter fiert schéi mat sengem Auto a sicht eng Parkplaz a bezilt och nach fir déi Plaz. Bei anere Leit, déi sonndes oder owes an nuets schaffen – ech denken un d'Personal am Commerce oder och am Spidols- oder Fleegesecteur –, ass et nach méi schwierig. Do fueren deelweis manner Busser an Zich oder eventuell iwwerhaupt keng méi. Mee och déi parken net op der Chefetage oder direkt bei hirer Aarbecht. Do si mir eis jo awer eens.

Mir risquéiere mat Gesetzer wéi dësem, ëmmer méi eng Gesellschaft ze kréien, déi verstärkt no de klaszesche Konfliktlinnen an Ongläichheeten opgebaut ass. D'Stad leeft iwwer mat Bornen, wärend um Land bal keng ass. Wann ee selwer keng am Garage huet, hat ee Pech. D'Leit aus den ieweschten Schichten hunn eng Parkplaz virun der Dier vum Büro mat Bornen, déi och nach bezuelt sinn, deels vum Staat. D'Caisière ka sech diebelen, fir op d'Aarbecht ze kommen, a bezilt hir Parkplaz an d'Luede vum Auto selwer. Dat sinn d'Problemer, déi misste mer awer iergendwéi geléist kréien.

Merci fir d'Nolaschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här Président. Dat heiten ass e ganz flott Gesetz. Fir mech als Fan vun der Elektromobilitéit ass et e grouse Schrétt no vir, dee mer maachen. Et ass Zoufall, dass jo gëscht déi Superchargeren ageweit gi sinn, dat ass da passend. Ech hoffen, et wäerten der nach vill bäikommen, well am Moment ass et jo just eng Richtung a just déi sechs Stéck. Mee wéi ech gelies hunn, kënnst Der déi awer ganz schnell erweideren, well et ass nämlech dat, wat et herno interessant mécht, déi ganz Elektromobilitéit, dass och déi Superchargere kommen. Ech mengen, déi Bornen, déi am Moment nach iwwerall stinn, mat eelef oder 22 Kilowatt, dat

ass eigentlech nach eng Technik vu fréier. Well hautzudaags, wann een déi nei Elektroautoe kritt – wann ee se dann eng Kéier kritt, mat de Liwwerzäiten –, da ginn déi bis op 150 Kilowatt erop.

An et ass nämlech dat, wat et ganz interessant mécht, well et ass nämlech net – wéi Verschiddener heiansdo mengen –, dass esou eng Elektroparkplaz mat der Borne wär, fir do stonnelaang stoen ze bleiwen. Nee, mir ginn op eng Technik, wou dat herno mat engem gudden Auto an enger hallwer Stonn, mat engem net esou schnellen Auto an enger Stonn, zwou Stonne gelueden ass. Et ass jo och fréier keen op d'Iddi komm, dass een op der Tankstell am Duerf geparkt huet an da mol bei de Bäcker, Metzler akafa gegaangen ass an dann einfach emol d'Pompe blockéiert huet, bis deen Nächste kënnst.

Well dat ass nämlech ee vun de Problemer: Mir hunn zwar genuch Pompelen hei, mee wann ee mat Elektroënnerwee ass, mierkt een alt, dass Leit sech do ganz laang fest stellen. Dat ass nämlech ee vun de Problemer hei am Land, dass mir, par rapport zum Ausland, keng Zäitbegrenzung hunn. Am Ausland ass et nämlech esou: Wann ee mat sengem Elektroauto anzwousch parke geet, dee luet, dann ass et fir déi Zäit, wou ee luet. Et ass net, dass een da seng Charge voll huet, well ee grad emol zéng Kilometer nogelueden huet, awer dee ganzen Dag am Shoppingcenter stoe bleift oder iergendwou Parkplaz blockéiert an déi, déi duerno kommen, déi net kréien.

Dofir misst een och zu Lëtzebuerg eng Kéier driwwer nodenken, dass een awer mol op d'mannst eng Zäitschinn abaut, well soss mécht dat Ganzt kee Sënn. Wann d'Elektrobornen, déi aus menger Erfahrung ganz gutt zu Lëtzebuerg opgestallt sinn ... Sécherlech kann een driwwer diskutéieren, der a verschiddene Beräicher méi ze maachen, mee am Moment si se gutt opgestallt. A sécherlech, mat all neiem Auto, deen dann iergendwann eng Kéier ausgelievert gëtt, ass et natierlech, dass méi Clienten do sinn.

Also fir eis Piraten ass dat Gesetz hei ganz gutt. Mir sinn och frou, dass do investéiert gëtt, léiwer do, wéi 7,5 Cent an de Pétrol. Dat heescht: Léiwer dat an den Elektro ginn, wéi dass mer de Budget ginn, fir iergendwou am Pétrol ze maachen.

Wéi ech an der Kommissioun schonn ugedeit hat an och gefrot hat: Wou ech net esou ganz zefridde sinn, ass, dass een un Chargy gebonnen ass. Well do war jo och meng Fro, ob et dann herno méiglech wier, dass zum Beispill de Patron oder, wéi ech viru 14 Deeg dann hei uklänge gelooss hat, dass zum Beispill Hotellen et gratis ubidden. An do krut ech jo als Äntwert vun Beamten an der Kommissioun, dass dat net méiglech wier, well een iwwer Chargy muss fueren, ausser de Patron oder den Hotelbedreier géif Chargy dat rembourséieren. Dat mécht keen.

Et wär eigentlech vill méi interessant gewiescht, wann eng Firma kéint higoen an zum Beispill déi Elektrobornen da gratis kéint ubidden. Dat wär eng Plus-value fir de Client, dee kéint dohinner kommen. Et luet ee schnell. Dat kéint dee jo dann a senger Marge mataberechnen. Wann een en Hotel huet am Ausland, ass dat gang und gäbe, dass, wann een als Client dohinner geet, een do säin Auto ka gratis lueden. Dat ass hei, esou wéi ech et elo erkläert krut an der Kommissioun, well et jo Chargy-gebonnen ass, leider net méiglech.

Wat awer ganz positiv an dësem Text ass, ass, dass d'Bezuelmethode opginn, well et nervt näischt méi, wéi dass ee muss 20 Kaarten an der Täsch am Portomoni hunn, fir iwwerhaupt kënnen säi Stroum ze kréien. Wann elo déi heite Borne kommen, da kann ee mat enger Kreditkaart bezuelen, am beschten nach mat enger App, wéi et och am Ausland méiglech ass.

Do huet een eng App an da kann een dat ganz schnell fräischalten. Dat ass vill méi virdeelhaft, wéi wann ee sech muss herno mat 20 Kaarten umellen an esou weider, dee ganzen Zinglabumm. Well hei zu Lëtzebuerg hu mer eeben net nëmmen een Operateur, ech hat dat och schonn eng Kéier hei gesot. Deen Operateur ass och elo net dee bëllegsten, wann een an Europa vergläicht. Do kéint een och nach eng Kéier nohëllefen.

Wa mer op där enger Säit higinn a mir setzen de Pétrol erof – also Dir setzt de Pétrol erof, mir jo net –, wann Dir de Pétrol erofsetzt, hätt een och kënnen higoen an den Elektro am selwechte Moment e bëssen erofsetzen, op d'mannst, fir fair ze bleiwen an awer dee Virdeel vun der Elektromobilitéit nach eng Kéier ervirzehiewen. Dat hu mer dunn e bësse vermësst. Well mir si jo der Meenung, mir sollten aus dem Tanktourismus eraus, eran an en Elektrotourismus. An dofir ass eeben dee Supercharger esou interessant.

Wann d'Leit aus der Groussregioun wëllen heihinner tanke komme mat hiren Autoen, sinn déi Superchargen ..., dann tankt Der do, da kënt Der quasi, ech maachen elo net ze vill Reklam, mee Alkohol an Zigaretten, wat jo nach op Tankstelle gutt leeft, kafen, während Äre Supercharger dat mécht. Dat ass dann deen neien Elektrotourismus. Dat ass vill méi propper an et wär vill besser fir eise Budget wéi den Tanktourismus, wou mer, wéi fälschlecherweis oft behaupt gëtt, net e Plus maachen, mee e Minus. Déi Etüd, déi ass jo och nach eng Kéier an enger Question parlementaire bestätegt ginn.

Also am grouse Ganzen: Mir sinn derfir. Mir sinn och der Meenung, dass se weiderhin ouni Atom solle funktionéieren an dass déi Bornen, déi haut gestëmmt ginn, och weiderhin net vun Atom solle gespeist ginn. Dofir bleiwe mir Piraten och an deem Bündnis a mir wäerten eis och weiderhi géint den Atom ausschwätzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert: den Här Energieminister Claude Turmes.

Prises de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Villmools merci. Ech menge wierklech, an dat schéngt jo och hei gedeelt ze ginn, datt dat hei e wierklech ganz wichtege Gesetzesprojet ass. Ech mengen, et ass e Meilesteen, fir elo weiderzokommen an der Elektromobilitéit. An ech si ganz frou, dass ech mam Franz Fayot haut dee Projet dann och quasi vun der Regierungssäit nach eng Kéier e bësse kann erläuteren.

Ech mengen, am Verkéier, wa mer dee wëlle klimafreëndlech gestalten a wa mer och net wëllen ëmmer nei Stroossen an esou weider bauen, da muss een eng gewëssen Hierarchie hunn. Dat heescht, dat Éischt geet beim Urbanismus un, dat heescht, mir probéieren, e Land ze sinn, wou mer d'Leit esou no wéi méiglech bei hir Aarbecht, bei hir Fräizäit wunne kréien. Ech mengen, datt ass jo déi Diskussioun vu vir-drin, och Frichen ze notzen an esou weider.

Dat Zweet ass den ëffentlechen Transport. Ech wëll hei nach eng Kéier drun erënneren: Mir sinn am Moment dat Land op der Welt, wat am meeschte pro Kapp an den ëffentlechen Transport investéiert, a mir sinn och dat eenzegt Land, wat e gratis ëffentlechen Transport ubitt.

Ech mengen, beim Vëlo si mer och gutt ënnerwee. Mëttlerweil gëtt et jo eng ganz Rei aner Gefierer, Trottinnetten an esou weider, déi ëmmer méi de Wee fannen, wat jo och eng nei Form ass vun duusser Mobilitéit.

Carsharing ass eppes, wat och säi Wee mécht. An ech mengen, de François Bausch hat rezent eng Konferenz mat enger ganzer Rei Experten. An dorauer kommen elo eng Rei nei Initiativen, fir och de Carsharing méi ënnert d'Leit ze bréngen.

An dann hu mer natierlech grad och am ländleche Raum och nach e Bedarf un Autobesëtzt. An duerfir ass et eebe wichteg, dass deen elo eriwwegeet op d'Elektromobilitéit.

Eist Zil ass am nationalen Energie- a Klimaplang, dass mer 2030 49 % vun allen Autoen op der Strooss elektresch hunn. Ech sinn optimistes, dass mer dat Zil errechen. Éischstens, ech mengen, kuckt Iech emol einfach un, wat déi lescht zwou Wochen och um europäeschen Niveau decidéiert ginn ass. D'lescht Woch en Dënschdeg ass hei zu Lëtzebuerg vu 27 Ëmweltministeren en Accord fonnt ginn, dass thermesch Autoen ab 2035 terminéiert ginn. An dat huet natierlech zur Konsequenz, dass sämtlech Automobilkonzerner elo um europäesche Marché nach vill méi wäerten attraktiv elektresch – voll elektresch – Autoen op de Marché bréngen. Well wa se dat net maachen, da si se net méi esou present op deem Marché, also wäert et och elo geschwënn nach vill méi attraktiv Modeller ginn, och an alle Gammen, mengen ech, och fir Familjeween.

An dat Zweet, wat een net soll ënnerschätzen ... Dat Eent ass de Marché vun de Privatautoen. Dee stimuliere mer jo mat eiser Primm vun 8.000 Euro. Mee dat, wat fir Lëtzebuerg exceptionnel wichteg ass, soen ech: Et gëtt keen anert Land an Europa, wat esou en héijen Undeel u Leasings- ... also u Voitures de société huet.

An dat, wat de François Bausch zesummen och mat der Finanzministerin op de Wee bruecht huet, d'Reform vum Leasingsgesetz ... dat heescht, ab 2024 (veuillez lire: 2025) ass et guer, guer, guer net méi interessant, fir iwwert d'Steiervirdeeler vun de Voitures de société iergendeppes aneschtens, iergendeen aneren Auto ze hu wéi en elektreschen. A wann ... Der wësst, dass dat 50 % sinn, dat heescht, 50 % vum Marché wäert am Joer 2024 (veuillez lire: 2025) komplett eriwergoen op Elektresch. An duerfir ginn déi Zuele vun den elektreschen Autoen och elo an d'Luucht.

An et war jo eng Remark vir-drin, Hybrid an Elektresch, Dir musst wëssen, dass dëst Joer dat éischt Joer ass, wou mer méi elektresch Autoe verkafe wéi Hybrid. Dat heescht, déi Tendenz ass elo schonn do, a grad wann d'Leasingsgesetz – dat neit – sech applizéiert, wäert dat massiv an d'Luucht goen.

An da brauche mer natierlech och eng Politik, fir weiderhin eent vun den attraktivsten an dichtesten Netze ze si vu Ladestatiounen. Mir hunn eng Politik, fir doheem Wallboxen opzerrichten. D'Experte ginn dovun aus, dass 60 %, 70 %, 75 % vun alle Ladevorgäng wäerten doheem passéieren. Dat heescht, ganz, ganz vill Leit wäerten ëmmer doheem lueden. Ech hat elo nach d'lescht Woch d'Chance, mat engem ze schwätzen, dee seet: „Ech hu säit dräi Joer en Elektroauto“, deen huet zweemol an deenen dräi Joer net doheem gelueden. An dat ass natierlech virun allem wouer och fir all déi Leit, déi eeben eege Garagen hunn.

Dann, dat Zweet ass natierlech, datt ech e Bornesystem brauch am ëffentleche Raum. Mir hu mat Chargy a mat SuperChargy den zweetdichteste Reseau a ganz Europa. A mir haten e Méinden de Moien d'Chance, mam Vizepräsident vun der Kommissioun, dem Här Timmermans, elo 24 nei Superchargeren – Aire de Capellen op deenen zwou Säiten, Aire de Berchem op deenen zwou Säiten – ... Dat heescht, mir sinn och fir dese Summer elo geréscht, wann d'Hollänner mat

hiren Elektroautoen op d'Côte d'Azur fueren. An et ass natierlech och e weidert Angebot fir eis Residenten.

Dat leeft alles. A lo kënt deen nächste Schrack: Dat ass, dass mer elo eebe sämtlechen Tankstellen, sämtleche Supermarchéen, sämtleche Leit, déi e Bürosgebai hunn, sämtlechen Handwerker, Industriebetriber d'Méiglechkeet ginn, fir selwer och fir hiert Personal a fir hir Clienten elektresch Bornen opzerrichten. An déi gutt Noriicht ass: Eis Leit, dem Franz seng Leit a meng Leit, hunn immens gutt geschafft, net nëmmen um Gesetz, mee mir wäerten och nach dese Juli déi éischt Ausschreiwung maachen an der Gréisstenverdringung vu sechs Milliounen. A mir wäerten och do relativ schnell kënnen den Zouschlag maachen, well mer wëssen, dass ganz, ganz vill Acteuren hei zu Lëtzebuerg prett sinn, fir elo schonn de Schrack ze maachen direkt och an nei Infrastrukturen.

Fir d'Gemengen, a fir vläicht och nach eng Kéier dee Punkt ze erklären: Et ass effektiv esou, dass et um Niveau vun der Europäescher Unioun 2012-2013 eng Gesetzgebung gouf, déi gesot huet: „Baut elo mol eng Grondinfrastruktur op an dat kënt Der roueg och iwwert d'ëffentlech Hand oder iwwert d'Netzbedreiwer maachen.“ An dunn ass 2018 eng nächst Direktiv komm, déi sot, esou wéi de Staat an d'Gemenge keng Tankstelle bedreiwen, soll dat eeben och an Zukunft éischerter e Privatbusiness sinn wéi en ëffentleche Business.

Dat heescht, de System wäert elo iwwerfouert ginn, graduell. A mir wäerten eis do och déi néideg Zäit loossen, fir dat mat de Gemengen an allen Acteuren ze beschwätzen. Mir mussen dee System iwwerféieren, mir hunn do kee Choix. Mir hunn dat och juristescherop an erof gekuckt an ... Gutt. Mee mir loossen eis Zäit dofir. Elo ass emol wichteg, dass mer déi Grondinfrastruktur hunn.

An dann, mengen ech, fir all déi – an ech mengen, mir hunn der jo net wéineg heibannen –, déi Gemengepolitiker sinn: Mir hu ganz vill mam Syvicol diskutéiert. A mir hu lo dräi Saache gemaach, fir och de Gemengen ze hëllefen. Dat Éischt ass: Mir hu mam Interieur zesummen e Standardkontrakt entwéckelt, fir eeben ... Ech hunn als Gemeng ëffentlech Parkplazen, ech hunn en Operateur, deen op deenen ëffentleche Parkplazen de Service ubitt. A wat ass de Standardvertrag? An deen hu mer och mam Interieur gekläert, fir dass et do keng juristesche Onsécherheete gëtt.

Dat Zweet ass: Mir hunn eng Plattform bei der Klima-Agence geschaf fir de Matchmaking. Dat heescht, dass eeben d'Operateuren – a mir hu mëttlerweil fënef oder sechs national Operateuren, déi wierklech elo an dee Marché eraklennen –, dass déi eeben och einfach kënnen e Matchmaking maache mat de Gemengen.

An dat Drëtt – an dat schéngt mer och wichteg –: An der Klima-Agence hu mer och elo zwee Leit, déi wierklech d'Berodung maache vun de Gemengen. Dat heescht, dass mer d'Gemengen och net eleng loossen, déi soen: „Ok, ech hunn hei e Quartier. Et ass e Quartier, wou ganz vill Leit keng eege Garage hunn – wéi maachen ech dat elo?“ An dass mer eeben do och ... Mäin Appell un d'Gemengen ass: Huel Iech e Rendez-vous bei der Klima-Agence a loosst Iech vun hinnen hëllefen, och an der éischerter Berodung, wéi Der dat dann ugitt!

E leschte Punkt: d'Syndicken. Merci nach eng Kéier och dem Här Schaaf, dass en déi Fro opbruecht huet. An deemem Gesetzesprojet hu mer d'Méiglechkeet vun Leasing. Dat heescht, mir hu Firmen, déi kënnen dat och de Syndicken ubidden. Dat ass elo en Deel vun der Äntwert. Mir hunn nach eng zweet Äntwert an der Maach: Dat ass, dass mer dat besteend

Wallboxreglement, wat éischer um Klimafong hänt, elo wäerte liicht adaptieren. An duerfir géif ech proposéieren, wann Dat fir Iech ok ass, dass mer – also ech, es hi bereet – déi Motioun nach eng kéier an d'Kommissioun huelen. An da kann ech Iech do nach eng kéier méi am Detail erklären, wéi mer do wëllen drun eruegen.

An dat Allerwichtigst fir ze verstoen – an dat ass elo eng Äntwert op déi Suerge mat „Packt d'Stroumnetz dat?“ – ass ëmmer: Ech muss mer e Konzept ginn, an an deem Konzept muss Intelligenz dra sinn. Dat heescht ... an ech hunn eeben d'Méiglechkeet ..., mir sinn am Zäitalter vum IT, vum Digitalen, a mir kënne jo doriwier dann och effektiv dat alles maachen.

An da ginn ech d'Wuert weider u mäi Kollege, de Franz Fayot, mat deem mer eng super ...

(*Interruption*)

...Zusammenarbecht haten an deem Projet.

(*Brouhaha*)

M. Fernand Etgen, Président | Fir d'éischt nach vläicht Parole après ministre fir den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo. Merci, Här Präsident. Et ass éischer eng Fro an déi Richtung, wéi Der dat gesitt mam Zäitmanagement op den Elektroparkplazen, dat zäitlech Begrenzt, ...

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Dat hat ech jo ...

M. Marc Goergen (Piraten) | ... wat ech gefrot hat.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Dir hutt Recht. Also mir hunn ugefaange mat der Creos, déi jo d'Chargysnetz operéieren, driwwer nozedenken. Et ass eng Saach, wou ech soen, mir mussen ... Dat gëtt et méttlerweil ... EnBW mécht dat a Baden-Württemberg a mir si mat hinnen amgang ze kucken. Dir musst natierlech dann Är Software ..., déi muss upgedate ginn. A mir muss kucken, dass mer do elo déi néideg Software – wéi soll ech soen? –, Backoffice maachen.

An Dir hutt Recht. Mir mussen dohinner kommen, dass déi Chargysstationen net nëmnen eemol am Dag genotzt ginn, mee e puermol am Dag. A mir sinn do drunner.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Turmes. An da wier et um honorabelen, net um honorabelen, um Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

(*Hilarité*)

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Ech war eng kéier honorabel, ech sinn et net méi.

(*Hilarité*)

Merci, ...

(*Brouhaha*)

... merci, Här ...

(*Interruption*)

O, ëmmer manner!

Merci, Här Präsident. Den Tank vun der Zäit ass eidel, dat heescht, ech fueren elo hei op der Reserv. Dofir wäert ech et och ganz kuerz maachen.

Merci un d'Rapportrice fir hiren exzellenten a ganz komplette Rapport.

Jo, dat hei ass effektiv e weideren, e ganz wichtige Schrëtt fir d'Dekarboniséierung vun der Mobilitéit

hei am Land. D'Chiffere si genannt ginn. Dat Gesetz hei bezouschosst souwuel grouss Projekte fir de bestoende Reseau vun öffentleche Bornen – an domat och eng Demokratiséierung vun der Elektromobilitéit, fir dass effektiv net just déi Leit, déi e Garage hu mat engem Stecker, kënne elektresch fueren –, awer och méi kleng Projekte fir d'Bornen an de Betriber, an de PMEen, an alle Betriber fir hir Belegschaft kënne ze installéieren.

Bornen, dat ass effektiv, dat gëtt e Bottleneck fir d'elektresch Mobilitéit. Dat ass en Trend, deen elo scho ganz kloer do ass. Et wäert warscheinlech – während enger Phas op d'mannst – méi Elektroautoe ginn, wéi et Chargeure gëtt. An duerfir ass dat heiten e wichtige Projet, fir deem och entgéintzewierken.

Den zweete Punkt, deen ech gär kuerz géif maachen, dat ass, dass dat hei awer och eng Begleederscheinung ass vun enger Branche, déi am Wandel ass a wou och d'Autosproduzenten, mee awer och d'Zouliwwerer, déi hei bei eis am Land aktiv sinn, ganz kloer d'Zukunft gesinn an och hir Produktioun dorber ëmstellen.

D'ILEA, d'Federation vun den Autoszouliwwerer, geet selwer dovunner aus, dass 65 % Elektrogefierer am Joer 2033 wäerten hiergestallt ginn an en Circulation sinn. Dat ass also ganz kloer eng Tendenz, déi do ass. An dat ass en Trend, dee mer begleede mat deem Aidendispositif.

An och dat ass wichtig, dass mer do en phase si mat enger Evolution, déi mer gesinn an där Industrie.

Ech sinn awer och mat all deene Riedner eens, an de Claude Turmes ass och drop agaang, dass d'Léisung net dierf dra leien, net kann dra leien, dass mer eent zu eent all d'Verbrennungsmotoren duerch Elektroautoe remplacéieren an dann en fin de compte duerno mat eisem Elektroauto am Stau stinn. Mir brauchen och eng nei Mobilitéit. Mir brauchen en neie Modal Split. Mir brauche méi Carsharing. Mir brauche méi Mobilité douce, haauptsächlech och am urbane Raum. An dat geet also dofir Hand an Hand. Och alles dat am Sënn vu méi Sobriétéit am Émgang mat Energie – och an eiser Mobilitéit.

Dofir soen ech och gär dem Claude Turmes a senge Leit Merci fir déi gutt Zusammenarbecht op deem Projet. An ech freeë mech och op déi breet Zoustëmmung zu deem Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7925. Den Text steet am Document parlementaire 7925⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7925 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentionen uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Jean-Paul Schaaf), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Jean-Marie

Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Marie Halsdorf), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Marc Spautz), Mme Octavie Modert (par Mme Martine Hansen), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Lies) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Stéphanie Empain) et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(*Assentiment*)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer nach zur Motioun, déi vum Här Schaaf deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Jessie Thill.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Jo. Merci, Här Präsident. Ech géif proposéieren, dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn direkt d'Wuert un den Auteur, fir hien ze froen, ob hien domadder d'accord ass.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dat ass fir mech absolutt kee Problem. Merci. Gären.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

M. Fernand Etgen, Président | Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun an d'Kommissioun verweisen.

(*La motion 1 de M. Jean-Paul Schaaf est renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.*)

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(*La séance publique est levée à 19.14 heures.*)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 65
M. Fernand Etgen, Président
 2. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de l'impact envisagé de la directive établissant un cadre pour le caractère adéquat des salaires minimaux sur la politique des salaires au Luxembourg** p. 65
Exposé : Mme Myriam Cecchetti (dépôt des motions 1 et 2)
Débat : M. Marc Spautz | M. Frank Colabianchi | M. Dan Kersch | M. Charles Margue | M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 3) | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
Motion 1 : M. Dan Kersch | M. Marc Spautz | M. Marc Goergen | M. Frank Colabianchi | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Motion 2 : M. Dan Kersch | M. Marc Goergen | Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Dan Kersch)
Vote sur la motion 2 (rejetée)
Motion 3 : M. Roy Reding | M. Marc Spautz | M. Dan Kersch | M. Marc Goergen | M. Gilles Baum | M. Roy Reding
Retrait de la motion 3
 3. **Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Roy Reding** p. 73
Exposé : M. Roy Reding
 4. **7906 – Projet de loi portant dissolution et liquidation de l'hospice civil de la Ville de Remich, dénommé « Jousefshaus »** p. 73
Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Gilles Baum
Discussion générale : Mme Octavie Modert | Mme Tess Burton | M. Charles Margue | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7906 et dispense du second vote constitutionnel
 5. **7952 – Projet de loi portant changement de limites entre la Commune de Berdorf et la Commune de Consdorf** p. 76
Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Carlo Weber
Discussion générale : M. Michel Wolter | M. Gilles Baum | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7952 et dispense du second vote constitutionnel
- Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Corinne Cahen, Mme Taina Bofferding et M. Georges Engel, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Nee, Här President.

2. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de l'impact envisagé de la directive établissant un cadre pour le caractère adéquat des salaires minimaux sur la politique des salaires au Luxembourg

M. Fernand Etgen, Président | D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert den Impakt op d'Lounpolitik vun der Direktiv iwwer adequat Mindestlén, déi d'politesch Sensibilitéit déi Lénk ugefrot huet. Et hu sech ageschriwwen: den Här Marc Spautz, den Här Frank Colabianchi, den Här Dan Kersch, den Här Charles Margue, den Här Jeff Engelen an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti als Vertrieederin vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Villmools merci. Här President, viru ronn engem Mount koum d'Nouvelle, dass ...

Plusieurs voix | Mikro!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ass en elo un? Ok.

Här President, viru ronn engem Mount koum d'Nouvelle, datt de Rot, bestoend aus den Aarbechts- a Sozialministeren, an d'Europäesch Parlament sech op d'Direktivproposen iwwert den europäesche Mindestloun géenegt hunn. An de kommende Méint wäert

den definitiven Text vu béiden EU-Institutionen nach formal votéiert ginn. Mee den Inhalt vun der definitiver Propos kenne mir elo, an dëse ka gréisser Implikatioun fir d'Lounpolitik an Europa an zu Lëtzebuerg hunn.

D'Zil vun der Direktiv ass kloer virginn: D'Aarbechtsan d'Liewensbedéngungen an de Memberstaate solle verbessert ginn. D'Lén an all de Memberstaate sollen en dezent Liewe fir déi Lounofhängeg an hir Familien erméiglechen. D'Europäesch Kommissioun huet a hirer Propos dofir zwee zentral Hiewele virgesinn, iwwert déi ech och an éischer Linn schwätze wéilt: éischtens: d'Héicht vun de Mindestlén; zweetens: d'Zuel vun de Salariéen, déi mat engem Kollektivvertrag schaffen.

Am Virfeld gouf et jo vill Mëssverständnisse doruwwer, ob d'Europäesch Kommissioun hei en eenheetleche Mindestloun fir déi ganz EU-Staate festleeë géif oder net. Dat ass natierlech net de Fall. D'EU huet déi Kompetenzen och iwwerhaupt net. Awéifern dat och wünschenswäert wär, ass eng aner Fro, ob déi ech elo net weider agoe kann. Villméi leet déi proposéiert Direktiv e Kader fest fir d'Festleeë vun de Mindestlén an den EU-Staate respektiv bestëmmte Guidelines fir déi Staaten, déi an hirer Lounpolitik op Mindestlén verzichten.

Wann ee sech dës Instrumenter an der Direktiv elo ukuckt, da stellt ee fest, datt dës Direktiv eng ganz gutt Upak gëtt, fir d'Mindestlén an der EU deelweis substanzieel eropzesetzen, de Stellwäert vun de Kollektivvertrag ze stäerken an op deem Wee ze enger allgemenger Reduzéierung vun de Lounongläichheeten innerhalb vun de Memberstaate bäizedroen.

Mir verstinn dowéinst dem Här Aarbechtsminister säin Houfert iwwert dës Direktiv, deen en an der Press och geäussert huet, och als Ausdrock vum Elan, mat deem hien elo deemnächst dann déi néideg Reforme wäert an Ugrëff huelen, fir de Krittären an Zilsetzunge vun der Direktiv gerecht kënnen ze ginn. Well zu Lëtzebuerg besteet opgrond vun dëser Direktiv dréngenden Handlungsbedarf, an zwar an alleréischer Linn beim Mindestloun selwer.

D'Direktiv leet nämlech fest, wéini vun engem de-cente Loun fir eng Aarbecht ka geschwat ginn.

Anstänneg bezuelt ass eng Aarbecht deemno dann, wann de Loun 50 % vum Duerchschnittsloun oder 60 % vum Medianloun entsprécht. An der EU erreicht aktuell just Portugal dësen Niveau beim Mindestloun. Lëtzebuerg dergéint läit net am Spëtzeloton, mee éischer am Mëttelfeld.

De Mindestloun louch 2019 bei 43,8 % vum Duerchschnittsloun a bei 43,9 % (veuillez lire: 53,9 %) vum Medianloun. Dat ass net just knapp verfeelt, mee et ass däitlech ze mann, wat näischt anescht heescht, ...

(Interruption par M. Dan Kersch)

... wéi dass zu Lëtzebuerg de Mindestloun ...

(Mme Myriam Cecchetti envoie un baiser volant en direction de M. Dan Kersch.)

... den Uspréich vun der Direktiv bei Wäitem net gerecht gëtt an d'Bezuellung vun Aarbecht mam Mindestloun eendeiteg ongenügend ass.

Aschränkend ass natierlech ze soen, dass d'Zuelematerial, dat der Direktivpropos scho bäigeluecht ginn ass, schonn dräi Joer al ass, Här Kersch. D'Montanten hunn dräi Joer dono zwar geännert, mee de Constat bleift onverännert: Lounofhängeger um Mindestloun verléieren zu Lëtzebuerg finanziell den Usschluss.

Dozou eng méi rezent Zuel: Fir 2021 huet de Statec en Duerchschnittsloun vu 5.411 Euro errechent. Zum selwechten Zäitpunkt louch de Mindestloun bei ronn 2.200 Euro. Also war de Mindestloun d'lescht Joer just nach 41 % vum Duerchschnittsloun wäert. Dass de Mindestloun lues a lues u Wäert verléiert, an dat besonnesch par rapport zum Duerchschnittsloun, verwonnert eis natierlech net.

D'CSL weist all Joer am Panorama social, wéi d'Inegalitéit bei de Salarié wuessen. Émsou méi begréissenswäert ass et dofir och, dass d'Kommissioun och den Duerchschnittsloun als Indicateur virgesäit, well de Medianloun eleng ass net aussagekräfter genuch.

Här President, zu Lëtzebuerg ass dann och – an dat ass weéng verwonnerlech – ee vun zéng Vollzäit-salarié vum Aarmut betraff. Domat ass Lëtzebuerg hei am traurege Spëtzentrio an der EU. Am stäerkste betraff sinn hei eenzel Stéit mat oder ouni Kanner.

Et sinn och dës Stéit, bei deenen den Akommesecart par rapport zu Duerchschnitts- oder Medianlén am gréissten ass.

Den Impakt vun engem Eropsetze vum Mindestloun wier grad fir dës Leit am wirkungsvollsten. Den Undeel vun de sougenannte „Working Poor“ kéint esou drastesch reduzéiert ginn.

Lëtzebuerg ass hei eent vun deene Länner, wou eng Upassung vum Mindestloun, laut Kommissioun, e besonnesch positiven Impakt hätt op Aarmutsbekämpfung an Ofbau vun Ongläichheeten. Wa mir elo vu Gréisstenuerdnung schwätzen, da kënne mer Tech dës zwou Zuele ginn: Wéilt een de Mindestloun op 60 % vum Medianloun upassen, da misst de Mindestloun ëm gutt 150 Euro eropgesat ginn; wéilt een op 50 % vum Duerchschnittsloun goen, da wieren et der 350.

Mir géifen eis fir den zweete Montant staarkmaachen, well nëmmen d’Kopplung un den Duerchschnittsloun och tatsächlech géint déi wuessend Lounongläichheete wirkt. Mir hunn eng Motioun an deem Sënn virbereet. Wannechglift, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *vu que le droit à un salaire équitable pour tous les salarié.e.s leur assurant un niveau de vie décent est inscrit dans le socle européen des droits sociaux ;*

– *vu la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à des salaires minimaux adéquats dans l’Union européenne ;*

– *vu que la proposition de directive vise à introduire des critères pour déterminer si les niveaux des salaires sociaux minimaux dans les pays membres sont adaptés par rapport aux salaires médian et moyen et permettent une vie sociale décente aux salarié.e.s qui en dépendent ;*

– *vu que les Objectifs de développement durable (ODD) de l’ONU prévoient que les revenus des 40 % les plus pauvres de la population augmentent plus rapidement que le revenu moyen national ;*

– *considérant que les inégalités de salaires se creusent depuis 20 ans et plus notamment à cause d’une plus forte progression des salaires élevés par rapport aux salaires les plus faibles ;*

– *considérant que la pauvreté laborieuse atteint un niveau préoccupant au Luxembourg et concerne 10,5 % des salarié.e.s à plein temps et 16,6 % des salarié.e.s à temps partiel dont la majorité sont des femmes ;*

– *considérant qu’une augmentation du salaire social minimum entraînera une réduction du « gender pay gap » vu que la majorité des salarié.e.s gagnant le salaire social minimum sont des femmes ;*

– *considérant que le salaire social minimum brut actuellement en vigueur au Luxembourg est inférieur à 60 % du salaire médian brut et à 50 % du revenu moyen brut et ne remplit donc aucun des deux critères prévus par la proposition de directive,*

invite le Gouvernement

– *à procéder dès à présent à une réévaluation du salaire social minimum en tenant compte de la proposition de directive relative à des salaires minimaux adéquats dans l’Union européenne ;*

– *à mettre le salaire social minimum brut au Luxembourg en conformité avec la proposition de directive dès son entrée en vigueur en l’augmentant au moins à 60 % du salaire médian brut.*

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, den zweete ganz wichtege Aspekt, op deen ech wéilt agoen, betrëfft Kollektivverträge. D’Direktiv gesäit elo an der leschter Fassung en Zilwäert vun 80 % vir. Also, véier vu fënnf Lounofhängeger sollen à terme vun engem Kollektivvertrag ofgedeckt ginn.

Lëtzebuerg läit aktuell bei 59 % a stagnéiert scho säit Joren. Deementspriedend muss Lëtzebuerg laut Direktiv en Aktiounsplang virleeën, fir dësen Taux eropzesetzen. Et ass evident, dass e méi héijen Undeel u Kollektivvertrag e positiven Impakt op déi allgemeng Lounentwécklung a soumat op de Mindestloun huet. Besonnesch an deene Secteuren, wou de Mindestloun d’Reegel ass oder generell déif Lén bezuelt ginn – ech denken do un den Horeca, Beräicher am Transport, am Commerce, am Nettoyage an och bei verschiddeenen Handwierker –, kënnen nei oder besser Kollektivvertrag zu Lounopbesserunge féieren, déi dann och Leit aus dem Aarmutsrisiko kéinte befreien.

Zu Lëtzebuerg ass de Lien tëschent Kollektivvertrag a Mindestloun strukturell iwwer Gesetz matenee verbonnen. Déi biannuell Upassung vum Mindestloun an déi allgemeng Lounentwécklung fällt méi positiv aus fir Lounofhängeger, wann an deenen zwee Joer Kollektivvertrag bäikomm oder nei ausgehandelt goufen, déi nieft besserer Aarbechtsbedéngungen och meeschendeels besser Salairé virgesinn, wéi dat als Minimum am Gesetz steet.

Fir bei de Kollektivvertrag méiglechst séier virunzekommen, hu mir och eng Motioun virbereet. Wannechglift, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– *vu la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à des salaires minimaux adéquats dans l’Union européenne ;*

– *vu que la proposition de directive demande à tous les États membres de l’Union européenne de viser une couverture d’au moins 80 % de tous les salarié.e.s par des conventions collectives ;*

– *considérant qu’un renforcement des négociations collectives et une augmentation de la part des salarié.e.s couverte par une convention collective entraîne mécaniquement une augmentation générale des salaires et notamment des salaires les plus bas ;*

– *considérant qu’au Luxembourg la part des salarié.e.s couverte par une convention collective se situe à 59 % et reste donc largement inférieure au taux visé par la proposition de directive ;*

– *considérant qu’au Luxembourg de nombreuses activités et secteurs à salaires généralement faibles ne bénéficient peu ou pas de conventions collectives ;*

– *considérant que la proposition de directive impose aux États membres dont la couverture en matière de conventions collectives est inférieure à 80 % de mettre en œuvre un plan d’action visant à augmenter ce taux,*

invite le Gouvernement

– *à présenter d’ici la fin de l’année un projet de loi portant réforme de la législation en matière de négociations collectives visant à adapter celle-ci à l’évolution de l’économie luxembourgeoise et à renforcer les droits de négociation des syndicats ;*

– *à présenter au plus tard six mois après l’entrée en vigueur de la directive précitée un plan d’action en matière de négociations collectives élaboré en concertation étroite avec les partenaires sociaux.*

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, mir kéinten elo nach iwwer aner Elementer vun der Direktiv schwätzen. Mee fir eis war et wichteg, an dëser kuerzer Zäit op déi zwee wichtegst Punkte vun der Direktiv anzegoen an déi kuerz op de Lëtzebuerg Kontext erofzubrechen.

Déi zentral Ausso, déi muss hänkebleiwen, ass: Eise Mindestloun ass net héich genuch, fir anstänneg kënnen dovunner ze liewen, an e verléiert donieft u Wäert par rapport zum Duerchschnittsloun. Eng Upassung vum Mindestloun am Kader vun dëser Direktiv géif eng substantziell Erhéijung bedeuten a kéint fir vill Lounofhängeger am Niddreglounberäich eng reell Verbesserung vun de Liewensbedéngunge bedeuten. D’Stärkung vun de Kollektivvertrag ass e wichtege Facteur, dee fir eng allgemeng Progressioun bei de Lén suerge kann.

Här President, mir mengen, datt d’Regierung keng Zäit ze verléieren huet an esou séier wéi méiglech déi néideg Mesuren ergräife soll, fir derfir ze suergen, datt déi vill Leit, déi zu Lëtzebuerg oft ganz essenziell Aarbechte fir eis alleguete maachen, dat kréien, wat hinnen och zousteet, nämlech en anstännege Loun.

Mir soen Iech Merci fir d’Nolauschteren.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d’Wuert.

Débat

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d’alleréischten der Madamm Cecchetti merci fir d’Initiativ, fir dësen Debat hei ze froen, dës Heure d’actualité. Mee, d’Madamm Cecchetti huet et selwer gesot, et wier vläicht besser gewiescht, eng Interpellatioun unzefroe wéi eng Heure d’actualité, well ech weess, ausser hir, déi elo zéng Minutten huet, hunn d’Kolleegen heibannen an ech och nëmme fënnf Minutten. Mee ech hätt och kënnen selwer drop kommen, eng Interpellatioun ze froen. Klammer erëm zou.

Dir Dammen an Hären, léif Frënn, ech mengen, et ass wierklech e Meilsteen an der europäescher Sozialgeschicht, wat den Aarbechts- a Sozialminister zesumme mam EU-Kommissär a mat der EU-Kommissioun fäerdegbruecht huet, dass mer elo hei eng europäesch Richtlinn kréie fir Mindestlén. Woubäi et ganz wichteg ass ze betounen: Et gëtt net een europäesche Mindestloun, well da wäert mer ni zu engem Accord komm, mee et gëtt eng Richtlinn, wéi en europäesche Mindestloun soll ausgesinn.

D’Madamm Cecchetti ass drop agaange mat deene 50 % Bruttoduerchschnittsloun a 60 % Bruttomedianloun. Ech mengen, do ass et wichteg, dass alleguerten déi Chifferen och op den Dësch kommen. Do gëtt et de Panorama social vun der Chambre des Salariés. Et gëtt Berechnungen, déi een an der Sécurité sociale mécht; dass een do eng Bestandsopnam mécht an dass een déi Saachen all huet, wa mer heibannen eis domat beschäftegen, wann d’Ratifikatioun vun dësem Accord, dee jo elo 24 Méint Zäit huet, fir dass mer dorop aginn, fir dass deen da ratifizéiert gëtt, dass mer dann all dat Material hunn, fir dann déi Diskussioun och kënnen en connaissance de cause ze féieren.

An doriwwer eraus kënnt jo dat och mat de Kollektivvertrag. Ech mengen, dass et och wichteg ass, bei de Kollektivvertrag ze kucken, wivill Leit zu Lëtzebuerg ënner Kollektivvertrag falen a wivill Leit net

drënnerfalen. Et ass ëmmer geschwat gi vu ronn 50 %, déi hei zu Lëtzebuerg géifen drënnerfalen. Mee da misst een och elo déi genau Bestandsopnam maachen. An ech ginn dovun aus, dass, bis d' Ratifikatioun kënnt, de Ministère, zesumme mam Statec a mat der IGSS, alleguerten dat Material dann huet, fir dat och kënnen ze kucken.

Well et geet elo net duer ze feieren, obwuel dat Ganzt derwäert ass, dass mer europäesch Mindeststandarden hunn, mee mir mussen dann awer och kucken, wéi mer dat alles kënnen errechen, fir dass déi Leit, déi op deem Mindestloun schaffen, och richtig domat kënnen liewen.

An ech wëll dorun erënneren, d' Madamm Familljeminister erkläert dat och allkéiers, dass jo allkéiers déi Analys gemaach gëtt: Wat brauchts de hei zu Lëtzebuerg, fir solvabel ze liewen? Wat brauch e Menage vun enger, vun zwou oder dräi Persounen, déi da mussen domadder ëmgoen?

Well verschidde Kolleegen heibannen, déi wëssen et nach, anerer net: Mir haten an der Zäit och emol e Mindestloun mat Charges familiales oder e Mindestloun ouni Charges familiales. Deen ass am Kader vun der Concurrence déloyale, fir do dee Salarié, dee sech virstelle gaangen ass, ofgeschafft ginn, well mer festgestallt hunn, dass bei deem, dee sech virstelle gaangen ass mat Charges familiales, de Betrib méi retizent war wéi bei deem ouni Charges familiales.

Mee dass et och elo wichteg ass, dass mer déi Hausaufgab maachen, fir dass mer prett sinn, wann d' Emsetzung vun der Direktiv kënnt. Dass mer dann och schwätzen iwwer d' Héicht vum Mindestloun, dass mer mussen schwätzen iwwer d' Héicht vun den Tariffleien an dass mer et virun allem fäerdegbréngen, och a verschidde Secteuren – an d' Madamm Cecchetti huet der schonn e puer genannt – en Tariffvertrag ze maachen, e Vertrag ze maachen, e Kollektivvertrag, fir do d' Aarbechts- an d' Lounbedéngunge kënnen iwwer dee Vertrag ze léisen.

An dat brauch kee Betriversvertrag ze sinn. Et kënnen jo och, wat Der hei zu Lëtzebuerg jo och hutt – déi meescht vun Iech wëssen et, oder ech wëll soen, alleguerte wëssen et –, si Sektorialverträge an Dir hutt Betriversverträge. Dass et eeben do wichteg ass, dass mer do dat regelen, dass et och net kann zu enger Concurrence déloyale kommen. An dass dann awer och mussen déi Kontrolle gemaach ginn, fir dass dat och alles duergesat gëtt, wat an deene Mindestnorme festgehale ginn ass a wat dee Mindeststandard ass. Et geet net duer, eppes festzesetzen, mee et muss een och kontrolléiere goen herno, ob dat agehale ginn ass.

Dann ass et och wichteg, wa mer schwätze vun enger europäescher Direktiv vu Mindestleien, da mussen mer och driwwer schwätzen: Wat bedeit et fir d' Liewensbedéngungen, déi eenzel Leit mussen mat deem Mindestloun packen? Wat kann ee maachen, fir d' Sozialpartner nach méi ze stäerken an deene Verhandlungsergebnisse?

Et ass un der Politik, e Kader ze schafe beim Tariffvertrag, mee et ass duerno un de Sozialpartner, déi Arrangementer erbäizeféieren. Et ass wichteg, dass mer och iwwer fair Aarbechtsbedéngunge schwätzen, Sozialdialog an Abezéiung vun de Beschäftegten.

Ganz vill vun deene Saache kenne mir hei zu Lëtzebuerg schonn zanter 1965, wéi de Kollektivvertrag komm ass. Mir kennen d' Matbestimmungsgesetz, mir kennen d' Delegationsgesetz; wat Saache sinn, wou Lëtzebuerg ëmmer Virreider war a sech ni huet missen am europäesche Sozialdialog verstoppen, mee dass et och elo wichteg ass, grad wou den Aarbechtsmaart ëmmer méi atypesch gëtt, dass mer do och nach méi déi Sozialpartner mat abannen.

An dann e leschte Punkt, deen awer a mengen Aen och ganz wichteg ass. An do géif ech en Appell maachen un de Minister, fir dat awer och ze kucken. Mir hunn de Moment ganz vill Frontalieren, déi op Lëtzebuerg kommen, 200.000 um Stéck. Déi kommen aus der Belsch, aus Däitschland a Frankräich. An duerch déi Mindestlounerhéijung – mir spieren dat jo elo schonn, dass déi Däitsch hiren eegene Mindestloun méi héich gesat hunn – gött Lëtzebuerg och ëmmer manner attraktiv als Standuert fir déi Leit, wa se op Lëtzebuerg schaffe kommen.

Och dat dierf ee bei där heiter Diskussioun net aus den Ae verléieren. Well wann Der do verschidde Leit hutt, deemno vu wéi wäit se kommen, déi mussen jo net nëmmen aacht Stonne schaffen, mee déi sinn zwielef Stonnen ënnerwee, zwou Stonne moies an zwou Stonnen owes fir heem, a se ginn awer nëmmen aacht Stonne bezuelt. Och dat mussen mer an déi Iwwerleeung mat eranhuelen, wat dat bedeit, a wat mer do alles kënnen änneren, fir dass Lëtzebuerg als Standuert och nach ganz attraktiv bleift.

Merci, Här President, dass ech hunn dierfen iwwerzéien. An ech hätt nach ganz vill ze soen, mee meng Riedezäit ass ofgelaf.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. Dir wësst, datt ech mat Iech ëmmer ganz gnädeg sinn.

(Brouhaha)

Domadder géif ech d' Wuert dann un den nächsten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Frank Colabianchi, ginn.

M. Frank Colabianchi (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d' éischt och emol vu menger Säit e ganz häerzleche Merci un d' Madamm Cecchetti fir d' Ufro vum dëser Heur d' actualité.

Et geet ëm d' Salaires minimaux an den Impakt op déi Lëtzebuerger Gehälterpolitik, d' est opgrond vun dem rezenten, nach provisoresche politeschen Accord um EU-Niveau, wat d' Mindestleien ugeet, engersäits betreffend d' Héicht vun de Salairen an anersäits awer och betreffend d' Aart a Weis, wéi d' festgeluecht ginn.

An hei ginn et queesch duerch Europa ganz grouss Ënnerscheeder. D' Europäesch Unioun ass net homogeen. Dat ass e Constat, deen ee maache muss, wann ee sech mat enger Rei Theemeberäicher beschäftegt. An dat ass och normal, well ënnerschiddlech Kulturen, Traditiounen a Sprooche prägen d' Bild a sinn Deel vun der Diversitéit vun de Länner an der EU.

E puer Zuele sollt ee schonns nennen, fir déi grouss Ënnerscheeder ze illustréieren.

Während Bulgarien esou deen niddregste Mindestloun an der ganzer EU huet, ass eisen deen héchsten, ronn aachtmol méi héich wéi de bulgareschen. An et sinn eis Nopeschlänner esou wéi Holland an Irland, déi eis am nooste sinn. Trotzdeem ass et awer nach wäit ewech, ronn e Véierel manner vun der Situatioun hei zu Lëtzebuerg, wou aktuell jo den onqualifizéierte Mindestloun bei 2.313 Euro an de qualifizéierte Mindestloun bei 2.776 Euro läit.

Insgesamt läit de Mindestloun an 13 Länner vun der EU ënner 1.000 Euro an a 6 Länner iwwer 1.500 Euro. Dat hänkt natierlech och mat de Liewenskäschten zesummen, déi hei am Land mat am héchste sinn. A wann een déi consideréiert, ass eise Pouvoir d'achat dräimol méi héich am Verglach mam Beispill Bulgarien vu vir drun.

Gewëssen Differenze loosse sech net aus der Welt schafen. Dowéinst mécht en EU-wäite Mindestloun,

deen iwwerall d' selwecht héich wier, kee Sënn. An dat huet sech d' Europäesch Kommissioun och ganz kloer net zum Zil gesat.

Neen, et geet hei drëms, gemeinsam, stabel a kloer Standarden a Referenzwäerter ze definéieren, déi beim Festleeën oder Upasse vum Mindestloun an all Memberstaat zum Asaz komme sollen. Dës Standarde sollen hëllef, en adequaten an equitablen Niveau vum Mindestloun ze errechen. Esou kënnen d' Aarbechtskonditiounen verbessert, Inegalitéite reduzéiert an en ugemooosend, un déi jee weils Situatioun ugepasstend Liewen erméiglecht ginn.

D' Sozialpartner solle méi mat agebonne ginn, an déi sougenannten Négociations collectives promovéiert ginn, fir souwuel d' Salairen an d' Sozialleeschtunge wéi och d' Aarbechtszäit an de Congé an dann och d' Gesondheet an d' Sécherheet op den Aarbechtsplazen ze verbesseren. Et ass dat, wat de politeschen Accord op EU-Niveau virgesäit.

Hei am Land kréien ëm 60.000 Leit de Mindestloun. Periodesch gëtt de Salaire minimum zu Lëtzebuerg analyséiert a wann néideg un déi wirtschaftlech Entwécklung ugepasst.

2019 goufen zwou Erhéijunge gestëmmt, fir d' éischt ëm 1,1 %, dunn nach eng Kéier ëm 0,9 %. D' lescht Joer dunn ass de Mindestloun nach eng Kéier ugepasst ginn an ëm 2,8 % an d' Luucht gaangen. Och déi nei EU-Richtlinn gesäit vir, datt d' Memberstaaten hir Mindestleien mindestens all zwee Joer aktualiséieren, wa se net iwwer een automateschen Indexmechanismus verfügen.

Dese Punkt betrëfft eist Land also net, well mir, éischters de Mindestloun souwiso periodesch analyséieren an zweetens zu deene Länner mat engem automateschen Indexéierungsmechanismus gehéieren.

Mir mussen awer och oppassen, datt déi reegelméisseg Erhéijungen net zulaaschte vun eise Betriber ginn, déi d' Salairé jo bezuele mussen. Et gëtt nämlech net nëmme sougenannte grouss Boitten, déi kräfteg a säfteg Gewënner maachen. Neen, et gëtt vill méi Kleng- a Mëttelebetriber, dorënner eng ganz Rei finanziell gesi méi fragill Betriber. Hir Existenz an also och deenen hiren Ugestallten hir Existenz dierf een net op d' Spill setzen. Dowéinst ass et wichteg, datt mir dat groust Bild am A behalen a fir e gewëssenen Equiliber suergen.

D' Erhéijung vum Mindestloun eleng geet och net duer, fir deene Leit ze hëllef, déi finanziell am meeschten ënnert d' Äerm gegruff mussen kréien. D' Regierung ass dann och op de Wee gaangen, zousätzlech verschidde Saachleeschtunge gratis unzébieden. Öffentlechen Transport, Schoulbicher, Hausaufgabenhëllef sinn e puer Beispill vum finanzieller Entlaaschtung.

Trotzdeem bleift de Mindestloun e ganz wichtigen Outil, fir en dezent Liewen ze garantéieren. An un d' sem Outil hale mir natierlech an Zukunft fest.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu mat der Europäescher Unioun ugefaangen a wollt de Krees och domadder zoumaachen, an zwar mat engem Zitat aus dem Europawalprogramm vun der Demokratescher Partei. Ech zitieren: „Trotzdeem wäerten d' Memberstaaten – ënnert der Leedung vun der EU – weider d' Standarde fir déi sozial Grondrechter vun all de Bierger upassen. Dovunner ofgesinn, ass den Zougang zu engem EU-wäiten, soziale Mindestloun eng vun eise Prioritéiten. Et ass kloer, datt dee Mindestloun net kann iwwerall d' nammlech sinn. E muss de Spezifitéite vun den eenzele Staaten entsprechen a reegelméisseg ugepasst ginn. Fir d' DP muss d' Sozialpolitik vun der EU prinzipiell no uewen ugepasst ginn.“

D'Demokratesch Partei begréisst also ganz kloer dës rezent Entwécklung.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Colabianchi. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Eigentlech wollt ech meng Ried haut de Mëtten ufänke mat engem Merci fir d'Madamm Cecchetti fir dës Heure d'actualité. Elo fänken ech u mat engem Merci fir dee léiwé Kuss, deen Der mer hei vun der Tribün aus zouggeschéckt hutt. En huet keng besonnesch Gefiller bei mer deblockéiert an dat huet net nëmme mat mengem Alter ze dinn.

Plusieurs voix | O!

M. Dan Kersch (LSAP) | De Mindestloun an déi kleng Salairé si säit jeehier Haaptbestanddeel vu sozialistescher Politik. Dobäi si mer eis bewosst, dass déi betraffe Leit net onbedéngt zu eiser Walclientèle gehéieren, aus deem ganz einfache Grond, well si meeschtens iwwerhaapt kee Walrecht hunn.

Eisen Interêt fir dës Akommesgruppen ass also mat Sécherheet net der Waltaktik geschélt, mee der sozialer Gerechtegkeet an der Kohäsion an eiser Gesellschaft. Et ass en Thema, dat zur DNA vun der LSAP gehéiert.

Et ass duerfir och keen Zoufall, wann dës europäesch Direktiv d'Handschréft vum sozialisteschen EU-Kommissär aus der LSAP-Famill Nico Schmit dréit an ënnert der Matwierkung vu sozialisteschen Aarbechtsministeren zustane komm ass.

An ech freeë mech mam Georges Engel, dass hien d'Geleeheneit hat, fir bei där leschter Sitzung, wou de Paquet zougeu ginn ass, kënnen derbäi ze sinn.

Lëtzebuerg huet ee vun deenen héchste Mindestléin wäit a breet – dat wësse mer –, mee domadder sinn nach laang net all Problemer geléist. De Bruttowäert vum Mindestloun läit wuel ëm 13 % iwwert deem Wäert, wou en Aarmutsrisiko besteet. Mee déi Differenz gëtt scho bedeitend méi kleng, wann een den Nettowäert kuckt.

Vill Stéit – och hei am Land – hu Problemer, fir um Enn vum Mount iwwert d'Ronnen ze kommen. Dat zielt net nëmme fir Mindestlounempfänger, awer besonnesch fir Mindestlounempfänger. An dat ass e gravéierende Problem, deem sech mir Sozialiste bewosst sinn.

Et war e Walversprieche an eng vun de Bedéngunge vun der LSAP fir d'Matmaachen an dëser Koalitioun, dass de Mindestloun op den 1. Januar 2019 ëm 100 Euro netto strukturell an d'Luucht gesat gëtt, an dat ausserhalb vun deenen normalen Upassungen, déi mer soss och maachen.

A wann ech scho vun deem Prinzipp schwätzen, dass all zwee Joer eng Evaluatioun vun der ekonomescher Situatioun an dem Mindestloun stattfënnt, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, hale mir ëmmer drop, dass déi Upassungen dann och gemaach ginn, obschonn et eigentlech keng gesetzlech Obligatioun derfir gëtt. Fir d'Sozialiste steet dat net zur Dispositioun, net haut an och net muer.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Heiduerch kann eng reegelméisseg Upassung vum Mindestloun, wéi gesot, schon niert der automatescher Upassung duerch den Index – dee sollt een och net vergiessen –, virgeholl ginn. An dat ass e wichtegt Element an där

ganzer Diskussioun. Sou gouf zum Beispill de Mindestloun den 1. Januar 2021 ëm 59,94 Euro fir onqualifizéiert an ëm 71,93 Euro fir qualifizéiert Salariéen opgewäert.

2020 hu méi wéi 60.500 Leit de Mindestloun verdingt, wat 14,6 % vun de Salariéen duerstellt, Fonctionnaires exclu. Eis Hëlfelefen un déi Klengverdingter kommen deemno ville Stéit hei am Land zegutt. An dat ass och gutt esou.

Bei dëser Direktiv ass et wichteg, kloerzestellen, dass si keen europäesche Mindestloun virschreift, et ass virdu scho gesot ginn, well dofir déi sozioekonomesch Ënnerscheeder tëschent den europäesche Länner einfach ze vill grouss sinn. Zudeem gi sech sechs Memberstaaten d'Recht, iwwerhaapt kee Mindestloun ze hunn, well si op aner Weeër probéieren, hir Lounpolitik ze maachen, notamment iwwert d'Kollektivverträg.

D'Direktiv gëtt awer Recommandatiounen – ech soen: Recommandatiounen –, u wat fir Parametere sech kann den nationale Mindestloun orientéieren. Heibäi bezitt ee sech op international gebräichlech Indicateure fir d'Berechnung vun engem Mindestloun. Esou e Referenzwäert kéint zum Beispill 60 % vum Bruttomédiansalaire sinn oder 50 % vum Bruttoduerschneittssalaire.

Op Lëtzebuerg ëmgemënt, läit de Mindestloun op Februar 2022 gekuckt knapps, ganz knapps ënnert de 60 % vum Médiansalaire.

Ech brauch hei net ze soen, dass et just eisem Land géif gutt zu Gesiicht stoen, dës europäesch Recommandatioun à la lettre ze befollegen. Eng weider strukturell Erhéijung vum Mindestloun bleift also d'actualité. Och wann dat an dëser Legislatur vläicht net méiglech ass, hunn awer elo alleguerten d'Parteien d'Méiglechkeet, an deem Walkampf, deen usteet, wou Parteiprogrammer geschriwwen ginn, ze weisen, wéi eescht si et mat de Mindestlounempfänger mengen. Bei der LSAP hunn ech do keng Bedenken. Ech si gespaant, wat aner Parteien dann do wäerte fir Virschléi maachen.

D'Direktiv recommandéiert och, dass d'Entwécklung vum Mindestlounwäert sech no engem Wueren- an Déngschtleeschungskuerf orientéiert an d'Salariéer an d'Liewenskäschte sollen indexéiert ginn. Dat geschitt bei eis zu Lëtzebuerg. An ech probéieren et elo e bësse méi kuerz ze maachen.

Eng wichteg Saach wollt ech nach soen, well mer déi besonnesch um Häerz läit. Dat ass d'Fro vun de Kollektivverträg, wou jo de Wäert vun 80 % ugepeilt gëtt. Do leie mer drënner mat ëm 50 %, 53 %, wann ech et richtig am Kapp hunn. An der Fonctioun publique sinn et zwar 100 %, mee do sinn Efforten ze maachen. Ech hoffen, dass déi gutt Kontakter, déi geknäppt gi sinn tëschent Gewerkschaften a Patronen am Kader vun der Pandemiebekämpfung, fir Betriber ze retten, do e Vertrauensklima geschafen hunn, fir dass mer an Zukunft méi där Kollektivverträg hunn.

A wann dat net sollt de Fall sinn, Här Minister, sinn ech der Meinung, dass een och op Regierungssäit muss driwwer nodenken, fir déi Betriber och steierlech ze bevurdelegen, déi de Courage hunn, e Kollektivverträg ofzeschléissen.

Merci villmools!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Merci un d'Kolleeiginne vun déi Lénk fir dësen Debat vun haut, deen e kontinuéierlechen hei zu

Lëtzebuerg ass an dee mer ëmmer solle weiderféieren.

Et ass en historesche Projet, op dee sech d'Parlament, de Conseil an d'Kommissioun gëeenegt hunn, en europäesche Kader fir e Mindestloun. Mäi Virriedner huet et gesot: Den Nicolas Schmit ass net onschëlleg dorunner. An do kënnen mer als Lëtzebuurger alleguerten houfreg drop sinn.

Als Gréng kënnen mer déi Initiativ nëmme ënnerstëtzen. Se entsprécht eisen Iwwerzeegungen an eise Grundgedanken.

Loosst eis net vergiessen, während der europäescher Finanzkris huet de Credo nach doranner bestanen, dass d'Mindestléin missten agefruer respektiv souguer gekierzt ginn! All Form vu Lounkoordinatioun war Acteure wéi där ominéiser Troika en Dar am A.

Mee déi neoliberal Doxa ass mëttlerweil an den Hannergrond geréckelt. Dass d'Mindestléin automatesch zu méi Aarbechtslosegkeet, méi Chômage géife féieren, ass dank den empirischen Aarbechte vum Nobelpräisträger David Card an Alan Krueger och ënner Ökonomen net méi Konsens.

D'Mindestloundirektiv ass eng kloer Stärkung vum sozialen Europa. Als Gréng kënnen mir dat natierlech just begréissen. Et ass e wichtege Schrëtt fir méi sozial Kohäsion an de Kampf géint d'Aarmut.

De Mindestloun ass eng Brems – ass net alles –, eng Brems a puncto Prekaritéit a sozialer Ongerechtegkeet. Et geet drëm: All Aarbecht huet hire Wäert a verdingt eng minimal, wa méiglech, eng korrekt a fair Bezuelung.

Mir sollten hei och net maachen, wéi wann dëst keen Thema am räiche Lëtzebuerg wär! Mir si leider mam Paradox konfrontéiert, dass gläichzäitig zum Wuelstand och d'Aarmut an d'Ongläichheeten zouhuelen. Ëmmer méi Mënsche sinn trotz Aarbecht dem Aarmutsrisiko ausgesetzt; d'Stéchwuert „Working Poor“ ass virdu gesot ginn.

An och, wann eise Mindestloun nominell gesinn deen héchsten an der EU ass, esou ass den Ecart an den Nopeschlänner, besonnesch Däitschland mat deem nächst 14 Euro Mindestloun (veuillez lire: 12 Euro Mindestloun), méi kleng ginn.

De Marc Spautz huet erläutert, wéi eng Iwwerleeung een an deem Sënn soll féieren: net just opportunistesch sinn, lücht méi niddreg ze sinn oder lücht méi héich ze sinn. Déi Differenzialgeschicht, dofir brauche mer eng Interpellatioun, fir eis doriwwer eens ze ginn, ob mir dann awer eis sozial Standarden héijen oder ob mer bei den Noper kucken, fir dass mer just nach ëmmer konkurrenzféig bliewen.

D'Präisdeierecht spëtz d'Situatioun nach weider zou. Dofir sollte mir all Piste verfolge, déi et erlaben, geziilt de Stéit mat niddregem Akommes ënnert d'Aerm ze gräifen. Zousätzlech zu de Mesurë vum Energieësch an der Tripartite plädéiere mir als Gréng ënner anerem derfir, dass duerch d'Erhéijung vun de Steierkreditter Stéit mat niddregem Akommes weider kënnen entlaascht ginn an dass mir derfir suerge kënnen, dass de Mindestloun och effektiv bei de Leit ukënnert.

Ausserdeem sollt de Mindestloun jo och, wéi mäi Virriedner, den Dan Kersch, et gesot huet, all zwee Joer un d'Evolutioun vun de Gehälter ugepasst ginn. Déi nächst Echeance, déi Enn des Joers ass ..., hoffentlech wäert dat da geschéien! Mee ech soen awer och derbäi: Eng méi strukturell Erhéijung dierf keen Tabu sinn! D'Initiateure vun der Heure d'actualité hunn dat schonn ugedeit.

Ech wëll awer och nach op en anere Volet vun der Mindestloundirektiv agoe wéi meng Virgänger.

D'Kollektivvertragswiesen: Et ass gesot ginn, d'Zuele sinn, dass 53 % vun de Salariéen ënner e Kollektivvertrag falen. Mir sinn an enger Fifty-fifty-Situatioun, wou d'Hallschent hei am Land drënnerfällt an d'Hallschent net. Dat ass net gutt. Dat ass eng Ongläichheet. An Ongläichheet sinn net gutt. An ech weess, vu wat ech schwätzen! Iwwer 30 Joer hunn ech déi onkloer Situatioun berufflech a mengem eegene Btrib matgemaach.

Am Koalitiounsvertrag war scho virgesinn – dat ass och schonn hei gesot ginn –, de gesetzleche Kader vun de Kollektivverträge op de Leescht ze huelen. Dësen Optrag ass heimaddeger nach eng Kéier um europäeschen Niveau bestärkt ginn. Hei ass et elo um Aarbechtsminister, deen eis doriwwer wäert ënnerriichten, zesumme mat de Sozialpartner un enger Propos ze schaffen.

Eng Stärkung vum Kollektivvertragswiesen ass effektiv de Kinnekwee, fir sécherstellen, dass de Rächstum, deen hei am Land geschaaft gëtt, och gerecht ënner allen Acteuren, sämtlechen Acteuren opgedeelt gëtt. D'Alternativ dozou wär nämlech e weidert Ausenanderdrift vum der Gesellschaft an ee Staat, dee bei der nogelagerter Ëmverdeelung op seng Limite géif stoussen.

Souwäit fir haut zu dësem Thema, wat eis weider wäert beschäftegen, an dat ass gutt esou an onbedéngt noutwendeg. Et geet ëm sozial Gerechtegkeet, ëm de soziale Fridden an ëm de sozialen Zesummenhalt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken en häerleche Merci der Madamm Myriam Cecchetti fir des Aktualitéitsstonn, wat d'Auswierkungen op Lëtzebuerg sinn, wat d'Aféierung vu Krittere si vun enger europäescher Direktiv betreffend engem Mindestloun an de jeweilege EU-Länner.

No laange Verhandlungen hu sech d'EU-Memberstaaten an d'EU-Parlament op eenheetlech Krittere fir de Mindestloun geeenegt. Bekämpfe wëllen d'EU-Staaten d'Tatsaach, dass an der EU vill Menschen aarm sinn, obschonn dass se enger Vollzäitbeschäftegung noginn.

D'Eenegung, déi fonnt gouf, gëtt gelueft als Dokument, dat sozialpolitesch Geschicht schreibe wäert. Déi nei Richtlinn leet fest, wéi an Zukunft an deenen eenzelnen EU-Staaten d'Mindestloun berechent, ageféiert an ënnerstëtzt solle ginn. D'EU-Staate mussen iwwerpräiwen, ob déi bei hinne gültig Mindestloun deene betraffene Salariéen an hire Familijen erméiglechen, iwwert d'Ronnen ze kommen.

Déi gesetzlech Mindestloun sollen no dëser Direktiv op d'mannst all zwee Joer ugepasst ginn. A Länner, déi en automateschen Indexsystem hunn, geet all véier Joer duer.

D'Gewerkschaften, esou heescht et aus EU-Kreesser, sollen un der Aktualiséierung vun dem Mindestloun an den EU-Staate bedeelegt ginn. Obschonn déi nei Direktiv sech fir reegelméisseg Tarifverhandlungen an den EU-Memberlänner staarkmécht, kann ee bezweifelen, dass d'Gewerkschaften duerch dëst net Regelwierk gestärkt wäerte ginn. Am Abléck ass dës Direktiv just e Provisorium. Formal gesi mussen nach verschidden Instanzen zoustëmmen.

Duerno hunn d'Memberstaaten zwee Joer Zäit, fir d'Direktiv an nationaalt Recht ëmzesetzen. Natierlech gëtt elo schonns, wéi gesot, dës Direktiv vun EU-Spätzefonctionnairé gelueft als Rettung fir 24 Millioune Salariéen, déi trotz hirem Gehalt kaum iwwert d'Ronne kommen.

Et wäert awer esou laang daueren, bis dës Direktiv wäert ëmgesat ginn, dass esou oder esou, opgrond vun der Joerhonnertenergiekris, déi elo virun eis steet, ee ganz haarde Wand op déi sozial schwaach Mënschen zoukënn. Den Impakt vun dëser globaler Kris wäert duerch esou eng Direktiv net ofgediert ginn.

Mir als ADR begrëssen, dass op EU-Niveau e Mindestloun soll agefouert ginn. Dat gëtt der Kompetitivitéit, awer och dem Dumping méi gerecht, wann och net alles ... Begrëssen di mer och, dass déi eenzel national Parlamentar zoustänneg sinn. Et ass gutt, dass dëst geschitt op Basis vu Kritteren. Dem Aarmutrisiko gëtt domat e Stéck entgéintgewierkt an der EU, mee trotz engem Mindestloun an der EU ass den Aarmutrisiko nach ëmmer ginn. Dat gesi mer jo och zu Lëtzebuerg.

Mir mussen awer oppasse mam Verglach vum Mindestloun tëschent den eenzelnen EU-Länner. De Mindestloun ass nëmme eent, wann och e ganz wichteg Element an engem gudden soziale System.

Da wéilt ech nach eng Motioun deponéieren, déi géif eise Leit, déi de Mindestloun verdéngen, an dësen Zäiten, déi elo op eis zoukommen, erlaben, e puer Euro méi ze hunn, wa se befreit géife gi bis de Mindestloun vun der Steier.

Ech géif déi Motioun dann deponéieren an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten

ass der Meenung, dass

– *d'Héicht vum Mindestloun fir vill Diskussiounen suergt, an dass net méi universell unerkannt ass, dass dee sozio-ekonomeschen Zweck vum Mindestloun besonnesch an deem aktuellen ugespaante makroekonomesche Kontext nach kann op eng zefriddestellend Manéier erreecht ginn;*

– *fir déi Leit, déi de Mindestloun kréien, dësen, esou wäit wéi nëmme méiglech, soll een Nettoloun duerstellen,*

fuert d'Regierung op,

– *der Chamber ee Projet de loi virzeleeën, deen de Mindestloun vun der Akommessteier befreit.*

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Myriam Cecchetti fir déi wichteg Aktualitéitsstonn. Jo, et ass e wichtige Schrëtt, wou ech eigentlech net domat gerechent hat, dass d'EU e géif maachen. Mee et muss een natierlech elo déi eenzel Modalitéiten an dann Effekter ofwaarden, wéi déi eenzel Länner dat Ganzt och interpretéiere wäerten. Ech sinn do e bësse méi skeptesch, woubäi ech de Start awer kloer begrëssen, net nëmme, well mir dat änlech am EU-Programm scho gesinn hunn, mee och, well ech d'Iddi vum Mindestloun nach ëmmer ënnerstëtzen.

Well et ass nach ëmmer esou, dass, wann ee schaffen geet an all Moien opsteet, soll een och gutt dovunner liewe kënnen. Et leescht een eppes fir d'Gesellschaft, da soll een och eppes zréckkréien. An do ass eeben d'Diskussioun, dass een ëmmer nëmme nom Montant selwer kuckt, eigentlech e bëssen eng falsch,

well et ka sinn, dass ee mat engem méi niddrege Mindestloun wéi zu Lëtzebuerg an engem anere Land ka besser liewe wéi hei zu Lëtzebuerg mat engem Mindestloun, deen am Moment an Europa deen héchsten ass.

Ech schwätzen do net vun den zwee Euro a Bulgarien, mee vun deene Länner, déi dertëschtentleien a wou hir Niewekäschte vill méi geréng sinn. Dofir ass den europäesche Mindestloun och ganz komplex, dass een net einfach ka soen, mir huelen deen een oder deen anere Montant, mee ganz vill Krittere muss kucken, wat op där enger Säit et komplex mécht, op där anerer Säit awer och eng Ouverture ass, fir dass déi Länner, déi de Leit net wëllen esou vill zréckginn, dat kënnen benotzen, fir eeben e Mindestloun zimmlech déif ze halen.

Mir si souwisou der Meenung, dass e Mindestloun, egal wéi e Land et ass, 20 % iwwert dem Aarmutrisiko soll leien, well et kann net sinn, dass, wann ee schaffe geet, een nach ëmmer an dem Aarmutrisiko ass.

A mir gesinn och an der Groussregioun hei fir eist Land eng Chance, awer och eng Gefor.

Op d'Chance ginn ech fir d'éischt an. Dat ass, dass d'Handwerksbetreiber, doduerch dass an der Groussregioun Mindestloun kommen ... Huele mer zum Beispill Däitschland, dat ass e grouse Phänomeen, wou ganz vill Handwerksbetreiber eng méi bëlle Konkurrenz haten, well déi lescht Joren déi eeben iwwert d'Salairé gesteiert waren, soudass d'Handwerksbetreiber hei am Land elo sécherlech mander Konkurrenz iwwert de Präis kréien, well wann Däitschland elo op 12 Euro Mindestloun eropgeet, se zimmlech no bei eis wäerte sinn, wat eis Handwerksbetreiber stärke wäert a wat och warscheinlech d'Méiglechkeet gëtt, dass déi hirem Personal, sief et iwwer Primmen oder iwwer aner Modalitéiten, entgéintkommen.

Op där anerer Säit gesinn ech awer e Risiko, dass, wann an der Groussregioun d'Salären an d'Luucht ginn iwwert de Mindestloun, mander Leit heihinner wëlle schaffe kommen, well se sech de Verkéier kënnen spueren. Si kënnen alleguerten déi aner Käschte spueren, wa se herno mat 12 Euro ... Oder wa Frankräich op 10 Euro, 11 Euro elo eropgeet. Elo ass jo déi nei Regierung, déi ugekënnegt huet, och do nach eng Kéier nozeleeën, dass se herno bei 12, 13 Euro wäerte landen. Da si mer herno op engem Niveau. An dat wäert sécherlech eis Personalpolitik e bëssen op d'Kopp geheien.

An do muss Lëtzebuerg sech fir d'Zukunft virbereeden, well mir wëlle jo och elo net vill, vill méi wäit an déi osteuropäesch Länner goen, fir dann do Personal ofzezéien, well dat ass dann och erëm kontraproduktiv. Dofir ass et, fir elo sech virbereeden, dass mer higinn an awer herno genuch Main-d'oeuvre nach am Land hu fir eis deeglech Aufgaben.

Mir Piraten si souwisou der Meenung, dass de Mindestloun iwwer eng Steierpolitik muss iwwerlaascht ginn. Mir hunn allgemeng e Problem domat, dass d'Steieren nom Loun zimmlech héich sinn. Mir sinn éischer der Meenung, dass een d'Kapital oder aner Ertrag misst vill méi besteieren, awer dofir de Loun, wou ee schaffe geet, misst vill manner besteiert ginn. Dat hätt och scho beim Mindestloun bezéiungsweis bei alleguerten deenen, déi kuerz driwwer leie seng Virdeeler, dass d'Leit do direkt erëm cash an d'Täsch eppes erëm hätten.

Huele mer de Mindestloun: 50 oder 100 Euro hätt een einfach méi, wann een do un der Steierschrauf géif dréien. Et géif dem Staat net wéiden, wann en contrepantie deene groussen Entpreisen, déi Millioune Gewinner maachen, dat vläicht iergendwéi ëm 0,00... iergendeppes Prozent géif eropsetzen. Da géif dat scho sech finanzéieren.

Et ass awer och nach eppes, wat ee muss bedenken, dass ganz vill Liewensmëttel, déi mir hei am Land konsuméieren, och aus osteuropäesche Länner kommen. An dat bedeit och, wann elo en europäesche Mindestloun kéint, dass och do nach eng Kéier un der Präisschrauf wäert gedréit ginn. Da ginn d'Gromperen, d'Spargelen ..., alles wäert nach eng Kéier e bësse méi héich ginn, am Präis an d'Luucht goen. An dat ass e Phenomeen, dee mer an der aktueller Situatioun, mat 20 %, 30 % elo schonn op de Liewensmëttel, sécherlech mussen an Zukunft am A behalen.

Also mir Piraten stinn deem ganze Mindestloun fir d'Europäesch Unioun gutt entgéint, mee mir maachen awer och drop opmierksam, dass mir als Land mussen verschidde Virbereedungen treffen, well Lëtzebuerg wäert eeben, wéi virdu gesot, iwwert d'Groussregioun, iwwer gewësse Präisser sécherlech en Impakt spieren. An do géllt et, elo schonn ze handeln, fir dass, wann déi Mindestloun herno a Kraaft trieden an déi eenzel Parlämenter an Europa déi ëmgesat hunn, mer da fit sinn an dat gutt verdaue kënnen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här Président. Merci och der Madamm Cecchetti fir dës Heure d'actualité.

Déi gëtt mer och d'Geleeënheet, dann e bëssen op déi Direktiv anzegoen, eng Direktiv, déi déi sozial Dimensioun vun Europa ënnersträicht an och konkretiséiert. An et kann ee bal soen, endlech, dass se dat méi kloer mécht, well Europa gouf jo oft als esou déi wirtschaftlech Unioun gesinn, mee déi sozial Dimensioun huet ganz dacks e bësse gefeelt. An ech si frou, dass mer – duerfir war ech och esou houfreg – deenen heiten Accord konnten huelen.

Merci awer och alleguerten deenen anere Virriedner, déi eng ganz Rei vun interessante Bättrëg mat erbruecht hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi Dir alleguerte wësst, war dat net einfach, déi Direktiv ze negociéieren a se och duerchezekéieren. A Lëtzebuerg huet do am Verbund mat enger Rei vun anere Länner eng ganz proaktiv Roll geholl, huet och ganz proaktiv do matgeschafft an huet gemaach, dass déi Direktiv dann e breede Konsens kritt huet an dass d'Sozialministeren dann och konnten am leschte Conseil am Juni dës Direktiv esou un huelen.

A loosst mer och d'Geleeënheet hei, fir menger ganzer Ekippen zu Bréssel, déi sech an dësem Dossier wierklech ganz, ganz, ganz vill Méi gemaach huet a ganz vill engagéiert huet, e ganz grouse Merci ze soen.

Fläicht och, fir direkt kloerzestellen: Dës Direktiv, déi gesäit net vir – et ass och e puermol gesot ginn –, dass an allen europäesche Länner dee selwechte Mindestloun elo soll gëllen, mee si gëtt eng Rei vun Richtlinnen vir, fir ze garantéieren, dass sech d'Léin an eng positiv Richtung sollen entwéckelen.

Et ass bestëmmt net d'Léisung vun alleguer de Problemer, mee et ass awer sécherlech e Schratt an déi richteg Richtung. An et muss ee sech emol virstellen, dass een déi Diskussioun hei viru 25 Joer an der EU geféiert hätt! Dann hätt een u sech kënnen direkt um Talek ëmdréien. Dat wier jo guer keng Fro gewiescht, dass een déi hätt kënnen diskutéieren.

Esou sinn ech frou, dass mer dat awer elo konnten hei maachen, well adequat Mindestloun sinn awer wichteg, fir d'sozial Gläichheet ze verbesseren an och fir eng méi nohalteg Économie ze ënnerstëtzen.

A wat ass an där Direktiv elo festgehalen?

Et sinn zwee grouss Ziler. Et si vill aner Saachen, mee et sinn zwee grouss Ziler dran. D'Madamm Cecchetti huet se och ugeschwat an hirer Interventioun.

Engersäits promovéiert d'Direktiv de Mindestloun a gëtt och eng Orientatioun fir déi Länner, déi e Mindestloun hunn oder wëllen aféieren. Esou schléit d'Direktiv nämlech vir, dass déi betrafte Länner sech un internationale Referenzen orientéieren, fir de Mindestloun ze fixéieren. Esou kéint een zum Beispill virgesinn, dass – et ass gesot ginn – 60 % vum Salaire médian oder 50 % vum Salaire moyen als Referenz solle gëllen. Mee dat kéinten awer och aner Krittäre sinn. Dat hei si keng Must-Bestëmmungen, mee et sinn u sech Richtlinnen.

Eise Berechnungen no läit eise Mindestloun am Juni dann dëst Joer knapps ënner deene 60 % vum dem Salaire médian an och knapps ënner de 50 % vum Salaire moyen. An ech soen: knapps. Wa 60 % de Krittär ass – mir leie bei 58,62 %. Et feelt net méi alles, mee, et ass richtig, mir sinn awer drënner.

Dës Situatioun, déi ënnersträicht dann och d'Wichtigkeet vun där reegelméisseg Upassung vum Mindestloun an d'Gehälterentwécklung, déi mer jo och all zwee Joer hei maachen a wou et ëmmer kloer war an dëser Regierung, an och an deene Regierunge virdrun, dass mer déi Mindestlounerhéijung dann och ..., also déi Upassung geife maachen.

Duerfir ass et awer och nach eng Kéier vläicht wichteg, dass een hei seet, dass am Kader vun dem Steierkredit elo eng ganz Rei vu Stéit mat niddrege Léin hei dee Steierkredit kritt hunn, dee se dann u sech besser elo dohinnerstetzt, wat d'Salären ugeet.

D'Memberstaate mussen derfir suergen, dass de gesetzleche Mindestloun reegelméisseg a matzäit aktualiséiert gëtt. D'Memberstaate mussen dat all zwee Joer maachen an d'Memberstaaten, déi en automateschen Indexmechanismus hunn, esou wéi Lëtzebuerg, déi mussen dat all véier Joer maachen. Mir maachen et awer all zwee Joer.

An dann deen zweete grouse Volet, dat hutt Der gesot, dat sinn d'Kollektivverträge. D'Direktiv gesäit do vir, dass ee sech soll als Zil ginn, dass 80 % vun de Salariéieren ënner de Kollektivvertrag falen. D'Länner, déi déi 80 % net errechen, déi mussen der Kommissioun en Aktiounsplang virleeën, wou se erklären, wat se maachen, fir Kollektivverträge ze erweideren.

Dësen Aktiounsplang, dee gëtt dann opgestallt um nationale Plang, zesumme mat de Sozialpartner, wat och ganz gutt ass esou. An dee gëtt dann och all fënnef Joer reviséiert.

Wa mir och definitiv net zu deene ganz schlechte Schüler gehéieren, da bleift fir en ambitiöist Land wéi Lëtzebuerg awer nach Loft no uewen. An och, wa mer en Indexsystem hunn, ass et an dësem Fall och net ëmmer – fir ze kucken, wéi et mat der Aarmut zum Beispill ass –, ganz glécklech, nëmme op de Loun ze kucken.

Mee mir hu jo awer – et ass virdu gesot ginn – 2019 de Mindestloun ëm 100 Euro nach eng Kéier an d'Luucht gesat. De Mindestloun an och de REVIS ginn all zwee Joer un d'Lounentwécklung ugepasst. Mir hunn elo mat dem Steierkredit de Leit an den ënneschte Lounkategorien awer méi Suen an d'Täsch ginn. De gratis öffentlechen Transport hu mer. Mir hunn d'Schoulbicher, déi gratis sinn. Mir hu

Kannerbetreiung an esou weider, déi gratis ass. Mee trotzdem hu mer eng ganz Rei vu Leit, déi et schwéier hunn, um Enn vum Mount awer nach iwwert d'Ronnen ze kommen.

An dat, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass dramatesch. Dat ass net gutt an do mussen mer dann och handeln. An ee Beräich, wou mer sécherlech nach besser mussen virkommen, dat ass dee vun de Kollektivverträge. Well méi Kollektivverträge droe sécherlech zu enger besserer Lounentwécklung an och zu besseren Aarbechtskonditiounen bäi. An zesumme mat de Sozialpartner mussen mer kucken, fir méi Kollektivverträge fir béid Säite méi attraktiv ze maachen.

Allerdéngs sinn hei zu Lëtzebuerg just 53 % vun de Leit, déi am Privatsektor schaffen, an engem Kollektivvertrag, woubäi 100 % am Sektour public ënner eng Convention collective falen.

Wa mir eng Analys maache vun deene Salariéieren, déi an engem Kollektivvertrag ofgedeckt sinn, gesäit een dann och grouss Ënnerscheeder. Esou gesäit een, dass de Gesondheets- an de Sektour, den Enseignement, den administrative Beräich, den Energieberäich an och den Transportberäich déi 80 %, déi an der Direktiv virgeschriwwen ginn, quasi erreecht hunn. Do si mer also relativ gutt.

Mir stellen och fest, dass d'White Collars vill manner ofgedeckt si wéi d'Blue Collars.

Léif Deputéiert, dës Direktiv gëtt normalerweis dann och am September an der Pleniéer vun dem EU-Parlament ugeholl. Ab deem Moment hunn d'Länner zwee Joer Zäit, fir d'Direktiv an nationaalt Recht ze transponéieren. Ech plädéieren och derfir, dass mer eis déi Zäit da sollt ginn. Et bleiwen eng Rei vu Saachen do ze maachen, a mir sollten eis déi Zäit dann och ginn.

Mir mussen eis awer elo scho Gedanke maachen, wéi mer kënnen zum Beispill Kollektivverträge, zemoos bei deene kleng Patronen, promovéieren. Ech mengen, dass dat méiglech ass. An den Dan Kersch huet et gesot: Mir solle vun där Experience an der Pandemie profitéieren, wéi zum Beispill, wéi d'Plans de maintien dans l'emploi ausgehandelt goufen. Do hu mer et gesinn, dass och déi kleng Betriber sech kënnen zesummesetze mat hiren Daachverbänn, fir am Interêt vun hinnen, awer och vun de Salariéieren ze verhandelen.

An niewent enger Opwärtung vun de Salariéieren huet de Kollektivvertrag och eng ganz Rei vu weidere Avantage, zum Beispill besser Liewens- an Aarbechtsbedingungen. Dovunner profitéiert de Betrib, d'Gesellschaft, d'Économie am Allgemengen an och dann d'Produktivitéit, déi dann och gestärkt ka ginn.

Et géllt awer elo ze kucken, wéi mer d'Patronen an d'Salariéieren hei kënnen zesummebréngen. Ech sinn iwwerzeugt, dass d'Kollektivvertrag fir eng Opwärtung vun den Aarbechtsbedingungen kënnen suergen, an dëst och virun allem a Sektoren, wou elo schonn e Mangel u Personal besteet, dass mer do kucken, déi Aarbechtsbedingungen esou ze maachen, dass de Sektour, wann en elo sollt als onattraktiv ugesi ginn, méi attraktiv gëtt.

Ech wäert op menger Säit kucke mat menger Ekippen, wéi mer dat Kollektivvertragswiesen do méi attraktiv kënnen maachen, fir dass zemoos an deene Sektoren, wou mer elo keng Kollektivverträge hunn, wéi de Commerce, den Horeca-Beräich an och de Serviceberäich, dass der do méi zustane kommen. An ech huelen dankend hei déi Suggestiounen op, ënner anerem déi, déi den Dan Kersch hei mat an d'Spill bruecht huet, ...

(Brouhaha)

Ma hien huet dat gesot. Ech kann net soen, dass en aneren et gesot huet.

(Hilarité)

... déi den Dan Kersch an d'Spill bruecht huet vun de Steieren, fir déi Betriber, déi Kollektivverträg dann ofschléissen, dann och steierlech ze vergënschtegen.

An engem Land, wou quasi d'Hallschent vun de Salarié Frontaliere sinn an enger Situatioun vu Manque de main-d'oeuvre, do muss och den Aarbechtsmaart kompetitiv bleiwen. Dat heescht, dass och eis Paien attraktiv mussen sinn – jo, et ass virdu gesot ginn – par rapport zu den Nopeschlänner. Mee, an dat huet den Här Spautz gesot, ...

Plusieurs voix | A!

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | A voilà, och eng Reaktioun. Jo, dat huet den Här Spautz gesot – an et war och keen aneren –, dass mer oppasse mussen, wéi d'Evolution vun de Mindestloun an den Nopeschlänner ass, an dass mer als Land mussen attraktiv bleiwen, well d'Leit sech da warscheinlech dräimol iwwerleeën, ob se de laange Wee op Lëtzebuerg maachen oder net. Wann de Mindestloun an den Nopeschlänner eropgeet, da muss mer reagieren, da muss och d'Économie reagieren.

Trotz den héije Salarié mierke mer awer, wéi ech scho gesot hunn, dass net all schaffend Leit dezent kënnen liewen. Duerfir muss mer eis iwwerleeën, wéi mer op verschidden aner Präisser kënnen awierken – ech schwätzen do zum Beispill och vum Loyer – oder virdrun hunn ech gesot, wou ee ka steierlech awierken, fir dass d'Leit en dezent Liewen erméiglecht kréien. D'nächst Woch ass hei am Haus jo eng ganz interessant Debatt doriwwer.

Vläicht just nach eng Zuel. Wunnengspräisser: Vun engem Salaire vun enger eenzeler Persoun geet de Statec dovunner aus, dass bis zu 55 % vun deem sengem Salaire an d'Wunnengspräisser ginn. Dat ass eng Katastroph! An do muss mer onbedéngt reagieren.

Wa mer awer wëllen de Risiko vun der Aarmut duerfir erofsetzen, da muss mer do bei de Wunnengspräisser an awer och bei de Loyere kucken ze reagieren. An et kann ee vläicht hei och en Appell un d'Leit maachen, déi eng Wunneng verlounen, sech och vläicht ze iwwerleeën, ob dee Präis wierklech iwwerhaupt adaptéiert ass vun där Wunneng, déi se da verlounen.

Voilà, ech soen nach eng Kéier e grouse Merci fir deen Debat, dee mer hei konnten elo hunn opgrond vun där Heure d'actualité. Et bleift sécherlech hei ganz vill nach ze soen, well nach eng ganz Rei vun anere Punkten an där Direktiv behandelt ginn. Mee ech sinn och sécher, dass mer nach Geleeënheet hei wäerte kréien, fir op déi eng oder aner Punkten anzegoen, net méi spéit wéi Enn des Joers oder ufangs vum nächste Joer, wa mer dann de Mindestloun nach eng Kéier wäerten hoffentlech erhéijen, wann en un d'Lounentwécklung ugepasst gëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Motions

Mir kënnen dëse Punkt net ofschléissen, ouni iwwert déi dräi Motiounen ze befannen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou eng Reevaluatioun vum soziale Mindestloun gefrot gëtt. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Wann ech dat richteg verstanen hunn, schwätze mer elo iwwert déi éischt Motioun vun de Kollege vun déi Lénk. Wann ech mer ukucken, wat hei gefuerdert gëtt, da muss ee jo emol feststellen, dass viraussichtlech den

1. Januar 2023 de Mindestloun souwisou an d'Luucht wäert gesat ginn opgrond vun deem Automatismus, deen ech virdu beschriwwen hunn. Mir brauchen also hei keng Motiounen ze stëmmen.

Gottseidank si mer an engem Land, wou mer dat Theema vum Mindestloun ganz seriö huelen a mer déi automatesch Upassung opgrond vun där Evaluatioun, déi mer all zwee Joer maachen, kënnen maachen, soudass een also muss dervun ausgoen, dass d'Motioun eleng duerch dee Fait scho wäert super-fetatoire sinn. Also en ass erfëllt, Àre Wonsch.

Doriwwer eraus wëll ech awer soen, well ech dat a menger Ried gesot hunn an och de Minister et a senger Ried gesot huet: Et gëtt verschidden Indicatiounen iwwert d'Héicht vum Salaire médian hei zu Lëtzebuerg. Ech hu mech un deenen orientéiert, déi am Héchste sinn, an duerfir kommen ech net op 60 %, mee och op 58..., tëschtent 58 % an 59 %.

Et gëtt awer och Angaben an de verschiddenen Dossieren, déi ee fënnt, do hätte mer déi 60 %-Regelung souwisou schonn erfëllt. Duerfir mengen ech, dass mer zu dësem Moment dat heiten net brauchen ze stëmmen. Et kennt och nach derbäi, ob dat engem elo gefält oder net ..., mee et gëtt en Tripartite-Accord. Dat heescht also, dass an deem nächste Joer während elo nach enger ganzer Zäit Leit, déi de Mindestloun verdéngen, e Steierkredit kréien, deen déi Leit, déi iwwert dem Salaire médian si respektiv ëm de Salaire médian sinn, mat Sécherheet net kréien. An doduerjer wäert natierlech de Prozentsaz erëm an d'Luucht goe vum Mindestloun par rapport zum Salaire médian. Duerfir mengen ech also, dass dës Motioun esou net ze stëmmen ass. Dat ass op jidde Fall dat, wat ech menger Fraktioun wäert empfeelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Dann huet den Här Marc Spautz d'Wuert gefrot.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Ech géif direkt meng Kommentaren zu den zwou Motiounen vun de Kollege vun déi Lénk maachen, déi ganz sympathesch sinn, déi och flott Fuerderungen hunn an och flott Consideranten.

Wat mech awer e bëssen erfëiert, dat ass: Mir hu jo nach keng Direktiv. D'Direktiv gëtt jo érischt de September ratifizéiert. A se muss jo fir d'éischt ratifizéiert sinn an dann op de Wee kommen. Et ass dat, wat mech e bësselche stéiert, fir do elo kënnen ze soen: „Jo, ech ënnerstetzen dat“, well dat hântk jo dovun of, wat herno an deem Gesetz steet, wat mir hei zu Lëtzebuerg ... a wéi mir et hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen. Dofir kënnen mir déi zwou Motiounen och net matstëmmen, obwuel, wat den Inhalt ubelaangt, ech mengen, et ass jo och dat, wat u sech de Minister suggeréiert huet, dass mer déi Viraarbechten awer elo scho maachen, och ier mer et ëmsetzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. Da freet nach den Här Marc Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci de Lénke fir déi mir ganz sympathesch Motioun. Bon, et kann een driwwer diskutieren, dass en den 1. Januar nach eng Kéier an d'Luucht geet. Ech mengen, ech hunn et virdrun eng Kéier do uewe gesot: Mir Piraten sinn einfach der Opfaassung, dass et nach ëmmer net duergeet fir ze liewen. Och wann en elo den 1. Januar nach eng Kéier an d'Luucht geet, kann een och nach eng Kéier diskutieren, ob déi 60 % vum Median duerginn.

Duerfir wäerte mir dat heiten ënnerstetzen, well ech hunn et virdu gesot: Wann ee schaffe geet, muss een och eppes iwwregbehalen an et muss sech lounen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Dann den honorabelen Här Frank Colabianchi.

M. Frank Colabianchi (DP) | Jo, ech ka mech nëmmen deem uschlëissen, wat d'Kollegen Dan Kersch a Marc Spautz zum Thema gesot hunn. Et muss een och wëssen, an dat ass och ganz richtig nach eng Kéier ervirgehuewe ginn: D'Direktiv gëtt érischt am September gestëmmt. A mir sollten eis dann och déi néideg Zäit ginn, wéi de Minister gesot huet, bis mer d'Chifferen alleguerten um Dësch hunn. Dat ass och eng Fuerderung, déi de Marc Spautz gemaach huet.

Kommt, mir waarden, bis mer d'Chifferen um Dësch hunn. An ech mengen, da wäert och eppes geschéien, do wäert eng Augmentatioun kommen, do wäerten och aner Mesuren ergraff ginn. Well esou wéi een et duerch d'Bank hei héieren huet, steet jiddwereen hei am Sall zu engem uerdentleche soziale Mindestloun zu Lëtzebuerg.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Colabianchi. An da freet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools Merci. Ech wollt och deene Lénke Merci soe fir d'Initiativ a fir déi Motiounen, déi mer hei hunn. De Mindestloun ass eng Saach, déi eis alleguer um Häerz läit. An u sech si mer ganz frou ze héieren, datt jidderee seet, mir missten en anstännege Mindestloun hei am Land hunn. Dat ass richtig!

Mee ech mengen, mir brauchen eis awer och näischt virzemaachen, datt och ganz vill Leit, déi de Mindestloun hunn, wierklech ganz schlecht iwwert d'Ronne kommen. An dofir ass déi Suggestioun, déi gemaach gëtt, fir ze kucken iwwert déi Upassung eraus ... Well dorëms geet et jo, fir ëmmer erëm ze kucken: Wou si mer drun? Wat ass wierklech d'Liewensqualität nach vun deene Leit? Ass et gerecht géigeniwwer deene Leit, déi net schaffe ginn, zum Beispill, oder ass deen Ecart grouss genuch? Dat sinn alles Froen, déi mer eis permanent mussen stellen.

Si goufen och am Ufank vun dëser Legislaturperiod gestallt. An do ass dës Koalitioun zu enger anerer Konklusioun komm e bëssen, wéi dat, wat mer elo héieren. Mee mir müssen eis net nëmme bewosst sinn, datt mer elo scho vill Schwierigkeiten hunn, mee datt mer immens vill sozial Problemer an deenen nächste Méint gesinn op eis duerkommen, well déi ekonomesch Indicatiounen, déi mer hunn iwwert d'Entwécklung an deenen nächste Méint, eis alles anescht wéi optimistesesch stëmmen.

Also muss mer och kucken, datt mer un déi Schwaach an der Gesellschaft denken an an deene ganzen Diskussiounen, déi mer wäerte kréien iwwer Versuerungs-sécherheet, Liewensqualität, Energiesécherheet, déi Schwaach ni vergiessen. Do ass de Mindestloun e Facteur, d'Précarité énergétique ass e Facteur, iwwert dee mer mussen schwätzen. A mir müssen eis also froen: Wéi eng Engagementer kënnen mer géintiwier deene Leit huelen? Well mir kënnen jo keen hänkeloossen.

A mir huelen e puer Engagementer als ADR. Deen éischten ass deen, dee mer scho bei der Tripartite gesot haten: Den Indexsystem, dee steet fir eis net zur Dispositioun! Mir hu Parteien heibannen, fir déi stoung e leider zur Dispositioun. Fir eis steet en net zur Dispositioun.

Dat Zweet ass: Mir wëllen och higoen an de Mindestloun ëmmer upassen, mee et sinn einfach ..., et ass eng Equatioun mat zwou Onbekannten. Déi eng ass eeben d'Liewensqualität, déi mam Mindestloun verbonden ass, an dat anert ass dat: Wat packen d'Entrepreneuren? Et gëtt Entrepreneuren, déi ganz vill verdéngen. Et ass och gesot ginn: Et sinn der, déi hu grouss Problemer. An deen Engagement, dee mer wëllen

huelen, ass einfach deen, datt mer soen: Da kommt, mir ginn elo hin am Ufank vun där nächster Legislaturperiode a mir maachen deen Exercice, deen elo gemaach gouf am Ufank vun där nächster Legislaturperiode, a mir kucken, ob mer net nach eng Kéier kënnen dee Gest maachen, deen elo gemaach gouf, fir ze soen, da setze mer en nach eng Kéier 100 Euro an d'Luucht ënnert der Konditioun selbstverständlech, datt d'ekonomesch Situatioun, an dat hoffe mer, et deen Abléck erlaabt. Well ech mengen, dann hätte mer en Engagement geholl, e kloren Engagement an d'Richtung, fir eis ze engagéieren op engem Wee, dee fir eis an der sozialer Solidaritéit onverzichtbar ass. Also hoffe mer, datt mer an deem Sënn kënnen virgoen.

Op jidde Fall fir d'ADR ass kloer: Mir si bereet, am Ufank vun der nächster Legislaturperiode den Index nach eng Kéier netto ze erhéijen, ënnert där eenzeger Konditioun, datt déi ekonomesch Situatioun et erlaabt.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, villmools merci, Här President. Ech sinn elo e bëssen traureg awer iwwert dem Här Kersch seng Äntwert op des Motioun.

Plusieurs voix | O!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Hie muss mir elo e Kuss schécken.

Nee, mir kéinte jo awer wierklech eng Kéier emol Virreider sinn. An dofir hu mir déi Motioun do gemaach. An déi Motioun 2 heescht jo och näischt anescht, wéi de Projet de loi bis zum Enn des Joers op den Dësch ze leeën. A wann am September eppes kënn, eng Direktiv kënn, wiere mir nach ëmmer gutt. Also mir fannen dat do net superfetatoire.

Den Här Kersch huet vun der Gratuitéit a ville Beräicher geschwat. Dat gëtt ëmmer erëm hei esou gesot. Dat ass och richtig. Mir hunn e gratis ëffentlechen Transport. Mee wat hunn ech vun engem gratis ëffentlechen Transport, wann ech all Dag mäin Auto muss huelen, well ech enzwousch wunnen, wou ech en iwwerhaupt net ka benotze respektiv well ech zu Zäite schaffen, wou ech en net ka benotzen? Wat hunn ech vun der Gratuitéit ...

(*Interruption*)

Oder war et den Här Engel? Pardon. Ech hunn ... Jo. Et ass jo awer egal. Et kënn vun der LSAP an dat éiert Iech jo och, datt Der dat sot, well et ass jo och richtig, wat Der sot.

Wat hunn ech vun der Gratuitéit vu Kantinnen a vu Crêchen a vu Maison-relais, wann a menger Géigend keng Crèche, keng Kantinn, keng Maison relais ass, op déi ech kann zrëckgräifen, oder wa mäi Kand muss versuergt ginn zu enger Auerzäit, wou déi guer net disponibel sinn?

Dat heescht, déi Gratuitéit ass jo schéin a gutt, hëllef verschiddene Leit, mee hëllef net alle Leit an hëllef virun allem oft deene Leit net, déi a Beräicher schaffen, déi net mat deenen Horairë korrespondéieren, déi normal sinn, respektiv déi mussen enzwousch wunne goen, well d'Loyeren esou héich sinn, do wou se schaffen, datt se guer net kënnen do wunnen. Dat heescht, et ass e Riseproblem.

De Steierkredit ass och genannt ginn, de Crédit d'impôt. Also wann ech mech net ieren, ass deen awer elo just temporaire. An dee gëtt nei ausgehandelt bei enger nächster Tripartite, wann nees eng Indextranche

kënn. Oder hunn ech eppes falsch verstanen? A wat maache mer dann duerno? Maache mer en neie Steierkredit? Hëllef mer de Leit domadder, wou mer wëssen, datt dee Steierkredit nach ëmmer net duergeet?

Also mir kënnen eis hei dréien a kéieren, wéi mer wëllen. Mir kënnen hei vun engem soziale Land schwätzen, mir kënnen esou sozial sinn a mir sinn eis hei all eens. Mir sinn eis just net eens op eisen zwou Motiounen. Dat fannen ech zwar schonn e bësselche komesch. Wa mer eis all eens sinn, datt een net ka lieue mat deem Mindestloun, datt mer Working Poor hunn, datt huet hei jiddereen duerch d'Bänk gesot, datt Leit schaffe ginn an d'Enner net zesummekréien an datt dat net ka sinn, datt d'Aarbecht wierklech muss remuneréiert ginn. Da fannen ech, sinn eis zwou Motiounen iwwerhaupt net superfetatoire. An et gëtt Zäit unzefänken, dat doten ze maachen.

An ech mengen, d'LSAP huet gesot, si hätten hei de Lead gehat. Si hunn dat super gemaach am Europäesche Parlament. Ech fannen dat genial. An elo gëtt et awer och Zäit, hei weiderzefueren.

Merci fir d'Nolaschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Ech mengen, da kënn mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 1 kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 1 ass mat 4 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 25 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Diane Adehm), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wëseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. Den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci nach eng Kéier, Här President. Ech wëll hei emol perséinlech soen, dass ech déi heite Motioun fir méi wichtig hale wéi déi éischt. Ech soen dat ganz kloer hei. Bon, d'Prozentrechnungen, dat wësst Der, do kann ee spillen. Mee hei geet et wierklech ëm d'Liewegt.

Déi beschte Garantie fir anstänneg Léin, dat sinn anstänneg Kollektivverträge. An duerfir ass dat, mengen ech, hei eng Motioun, déi vu gréisster Wichtigkeet ass. Ech sinn och der Meinung, dass mer mussen e Plan d'action maachen. Dat steet och hei dran. Ech sinn allerdéngs der Meinung, Här Minister, dass et e Feeler wär, wann d'Chamber hei géif Delaien imposéieren. Ech mengen, et ass net un der Chamber, de Sozialpartner virzeschreien, innerhalb vu wéi engen Delaien dass si sollen hir Aarbechte maachen. Dat wär, mengen ech, e schlecht Signal an dat géif och weisen, dass d'Chamber sech d'Fräiheet géif eraushuelen, sech an déi Gespréicher tëschent de Sozialpartner anzeméischen. Ech mengen, dass mer dat net sollte maachen.

Dat nämmlecht zielt natierlech och fir de Projet de loi. De Projet de loi kann a mengen Aen op deem dote Beräich ëmmer nëmmen d'Ergebnis si vun den Diskussiounen, déi gefouert ginn tëschent de Sozialpartner. Déi Gespréicher vun de Sozialpartner, déi sinn am Lafen. Ech soen awer genau esou haart, well ech se zum Deel och nach selwer matgemaach hunn, an ech sinn iwwerzeegt, dass de Minister dat ka bestätegen: Si sinn um Stocken, ganz kloer op där doter Positioun. An duerfir mengen ech, dass et zu deem Moment net utile wär, fir elo hei der Regierung Delaien ze setzen iwwer e Projet de loi, wou et net virausséierbar ass, ob ee bis um Enn vum Joer do wierklech en Accord bei de Sozialpartner géif fannen.

An duerfir proposéieren ech och, des Motioun ofzeleenen, esou leed et mer deet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch. Da freet den Här Marc Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci déi Lénk fir déi Motioun. Bon, mir Piraten sinn iwwerall dobäi, wou een d'Gewerkschafte ka stäerken, a Kollektivverträge stagnéieren am Moment. An ech gesinn och net, wou hei iergendeen Delai wär, wou een a sozial Verhandlung geif agräifen. Et ass einfach e gesetzleche Kader, deen ee bis Enn des Joers soll setzen. An duerno ass et un de Gewerkschaften, fir mat de Betriber ze verhandelen. Esou hunn ech et erausgelies, dass si gär bis Enn des Joers e Projet de loi hätten an duerno géifen dann d'Sozialpartner de Rescht maachen.

Also ech fanne se ganz gutt, well mir mussen d'Gewerkschaften eng Kéier stäerken. Et ass duerch d'Gewerkschaften, dass d'Leit awer hir Gehälter iwwerhaupt nach an d'Luucht kréien, well, ech mengen, eng eenzel Persoun huet net esou vill Méiglechkeeten a hirem Betrib an dofir si Kollektivverträge fir eis Piraten ganz wichtig. An dofir wäerte mir se och haut matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An da ginn ech d'Wuert zrëck un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här Kersch, wa mer déi zwee Datumen, also dat „d'ici la fin de l'année“ an „au plus tard dans six mois“ duerch „dans les meilleurs délais“ ersetzen, wësst Der da mat?

(*Interruption*)

Mat „dans les meilleurs délais“ ersetze mer déi „dans six mois“ an „d'ici la fin de l'année“. Géift Der se da matstëmmen?

(*Interruptions*)

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech soen nach eng Kéier, wat ech virdru gesot hunn. Et ass net un der Chamber, elo d'Regierung opzefuerderen, e Projet de loi ze presentéieren zu engem Theema, wat am Comité permanent de l'emploi haart a kontrovers diskutéiert gëtt.

Genausou gutt kënn Der soen, d'Regierung soll eppes Onméiglech maachen. Dat ass einfach carrement net

machbar. Et gëtt e Koalitionsaccord, wou draasteet, dass géif probéiert ginn ze kucken, wéi een dëst Kollektivvertragswiese kéint stäerken. Dat ass d'Theema permanent bei eis an der Kommissioun vum Travail. Do schwätze mer ganz oft driwwer. Den Här Spautz, ech kucken op hien, kéint bal all Sitzung domadder, dass e seet: „Mir mussen eppes am Kollektivvertragswiese maachen.“ Mir sinn eis alleguerten doriwwer eens: Et ass en Theema an deene Gremien, déi derfir do sinn, fir dat ze diskutéieren. An éier et do zu engem Ofschluss kéint, mengen ech, kënne mer hei näischt fuerderen, wat net machbar ass.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch. Ech mengen, da kënne mer och elo zur Ofstëmmung vun der Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 2 ass bei 4 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 25 Abstentionen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Paul Schaaf), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Motion 3

Da komme mer zur Motioun Nummer 3, déi vun der Sensibilitéit ADR deposéiert ginn ass, wou gefrot gëtt, e Projet de loi virzeleeën, deen de Mindestloun vun der Akommessteuer befreit. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Jo, Här President, an zwar fir ze prezisiéieren ..., ech si vu Kolleegen drop ugeschwat ginn. Et geet hei ëm eng Steuerbefreiung laut Barème, onofhängeg vun elo besteenden an zukünftig kommende Steierkreditter. Dat heescht, datt effektiv de Mindestloun laut Barème steierbefreit ass, fir datt mer wëssen, wouriwwer mer hei diskutéieren. Voilà.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. Dann huet den Här Marc Spautz d'Wuert gefrot.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Nächsten Donneschdeg oder nächste Mëttwoch – ech

weess et elo net, d'Conférence des Présidents kéint jo eréischt muer Moien zesummen – gëtt jo iwwer e Steierdebat heibannen diskutéiert. A mir wäerten och an deem dote Punkt als CSV ..., dat heescht, net an deem dote Punkt, mee mir wäerten och Proposen op den Dësch leeën. An dofir kënne mir där heiter Motioun de Moment net zoustëmmen, well dat jo d'nächst Woch an engem groussen Debat heibannen um Ordre du jour steet. An da wäert eise Spriecher, den Här Gilles Roth, och op d'Detailer vun eisen Iddien an eise Proposen zréckkommen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, ech mengen, ech wollt am Fong genau dat nämmelech soen. Op där enger Säit hat ech virdrun e puer Beispiller ginn, wou verschidde Leit hei an dëser Chamber Neel mat Käpp gemaach hunn a konkret eppes beim Mindestloun gemaach hunn. Op där anerer Säit ass et natierlech méi einfach als Opposition, fir da mat Motiounen ze schaffen. Dat ass awer Äert gutt Recht. Dat wëll ech Iech net ewechhuelen. Mee d'Chamber soll sech selwer seriö huelen.

Mir hunn zënter annerhallwem Joer eng Debat usto- en iwwert d'Gestalte vun der Steierlandschaft hei zu Lëtzebuerg. Déi soll elo d'nächst Woch – an ech si frou doriwwer – stattfannen, an dann hu mer vill Geleeën- heeten, fir dat heiten ze diskutéieren. Il y a du pour et du contre an där Diskussioun. Mee mir sollten eis d'Fräiheet huelen, fir eis genuch Zäit ze loosser, dat am Detail ze analyséieren, an da kënne mer dat maachen. Mee et ass net de Moment, fir dat hei elo ze maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Dann huet nach den Här Goergen d'Wuert gefrot a kritt et och.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech hat virdrun a menger Ried gesot, dass de Mindestloun eigentlech misst steierfräi ginn. An dat doten ass och e Punkt, dee mir esou am Programm hunn.

Sécherlech ass elo d'nächst Woch do nach eng Diskussioun driwwer. Mee wa mer ufänken, allkéiers ze soen, iergendeng kéier um Ordre du jour schwätze mer nach eng kéier driwwer, an et ass awer eng Iwwerzeegung ..., well dat heiten ass jo awer eng Iwwerzeegung, déi och haut zum Mindestloun passt. Et ass elo net iergendwéi, datt mer ëmmer nëmme schiben.

Also fir mech ass dat dote ganz sympathesch, well et eben och meng Iwwerzeegung ass, dass de Mindestloun soll steierfräi sinn. Ech hunn et virdu gesot: éischer d'Kapital besteiere wéi de Loun. Deement-sprechend wäerte mer dat heiten haut matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Dann huet nach den Här Gilles Baum d'Wuert gefrot.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Mir hunn e puermol an de leschte Méint d'Propos um steierleche Beräich hei gemaach kritt. Mir hunn ëmmer gesot: Kommt, mir waarden emol of, wat mer an deem Steierdebat, deen d'nächst Woch ass, wäerten diskutéieren.

Ech mengen, do kéint jo net eng Measure, do kéint e ganze Package vu Mesurë vun alleguerten de Parteien an de Sensibilitäten, déi heibanne setzen. Dat, mengen ech, gëtt e ganz interessanten Austausch. Mir sollten zu dësem Moment elo net eng eenzel Measure erausgräifen. Dofir wäert ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzedroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An da ginn ech nach eng kéier d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Also ech fannen d'Argument net richtig. Mir schwätzen haut zum Mindestloun. Also passt déi Motioun perfekt zum Mindestloun.

Jo, mir hunn d'nächst Woch eng Debat iwwer Steierfroen am Allgemengen. Mee vu datt dat doten d'Attitud ass vun de Kolleegen, zéie mir dës Motioun haut zréck a mir etabléiere se dann am Rame vun Debat iwwert d'Steierfroen.

Merci.

(La motion 3 de M. Jeff Engelen est retirée.)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

3. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Roy Reding

Ech géif dann d'Wuert ginn un den honorabelen Här Roy Reding fir den Depot vun enger Proposition fir eng Reglementsännerung. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Roy Reding (ADR), auteur | Jo, merci, Här President. Et ass eng Éier an eng Freed, fir eng Proposition ze maache vun der Modifikatioun vun eise Règlement iwwer Mësstrauens- a Vertrauensvotten. Déi Proposition ass matënnerschrifwe gi vun de Kolleegen Beissel, Di Bartolomeo, Margue a Gloden. An ech ginn Iech déi dann offiziell of.

Merci.

8042 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux questions de confiance, aux motions de confiance, aux motions de censure et aux motions de méfiance

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding.

4. 7906 – Projet de loi portant dissolution et liquidation de l'hospice civil de la Ville de Remich, dénommé « Jousefshaus »

Als nächste Punkt um Ordre du jour kéint de Projet de loi 7906 iwwert d'Opléisung an d'Liquidatioun vun Altersheim Jousefshaus. An de Rapporteur vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Et ass kee ganz grousse Projet, mee et ass awer duerfir en ëmsou méi wichtige Projet, net nëmme fir d'Gemeng Réimech, mee fir alleguerten déi eeler Leit, déi am Jousefshaus doheem sinn.

Erlaabt mer, e klengen historieschen Exkurs ze maachen, well am Exposé des motifs effektiv op d'Origin vum den Hospice-civilen higewise ginn ass. An ech fannen, dass dat ganz interessant ass. Erlaabt mer duerfir, vläicht zwou Minutten auszehuelen.

Am 17. Joerhonnert gouf d'Armutsbekämpfung fir d'éischte kéier zu engem politeschen Zil erkläert. Et goufe speziell Spideeler geschaaft, wou Sans-abrisen an Ausgestossener op Staatskäschte sollten ënnerdaach kommen a gefleegt ginn. An dese Strukture sollten déi Äermst vun deenen Äermsten an déi Schwächst aus der Gesellschaft och eng medezinnesch, eng gesondheetlech Assistenz an Hëllef kréien.

Wat sech an der Theorie wéi eng ganz human Léisung unhéieren huet, war dat awer leider an der Praxis net ëmmer. Et huet sech nämlech erausgestallt, dass vill vun deene Spideeler dozou benotzt goufen, fir d'Leit einfach ewechzespären, déi dem Staat oder an där Zäit nach dem Souverain net an de Krom gepasst hunn.

Anstatt deenen aarmen a kranke Leit ze hëllefen, gouf de Problem vun der extremer Aarmut einfach ënnert den Teppech gekiert. An de fransésische Geschichtsbücher gëtt duerfir geschwat vun der „Politique du grand renferment“. An do gëtt ganz oft d'Beispiel vum Hôpital général de Paris erwähnt.

Wéi et schéngt, gouf d'ëst Spidol virun allem dozou gebraucht, fir Sans-abrisen, onheilbar Kranker a Krimineller einfach verschwannen ze doen. Et ass also net verwonnerlech, dass d'Géigner vum Ancien Régime dës Spideeler als eng vun de schlëmmste staatechen Institutiounen ugesinn hunn.

Mat der Franséscher Revolutioun koum duerno de Wonsch no enger neier Assistenz an engem neie Gesondheetssystem, an deem d'Prise en charge vun de Patienten net méi géif beim Staat leien, mee bei de Gemengen. Also d'Prise en charge vun deenen Äermste sollt vun de Gemengen assuréiert ginn.

Et wollt een en dezentraliséierte System schafen, an deem d'Spideeler also un d'Gemenge rattachéiert wäeren. An der Zäit vum Napoléon gouf dese Wonsch du Realitéit an et gouf eng nei Offer geschaaft fir krank, vulnerabel an eeler Leit, déi sech keen Dokter an och keng Fleeg leeschte konnten. An dat waren déi sougenannten Hospices civils.

D'Hospices civils haten als Aufgab, fir deenen Äermsten an deene Schwächsten aus der Gesellschaft eng Assistenz a Fleeg unzébiden. An deene meeschte Fäll goufen dës Haiser vu privaten Done finanziert a vun de Schwëstere geleet.

Zu Lëtzebuerg gouf et an der Zäit fënnf Hospices civils, déi och haut nach zum Deel existéieren. Nieft dem Jousefshaus zu Réimech, vun deem mer haut schwätzen, hate mer een zu Wolz, zu Gréiwemaacher, zu Iechternach an an der Stad.

Am Laf vun de Joren hu sech natierlech d'Missiounen, d'Aktivitéiten an och de Fonctionnement vun den Hospices civils allerdéngs vill verännert. Esou geet et haut natierlech net méi drëm, fir Opdachloser, Weesekanner oder onheilbar Kranker ënnerdaach ze bréngen oder fir aarme Leit eng gratis Fleeg ze erméiglechen. Dofir gëtt et haut aner Strukturen.

Och ginn dës Haiser haut net méi vu Schwëstere gefouert, mee vu Leit, déi déi selwecht Qualifikatiounen hu wéi an aneren Institutiounen an eisem Gesondheetssystem.

Hautdesdaags konzentréiere sech d'Hospices civils – dat wësst Der mat Sécherheet – nach just op den Accueil an op d'Fleeg vun eelere Leit. Se sinn also e Complement zu den Alters- a Fleegeheimer. Den Ament hu mer nach dräi Hospices civils hei am Land, an dat nodeems den Hospice civil zu Wolz zougemaach ginn ass a seng Aktivitéiten un de Centre Hospitalier du Nord ugeschloss gi sinn.

Mam virleiende Gesetzesprojet soll also e weidert Haus, e weidere Hospice civil zougemaach ginn, an zwar d'Jousefshaus vu Réimech. Wann den Henri Kox hei wär, da géif e soen ...

Une voix | D'Pärel.

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | ... „d'Pärel vun der Musel“.

An de leschte Jore sinn d'Aktivitéite vun den Alters- a Fleegeheimer ëmmer méi komplex ginn, besonnesch

am Kader vun der Covidkris, soudass déi aktuell Strukture vum Jousefshaus den neien Ufuerderungen net méi gerecht ginn.

Net nëmme wat d'Organisatioun vun de Soine be-
trëfft, mee och de finanziellen Niveau: och do huet d'Jousefshaus mëttlerweil – an dat schonn iwwer länger Joren – seng Limitt erreecht, an dat opgrond einfach och vun där juristescher Form, an där et sech befënn. Effektiv huet d'Jousefshaus ënnert dem Statut vum Hospice civil net méi genuch Spillraum, fir senge Missiounen gerecht ze ginn. An dofir huet d'Réimecher Gemeng, zesumme mat der Direktioun vum Jousefshaus decidéiert, fir dës Struktur opzeléisen.

Well d'Demande vun Alters- a Fleegeheimer a vu Plazen an den Alters- a Fleegeheimer zu Lëtzebuerg natierlech nach ëmmer immens grouss ass, koum et fir d'Gemeng Réimech natierlech guer net a Fro, fir déi Aktivitéiten aus dem Jousefshaus einfach esou opzeginn. Schliisslech wollt ee verhënnere, dass an Zukunft manner Plazen an der Gemeng Réimech a fir d'Bewunner aus den Nopeschgemengen an enger Altersstruktur disponibel wäeren an dass d'Bewunner aus dem Jousefshaus missten op eng aner Plaz versat ginn. Et huet een deemno versicht, en neie juristesche Kader ze fannen, fir d'Aktivitéite vum Jousefshaus kënnen weiderzeféieren.

De virleiende Gesetzesprojet proposéiert deemno, dass d'Jousefshaus a enger aktueller Form soll opgeléist ginn a seng Aktivitéite vu Servior sollen iwwerhol ginn. No der Liquidatioun soll de Patrimoine vum Hospice civil – dat heescht d'Terrainen, d'Gebäier, d'Aktiven awer och d'Scholden – un d'Réimecher Gemeng iwwerdroen ginn.

An enger zweeter Etapp soll d'Gemeng dann d'Terrainen an d'Raimlechkeeten u Servior weiderverlouen; dat unhand vun engem Bail emphytéotique. Et gëtt zwou Annexen zum Gesetz. Déi eng Annex hält fest, wat fir eng Gebäier effektiv iwwer Emphyteos u Servior iwwerginn. An déi aner Annex – d'Annex B –, wat fir eng Terrainen integral un d'Gemeng Réimech zréckfalen.

Wichtig ass och ze soen, dass d'Gemeng Réimech also Proprietär vum Haus bleift an och vum Grondstéck an dass Servior och dat ganz Personal aus dem Hospice civil wäert iwwerhuelen.

Souwuel de Staatsrot wéi och d'Chambre de Commerce begrëssen, dass Servior d'Aktivitéite vum Jousefshaus iwwerhëlt an dass d'Betreiungsoffer fir déi eeler Leit op dëser Plaz bei der Pärel vun der Musel also ka weidergefouert ginn.

Fir weider Detailler verweisen ech op de schrëftleche Rapport. Ech ginn den Accord vun der Demokratescher Partei an ech soen Iech alleguete Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Gilles Baum.

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert ageschriwwen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Et ass rar, dass hei am Land en Altersheim ënnert der juristescher Form vun engem Hospice civil, also engem Zivillhospiz, verwalt gëtt. An dat ass och fir manner grouss Gemengen eng gewëssen, besonnesch finanziell, Laascht.

Déi Réimecher Gemeng hat trotzdem virun iwwer 25 Jore d'Jousefshaus, d'Altersheim nei gebaut a gëtt och villen eelere Leit aus der Géigend e proppert Doheim

an hire leschte Joren. Déi sinn och ëmmer ganz zefridden dobannen a fille sech gutt opgehewen a betreit mat ville flotten Aktivitéiten.

Wann et och ëmmer erëm an der Gestiou vum Haus alt emol en Hin an Hier war, esou huet d'Jousefshaus dach awer finanziell ëmmer stabil, souguer ganz gutt, dogestanen. Mee déi finanziell Schwierigkeiten, déi elo dem Zivillhospiz d'Genéck gebrach hunn, déi si rezent a sinn duerch nei Bestëmmungen an den Ofrechnunge vun der Fleegeversécherung entstanen mat de retroaktiven Uspréchen. Dat war e Betrag, dee fir eng Gemeng am ländleche Raum – déi si souwisou net op Rouse gebett – net ze packe war, trotz der finanzieller Bedeelegung virun ongeféier dräi Joer vun allen anere Gemengen, déi sech beim initialen Invest mat akaaft haten.

Et ass och net einfach fir eng Gemeng, d'Gestiou an d'Supervioun vun esou Haiser ze gestalten. An dofir ass d'Gestiou an den Transfert u Servior och elo e logesche Schrëtt, zu deem d'CSV hiren Accord gëtt. A vu datt et eng Schenkung war an der Zäit ausgangs vum 19. Joerhonnert, ass et och gutt, dass de Buedem – d'Gebai ass méi nei – am Besëtz vun der Gemeng bleift.

Servior huet leider den Dagesfoyer net iwwerhol a weidergefouert. Dat ass natierlech schued. Dat kann hei oft ... Dat wär eppes, wat natierlech och zu der Attraktivitéit an deem gesamte Raum vun dem Haff Réimech géif bäidroen.

Ee Wuert, wann Der mer erlaabt, nach zu de Pensionspräisser insgesamt: Ëm déi oder iwwer 3.000 Euro pro Kummer, dat ass natierlech net einfach ze bezuele fir d'Bewunner am ländleche Raum, wou déi eeler Leit allermeeschtens kleng Renten a souguer dacks nëmme d'Mindestrent hunn. Dat ass fir si net evident. Si brauchen trotzdem esou Strukturen, well si hunn hiert Liewe laang vill geschafft. An och wa se elo nëmme d'Mindestrent dofir kréien, ass et awer wichtig, dass no hinne gekuckt gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Modert. Beim nächsten ageschriwwene Riedner bleiwe mer op der Musel: d'Madamm Tess Burton.

Mme Tess Burton (LSAP) | Jo.

Une voix | D'Pärel vun der Musel.

(Hilarité)

Mme Tess Burton (LSAP) | Neen, ech sinn net d'Pärel vun der Musel. Dat ass ...

(Interruptions et hilarité)

Jo, bei eis nenne mer dat „Muselmetropol“. Mee gutt.

Also, ech géif gären dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dee war ganz komplett, an och deen Historique, deen en eis hei virbruecht huet. Ech mengen, domat ass alles gesot.

Ech si frou, dass haut hei eng Léisung geschaaft gëtt, mat där all déi concernéiert Leit zefridde sinn. An ech mengen, et ass elo ganz wichtig, dass eben och déi Leit, d'Bewunner an d'Mataarbechter, do elo erëm zu Rou kommen. Ech mengen, déi hunn och zwee Joer Pandemie hannert sech, wat net einfach fir déi Leit war. Dofir sinn ech ganz frou, dass mer haut dee Projet hei kënnen stëmmen an ech ginn natierlech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton. Ech ginn d'Wuert weider un den Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Jo, deem bleift just, Merci ze soen un de Rapporteur fir deen historeschen

Exkurs, un all déi Leit vun der Musel, aus dem Osten, déi eis do beräichert hunn. Ech ginn den Accord vun där grénge Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | An e schéine Bonjour vum Här Kox.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools fir de Bonjour. Ech ginn d'Wuert weider un den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. An och merci un de Rapporteur fir dee grouse Rapport, deen en eis gemaach huet. Grouss an deem Sënn, dass e ganz detailléiert war an dass och ganz vill interessant historesch Fakten dra waren, déi wierklech vläicht hei nach net gewosst waren.

Mir als ADR ginn natierlech eisen Accord fir des Saach. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. Dann ass d'Madamm Myriam Cecchetti prett. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, mir sinn e bëssen den Hond am Keelespill.

(Interruption)

Här President, et ass schued, dass déi Réimecher Gemeng den Hospice net an eegener Hand wollt oder konnt finanziell iwwerhuelen, well et ass am Esprit bei déi Lénk, dass d'Alters- a Fleegeheimer als Gemeingeservicer solle gefouert ginn.

Mir brauchen och eng flächendeckend Verbreedung vun öffentleche Gesondheitszentren, méi no bei de Leit an de Gemengen. Eis Spideeler ginn ëmmer méi riseg an ëmmer méi opwenneg ze geréieren an ze finanzéieren. Dobäi ass nach ëmmer den Accès zu weesentleche Gesondheitservicer net assuréiert, weeder vum geografesch Standpunkt hier, nach vun der Offer an der Méiglechkeet op eng schnell Prise en charge. Esou en Hospice a Gemengehand weiderzeféieren, wier eng Plus-value gewiescht fir de medezinnesch desertéierten Oste vum Land.

De Réimecher Hospice staamt aus dem Enn vum 18. Joerhonnert a kënnt soumat aus dem franséische Revolutionskontext. Interessant dobäi ass, dass et an deser Zäit a Frankräich zu enger anerer Politik koom bei der Prise en charge vun Alen, Aarmen a Kranken.

Uechtert d'Stied sinn an där Zäit Hospices civils gegrënnt ginn, déi d'Leit am Quartier versuergt hunn. Et kéint ee soen, dat wier esou e Virleefer vun de Maison-médicaille gewiescht; natierlech méi an engem kathoulesch-karitativen Esprit wéi deem vun der universeller Gesondheitsversuergung. Mee trotzdem hunn des Hospicen en demokratiséierenden an och lokalen Accès zu enger Basisversuergung kënnen bidden, wat Krankheet a Fleg ugongen.

Den Hospice vu Réimech kënnt also aus där Tradition. Eng Saach, déi hei problematesch ass, ass de Statut juridique. Eigentlech leet kee Gesetz de Statut juridique vun Hospicë fest, mee se erfüllen awer soss vill Krittere vum Établissement public.

Am Text steet als Grond fir d'Opléisung dran, dass den Hospice net méi adaptéiert wier als Forme juridique, fir d'Roll vun Alters- a Fleegeheimer ze erfüllen, dass et souwuel finanziell wéi operationell Problemer géif ginn.

Här President, mir froen eis awer, ob et net éischer dorunner läit, dass eis Fleegeheimer immens getrimmt ginn an dass se och enger gewëssener Kommerzialiséierung vun der Fleg zum Affer falen.

D'ailleurs ass den öffentleche Bedriewer vun Alters- a Fleegeheimer Servior grad um gudden Wee, fir der Privatiséierung zum Affer ze falen.

Mam Gesetz ass virgesinn, dass Servior an Zukunft kann an aneren Entrepen am Domän vun der Altersfleg Participatiounen hunn an dass déi Entrepen am Interêt vu Servior weider Parteneriater grënnen, fir dem Servior seng Aktivitéiten ze bedriewen. Do ass de Verdacht op d'Kommerzialiséierung an d'Auslagerung vu verschiddeenen Aktivitéite ronderëm d'Fleg scho confirméiert.

Dat ass natierlech eng aner Debatt, déi mer hei nach wäerte musse féieren. Mee vu dass et hei bei deem Gesetz och ëm Servior geet, deen d'Exploitatioun vun de Gebailechkeeten an dee materielle Bestand iwwerhëlt, wollt ech hei déi Umierkunge maachen, dass am Fall vun Réimecher Hospice esou oder esou de Verdacht fir eis besteet, dass hei d'Dier opgestouss kéint ginn – ech betoune „kéint ginn“ –, fir dat nach ganz aner privat Acteure verschiddeenen Aktivitéite ronderëm d'Fleg- a Gesondheitservicer, mee och d'Restauratioun an den Entretien vun de Gebaier kéinten iwwerhuelen.

Effektiv kéint elo zum Beispill eng ganz ëmstrichen Orpea do um Marché deelhuelen an d'Aktivitéit ronderëm d'Fleg oder Deeler dovun iwwerhuelen. Dat ass eng Thees, awer och just eng Thees.

De Problem ass, dass d'Gesetz dat net prezisíiert. Mir wëssen, dass den Terrain vum Gebai, d'Gebai an de materielle Bestand vum Gebai, d'Biens mobiliers, am Besëtz vun der Réimecher Gemeng bleiwen an dass Servior d'Exploitatioun vum Gebai an de Biens mobiliers iwwerhëlt.

Mee wéi scho gesot, ass net kloer, wien d'Aktivitéiten um Site an Zukunft soll bedriewen, opgrond vun de gesetzlechen Ännerungen, déi an der Maach sinn. Egal wéi si mir vigilant, och well mer wëssen, dass an Zukunft mat Servior als Exploiteur vum Hospice d'Privatiséierung schon hallef am Haus steet. Dofir ent-hale mir eis bei deem Projet de loi.

Merci awer dem Rapporteur fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport a merci fir d'Nolausch-teren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Gilles Baum. Och wa mäin Urgroussbop vu Réimech war, hunn ech awer am Rapport villes bäigeliert.

De Projet a sech ass gutt. Ech hat och an der Kommissioun jo dofir e puer Froen dozou gestallt. Et ass natierlech schwierig fir eis als Chamber erauszefannen, firwat déi finanziell Problemer wierklech opgetruede sinn, mee dofir hat ech jo d'Fro gestallt, ob déi Scholden da mat eriwerginn. An do hat d'Madamm Ministesch mir jo ganz kloer Nee geäntwert, soudass dat fir eis awer do emol zefriddestellend ass. Well et wär net gutt gewiescht an eisen Aen, wann een déi Scholde mat iwwerholl hätt.

Op där anerer Säit gétt awer d'Personal mat iwwerholl. Dat ass ganz positiv, soudass och d'Personal eng gewësse Sécherheet huet. Ech weess: Et weess een net, wat a fénnef, zéng Joer ass, mee op d'mannst hu se awer elo emol eng Sécherheet, soudass mir dee Projet haut wäerte matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familjeminiestesch Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt emol, dem Rapporteur villmools Merci ze soe fir säin exzellente Geschichtscours, säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, do steet alles dran. Ech géif just gären nach eng kéier prezisíieren, dass et hei ëm d'Mënsche geet, déi zu Réimech am Jousefshaus wunnen, dass et ëm d'Qualitéit vun der Prise en charge geet an dorëms, dass si och weiderhi kënnen do wunne bleiwen an dass se vun enger ganz héijer Qualitéit, souwuel beim Personal wéi och soss, begleet ginn a betreit ginn. Dorëms geet et emol an éischer Linn. Et geet ëm d'Leit an ëm d'Awunner.

Ech sinn dofir och ganz frou, dass Servior bereet war, dat Haus ze iwwerhuelen als 16. Haus vu Servior hei am Land, wéi d'Gemeng am Fong u si erugetruden ass. Et geet awer net nëmmen drëms, dass d'Leit a beschtméigleche Konditiounen liewen. Et geet och drëms, dass d'Personal a ganz gudden Aarbechtskonditiounen ka schaffen.

Doduerch, dass Dir haut dëst Gesetz stëmmt, geet d'Jousefshaus, wéi gesot, eriwier u Servior. D'Bewunner kënnen esou vun der paramedezinnescher, der sozialer, administrativer, technescher a logistescher Expertis an Infrastruktur vu Servior profitéieren.

Ech wëll awer och soen, dass grad wéi déi aner Haiser vu Servior, och dat heiten Haus wäert seng Identitéit a seng Séil behalen. D'Jousefshaus zu Réimech, wéi et gesot ginn ass, do ass eng Miseler Identitéit, an déi wäert och esou weidergefouert ginn.

Da géif ech awer gären hei nach soen, dass ech et immens schued fannen, dass ech et wierklech regretéieren, dass hei en Amalgamm gemaach gétt mat engem anere Gesetz, wat mer e Méindeg de Moien, Madamm Cecchetti, beschwat hunn an der Familjekommissioun. An Dir hutt den Amendement matgestëmmt! Also ass dat hei nëmme schlechte Wëllen, wat Der hei maacht, ...

(Interruptions)

... well hei gétt net privatiséiert!

Et wäert ni privatiséiert gi bei Servior. Ganz au contraire! Et geet ëm d'Qualitéit, et geet ëm d'Héich-hale vun der Qualitéit an och vun den Aarbechtskonditiounen. An dat, wat Dir gesot hutt, ass einfach faktesch falsch! An Dir wësst et, well Dir waart an där Kommissioun an Dir hutt den Amendement matgestëmmt. Also probéiert Der hei just nëmme schlecht Blut zu maachen an eppes ze soen, wat vläicht Ärer Gewerkschaft gefält, mee awer wat total falsch ass! Ech wëll dat hei eng kéier gesot hunn!

An d'Madamm Modert géif ech gär rassurieren: D'Präisser wäerten net an d'Luucht goen, mee et wäerten déi nammlecht bleiwen. Voilà.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Familjeminiestesch Corinne Cahen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7906. Den Text steet am Document parlementaire 7906⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7906 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Absten-tiouen uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Marie Halsdorf), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitu-tionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5.7952 – Projet de loi portant change-ment de limites entre la Commune de Berdorf et la Commune de Consdorf

Dee leschte Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7952 iwwert d'Ännerung vun de Limiten tëscht der Gemeng Bäerdref an der Gemeng Konsdref. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

M. Carlo Weber (LSAP), rapporteur | Merci, Här Pre-sident. Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 7952 geet et drëm, d'Gesetz tëscht de Gemenge Bäerdref a Konsdref nei ze zéngen an déi entspre-chend Fläche vun där enger an déi aner Gemeng ze transferéieren.

Duerch déi nei Delimitatioun vun de Gemenge verän-tert sech kaum eppes un der Gréisst vun de Geme-nen. Et geet hei ëm Fläche vu ronn 340 Ar, déi vun enger Gemeng an déi aner eriwerginn. D'Zil vun dëser Operatioun ass et, dass an Zukunft d'Uertschaft Kalkesbaach ganz zu Bäerdref gehéiert. Bis elo ass et effektiv esou, dass d'Gemengegrenz duerch Kalkes-baach verleeft, soudatt d'Haiser nördlech vun der Kalkesbaacher Strooss zu Bäerdref gehéieren an d'Haiser südlech dervun zu Konsdref.

Fir d'Gestioun vun der Uertschaft bréngt dat eng Rei Nodeeler an der Praxis mat sech, zum Beispill wat d'Waasserversuergung an d'Offallgestioun betrëfft. Dofir hunn d'Gemengeréit vu Bäerdref a Konsdref

d'lescht Joer de 6. Oktober respektiv den 30. Septem-ber derfir gestëmmt, fir dës Limiten nei festzuleeën.

Laut eiser Verfassung kënnen d'Gemengegrenzen nëmme per Gesetz ofgeännert ginn. Dofir huet d'In-neministesche, d'Madamm Taina Bofferding, dëse Projet den 18. Januar an der Chamber deposéiert. De Staatsrot huet säin Avis de 26. Abrëll ofginn ouni gréisser Remarken. Den 9. Juni gouf de Projet an den Avis vum Staatsrot an der Kommissioun gekuckt an ech gouf als Rapporteur genannt. Merci dofir.

(Interruption et hilarité)

Eng Woch méi spéit gouf de Rapport an der Kommis-sioun uegheoll.

Här President, fir d'Chamber ass dëse Gesetzesprojet vläicht just eng Formalitéit. Fir déi zwou betraffe Ge-menge geet an Zukunft da Verschiddenes vill méi ein-fach. Et erliichtert och déi administrativ Prozeduren doduerch, dass hei d'Uertschaft elo ënnert d'Verwal-tung vu just enger Gemeng fält.

Fir d'Awunner vun der Kalkesbaach gëtt den Accès zu de Gemengeservicer e bësse méi vereinfacht a méi kohärent. Deen neie Grenzverlaf mécht och urbanis-tesch méi Sënn. Fir weider Detailler verweisen ech op de schrëftleche Rapport.

Deene Gemengeverantwortleche vu Bäerdref a Konsdref a jidderengem, deen un dësem Dossier matgeschafft huet, souwéi de Vertrieeder vun dëser Kommissioun soen ech villmools Merci a ginn heizou den Accord vun der LSAP an ech soe Merci fir Är Op-mierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Rapporteur Carlo Weber.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Michel Wolter (CSV) | Merci, Här President. Merci fir den exzellente Rapport an e kloere Jo vun der CSV.

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert weider un den Här Gilles Baum. Merci villmools, Här Wolter.

M. Gilles Baum (DP) | Merci dem Här Weber fir säin exzellente Rapport. Mir hunn elo effektiv hei eng Situatioun berengegt. Ech weess awer net, Madamm Minister, ob mer nach där Situatiounen uechtert d'Land hunn. Warscheinlech. Ech kann Iech der elo vläicht zwou nennen, déi Iech vläicht net bekannt sinn: de Groeknapp/Graulnster, wann Der op Iech-ternach fuert. Do gehéiert 95 % zu der Gemeng Jong-lënster, an dräi Haiser, déi an där selwechter Strooss leien, déi gehéieren zu der Gemeng Bech. Och vläicht eng Situatioun, déi een eng Kéier kéint berengegen.

(Interruption)

Ech gesinn, den Här Reding ass net domat aversta-nen.

An dann hu mer awer och an där Gemeng eng ganz, ganz kokass Situatioun. Dir kennt vläicht den Uert Blummendall.

Plusieurs voix | Jo.

M. Gilles Baum (DP) | De Blummendall gehéiert zu dräi Gemengen: d'Gemeng Hiefenech, d'Gemeng Bech, d'Gemeng Jonglënster. E gehéiert zu dräi Kan-tonen. An e gehéiert zu zwee Walbezierker.

Also, ech mengen, dat ass och eng Situatioun, déi speziell ass. Woubäi déi Gemengen ëmmer ganz

gutt eens gi sinn, well déi Kanner vum Becher Deel vun der Gemeng ëmmer op Jonglënster an d'Schoul komm sinn, schonn traditionell säit 50 Joer.

Awer vläicht och en Denkustouss. Ech weess net, ob Der am Ministère elo wëlles hutt, nach Situatiounen an de Gemengen, tëschent de Gemengen ze berengegen. Mee op alle Fall, mengen ech, dass hei d'Gemeng Bech an d'Gemeng Jonglënster net rose wäeren, wa se och hei vläicht kéinte e kleng Coup de pouce kréien.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An da wier et um honorabelen Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Merci, Här President. Ech géif dann dem Här Carlo Weber fir säin exzellente Rapport e grouse Merci soen. Ech gesinn, mir sinn elo um Wee vun engem Remembrement communal iwwert d'ganz Land. Dat ass, mengen ech, eng gutt Méig-lechkeet, eng Kéier eng Analys dozou ze maachen iwwert déi verschidde Gemengen. An ech ginn dann och gläichzäiteg den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hansen. Da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci dem Här Carlo Weber fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot. Et ass ëmmer e bësse proble-matesch an engem Duerf – an engem Dierfchen, besser gesot –, wann zwou Gemenge geréieren. An et ass am Interessé vun de Leit, wann et vun enger Säit aus geréiert gëtt.

Ech wéilt dann nach den Här Baum ergänzen, dass mir och nach am Éislek déi eng oder aner Gemeng hunn, wou esou Dierfer vun zwou oder dräi Gemenge geréiert ginn. Ech denken do zum Beispill och un d'Maulusmillen. Ech wollt dat just ergänzen zu Ärer Opféierung. Da wier dat och gesot.

Merci, a mir ginn d'Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. Da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci fir deen zackege mëndlechen a schrëftleche Rapport. Vun eis zwee aus och den Accord heifir. Mir brauchen hei kenger Gewerkschaft ze gefalen, dofir stëmme mer dat dann einfach elo emol mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Carlo Weber, dee gäre méi oft esou Rap-porte ka maachen. Dir hutt der Kommissioun Merci gesot. Dir hutt dat ganz gutt gemaach. An Här Baum, jo, och bei eis zu Péiteng/Käerjeng gëtt et esou Fäll, wou och schonn déi éischt Diskussiounen ugefaan-gen hunn. Dat heescht, d'Chamber wäert warschein-lech nach e puermol mat deem Thema befaasst ginn. A mir stëmme natierlech haut och zou.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneminis-tesche Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Merci, Här President. Fir d'éischt wëll ech och gär dem Rap-porteur Merci soen. En huet ganz ausféierlech erkläert, wat d'Virdeeler dovunner sinn.

Zu der Remark vum Här Baum: ganz gären. Ech mengen, wann Initiative komme vun de Gemengen – si

musse vun de Gemengeréit kommen –, da si mir prett am Interieur, dat mat hinnen ze kucken. Dofir wéilt ech nach eng Kéier ausdrécklech deenen zwou Gemengen hei eebe felicitéieren, dass se dee Schrëtt gemaach hunn, well et erlichtert wierklech ganz villes.

An, wéi gesot, wann nach aner Gemengen och dee Schrëtt wëlle maachen: Mir si prett. Dat selwecht zielt och fir d'Fusiounen; och ëmmer e ganz interessant Thema. Op alle Fall si mer prett, fir och déi Schrëtt ze maachen. An nach eng Kéier e grouse Merci och hei fir d'Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos der Madamm Ministesch. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7952. Den Text steet am Document parlementaire 7952².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7952 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Martine Hansen), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir sinn um Schluss vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 15.45 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Dégradation de la route entre le giratoire de Heiderscheid et le pont sur la Sûre à Heiderscheidergrund (N15)	6405	André Bauler	78	« Automotive Campus » à Bissen	6583	Claude Lamberty, André Bauler	85
Feux de forêt	6419	André Bauler	78	IRM à Grevenmacher	6589	Fred Keup	85
Autorisations nécessaires pour l'exploitation d'un hélicoptère privé	6438	Jeff Engelen	78	Retards de versement de subventions concernant les énergies renouvelables	6590	Mars Di Bartolomeo	86
Travail au noir	6447	André Bauler, Carole Hartmann	79	Coopération entre le groupe Luxport et CFL	6591	Jeff Engelen	86
Installation d'un hélicoptère dans l'enceinte d'un hôtel	6473	Sven Clement	79	Jours de formation dans le cadre du télétravail des frontaliers	6592	Laurent Mosar, Marc Spautz	86
Mise en place d'un simulateur de calcul de pension	6481	Nancy Arendt épouse Kemp	80	Exposition des enfants aux polluants	6594	François Benoy, Josée Lorsché	86
Incendies de la forêt suite aux températures élevées et à la sécheresse	6491	Mars Di Bartolomeo	81	Fixation du prix des médicaments	6611	Gusty Graas, Carole Hartmann, Gilles Baum	87
Enseignement presté par les maîtres d'enseignement dans la formation professionnelle	6499	Myriam Cecchetti	81	Subsides alloués aux associations et sociétés de bienfaisance par le Ministère des Affaires étrangères et européennes	6616	Sven Clement	88
Congé sportif	6521	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	81	Signalisation des auto-pédestres au Luxembourg	6619	Jeff Engelen	88
Familles d'accueil	6524	Simone Asselborn-Bintz	82	Illumination de Noël	6620	Fernand Kartheiser	88
Impact des travaux de modernisation et d'extension des CFL sur le TGV	6531	Mars Di Bartolomeo	82	Défauts constatés dans des logements commercialisés par la SNHBM	6622	Nathalie Oberweis	89
Retrait de la Russie de l'ISS	6560	Octavie Modert	82	Défauts constatés dans des logements commercialisés par la SNHBM	6623	Jeff Engelen	89
Autorisations des hélicoptères de la Police grand-ducale	6562	Fernand Kartheiser, Fred Keup	82	Défauts constatés dans des logements commercialisés par la SNHBM	6625	Sven Clement, Marc Goergen	89
Enseignement du luxembourgeois dans les écoles internationales publiques	6563	Francine Closener	83	Application de la loi relative à la protection des animaux	6626	Marc Goergen	90
Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique	6565	François Benoy	84	Réglementation concernant le port d'un burkini	6628	Fernand Kartheiser	91
Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)	6582	Gusty Graas, Max Hahn	84	Sécurité des dépôts de munitions de l'Armée luxembourgeoise	6629	Sven Clement, Marc Goergen	91
				Association « Mäi Wëllen, Mäi Wee »	6630	Fernand Kartheiser	91

Vente de stupéfiants au salon de consommation Abrigado et ses environs	6631	Léon Gloden, Laurent Mosar	92	Groupe de travail interministériel « LAWS »	6642	Marc Goergen	95
Page Facebook « LuXembourg – Let's make it happen »	6632	Fernand Kartheiser	92	Centrale nucléaire de Cattenom dans le cadre de la sécheresse	6643	Marc Goergen	95
Plan d'action pour la promotion de l'image de marque du pays – « Nation Branding »	6633	Fernand Kartheiser	92	Politiciens victimes d'espionnage	6644	Marc Goergen	96
Consommation de gaz	6634	Carole Hartmann, Max Hahn	93	Politique industrielle	6645	Fernand Kartheiser	97
Travaux d'intérêt général	6636	Fernand Kartheiser, Roy Reding	93	Gardiennage des bâtiments d'institutions internationales par des anciens membres de l'Armée luxembourgeoise	6646	Fernand Kartheiser	97
Carte d'identité des enfants dans le cadre d'un divorce des parents	6637	Max Hengel	94	Augmentation du prix du gaz	6649	Marc Spautz	97
Rapport d'Amnesty International sur la guerre en Ukraine	6639	Fernand Kartheiser	95	Demandeurs d'asile afghans	6650	Nathalie Oberweis	97
				Construction d'une station hydrogène	6652	Paul Galles	98
				Mesurage officiel de propriétés foncières	6654	Yves Cruchten	99

Dégradation de la route entre le giratoire de Heiderscheid et le pont sur la Sûre à Heiderscheidergrund (N15) | Question 6405 (27/06/2022) de M. André Bauler (DP)

La couche de roulement du tronçon de route entre le giratoire de Heiderscheid et le pont sur la Sûre à Heiderscheidergrund (N15) est actuellement parsemée de nids de poule si bien que l'Administration des ponts et chaussées s'est vu obligée d'installer des panneaux spécifiques qui attirent l'attention des usagers les plus divers sur cette problématique.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il expliquer quelles sont les causes de la dégradation de ce tronçon de route dont la couche de roulement avait été rénovée au cours de la décennie dernière ?

2) Monsieur le Ministre peut-il informer, le cas échéant, si l'Administration des ponts et chaussées est disposée à remédier à cette situation dans un avenir proche, de préférence avant la saison hivernale 2022-2023 ?

Réponse (19/07/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) La durabilité d'une couche de roulement est en moyenne de dix ans. En prenant en considération le trafic quotidien entre le giratoire de Heiderscheid et le pont sur la Sûre à Heiderscheidergrund, notamment celui des utilitaires, on peut estimer la durabilité de la couche de roulement pour ce tronçon de route à 8/10 ans. L'apparition de dégradations et de traces d'usure sur cet axe routier très fréquenté et régulièrement emprunté par des poids lourds est donc inévitable.

Il convient toutefois de noter que l'Administration des ponts et chaussées surveille régulièrement l'évolution et l'état de tous les axes routiers étatiques et que, en cas de dégradations importantes à court terme, l'Administration prend des mesures de remise en état adaptées.

ad 2) Sauf imprévu, les travaux sur la route nationale N15, comprenant le renouvellement complet de la couche de roulement entre Heiderscheid et Heiderscheidergrund, sont envisagés pour le dernier trimestre de l'année 2022.

L'avis d'adjudication a été publié en date du 16 juin 2022 et l'ouverture de la soumission est prévue pour le mois de juillet 2022.

Feux de forêt | Question 6419 (29/06/2022) de M. André Bauler (DP)

Eng vun de Konsequenze vum Klimawandel ass, dass wéinst de méi héijen Temperaturen a verlängerten Drécheperioden de Risiko vu Bëschbränn an d'Luucht geet.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an der Madamm Inneministesch folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Bëschbränn goufen an de Joren 2001–2021 hei zu Lëtzebuerg gezielt?

2. Wat fir Regiounen vum Land a wat fir e Genre vu Bësch si besonnesch betroff?

3. Wéi vill Hektar Bësch si jee weils bei dese Bränn zerstéiert ginn?

4. Wéi préparéiert sech de CGDIS, fir Bëschbränn, déi an Zukunft méi dacks kéinten oprieden, ze bekämpfen?

Réponse (15/09/2022) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. De CGDIS huet 2019 eng nei, standardiséiert Alarmierungsstuf fir Vegetatiounsbränn agefouert, soudatt een d'Zuele vun no 2019 net mat deene vun de Jore virdu vergläiche kann. Säit dem 1. Januar 2019 sinn zu Lëtzebuerg 245 Vegetatiounsbränn gezielt ginn:

- 2019: 73
- 2020: 83
- 2021: 30
- 2022 (bis den 13.09.): 145

Duerch déi waarm Temperaturen an d'Dréchent sinn an de Méint Juli an August iwwer 50 % vun de Vegetatiounsbränn. Jee no Wiederlag am Summer kënnen des Zuelen awer och relativ staark variéieren (Beispill 2021), woubäi iwwert déi lescht Jore en allgemengen Trend no uewe beobacht ka ginn.

ad 2. D'Vegetatiounsbränn betreffen dat ganz Land, ouni dass sech déi eng oder aner Regioun erausschielt. Am Plan national d'organisation des secours (PNOS) steet follgende Constat: « Les feux se répartissent à travers tout le pays. Ce sont les feux de champs ou de prés, consécutifs à la réalisation des moissons, qui ont constitué la majorité des feux et qui ont nécessité pour chacun d'entre eux l'engagement le plus faible en moyens de secours. »

ad 3. Den Ausmooss vu Vegetatiounsbränn gëtt eréischt zënter Kuerzem vum CGDIS iwwert eng standardiséiert Method erfaasst, soudatt et heizou keng statistesch fiabel Zuelen iwwert déi lescht Jore gëtt. Déi gréisst Vegetatiounsbränn an de leschte Joren zu Lëtzebuerg haten awer all jee weils eng maximal zesammenhängend Fläch vu manner wéi 15 ha. Et gouf keng sougenannt Megafeiere vun Honnerten Hektar, wéi ee se haut schonn am Ausland ka gesinn. An der Reegel sinn et éischter méi kleng Bränn, déi sech op e puer Ar oder héchstens ee bis zwee Hektar limitéieren.

ad 4. De CGDIS huet en internen Aarbechtsgrupp, dee sech mat all de spezifesche Sujete ronderëm d'Theema Vegetatiounsbränn beschäftegt a konkret Mesuren ausschafft: Asaztaktik, Material a Gefierer, Formatioun, Austausch mat aneren Acteuren aus deem Domän, Preventioun a Sensibiliséierung asw. Donieft kënn et och zu engem enken Austausch mat Pompjeeën aus anere Länner, fir vun desen ze léieren a vum Erfahrungsaustausch ze profitieren.

Autorisations nécessaires pour l'exploitation d'un hélicoptère privé | Question 6438 (01/07/2022) de M. Jeff Engelen (ADR)

Lëtzebuerg verfüügt iwwert eng Rei vu legislativen Texter, fir den nationalen an internationale Fluchverkéier ze reegelen. Déi verschiddenen Texte decke souwuel privat kommerziell Fluch, wéi déi vum Staat an doriwwer eraus eng Rei Sonderfäll, wéi zum Beispill medezinesch Fluch an den Asaz vun Helikopteren an der Viti-culture of. Ee Beräich, deen zu Lëtzebuerg besonnesch ausserhalb vum Findel aktuell awer kaum exploitéiert gëtt, ass dee vu private Fluch mam Helikopter, notamment mat där eegener Residenz als Start- oder Landepunkt. Esou wéi et mir zougedroen gouf, huet e Privatmann allerdéngs elo seng Gemeng am Norde vum Land ëm eng Geneemegung ugesicht, fir dierfen eng entsprechend Infrastruktur ze installéieren.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär des Froe stellen:

1. Verfüügt Lëtzebuerg aktuell iwwert e legale Kader, deen de Fluch mam Helikopter vun a bei privat Residenzen am Kader vun perséinleche Bedarf an/oder kommerziellen Aktivitéiten, ewéi zum Beispill Tourismus reegelt? Falls jo, kann d'Regierung da prezisiéieren, a wéi ville Prezedenzfäll des Gesetzter bis ewell applizéiert goufen?

2. Kann d'Regierung matdeelen, ewéi eng Geneemegungsprozedur déi betrafte Gemeng am Fall vun

Accord vun esou enger Demande muss anhalen a mat wéi engen nationalen Instanzen, notamment aus dem Beräich vun der Lofftaartiwerwaachung a -sécherheet si sech dobäi muss koordinéieren?

3. Kann d'Regierung matdeelen, mat ewéi engen internationalen Instanzen d'Prozedur misst koordinéiert ginn, fir de Fall, datt déi betrafte Start- a Landeplatz och fir grenziwwerschreidend Flich genotzt gëtt?

4. Kann d'Regierung matdeelen, a wéi engem legislativen Text de Lärmschutz vun de Residente ronderëm gegebenefalls gereegelt wier?

Réponse (22/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

De legislativen a reglementaire Kader fir d'Bedreiwe vun engem Heliport besteet zu Lëtzebuerg aus follgenden Texter:

– Loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne (article 7 ter);

– Règlement grand-ducal du 17 novembre 2020 relatif à l'exploitation et à la supervision continue des hélistations;

– Arrêté grand-ducal du 9 décembre 2020 portant publication de l'Annexe 14, Volume II – Hélistations, 5^e édition juillet 2020, à la Convention relative à l'aviation civile internationale.

Déi relevanten Texter maache keen Ënnerscheid tëschent effentlechen oder privaten/kommerziellen Infrastrukturen – d'Sécherheetsreegele vun der ziviller Lofftaart gëllen eenheetlech fir all Heliport zu Lëtzebuerg. Et gëtt bis well kee Präzedenzfall hei zu Lëtzebuerg, an deem dës Dispositiounen fir e private Gebrauch applizéiert goufen.

Eng Betribslizenz kann nëmme vun der Direction de l'aviation civile (DAC) ausgestellt ginn, nodeems op der Plaz eng Iwwerpräiwung vun der Konformitéit vun de gebauten Infrastrukturen stattfonnt huet, esouwéi vun der Aariichtung an Ëmsetzung vun de Bestëmmungen no de gesetzlechen a reglementaire Viraussetzungen a Verpflichtungen. De Bedriewer vun engem Heliport muss e Plang vun der Infrastruktur a vun den Equipementer ofginn, d'Betriebshandbuch mat den Exploitationsprozeduren, de Sécherheets- (Trajectoiren, Hindernisser etc.) a Sûretéprozeduren.

Well d'Infrastruktur op der Plaz nach net fäerdeg ass, gouf bis dato och nach keng Betribslizenz ausgestellt. Et ass och keng Koordinatioun um internationale Plang noutwenneg.

D'DAC kann och nëmme iwwert déi Aspekter entscheeden, déi an hir Kompetenz falen, nämlech déi technesch Konditiounen, déi a puncto Sécherheet a Sûreté vun den Heliporte respektéiert musse ginn. Ëmweltfroen, déi dës Infrastrukturen betreffen (wéi Kaméidi), falen net an hire Kompetenzberäich.

D'Autorisatioun vun der DAC befreit den Heliportbedriewer net vu senger Verpflichtung, fir déi aner néideg Geneemegungen vun den zustännegen Autoritéiten anzehuelen (Baugeneemegung, Ëmweltgeneemegungen asw.).

Fir en Heliport kënnen ze realiséieren, muss de Bauhär eng Baugeneemegung beim Buergermeeschter ufroen. An deem konkreten Fall si follgend Aarbechte bei der Gemeng ugefrot ginn:

- Amenagement vun enger Hélistatioun;
- Terrassemearbechten;
- Installatiounen vun engem Rasengitter;
- Installatioun vun aeronautesche Signalisatiounsequipementer.

Well esou Aarbechten opgrond vum Artikel 37 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal an den Développement urbain geneemegungspflichteg sinn (virun allem Terrassemearbechten an d'Installatioun vun aeronautesche Signalisatiounsequipementer), mussen se autoriséiert ginn. Fir d'Ausstellung vun esou enger Baugeneemegung ass eleng de Buergermeeschter zustänneg.

Wann dës Aarbechte konform zum allgemenge Bebauungsplang (PAG) vun der Gemeng sinn, muss de Buergermeeschter se och autoriséieren.

Travail au noir | Question 6447 (05/07/2022) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Des économistes allemands estiment que, avec la croissance forte des prix, le travail au noir a tendance à se développer davantage, en particulier dans le domaine de la construction. Si tel était le cas, les pertes de recettes fiscales seraient non négligeables.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- 1) Le Statec dispose-t-il de statistiques ou, du moins, d'estimations concernant l'évolution du travail au noir et les pertes de recettes fiscales y liées depuis 2015 ?
- 2) Combien de contrôles l'ITM a-t-elle effectué ces dernières années dans ce contexte précis et quels en sont les résultats ?
- 3) Les contrôles en question seront-ils renforcés ?

Réponse (14/09/2022) de **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

ad 1) Le Statec estime de manière approximative la perte de recettes de TVA due au travail au noir (y compris le travail pour compte propre) à environ 15 millions d'euros par an. Le Statec ne dispose pas d'indications quant à la moins-value fiscale de ce phénomène au niveau des impôts directs.

ad 2) Les dispositions du Code du travail prévoient que par travail clandestin, on entend :

- 1) l'exercice à titre indépendant d'une activité professionnelle sans être en possession de l'autorisation d'établissement y afférente ;
- 2) la prestation d'un travail salarié, lorsque celui qui s'y livre :
 - a) sait que l'employeur ne possède pas l'autorisation d'établissement, ou
 - b) sait que sa situation en qualité de salarié n'est pas régulière au regard de la législation concernant les retenues sur salaires ou de la législation relative à la sécurité sociale.

Par ailleurs, les dispositions du même code prévoient également qu'il est interdit :

- 1) d'avoir recours dans le cadre d'une prestation de services à une entreprise, une personne ou à un groupe de personnes qui ne disposent pas d'une autorisation d'établissement ;
- 2) d'engager du personnel salarié pour l'exécution d'un travail étranger à l'objet de l'entreprise et pour lequel une autorisation d'établissement est nécessaire.

À noter que l'ITM est uniquement compétente pour le cas du salarié qui sait qu'il n'a pas été affilié auprès des régimes de sécurité sociale ou bien déclaré auprès des autorités fiscales (point 2 b).

L'ITM n'est pas compétente en ce qui concerne le respect des règles relatives au droit d'établissement et ne

peut dès lors pas sanctionner l'employeur qui recrute des salariés, alors qu'il ne dispose pas d'une autorisation d'établissement, l'indépendant qui ne dispose pas d'une autorisation ou de la personne qui a recours à des indépendants ou des entreprises qui ne disposent pas d'une autorisation d'établissement.

Le contrôle des règles relatives au droit d'établissement relève de la compétence de l'Administration des douanes et accises et de la Police grand-ducale.

À noter également que le travail clandestin ou communément appelé « travail au noir » consiste à exercer en tant que personne physique ou morale une activité non occasionnelle et rémunérée pour le compte d'une telle personne en violation de la législation en matière de droit d'établissement, de sécurité sociale, de droit du travail et du droit fiscal.

Il s'ensuit que le « travail au noir » a des conséquences néfastes sur les institutions sociales, sur l'impôt, la sécurité dans les entreprises, sur le droit d'établissement, sur la formation professionnelle ainsi que sur les consommateurs.

Le contrôle en matière de « travail au noir » relève dès lors de la compétence de l'Administration des douanes et accises, de la Police grand-ducale, des instances de la sécurité sociale, de l'Inspection du travail et des mines et des institutions fiscales.

À noter également qu'en cas de plainte en matière de travail clandestin, l'ITM effectue un contrôle en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail.

Au cours des trois dernières années, l'ITM a effectué les contrôles suivants en matière de travail clandestin : (tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3) Un accroissement du nombre des inspecteurs du travail permettrait à l'ITM de renforcer les contrôles en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail et plus particulièrement en matière de travail clandestin.

À noter toutefois, que le contrôle en matière de « travail au noir » relève également de la compétence de l'Administration des douanes et accises, de la Police grand-ducale, des instances de la sécurité sociale et des institutions fiscales.

Installation d'un hélicoptère dans l'enceinte d'un hôtel | Question 6473 (12/07/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi et eis zu Ouere komm ass, krut de Luxushotel „Château d'Urspelt“, geleeën zu Ischpelt an der Gemeng Klierf, eng Geneemegung, fir en Heliport installéieren a bedriewen ze kënnen. Ugefrot sinn anscheinend 104 Start/Landungen d'Joer, dat wäeren dann zwou Bewegungen d'Woch, mee dat ass wuel nach ausbaubar.

Et stellen sech hei allerdéngs eng Rei Problemer: Den Hotel, also och den Heliport, leie matten an der Agglomeratioun, tëschent de Wunnhaiser, ausserdeem an der Flugschneis vu geschützte Vullenaarten. D'Awunner sinn net frou, eng Biergerinitiativ gouf scho gegrënnt, an d'Autoritéiten (Gemeng, Ministère) halen sech bedeckt.

De lokale Fierschter huet anscheinend en negativen Avis ofginn an et gouf och eng Etude iwwert de Kaméidi gemaach. Et ginn Haiser, déi net emol 100 m vum Heliport ewech sinn, dobäi dierft jo iwwert bewunnte Gebidder guer net esou niddereg geflu ginn. An enger Gemeng, déi sech als „Cittaslow“ bezeichent an och dem Klimapakt bäigetrueden ass, missten esou Awänn am Fong Gehéier fannen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit, Kultur, Interieur a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, datt fir de Projet vum Heliport an der Enceinte vum Château d'Urspelt all déi néideg Geneemegunge virleien? Wa jo, wéi ass dat ze justifizieren? Wann nee, wéi eng stinn nach aus, a firwat?
2. Wat ass d'Positioun vum Inneministère, wat den Affichage vun der Baugeneemegung ueget? Muss déi ausgehaange ginn?
3. Ass fir dës Projet net eng Kommodo-Inkommodo-Autorisatioun erfuerderlech? Wa jo, wéi ass et ëm dës Prozedur bestallt?
4. Ginn et offiziell Avise vum Ëmweltministère, vum Inneministère a vum Kulturministère (Sites et monuments) zu dësem Projet?
5. Stëmmt et, datt och de Weekend geflu soll ginn?
6. Stëmmt et, datt d'Demande vun Air Rescue, fir eventuell vu Klierf aus ze operéieren, ofgeleent gouf a wat sinn dann d'Grënn, fir e private Projet wéi dësen ze geneemegen?

Réponse (22/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. D'Direction de l'aviation civile (DAC) huet bis well nach keng Autorisatioun erausginn, fir en Heliport zu Ischpelt (Gemeng Klierf) ze bedreiwen.

Eng Betribslizenz ka vun der DAC nëmmen dann ausgestellt ginn, nodeems eng Iwwerpräiwung op der Plaz vun der Konformitéit vun de gebauten Infrastrukture stattfonnt huet, souwéi vun der Aariichtung an Ëmsetzung vun de Bestëmmungen no de gesetzlechen a reglementaresche Viraussetzungen a Verpflichtungen.

D'DAC kann och nëmmen d'Sécherheets- an d'Sûretéaspekter vun der ziviller Lofftaartinfrastruktur kommentéieren an net d'Ëmweltaspekter. Et sief awer bemierkt, datt de Projet keng Geneemegungen no Ëmweltlegislatioun braucht.

Eng Baugeneemegung vun der Gemeng muss ëmmer virleien, ier mat den Aarbechten dierf ugefaange ginn. Souwäit den Inneministère informéiert ass, ass d'Baugeneemegung fir den Heliport an der Enceinte vum Château d'Urspelt vun der Gemeng ausgestellt ginn. Wat d'Ausstelle vun der Baugeneemegung ubelaangt, ass de Buergermeeschter juristesches gesinn dozou verpflichtet, dës ze ginn, wann de Projet vum Heliport konform ass zum allgemenge Bebauungsplang (PAG) vun der Gemeng.

ad 2. Den Artikel 37 vun ofgeännerte Gesetz vom 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal an den Développement urbain gesäit vir, dass den Zertifikat vum Buergermeeschter, dee bestätegt, dass de geplangte Bau de Sujet vu senger Geneemegung war, muss vun Bauhär an der Ëmgéigend vum Chantier ausgehaange ginn, an zwar sou, datt e fir interesséiert Persounen vum ëffentlechen Raum aus gutt siichtbar a lieserlech ass.

An dësem Zertifikat steet, dass de Public während der Period, an där e géint d'Baugeneemegung gerichtet ka virgoen, d'Recht huet, fir déi betreffend Pläng, déi en Deel vun der Baugeneemegung ausmaachen, am Gemengenshaus ze consultéieren. D'Informatioun iwwert d'Ausstelle vun der Baugeneemegung gëtt och, sou wéi et am uewe genannte Gesetz vom 19. Juli 2004 virgesinn ass, op der Internetsäit vun der Gemeng publizéiert.

D'Period, fir e Recours virum Verwaltungsgeriicht ze maachen, fänkt den Dag vum Affichage vum Zertifikat un.

ad 3. Nee, esou eng Geneemegung ass net erfuerderlech.

ad 4. D'Kulturministesch muss bei Transformatione vu klasséierte Gebaier ëm eng Autorisatioun gefrot ginn, déi awer refuséiert ka ginn, wann den Impakt op d'Bausubstanz ze grouss ass. An dësem konkreete Fall gëtt et op d'Bausubstanz keen Impakt, well aus engem Parking fir Autoen eng Landefläch soll gemaach ginn. D'Denkmalchutzkommissioun huet dann och e positiven Avis zum Projet aus der Perspektiv vum Denkmalschutz ginn an d'Kulturministesch huet sech dësem Avis an hirer Autorisatioun ugeschloss.

Am Kader vum Gesetz vom 15. Mee 2018 iwwert d'Ëmweltimpakter vu bestëmmte Projeten, gouf am Hierscht 2021 fir de Projet e „Screening“-Dossier eragereecht. An esou engem Dossier mussen déi néideg Informatiounen enthale sinn, fir dass dee fir Ëmwelt zoustännege Minister eng Decisioun kann huelen, ob eng Etude iwwert d'Ëmweltimpakter muss gemaach ginn. An deem Dossier ass ënnert anerem eng Etude zum Kaméidisimpakt duerch de Betrib vum Heliport dran. Am Januar 2022 ass op Basis vun de virleiden Informatiounen decidéiert ginn, datt sou eng Etude iwwert den Ëmweltimpakt net misst gemaach ginn.

D'Ausstelle vu Baugeneemegungen ass eng Kompetenz vum Buergermeeschter. Et ass net virgesinn, datt den Inneminister Avisen dozou ofgëtt.

ad 5. D'Informatiounen am „Screening“-Dossier, deen an der Äntwert op d'Fro 4 ernimmt ass, schléissen dat net aus.

ad 6. De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten huet weeder Kenntniss vum engem Projet oder enger Ufro an dem Zesammenhang vun der LAR, nach vun engem Refus.

.....
Mise en place d'un simulateur de calcul de pension | Question 6481 (14/07/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Selon des informations issues du rapport d'activité 2021 de l'Ombudsman, un nombre non négligeable de personnes demandent régulièrement des estimations du montant de leur pension de vieillesse. Au regard des concernés, la Caisse nationale d'assurance pension – CNAP – n'effectue par contre pas d'estimation avant l'âge de 55. Or, la CNAP travaillerait activement à la mise en place d'un simulateur de calcul de pension, via le site MyGuichet.lu, permettant aux assurés d'effectuer leur propre simulation à n'importe quel moment.

Sachant que certains de nos voisins européens offrent déjà un service d'estimation personnalisé du montant de la pension de vieillesse/retraite en fonction de différents facteurs à déterminer, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale :

– Monsieur le Ministre, quand sera mis en place le système personnalisé de la simulation de calcul de pension ?

– Quand la simulation sera-t-elle opérationnelle sur le site MyGuichet.lu ?

Réponse (16/09/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

La Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) constate en effet une augmentation continue du nombre de demandes de renseignements au sujet de la date de l'ouverture du droit et du montant de la pension. Son

rapport annuel fait état d'un nombre croissant de telles demandes de renseignements au cours des trois dernières années et le travail quotidien de la CNAP est très impacté par cette croissance étant donné qu'une analyse approfondie du dossier est requise pour pouvoir répondre à ces demandes.

Vu la dynamique du marché de travail luxembourgeois, comportant une mobilité internationale très importante et atypique au niveau de l'Union européenne, il y a un nombre croissant d'assurés disposant d'une carrière mixte, c'est-à-dire qui ont poursuivi une activité au Luxembourg et en-dehors des régimes de pension luxembourgeois (58 % des bénéficiaires de pension en 2021). Ces dernières périodes doivent néanmoins être prises en considération lors de la détermination de la date de l'ouverture du droit à la pension et du montant de celle-ci, ceci en vertu de la réglementation européenne ou des conventions bilatérales applicables.

Dès lors, la reconstitution de la carrière de l'assuré constitue une étape certes chronophage, mais incontournable pour que la CNAP puisse fournir une date d'ouverture du droit à la pension et une estimation du montant de la pension avec un degré de fiabilité élevé permettant à l'assuré de prendre les décisions au sujet de sa retraite en âme et conscience.

Il est évident que la fourniture d'un tel service d'estimation ou de simulation d'une pension future ne peut pas revêtir un grand degré de fiabilité pour un jeune assuré loin de la date de sa retraite. Jusqu'à présent, la CNAP a dès lors limité ses estimations aux assurés âgés de plus de 55 ans, un âge où la carrière d'assurance est le plus souvent bien consolidée. Il s'agit de ne pas induire en erreur les assurés demandeurs d'une estimation dont les paramètres de calcul ne peuvent ni refléter l'évolution future de leur carrière d'assurance ni même prendre en compte la panoplie des périodes d'activités professionnelles pas encore enregistrées dans la carrière de l'assuré (p. ex. une activité dans un autre pays ou au sein d'une organisation internationale). La plateforme MyGuichet donne désormais l'opportunité aux administrations luxembourgeoises de fournir à l'assuré non seulement un espace personnel authentifié dans lequel des données pertinentes peuvent être rendues accessibles, mais elle permet en outre à la CNAP de fournir une estimation de pension ou un simulateur de pension sur base de ces mêmes données enregistrées dans la carrière de l'assuré, en toute transparence.

Bien que des travaux pour une telle fourniture de données et la mise à disposition d'un simulateur de pension sur MyGuichet aient été entamés, ceux-ci ne sont pas encore achevés. Ce projet est tributaire d'autres projets de modernisation et de digitalisation au sein de la CNAP qui permettent de simplifier et d'accélérer les procédures afin de pouvoir accomplir les tâches principales de la CNAP permettant une gestion adéquate des prestations de pension payées à quelque 200.000 bénéficiaires et de l'instruction du nombre toujours croissant de demandes de pension imminentes (plus de 20.000 pendant l'année 2021). Une date précise pour l'achèvement de ce projet n'est donc pas encore disponible.

La CNAP est néanmoins consciente que bon nombre d'assurés pourraient bénéficier d'une meilleure appréciation de l'impact sur leur pension des choix qu'ils ont amenés à faire au cours de leur vie active, notamment lorsqu'un changement du rythme de travail est pris en considération. Parallèlement à la mise en place d'un estimateur/simulateur personnalisé sur MyGuichet, l'enjeu pour la CNAP est donc de rendre plus intelligible le rôle des différents paramètres pouvant influencer le calcul de la pension. Elle a l'intention d'inclure de telles informations plus aisément compréhensibles sur son nouveau site internet qui est attendu au printemps 2023.

Incendies de la forêt suite aux températures élevées et à la sécheresse | Question 6491 (14/07/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Les températures élevées et la sécheresse sont à la source d'incendies de la forêt un peu partout en Europe. Ainsi, 2022 pourrait devenir une année d'un triste record. Même si les feux de forêt sont plutôt rares au Luxembourg, vu la situation météorologique et le réchauffement climatique, les risques augmentent, des mesures préventives et d'action sont de mise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

– Quel est le nombre de feux de forêt recensés au Luxembourg endéans les cinq dernières années ?

– Quelle est l'étendue des hectares brûlés ?

– Y a-t-il des zones à risque plus élevé et font-elles l'objet d'une surveillance accrue ?

– Quelles sont en général les mesures de prévention pour éviter ces feux dévastateurs ?

– Nos services de secours et autres disposent-ils de l'équipement nécessaire pour l'endiguement de ces flux et quelle est la nature de ces équipements ?

– Existe-t-il des accords de coopération avec d'autres pays dans ce domaine précis ?

Réponse (15/09/2022) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

En 2019, le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) s'est doté d'une nouvelle méthode standardisée pour recenser les feux de végétation. Ainsi, les chiffres ne peuvent être comparés aux chiffres d'avant 2019.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, 245 feux de végétation ont été recensés au Luxembourg :

– 2019 : 73

– 2020 : 83

– 2021 : 30

– 2022 (jusqu'au 13/09) : 145

La plupart de ces feux de végétation se limitent à quelques ares ou un à deux hectares au maximum. Les plus grands feux se sont étendus à des surfaces de moins de 15 hectares.

Partout au Luxembourg, il existe un risque fondamental de feu de végétation, surtout là où il y a une forte activité humaine. Dans le nord du pays, le risque est légèrement plus élevé en raison de la présence d'un paysage forestier continu et d'une surface agricole plus importante. Comme l'ensemble du pays est concerné, il n'est pas possible d'effectuer une surveillance spécifique. Toutefois, les efforts du CGDIS se concentrent sur l'ensemble du pays.

Dans la plupart des cas, l'activité humaine est à l'origine des feux de végétation, soit par inattention (jeter des cigarettes, faire un barbecue dans la nature ou allumer un feu ouvert), soit par les travaux agricoles (ceci est surtout le motif des incendies dans les champs). L'aspect le plus important en matière de prévention consiste donc dans la sensibilisation et la responsabilisation de la population et du monde agricole. Ainsi, le CGDIS avait diffusé mi-juillet 2022, après que le risque de feu de végétation a augmenté au Luxembourg, un communiqué de sécurité à la presse et sur les médias sociaux.

Par ailleurs, une forêt mixte bien entretenue avec des accès pour les véhicules de pompiers est un garant

pour une forêt résiliente face au risque d'incendie. Le CGDIS travaille en étroite collaboration avec les autres administrations compétentes sur ce sujet.

Chaque fourgon d'incendie dispose d'équipements permettant d'attaquer un feu de végétation. En outre, la majorité des véhicules ont été équipés ces dernières années de matériel d'intervention spécifique (p. ex. sac à dos d'extinction pour pouvoir éteindre les incendies dans des endroits qui sont difficile à atteindre). En outre, le CGDIS dispose de six camions-citernes feux de forêt (« Tanklöschfahrzeuge-Waldbrand » TLF-W) et d'un camion-citerne grande capacité (« Großtanklöschfahrzeug » GTLF), spécialement conçus pour les interventions sur les feux de végétation. D'autres acquisitions de véhicules et de matériel spécifiques sont prévues dans les années à venir.

Le Luxembourg a conclu des accords bilatéraux avec ses trois pays voisins afin de se soutenir mutuellement en matière de sécurité civile en cas d'un sinistre majeur. C'est ainsi que les équipes du CGDIS sont intervenues en 2021 en Allemagne et en Belgique après les graves intempéries. Dans ce cadre légal, un soutien mutuel bilatéral en cas de grands feux de végétation serait donc possible et envisageable. En 2019, par exemple, les pompiers luxembourgeois et français ont déjà éteint ensemble un incendie de grande envergure, du côté français juste derrière la frontière d'Ottange.

En outre, en cas de situation exceptionnelle, le mécanisme européen de protection civile permettrait de recourir à des modules internationaux standardisés dans le domaine de la lutte contre les feux de végétation. Cependant, cela concerne, en raison des délais, surtout les « mégafeux », c'est-à-dire les énormes incendies de forêt qui ne sont pratiquement plus contrôlables et qui durent des jours, voire des semaines. De tels incendies sont toutefois moins probables au Luxembourg, car il n'existe tout simplement pas d'aussi grandes zones forestières contiguës qu'à l'étranger.

C'est pourquoi la coopération bilatérale a plus de sens pour le Luxembourg en premier lieu, car elle fonctionne plus rapidement et de manière plus réactive et permet de mobiliser des moyens de lutte contre les incendies supplémentaires en très peu de temps.

Le CGDIS coopère actuellement déjà fortement avec les pays voisins, surtout au niveau de la formation et de l'échange d'expériences, et également au niveau des groupes de travail de l'UE ou de différentes associations internationales de sapeurs-pompiers.

Enseignement presté par les maîtres d'enseignement dans la formation professionnelle | Question 6499 (19/07/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Les maîtres.ses d'enseignement de la formation professionnelle bénéficient tous.toutes d'une expérience professionnelle dans un domaine spécifique de l'artisanat. Pourtant, il arriverait que certain.e.s maîtres.ses n'enseignent pas forcément le métier d'artisan qu'ils.elles ont appris et exercé eux.elles-mêmes.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) Combien de maîtres d'enseignement enseignent actuellement un métier qu'ils n'ont pas appris ni pratiqué ?

2) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que de telles conditions d'enseignement nuisent à la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage professionnels entraînant d'office une dévalorisation de l'artisanat ?

3) Dans la mesure où les maîtres.ses d'enseignement n'enseigneraient pas systématiquement le métier

qu'ils.elles ont eux.elles-mêmes appris et pratiqué, comment Monsieur le Ministre peut-il justifier que dans le cadre de l'examen de recrutement le.la candidat.e à l'enseignement de maîtrise doive faire valoir son brevet de maîtrise en lien avec sa spécialité ?

Réponse (21/09/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Les modules de la formation professionnelle sont conçus d'après des compétences. Ces compétences se retrouvent normalement dans la formation de plusieurs métiers différents. Les maîtres d'enseignement peuvent donc enseigner dans un certain nombre de formations, voire dans un ou plusieurs métiers présentant des domaines connexes/une spécialité connexe et dont les parcours sont similaires. L'évaluation des apprentissages dans ces modules est faite de façon continue et porte sur les compétences conformément à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle.

En outre, il incombe aux lycées dans le cadre de leur autonomie, de confier l'enseignement des modules aux maîtres d'enseignement pouvant se prévaloir de la formation et de l'expérience appropriées.

ad 2) Au vu de ce qui précède, aucune dévalorisation de la qualité des formations n'est à craindre.

ad 3) Il est vrai que les conditions générales et spécifiques d'admission à la fonction de maître d'enseignement sont fixées par la loi. Ces conditions servent à fixer les critères d'admission aux différentes fonctions d'enseignant et ne préjugent en rien les qualités et compétences acquises par les maîtres d'enseignement.

Congé sportif | Question 6521 (21/07/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Actuellement différents clubs sportifs, notamment de football, participent à des rencontres internationales en vue de se qualifier pour des compétitions telles que la Champions League ou l'Europa League. Ce qui n'est pas sans poser des difficultés tant pour les joueurs non professionnels que pour les encadrants bénévoles. Dans ce cadre, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

– Tout en saluant les efforts en cours afin de réformer le dispositif du congé sportif, de quels moyens dispose actuellement le Gouvernement afin de soutenir les clubs de fédérations agréées engagés dans des compétitions internationales ? Quelle aide peut leur être apportée en termes d'infrastructure ?

– Comment sont soutenus les bénévoles qui participent à l'organisation des rencontres en question ?

Réponse (13/09/2022) de **M. Georges Engel**, Ministre des Sports

Les honorables Députés s'enquière du soutien que le Gouvernement, et plus précisément le Ministère des Sports, apporte actuellement aux clubs sportifs des fédérations sportives agréées participant à des compétitions européennes. En principe, le Ministère des Sports accorde un subside extraordinaire aux clubs sportifs participant aux compétitions européennes sur base d'un décompte détaillé des frais liés à la participation, y compris d'éventuels frais de location d'infrastructures, et prenant en compte de possibles subsides des fédérations européennes. En sus, les différents clubs sportifs se voient accorder, le cas échéant, une aide financière en fonction des résultats réalisés dans les compétitions européennes.

La réglementation en matière de congé sportif ne prévoit actuellement pas l'octroi de congé sportif

pour les bénévoles et les sportifs licenciés dans le contexte des rencontres européennes des clubs sportifs en question. Ceci est précisément un des objets du projet de loi n° 7955 ayant notamment pour but d'élargir le champ d'application de la législation en matière d'octroi du congé sportif.

Familles d'accueil | Question 6524 (21/07/2022) de Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP)

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3676 am Joer 2018 huet den Här Minister fir Educatioun, Kandheet a Jugend matgedeelt, datt 1.085 Kanner zu Lëtzebuerg hu misse placéiert ginn, dovunner 539 Kanner an enger Fleegefamill a 546 an engem Foyer. Dobäi ass allgemeng unerkannt, datt d'Chancë fir ee Kand, als Erwuessenen autonom ze ginn, méi grouss sinn, wann et an eng Fleegefamill placéiert gëtt.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Educatioun, Kandheet a Jugend folgend Fro stellen:

1. Wéi ass d'Evolutioun vun dësen Zuelen? Ass et nach ëmmer esou, datt méi Kanner an e Foyer komme wéi an eng Fleegefamill? A wéi ville Fäll huet d'Fleegefamill e Lien mat de biologeschen Elteren (well et zum Beispill d'Grousseltere sinn, déi d'Kand ophuelen)? A wéi ville Fäll gëtt d'Kand an eng komplett friem Famill placéiert?

2. Wéi ass déi duerchschnëttlech Zäit, déi ee Kand an enger Fleegefamill verbréngt an a wéi ville Fäll kann d'Kand, no enger gewëssener Zäit, erëm zeréck bei seng biologesch Eltere wunne goen? Ginn et Fäll, wou esou ee Retour dono erëm muss réckgäנגeg ge-maach ginn?

3. A verschiddenen Noutfäll, wa keng Famill disponibel ass, gi Kanner och mol fir eng Zäit an der Kannerklinik placéiert, bis datt eng Plaz fir si fonnt gëtt. Sinn de Moment Kanner an deem Fall a wat gëtt ënnerholl, fir dës Praxis an Zukunft kënnen ze evitéieren?

Réponse (22/09/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

ad 1. Beim leschte Recensement (1. Oktober 2021) waren 1.299 Kanner ausserhalb vun hirem Doheem placéiert, dovunner waren der 772 an enger Institution a 527 an enger Fleegefamill. Am Duerchschnëtt sinn d'Hallschent vun de Placementer a Fleegefamille bei enger Famill, déi ee Lien mat de biologeschen Elteren vum Kand huet.

ad 2. Placementer an enger Fleegefamill sinn, wéi all aner Placementer, duerch eng grouss Diversitéit u Cas-de-figures ausgezechent. Während verschidde Kanner fir kuerz Opendhalter bei Fleegeeltere wunnen an dono dauerhaft bei hir biologesch Elteren zeréckginn, bleiwen aner Kanner bis zu hirem 18. Gebuertsdag oder doriwwer eraus an der Fleegefamill. Eng Duerchschnëttsdauer vun engem Placement kann dofir net pauschal determinéiert ginn, woubäi Laangzäitplacementer dominéieren, well déi biologesch Familien Zäit brauchen, fir un hiren elterleche Kompetenzen a Ressourcen ze schaffen an hir Situation ze stabiliséieren.

Wann d'Kand rëm heemgoe soll, gëtt de Retour bei déi biologesch Elteren dacks iwwer Méint intensiv virbereet an dofir sinn dës Retouren an den allermeeschte Fäll een Erfolleg.

ad 3. Vun de Kanner, déi 2019 bis August 2022 (Stand: 26.08.2022) a Spideeler placéiert goufen, sinn aktuell nach 3 Kanner am CHL placéiert. Et sinn der awer och 6 am CHNP, 2 am Service national de psychiatrie juvénile an 1 am CHEM placéiert. Et sief awer

präziséiert, datt de Jugendrichter just d'Spidol, wou de Placement soll exekutiert ginn, designéiert, mee dem Spidol de Choix vum Service, an deem d'Kand soll opgeholl ginn, iwwerléisst.

Et sief och bemierkt, datt Kanner am Prinzipp just an e Spidol placéiert ginn, wa se e medezinneschen Traitement brauchen, mee et effektiv wéinst Plazmangel an anere Strukture ka virkommen, datt d'Kand eng kuerz Period nom Schluss vum Traitement am Spidol bleift, bis datt eng Plaz an enger anerer adaptierter Struktur fräigëtt.

Impact des travaux de modernisation et d'extension des CFL sur le TGV | Question 6531 (22/07/2022) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Entre le 26 juillet et le 28 août, donc en pleine période de vacances, aucun TGV n'arrivera ni ne partira de la gare centrale Luxembourg suite au démarrage d'une nouvelle tranche importante des travaux de modernisation et d'extension.

Pendant cette période, les terminus seront Metz et Thionville.

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si des navettes de substitution seront mises en place entre Luxembourg et Metz et Thionville pour les passagers du TGV.

Réponse (15/09/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Des navettes de substitution, spécialement destinées aux clients du TGV, sont mises en place par les CFL durant la période des travaux sur le tronçon de ligne entre Luxembourg et Bettembourg du 16 juillet 2022 au 28 août 2022.

Ces navettes circulent de Luxembourg vers Thionville, respectivement Metz et vice-versa aux horaires repris ci-après :

(document à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Retrait de la Russie de l'ISS | Question 6560 (27/07/2022) de Mme Octavie Modert (CSV)

La Russie a annoncé mardi 26 juillet 2022, par la voix du nouveau chef de l'Agence spatiale russe (Roscosmos) Iouri Borissov, vouloir arrêter sa participation à la Station spatiale internationale (ISS) après 2024 pour poursuivre d'autres projets. Cette décision intervient sur fond de tensions russo-occidentales après l'agression russe en Ukraine. La NASA a affirmé ne pas encore avoir été notifié officiellement de ce retrait. La fin de la coopération avec la Russie sur l'ISS intervient entre autres après que l'Agence spatiale européenne (ESA) a annoncé mi-juillet mettre un terme à sa collaboration avec la Russie sur la mission Exo-Mars.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– L'ISS est un modèle de coopération internationale réunissant l'Europe à travers l'ESA, le Japon, les États-Unis et la Russie. Est-ce que Monsieur le Ministre a déjà obtenu des informations de l'ESA concernant cette décision de la Russie ?

– Quelles sont les conséquences directes pour les projets luxembourgeois au sein de l'ESA ainsi que pour les entreprises luxembourgeoises participantes aux programmes de l'ESA ?

– L'ISS étant vieillissante, il avait été décidé de faire fonctionner la station jusqu'en 2030. Est-ce que le fait

que la Russie retire sa participation pourrait remettre en cause la durée de fonctionnement de la station, étant donné que la Russie est notamment chargée de maintenir l'ISS en orbite ? Quelles seraient les conséquences d'un démantèlement prématuré de l'ISS pour les projets de recherche en cours ?

– D'après la presse étrangère, les sanctions occidentales prises contre la Russie après l'agression russe en Ukraine toucheraient en partie l'industrie aérospatiale russe et pourraient avoir des effets pour l'ISS, notamment au niveau du ravitaillement. Est-ce que Monsieur le Ministre peut expliquer en quoi les sanctions occidentales prises contre la Russie pourraient avoir des effets pour l'ISS ?

Réponse (14/09/2022) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

À ce jour, Roscosmos n'a pas encore envoyé de courrier officiel concernant un futur retrait russe de la Station spatiale internationale (ISS) à ses partenaires de l'ISS. Dans ce contexte, l'ESA n'a pas communiqué avec ses pays membres concernant cette annonce de la Russie.

D'après la déclaration du 26 juillet 2022 de Iouri Borissov, nouveau directeur de l'agence spatiale russe, Roscosmos se retirerait « après 2024 ». Mais aucune date précise n'est indiquée. Il a été précisé dans un communiqué de presse ultérieur que Roscosmos se retirerait de l'ISS lorsque sa nouvelle station spatiale ROSS (Russian Orbital Service Station) serait opérationnelle. Or, celle-ci est actuellement en phase d'étude. Selon Roscosmos, ROSS ne devrait pas être opérationnelle avant 2028.

Il y a lieu de relever que l'accord de collaboration de l'ISS (IGA – International space station legal framework) n'a pas de date de fin officielle. Cependant, les pays qui y adhèrent ont l'obligation d'informer leurs partenaires un an à l'avance, avant de mettre fin à une éventuelle coopération.

Pour l'instant, aucune conséquence directe concrète de la déclaration de Monsieur Borissov n'a été observée puisqu'aucune date précise n'a été arrêtée pour la fin de la collaboration avec Roscosmos. Sauf revirement dans le contexte avec la guerre en Ukraine, le partenariat dans son ensemble pourrait donc se poursuivre avec l'extension de l'ISS jusqu'en 2030. Aucun démantèlement prématuré de la station n'est envisagé et malgré les restrictions, le ravitaillement n'est pas affecté pour l'instant à notre connaissance. Il en va de même pour les projets luxembourgeois au sein de l'ESA ainsi que pour les entreprises luxembourgeoises qui participent aux programmes de l'ESA.

Modèle de coopération internationale réunissant l'Europe à travers l'ESA, le Japon, les États-Unis et la Russie, l'ISS a commencé à être assemblée en 1998.

Autorisations des hélicoptères de la Police grand-ducale | Question 6562 (27/07/2022) de M. Fernand Kartheiser | M. Fred Keup (ADR)

Beim Asaz vun de Polihelikoptere bestinn – eiser Meinung no – eng ganz Rei Mësstänn. Ee vun deene Mësstänn ass, datt d'Police hir Helikopteren net esou däerf notzen, datt si op eng effikass Manéier hirer Aarbecht kéint nooen. Nieft de bekannte Problemer, datt z. B. d'Beamten – notamment och déi vun der USP – net voll equipéiert mat den Helikopteren op d'Plaz bruecht kënnen ginn, fir séier ze intervenéieren, wëlle mir op eng weider Problematik hiweisen.

D'Polihelikopteren hu just dann eng Autorisation, fir d'äerfen op engem Gebitt, wat net zum Flughafen gehéiert, ze landen, wann eng akut Lie-wensgefor besteet. Dës Viraussetzung schränkt awer

d'Méiglechkeeten, fir effizient kënnen géint kriminell Aktivitéiten an/oder organiséiert Kriminalitéit virzegoen, an engem ganz héije Mooss an.

Wann d'Police z. B. Informatiounen zougedroe kritt, datt zu engem bestëmmten Zäitpunkt am Land eng Tankstell oder eng Bank soll iwwerfall ginn, däerf e Polihelikopter sech net eemol präventiv op enger no geleedener Plaz stationéieren, fir an deem Fall direkt asazbereet ze sinn. Wann et dann zu engem Asaz kënn, verléiert de Polihelikopter dacks wäertvoll Zäit, fir kënnen op déi betreffend Plaz ze kommen. Et geet hei dacks ëm Minutten, déi deenen Onéierlechen an d'Kaarte spillen, fir sech kënnen ofzesetzen, esou datt eng Verfolgung aus der Loft iwwerhaapt net méi méiglech ass.

Bemierkenswäert ass an deem Kontext, datt all eis Nopeschlänner op déi uewe beschriwwene Méiglechkeeten, fir z. B. de Polihelikopter präventiv ze stationéieren, kënnen zeréckgräifen – eleng Lëtzebuerg net!

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze veräntwerten, datt Lëtzebuerg fir vill Suen déi neisten a modernsten Helikoptere keeft (op den Arméibudget, mee fir de Gebrauch vun der Police) an des mat héijem Opwand ënnerhält, fir op där anerer Säit d'Befugnisser vun der Helikopterstaffel vun der Police esou anzuschranken, datt si net op eng effikass Manéier kann hirer Aarbecht nogoen?

2. Wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze veräntwerten, datt e Polihelikopter just dann däerf landen, wann eng akut Liewensgefor besteet? Dëst schléisst jo aus, datt d'Police, wéi uewe beschriwwen, hir Helikoptere scho präventiv stationéiert, fir esou méi effikass géint kriminell Aktivitéite kënnen virzegoen. Wéi ass hei d'Position vun der Regierung?

3. Goufen et bis dato scho Gespréicher tëscht der Direktioun vun der Police an dem Här Policeminister zu där Thematik?

4. Wat wëllt den Här Minister elo konkret ënnerhuelen, fir deenen uewe beschriwwene Mëssstänn, déi jo e massiven negativen Afloss op d'Sécherheet vum Land hunn, entgéintzewierken? Wéi eng Léisung proposéiert den Här Minister an a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Ëmsetzung vun deene Léisung gerechent ginn?

Réponse (13/09/2022) de M. Henri Kox, Ministere de la Sécurité intérieure | M. François Bausch, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Am Oktober 2020 ass eng legislativ Prozedur initiéiert gi mam Zil, der Supervisioun vun der Aviation étatique eng legal Basis ze ginn. Dës ëmfaasst „d'Loftaktivitéite vu staatléche Fligere, déi dem Staat gehéieren oder zur Verfügung gestallt sinn an exklusiv op Missiounen vu öffentlichechen Interessi zougewise sinn“. Dozou gehéieren zum Beispill d'Loftaktivitéite vun der Police grand-ducale.

Et géllt hei op d'Bestëmmunge vum Gesetzprojet 7680 ze verweisen, fir deenen de Staatsrot de 14. Juni 2022 säin zousätzlechen Avis ginn huet.

D'Ausschaffe vun enger legaler Basis ass eng Viraussetzung fir all Encadrement an Amenagement vun den Aktivitéite vun enger Aviation étatique. Dës legal Basis soll op d'Besoinen vun der Police zugeschnidde sinn, ouni den Niveau vun der Sécherheet vun der ziviller Loftfaart ze beaflossen. Aktuell sinn déi eenzeg applicabel Reegelen déi allgemeng Reegele vun der internationaler ziviller Loftfaart nom Artikel 1 vum modifizéierte Gesetz vum 31. Januar 1948 „relative à la réglementation de la navigation aérienne“.

ad 2. Am Moment huet d'Police eng permanent Autorisatioun, fir ausserhalb vum Fluchhafen ze landen an ze starten, déi den Normen vun der ziviller Loftfaart ënnerläit. Dës Landungen oder Departee sinn aus Fluchsécherheetsgrënn op e strikt noutwennege Minimum reduzéiert. Eng Landung an e Start „Off-Airport“ sinn aussergewöhnlech Loftverkéiermanöver weinst dem méi héije Risikoniveau.

D'Landungen an d'Starten ausserhalb vum Fluchhafen oder engem Fluchfeld si rechtméisseg am Fall vun enger bewiesener oder erwaarter Gefor (z. B. fir d'Liewe vun enger Persoun), wéi och fir den Training am Zesummenhang mat esou Operatiounen. Dës Landeplazen an hir Ëmgéigend mussen eng gewëssen Unzuel u Critèren erfëllen, déi d'Sécherheet souwuel vun Drëtten um Terrain, wéi och vun de Leit an den Helikoptere garantéieren. Si mussen fräi si vun all Objete, dee méiglecherweis duerch de Loftrock vun de Rotoren opgehewe kéint ginn (zum Beispill den Iwwerdaach vun den Tankstellen asw.).

Mat der zukünfteger Adoptioun vum Gesetzprojet N° 7680 existéiert och eng gesetzlech Basis, fir déi spezifesch Besoinen vun der Police grand-ducale a Saache Landung ausserhalb vum Fluchhafen oder engem Fluchfeld ze reegelen.

ad 3. D'Thematik vun de Landungen vun den Helikoptere gouf a verschidde Reunionen tëscht der Police an dem Ministère fir bannenzeg Sécherheet ugeschwat, fir eng zefriddestellend Léisung am Sënn vun der Sécherheet vum Land ze fannen.

De Minister fir bannenzeg Sécherheet ass awer net kompetent fir de legale Kader vun der Aviation. Dowéinst gétt mat de kompetenten Acteuren zesummeschafft, fir den néidege legale Kader en place ze setzen, deen der Police eng Notzung vun den Helikopteren am Kader vun de verschidde Policemissiounen erlabe soll a gläichzäitig déi néidege Sécherheitsgarantié gétt fir déi zivill Aviation.

ad 4. De Gesetzesprojet N° 7680 wäert déi gesetzlech Basis fir d'Aviation étatique am Grand-Duché duerstellen. Duerno ginn d'Loftfaartaktivitéite vun der Police um reglementareschen Niveau no hire spezifesch Besoinen gereegelt. Dësen Encadrement baséiert op permanentem Austausch tëscht dem Ministère fir bannenzeg Sécherheet, dem Ministère fir Mobilitéit an öffentlichechen Aarbechten, der Police grand-ducale an der Direction de l'aviation civile (DAC). De Minister fir Mobilitéit an öffentlichechen Aarbechten viséiert nach dëst Joer, déi néidege Texter ze deposéieren, fir déi police-spezifesch Detailer unzegoen.

Enseignement du luxembourgeois dans les écoles internationales publiques | Question 6563 (28/07/2022) de Mme Francine Cloesener (LSAP)

Am Konzept vun den öffentlichechen internationale Schoule gétt dem Lëtzebuergeschen eng bedeitend Roll zougeschriwwen. Besonnesch fir Schüler, deenen hir Mammesprooch net Lëtzebuergesch ass an deenen hir Familien sech méi dauerhaft zu Lëtzebuerg néierloossen, ass d'Léiere vum Lëtzebuergeschen an der Schoul immens wichteg. Fir d'Integratioun vun auslännesche Schüler ze vereinfachen, ass de Lëtzebuergeschunterricht an den öffentlichechen internationale Schoule bis den Niveau S3 gesetzlech obligatoresch virgesinn. Bausse vun den internationale Schoulen ass d'Demande fir Lëtzebuergeschcoursen an de leschte Joren an d'Luucht gaangen. Ëmsou méi wichteg ass et, datt an den öffentlichechen internationale Schoule vill Wäert op d'Lëtzebuergesch geluecht gétt.

An dësem Kontext géif ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend gär follgend Froe stellen:

1. Wéi eng Roll spillt d'Lëtzebuergesch am Curriculum vun den öffentlichechen internationale Schoulen?

2. Wéi vill Stonne pro Woch ass Lëtzebuergesch op de verschidde Niveauen an de besteenden internationale Schoulen déi lescht Joren enseignéiert ginn?

3. Gëtt et en eenheetleche Programm fir de Lëtzebuergeschunterricht vun de sechs verschidde öffentlichechen internationale Schoulen?

4. Ass festgeluecht, op wéi eng Manéier Lëtzebuergesch enseignéiert gétt an, ob et e Fokus op déi schrëftlech oder déi geschwate Sprooch gétt?

5. Ginn an de sechs Schoulen ënnerschiddlech Niveaue vu Lëtzebuergeschunterricht ugebueden?

6. Gëtt et ausserhalb vum Lëtzebuergeschunterricht Coursen, déi op Lëtzebuergesch enseignéiert ginn? Wa jo, wéi eng? Ass dat fir all öffentlichechen international Schoulen eenheetlech festgeluecht?

7. Gëtt de Lëtzebuergeschniveau vun de Schüler vun öffentlichechen internationale Schoulen eenheetlech gemoozt? Wéi gétt den Niveau evaluéiert?

8. Wéi e Sproochniveau erreicht e Schüler, dee vum P1 bis S3 an enger öffentlichechen internationaler Schoul Lëtzebuergesch geléiert huet? Wéi e Sproochniveau erreicht e Schüler, dee vum S1 bis S3 an enger öffentlichechen internationaler Schoul Lëtzebuergesch geléiert huet?

9. Geet de Lëtzebuergeschniveau vun den öffentlichechen internationale Schoule fir eng Befreiung vun de Sproochentester fir déi Lëtzebuergesch Nationalitéit duer?

10. Ass den Niveau, deen enseignéiert gétt, héich genuch, fir datt Schüler, déi decidéieren, eng Reorientatioun an de Lëtzebuergesch System ze maachen, zum Beispill well se eng Berufsausbildung absolviéieren wëllen, sech do erëmfinnen kënnen? Wéi gétt den Iwwergang an esou engem Fall gereegelt?

11. Ass genuch Personal do, fir de Lëtzebuergeschunterricht ze assuréieren?

Réponse (12/09/2022) de M. Claude Meisch, Ministere de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. An den europäesche Programmen ass den Enseignement vum Lëtzebuergeschen eigentlech net virgesinn. Allerdéings gétt d'Lëtzebuergesch Sprooch, mam Accord vun den europäeschen Institutiounen, an eisen öffentlichechen agreeierten europäesche Schoulen an de Klasse P1 bis S3 als obligatoresch Fach enseignéiert, a vun S4 un als Optioun ugebueden.

ad 2. Souwuel am Primaire wéi och am Secondaire sinn zwou Unterrichtsunitéiten d'Woch fir den Enseignement vum Lëtzebuergeschen virgesinn.

ad 3. Fir déi sechs öffentlichechen europäesch Schoule gétt et e gemeinsame Programm, dee vun engem Aarbechtsgrupp vun der nationaler Programmkommissioun ausgeschafft gouf.

ad 4. De Lëtzebuergeschprogramm an deene sechs Schoule gesäit eng global Approche fir den Enseignement vun der Lëtzebuergesch Sprooch vir. Am Primaire gétt den Akzent op dat Mëndlecht geluecht. Am Secondaire ginn déi schrëftlech Kompetenze verstärkt ugaangen. De Programm gétt wuel pedagogesch an didaktesch Indicationen, deenen den Enseignant nokomme muss, léisst dem Enseignant awer och e gewësse Fräiraum. Ausserdeem gétt de Programm un, wéi eng Kompetenze viséiert sinn, a wat d'Objektiver vum Cours sinn.

ad 5. Bannent dem Kader, dee virgesinn ass, hunn déi sechs Schoulen eng änlech Approche: An all

Schoul gëtt d'Lëtzebuergesch op eng differenziéiert Aart a Weis enseignéiert, woubäi dem sproochlechen Niveau vun all Schüler Rechnung gedroe gëtt.

ad 6. Ofgesi vum Lëtzebuergesch ass d'Lëtzebuenger Sprooch och Langue véhiculaire an anere Coursen, virun allem am Sport. Sou kann d'Sprooch a konkreete Situatioune praktesch ugewant ginn.

ad 7. Déi evaluéiert Kompetenze baséieren sech an éischter Linn op de Gemeinsamen europäesche Referenzkader fir Sproochen (Cadre européen commun de référence pour les langues, CECR). De Programm leet d'Modalitéite fest, no deene bewäert gëtt.

ad 8. Ee Schüler, deen an enger ëffentlecher europäescher Schoul scolariséiert war, huet am Prinzip den Niveau B1 vum Gemeinsamen europäesche Referenzkader fir Sproochen erreicht, wann e seng S3 ofschléisst.

ad 9. Den Niveau am Lëtzebuergesch, deen um Enn vun enger S3 erreicht ass, dispenséiert net vum Sproochentest, dee verlaangt ass, fir d'Lëtzebuenger Nationalitéit kënnen unzefroen.

ad 10. Am Kader vun enger Reorientatioun gëtt besonnesch op d'Sproochekenntnisser geuecht, déi fir déi viséiert Filière noutwendeg sinn, an der Reegel Däitsch a Franséisch.

Well d'Lëtzebuergesch keng sougenannte „langue véhiculaire“ oder „langue d'enseignement“ ass, spillt den Niveau, deen d'Schüler am Lëtzebuergesch errechen, bei enger eventueller Reorientatioun keng Roll. Doduerch, datt de Schüler d'Lëtzebuenger Sprooch am europäesche System geléiert huet, kann hien sech awer méi einfach a seng nei Schoul integréieren.

Well et sech hei ëm ëffentlech Schoulen handelt, gëlle fir d'Reorientatioun déi selwecht Prozedure wéi an deenen anere Schoulen.

ad 11. All d'Posten, déi fir den Enseignement vun der Lëtzebuenger Sprooch gebraucht ginn, si besat, souwuel am Primaire wéi och am Secondaire.

Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique | Question 6565 (28/07/2022) de M. François Benoy (déi gréng)

Le plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique (PAN-Bio), lancé début 2020, a pour objectif de « faire passer la proportion de terres cultivées biologiquement au Luxembourg à 20 % d'ici 2025 afin de contribuer à l'orientation verte de la politique européenne au Luxembourg ». Le PAN-Bio comprend 30 mesures à mettre en œuvre en vue d'atteindre l'objectif précité.

Dans ce contexte, je me permets de poser à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural les questions suivantes sur la mise en œuvre des mesures du PAN-Bio :

1) Combien de hectares de surfaces agricoles ont été en conversion vers l'agriculture biologique en 2021 et 2022 ? Quelle incidence les hectares en conversion auront-ils sur le pourcentage de surfaces agricoles exploitées en agriculture biologique au Luxembourg ?

2) Le concept assurant l'application de la transversalité des connaissances et de l'interdisciplinarité (mesure 1-3) a-t-il déjà été mis en place ? Dans la négative, quel est l'état d'avancement des travaux ?

3) La mesure 2-6 qui a comme objectif d'orienter la politique d'achat des ministères a-t-elle déjà été mise en œuvre ?

4) Le recalcul et l'adaptation des primes (mesure 3-1) ont-ils été mis en œuvre ? La nouvelle loi concernant le

soutien au développement durable des zones rurales assurera-t-elle que l'agriculture biologique soit l'option la plus avantageuse en matière d'aides publiques ?

5) Le conseil agricole (mesure 3-6) a-t-il déjà été adapté ?

6) En ce qui concerne la mesure 4-5 concernant la promotion d'aliments biologiques dans la restauration collective, combien de projets pilotes ont été mis en place et l'analyse des résultats tire-t-elle un bilan positif ?

7) Quel est le montant du budget réalisé et consacré au PAN-Bio depuis son lancement ? Monsieur le Ministre peut-il fournir une ventilation des dépenses par mesure ?

Réponse (22/09/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) Surfaces en conversion en 2021 (au 31/12/2021) :

1^{re} année de conversion : 1.171,10 ha
2^e et 3^e année de conversion : 486,42 ha
Total pour 2021 : 1.657,52 ha

Surfaces en conversion en 2022 (au 31/07/2022, donc recoupements avec les chiffres de 2021 !) :

1^{re} année de conversion (exploitations ayant débuté la conversion entre le 01/08/2021 et le 31/07/2022) : 977,36 ha
2^e et 3^e année de conversion au 31/07/2022 : 480,54 ha
Total pour 2021 : 1.457,90 ha

Tous les chiffres concernent exclusivement les surfaces situées sur le territoire national. Étant donné que la décision de conversion de l'exploitation ne peut être prise que pour septembre 2022 afin de pouvoir bénéficier des primes pour l'agriculture biologique à partir de 2023 le nombre des exploitations voulant se lancer sur cette voie est actuellement encore inconnu.

ad 2) La mesure 1-3 du PANBio2025 fait partie de l'axe 1 (Dresser un état des lieux actuel de l'agriculture biologique au Luxembourg). Les trois mesures sont en forte relation pour donner une image sur cet état des lieux actuel de l'agriculture biologique au Luxembourg. Tout en sachant que déjà avant la mise en place du PANBio2025, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural avec ses services avait déjà assuré cette transversalité des connaissances et l'interdisciplinarité des changements, des réunions internes ont eu lieu afin d'optimiser les flux des informations, les changements au niveau du cadre réglementaire national et européen de l'agriculture biologique ainsi qu'à propos de la coordination de projets de recherche et d'innovation. L'idée de base est de transmettre les dossiers bio d'une manière efficace et rapide aux services concernés.

ad 3) Dans le cadre du concept food4future, Restopolis a repris la philosophie respectivement les objectifs du PANBio2025. Dans la trajectoire à propos de produits bio du concept food4future pour l'année 2022, 11 % de produits bio étaient visés, au 31 mai 2022, 12,38 % de produits issus de l'agriculture biologique luxembourgeoise ont été atteints (cf. Question parlementaire n° 6372). À ce sujet, un échange entre la cantine CGFP et le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est actuellement en cours.

ad 4) Le recalcul et l'adaptation des primes (mesure 3-1) ont été mis en œuvre en 2021. Le cumul de la prime « agriculture biologique » avec la grande majorité des autres primes agro-environnementales fait que l'agriculture biologique est la plus avantageuse en matière d'aides publiques.

Pour l'année culturelle 2021, la prime pour l'agriculture biologique a été augmentée de façon conséquente.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Parallèlement, la compatibilité entre la prime pour l'agriculture biologique et les mesures agro-environnementales a été revue afin de permettre, dans le respect des règles existantes en la matière, un cumul des différentes mesures afin que la prime pour l'agriculture biologique et les cumuls possibles d'autres régimes soient toujours le scénario le plus favorable.

La nouvelle loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales ainsi que les règlements grand-ducaux prévus pour la mise en œuvre de la loi vont respecter le principe du scénario le plus favorable pour le régime de l'agriculture biologique.

Le cumul des aides agro-environnementales ne peut pas dépasser le cumul des aides agro-environnementales et aides à l'agriculture biologique.

Dans ce contexte, il faut aussi considérer que toutes les surfaces des exploitations de l'agriculture biologique sont éligibles à l'aide pour l'agriculture biologique alors que les différentes mesures agro-environnementales ne s'appliquent que sur une partie des surfaces de l'exploitation conformément aux critères d'éligibilité définis par le régime.

ad 5) Avec l'aide d'un coach externe, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a rassemblé, en deux séances, les différentes organisations qui donnent des conseils agricoles au niveau national. Les sujets de l'interdisciplinarité et de la complémentarité, pour assurer une approche holistique pour l'accompagnement des exploitations agricoles, étaient d'une grande importance lors de ces échanges. Les organisations de conseils agricoles vont continuer dans cet esprit d'équipe tout en gardant leurs identités et structures spécifiques.

ad 6) Voir réponse au point 3 et les réponses aux questions parlementaires n° 6372 et n° 6594. Oui, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural tire un bilan positif des projets pilotes. En bonne coopération (réunions sur place, analyse des états des lieux, formations adaptées aux besoins des acteurs dans les cantines), la part des produits issus de l'agriculture biologique nationale a été augmentée et les surcoûts ont été pris en charge par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

ad 7) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) | Question 6582 (01/08/2022) de M. Gusty Graas | M. Max Hahn (DP)

En date du 8 juillet dernier, la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) a présenté un nouveau rapport d'évaluation sur l'utilisation durable des espèces sauvages, qui arrive à la conclusion que l'humanité dépend d'environ 50.000 espèces sauvages, dans différents domaines comme l'alimentation, l'énergie, certaines activités économiques, la médecine, etc.

Or, la perte de biodiversité actuelle alarmante – une espèce animale et végétale sur huit étant menacée d'extinction – risque d'avoir des répercussions néfastes sur toutes les populations du globe, dont en particulier les populations vulnérables.

À noter dans ce contexte que fin 2022 se tiendra la COP15 sur la biodiversité au Canada visant à instaurer un cadre global pour freiner la perte de biodiversité au monde.

Ainsi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- 1) Le Gouvernement est-il au courant du rapport susmentionné ?
- 2) De quelle manière le Gouvernement entend-il mettre en œuvre les recommandations formulées par les auteurs dudit rapport ?
- 3) Quelles sont les ambitions du Gouvernement pour la COP15 précitée ? Quelle est la position du Luxembourg dans les négociations à venir ?
- 4) Est-il prévu de réaliser une étude pareille au Luxembourg visant à déterminer dans quelle mesure quel domaine de notre société et économie dépend directement ou indirectement d'espèces de faune et flore sauvages ?

Réponse (22/09/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) Oui.

La Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) est un des instruments les plus importants pour donner appui scientifique à la Convention sur la diversité biologique (CDB). Par ailleurs, les rapports de IPBES sont clés pour sensibiliser le grand public du rôle vital que joue la biodiversité pour le bien-être humain et le fonctionnement de nos économies.

ad 2) Le MECDD prend note des conclusions formulées dans le rapport. Il y a lieu de noter que les menaces posant sur les espèces sauvages ne se distinguent guère des menaces générales pour la biodiversité connues depuis longue date. Partant, les actions prioritaires pour sauvegarder durablement les espèces sauvages sont directement liées à la protection de la biodiversité et des écosystèmes.

Le Plan national pour la protection de la nature (PNPN) ou encore le Programme forestier national (PFN) sont des outils clés pour inclure les mesures à mettre en œuvre au niveau national, ainsi que pour augmenter notre engagement au niveau international.

ad 3) Depuis 2020, les représentants du MECDD sont impliqués dans le processus des négociations préparatives visant un accord ambitieux pour la COP15 avec des objectifs et cibles pour les années 2030 et 2050. Ils défendent les positions scientifiques qui ont été déterminées dans le rapport d'évaluation mondiale sur la biodiversité et les services écosystémiques de 2019¹. Ce rapport détermine les exigences minimales pour être capables pour nos sociétés de « vivre en harmonie avec la nature² ».

En ce qui concerne les ambitions pour la COP15 : Les représentants du MECDD soutiennent dans le contexte de la COP15 les cibles prioritaires qui sont la conservation d'au moins 30 % des zones terrestres et des zones maritimes grâce à un système de zones protégées, la réduction de l'empreinte écologique ainsi que la restauration des habitats et écosystèmes dégradés.

ad 4) Le Luxembourg détient un système de monitoring de l'évolution de la nature. Annuellement, des données sont récoltées sur les populations de flore et de faune, tout en se focalisant sur les priorités issues des obligations européennes, ainsi que sur les biotopes et habitats du milieu ouvert ou encore du milieu forestier.

À travers ces données scientifiques, le MECDD est actuellement en train d'analyser la possibilité de composer des indicateurs clés pour établir un rapport

annuel appelé « État de la nature » pour ainsi sensibiliser le grand public de l'évolution de l'état de la biodiversité, des écosystèmes et de nos ressources naturelles.

Notons cependant que le sujet de la dépendance économique de la biodiversité a déjà donné lieu à de nombreuses études au niveau global, notamment le rapport d'évaluation mondial sur la biodiversité et les services écosystémiques d'IPBES susmentionné ainsi que les recherches du Forum économique mondial de 2019. Le rapport du Forum économique mondial a estimé que plus de la moitié du PIB mondial total dépend modérément ou fortement de la nature et de ses services³. Considérant que le sujet est assez bien documenté, les priorités devront se focaliser sur la mise en œuvre concrète de la protection et de la restauration des écosystèmes.

.....
« Automotive Campus » à Bissen | Question 6583 (01/08/2022) de **M. Claude Lamberty | M. André Bauler** (DP)

Viru Jore war zu Biissen an der Industriezon en „Automotive Campus“ geplangt, eng Aart Ecosystem am Beräich vun der Mobilitéit, wou Synergien tëscht ënnerschiddlechen Acteure geschaf sollte ginn an d'Fuerschung an Innovatioun am Zentrum sollte stoen. An der Tëschenzäit ass de Projet an en „Innovation Campus“ ofgewandelt ginn.

Déi Plaz huet effektiv quasi perfekt Viraussetzungen, vu dass se zentral geleeën a gutt uegëonnen ass, den Terrain dem Staat gehéiert an u sech relativ direkt bebaut kéint ginn. Allerdéngs muss ee feststellen, dass sech an de leschte Jore relativ wéineg op dësem Site gedoen huet.

An deem Kader wollte mir dem Här Wirtschaftsminister folgend Froe stellen:

– Wéi vill Firme sinn aktuell op dësem Site implantéiert? Wéi vill sinn der an de leschte fënnf Joer derbäikomm?

– Mat wéi ville Firmen ass den Här Minister am Gespräch, fir se dohinner ze kréien?

– Wat sinn d'Grënn, dass d'Entwécklung vum Site bis elo net virugaangen ass?

– Hält den Här Minister un der Iddi vu engem „Innovation Campus“ fest? Wat ass dat geneet Konzept fir de Site?

– Wéi eng Efforte mécht den Här Minister, fir de Site no de Prinzippe vun dësem Konzept ze entwéckelen?

Réponse (16/09/2022) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

Den Automobilsecteur am Generellen an d'Mobilitéit am Spezielle si prioritär Beräicher, wann et drëms geet, fir déi national Wirtschaft ze diversifizéieren, mat engem sterke Fokus op „Smart Mobility“. Besonnesch Aktivitéite ronderëm Fuerschung an Entwécklung an deene Beräicher schafe Plus-valuen an Aarbechtsplazen. Dofir huet d'Regierung virun e puer Joer decidéiert, fir zu Biissen e Campus ze schafen, deen der Innovatioun am Lëtzebuurger Automobilsecteur gewidmet ass. Den Numm vun deem Site ass „Automobility Campus“.

Dësen Infrastrukturprojet schreift sech och an d'Politik vum Aménagement du territoire an, fir wirtschaftlech Aktivitéite besser iwwer Land ze verdeelen an esou ze dezentraliséieren. Ursprénglech gouf d'Konzept

vum Campus am „Haut Comité pour le soutien, le développement et la promotion de l'industrie“ ënnert der Féierung vum Wirtschaftsministère elaboréiert, zesumme mat der ILEA (Industrie luxembourgeoise des équipementiers de l'automobile) a Luxinnovation, der nationaler Agence fir d'Promotioun vun der Innovatioun.

D'EE war 2019 déi éischt Firma, déi sech um Site zu Biissen niddergelooss huet, andeems se hire Sëtz dohinner geplënnert huet an ee Fuerschungszentrum do opgemaach huet. Duerno koum zum Beispill Lux-provide dohinner, déi de Supercomputer MeluXina bedreift, deen och vun der Automobilindustrie benotzt gëtt. Och den „Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust“ (SnT) vun der Uni Lëtzebuerg huet de Site zäitweilg benotzt, fir do Tester mat Autoen ze maachen, déi ouni Chauffer fuere kënnen.

D'Automobilindustrie ass zanter e puer Joer schonn am Émbroch. Gefier, déi ee Motor hunn, deen mat Bensinn oder Diesel funktionéiert, ginn duerch Elektrogefier ersat. Dowéinst ass den Automobilmarkt ugespaant, een Zoustand, deen duerch d'Coronakris an hir ekonomesch Suitten nach weider verstärkt gouf. Besonnesch d'Zouliwwerindustrie ass dovunnettraff, vun där et vill Entreprises hei am Land gëtt.

Lëtzebuurger an auslännesch Betriber sinn interesséiert, fir sech um Campus zu Biissen niddergelassen, hunn hir Decisiounen, fir esou e laangfristeg Projekt unzegoen a fir ze investéieren, awer wéinst der ugespaanter Situatioun an der Automobilindustrie zeréckgestallt oder op spéider verluecht. Dat erkläert, firwat d'Entwécklung vum Site déi vergaange Jore bis elo esou net virugaangen ass, wéi dat geplangt war.

D'Regierung hält um Konzept vum Campus zu Bissen fest, fir do e Site ze entwéckele fir innovativ Betriber aus der Automobil- an der Zouliwwerindustrie. Dofir gëtt och geschwé mam Bau vun engem Incubateur fir Startuppen aus deene Beräicher uegfaangen, e Projet, deen wéinst der Pandemie Retard krut. Déi zousätzlech Infrastruktur wäert mëttel- a laangfristeg zu der Attraktivitéit vum „Automobility Campus“ bäidroen. Dat Gebai kritt eng Surface vu ronn 5.000 m² a soll no de Prinzippe vun der Kreeslafwirtschaft gebaut ginn a funktionéieren.

.....
IRM à Grevenmacher | Question 6589 (01/08/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Aus ënnerschiddleche Quellen ass mir e puermol zu Ouere komm, datt den IRM, deen um Potaschbiereg an enger privater Praxis steet, fir d'éischt an engem Lëtzebuurger Spidol stoung, iert d'Maschinn zu Gréiwemaacher a Betrib geholl ginn ass.

Duerfir hätt ech dës Froen un d'Madamm Gesondheitsminister:

1. Ass et korrekt, datt zu Gréiwemaacher en IRM steet, deen virun engem Lëtzebuurger Spidol gehéiert huet?

2. Wa jo, wéi vill Betriebsstonnen hat déi Maschinn? Wat ass eng normal Liwensdauer vun esou enger Maschinn? Fir wéi vill Suen ass den IRM viruverkaf ginn a wat hätt d'Maschinn haut nei kascht?

3. Wat war beim Spidol d'staatlech Participatioun um Uschafungspräis? Wat fir Konditiounen huet esou eng Subventioun am Hibleck op e Weiderverkaf? Wéi vill vun Weiderverkafspräis geet un de Staat?

Réponse (16/09/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. De Gesondheitsministère huet keng Informatiounen, dass dëst de Fall ass. Effektiv ass den IRM awer aus zweeter Hand. Am Respekt vun der

¹ IPBES (2019), Summary for policymakers of the global assessment report on biodiversity and ecosystem services, <https://ipbes.net/global-assessment>, (consulté le 10.08.2022)

² Objectif principal du nouveau cadre mondial pour la protection de la nature

³ WEF (2020), Half of World's GDP Moderately or Highly Dependent on Nature, Says New Report, <https://www.weforum.org/press/2020/01/half-of-world-s-gdp-moderately-or-highly-dependent-on-nature-says-new-report/>, (consulté le 10.08.2022)

Confidentialitésklausel am Accord de principe an dësem Dossier kann de Gesondheitsministère keng weider Detailler matdeelen.

ad 2. Eng Maschinn aus zweeter Hand ka wéi eng nei Maschinn exploitéiert ginn, soulaang de Contrôlé qualité opweist, dat d'„critères réglementaires“ erfëllt ginn. Eng Maschinn muss ersat ginn, wa si net méi „state of the art“ ass an et net erlaabt, all néideg Examinatiounen ze maachen, déi Usus si bei neie Maschinnen.

ad 3. Mir verweisen op d'Äntwert op d'Fro 1.

Retards de versement de subventions concernant les énergies renouvelables | Question 6590 (01/08/2022) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Récemment, des personnes concernées se sont plaintes de délais inexplicables concernant des dossiers de subventions au sein de l'Administration de l'Environnement. Ces dossiers seraient prêts pour la liquidation des subventions et ceci depuis des mois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

– Quelles sont les raisons des retards de versement de subventions concernant notamment les énergies renouvelables et plus précisément les « primes d'encouragement écologique pour la production de l'électricité à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire, de la biomasse et du biogaz » ?

Réponse (13/09/2022) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Le règlement grand-ducal du 28 décembre 2001 instituant une prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire, de la biomasse et du biogaz a instauré un régime d'aides financières pour la production des dites formes d'énergie électrique à Luxembourg. Notons que ce règlement grand-ducal ne prévoit pas de délais spécifiques pour le paiement de ces aides et que ces délais peuvent varier d'année en année dans une certaine mesure. Cette année les délais pour le traitement de ces demandes d'aide financière ont été plus longs, tout comme ceci a été le cas pour la plupart des autres régimes d'aide financière.

En effet, les délais plus longs pour la prime d'encouragement écologique sont principalement dus aux succès de la prime « Clever fueren » tout comme celui du « Neistart Lëtzebuerg » et de l'augmentation considérable du nombre de demandes qui en a résulté. En raison de ceci, les ressources humaines disponibles au sein de l'Administration de l'environnement ont dû être réorganisées entre les différents régimes d'aide. D'autres retards étaient dus à la situation Covid-19. Au cours des derniers mois, le service a cependant pris des dispositions afin que l'absence d'un agent n'ait plus un impact aussi important.

Coopération entre le groupe Luxport et CFL | Question 6591 (02/08/2022) de M. Jeff Engelen (ADR)

De 26. Juli huet de CEO vu Luxport um Radio 100,7 en Interview ginn, an deem hien ënner anerem op d'Optiméierungspotenzial bei der Zesummenaarbecht mat der CFL agaan ass. No der Duerstellung vum besote Verantwortelege verhält et sech sou, datt de Mäerterter Hafen aktuell dacks vun eidele Gidderzich vun der CFL ugefuehert, respektiv verlooss gëtt.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung dës Aussoe bestätegen? Falls jo, kann d'Regierung dann erklären, wéi si déi feelend Auslaaschtung begrënnt a wéi sech dës mat eiser aktueller Klima- an Energiepolitik verdréit?

2. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi dokumentéiert, wéi vill Zich vun der CFL de Mäerterter Hafen an de Joren 2013–2021 duerchschnëttlech pro Dag ugefuehert hunn a wéi vill der op der Hifaart eidel waren, wéi vill op der Réckfaart a wéi vill der voll ausgelascht waren?

Réponse (22/09/2022) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Iwwert hir Duechtergesellschaft CFL cargo bedreift d'CFL reegelméisseg konventionell Gidderzich mat Depart oder mat der Destinatioun vum Mäerterter Hafen.

CFL cargo huet, wéi all Firma am Privatsecteur, d'Zil, hir Operatiounen ze optiméieren an ënnerhält dofir eng enk Bezéiung zu hire Clienten. Déi eenzeg Aschränkung dobäi ass, datt d'Bedierfnesser vun de Clienten, wourënner och den Ursprung an d'Destinatioun vun de Fluxen, de Volume esou wéi d'Typologie vun de Produite falen, respektéiert musse ginn, an datt déi Ressourcen, déi fir den Transport vun de betraffene Wuere benéidegt ginn, bereitgestallt musse ginn. Et gi verschidden Zorte vu Gidderween, déi fir den Transport vun ënnerschiddleche Produite geduecht sinn. Als Beispill besteet de West-Ost-Flux a Richtung Mäertert aus halleffärdege Produiten, déi op flaache Ween transportéiert ginn, währenddem den Ost-West-Flux mat Depart Mäertert haaptsächlech aus Schrott besteet, deen an oppene Gidderween transportéiert gëtt. Eng gewësse Flexibilitéit a Villsäitegkeet ass denkbar an erwünsch, mee leider net ëmmer méiglech. Dat selwecht gëllt fir d'Fuerpläng vun den Zich.

Och wann eng stänneg Verbesserung vun de lëtzebuerger Logistik-Déngschtleeschter, besonnesch vun deene mat enger ëffentlecher Bedeelegung, gefrot an erwaart gëtt, stëmmt et net, datt d'CFL géif onnéideg eidel Gidderzich zéien.

ad 2. Dës Zich ginn ënner kommerzielle Kontrakter tëscht CFL cargo an hire Clientë bedriwwen. Déi gefrotene Zuele sinn deemno kommerziell Donnéeën, déi net dozou bestëmmt sinn, ëffentlech zougänglech gemaach ze ginn.

Jours de formation dans le cadre du télétravail des frontaliers | Question 6592 (02/08/2022) de M. Laurent Mosar | M. Marc Spautz (CSV)

Tout au long de la pandémie, le Luxembourg et ses pays voisins ont réussi à s'entendre sur des accords dérogatoires fiscaux pour les frontaliers en télétravail. Ces dispositions dérogatoires ont pris fin le 30 juin 2022.

Depuis fin juin, les jours de travail pouvant être prestés depuis l'étranger sont de nouveau comptabilisés ; le seuil de tolérance est différent d'un pays à l'autre. D'après un article de presse publié le 1^{er} août 2022 sur lessentiel.lu, « Mauvaise surprise pour certains frontaliers par rapport au télétravail », les jours de formation effectués à l'étranger sont également comptabilisés comme des jours de travail prestés à l'étranger.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer ces informations ?

– Dans l'affirmative, est-ce qu'il ne serait pas judicieux d'exclure les journées de formation, tout comme les déplacements professionnels des seuils prévus par les accords entre le Luxembourg et ses pays voisins ?

– Dans l'affirmative, est-ce que des discussions à ce sujet sont en cours avec les pays voisins ?

Réponse (13/09/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés se réfèrent à un article de presse au sujet des jours de formation effectués à l'étranger par un travailleur frontalier qui indique que ces jours de formation effectués à l'étranger seraient comptabilisés comme des jours de travail prestés à l'étranger.

D'après les dispositions concernant les seuils de tolérance respectifs prévus dans les conventions de non-double imposition que le Luxembourg a conclues avec ses trois pays limitrophes, il s'ensuit que tous les jours ouvrables pendant lesquels le travailleur frontalier est physiquement présent dans son État de résidence ou dans un État tiers comptent pour le calcul des jours du seuil de tolérance. Il peut donc être confirmé que ces jours de formation effectués à l'étranger par un frontalier sont pris en compte pour le calcul des jours du seuil de tolérance.

Il faut rappeler que les seuils de tolérance prévus dans les conventions de non-double imposition que le Luxembourg a conclues avec ses trois pays limitrophes n'ont pas été prévus expressément pour effectuer du télétravail par un travailleur frontalier. Ces seuils constituent une exception aux principes généraux d'imposition des revenus d'emploi d'un frontalier et prévoient donc une « tolérance » afin de permettre à un frontalier d'exercer son emploi de manière ponctuelle dans son État de résidence ou dans un État tiers, notamment lors d'un détachement, pendant un certain nombre de jours durant une période imposable sans être imposé dans son État de résidence.

C'est exactement pour cette raison que les seuils de tolérance ont notamment été négocié et instauré ensemble avec nos pays voisins à l'époque avec comme seul objectif de permettre à un travailleur frontalier des déplacements professionnels ainsi que des journées de formation en dehors de son État d'emploi pour un certain nombre de jours au courant d'une période imposable.

Enfin, il est utile de rappeler que des accords ont été trouvés avec la Belgique et la France, afin de revoir à la hausse les seuils de tolérance respectifs à 34 jours. En effet, un avenant à la convention de non-double imposition belgo-luxembourgeoise a été signé en 2021. Le Luxembourg a déjà ratifié cet avenant, la procédure de ratification étant encore en cours en Belgique. Avec la France un accord de principe a pu être trouvé qui doit encore être mis en pratique, à l'aide d'un avenant à la convention fiscale. Des discussions avec l'Allemagne sont également en cours concernant le seuil de tolérance. Le sujet fut par ailleurs évoqué fin août lors d'une entrevue bilatérale entre la ministre et son homologue allemand en marge de la réunion annuelle des ministres des Finances germanophones.

Exposition des enfants aux polluants | Question 6594 (02/08/2022) de M. François Benoy | Mme Josée Lorsché (déi gréng)

Une étude récente du Luxembourg Institute of Health, conjointement financée par le Ministère de l'Agriculture a, par le biais d'une analyse des cheveux de 256 enfants résidents âgés de moins de 13 ans et du recueil d'informations par le biais d'un questionnaire, pu

mettre la lumière sur l'exposition des enfants à des sources diverses de pollution. Ainsi, les échantillons ont été testés pour 153 composés, y compris des pesticides et d'autres produits chimiques trouvés dans la fabrication de plastiques.

Selon la première auteure de l'étude, cette dernière démontre « que les enfants sont exposés simultanément à de multiples polluants appartenant à différentes classes chimiques ». L'étude a identifié entre 29 et 88 polluants différents par échantillon dans les cheveux des enfants, avec une médiane de 61 polluants. L'étude dévoile par ailleurs que le mode de vie des enfants a une certaine influence sur leur exposition aux polluants. Dans cet ordre d'idées, il est souligné que les enfants ayant une alimentation essentiellement biologique présentent une concentration significativement plus faible de 17 types de polluants dans leurs cheveux.

Dans le souci de la préservation de la santé des enfants, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et au Développement rural, à Madame la Ministre de la Santé et Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Monsieur et Madame les Ministres prévoient-ils de donner une suite aux résultats plutôt alarmants de l'étude susmentionnée de sorte à établir des programmes d'action et de prévention axés sur une meilleure protection des enfants au niveau de leur alimentation et des bonnes pratiques de santé environnementale, permettant de réduire les expositions pré-occupantes ?

2) Madame la Ministre peut-elle nous renseigner sur l'évolution du nombre de cancers diagnostiqués chez les enfants et adolescents au cours des dernières années ?

Le plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique contient une mesure qui a comme objectif d'augmenter l'offre d'aliments issus de l'agriculture biologique dans la restauration collective. Considérant que l'alimentation biologique entraîne une diminution significative du nombre de polluants retrouvés dans les cheveux des enfants, nous aimerions savoir de la part de Monsieur et Madame les Ministres :

3) Quelles sont jusqu'à présent les mesures qui ont été mises en œuvre dans le cadre du PAN-Bio afin d'augmenter le pourcentage d'aliments biologiques dans les cantines scolaires ?

4) Est-ce que les campagnes d'information et de sensibilisation seront renforcées sur le plan de la restauration collective de façon à promouvoir davantage l'alimentation biologique dans ce domaine ? Dans l'affirmative, quels seront les moyens mis en œuvre à cet effet ?

Réponse (22/09/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé, Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1) Cette étude du LIH, cofinancée par l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) visait à détecter 153 polluants chimiques, parmi lesquelles des polluants industriels, des biocides – qui sont des produits destinés à lutter contre les organismes nuisibles de manière générale, utilisés également en dehors de l'agriculture et par le grand public – et des produits phytopharmaceutiques utilisés spécifiquement pour protéger les végétaux. Le terme « pesticides » regroupe d'ailleurs l'ensemble des biocides et des produits phytopharmaceutiques (PPP).

S'il est vrai que de nombreux résidus de produits chimiques ont été détectés dans les cheveux des

enfants au Luxembourg⁴ – comme d'ailleurs auparavant dans des études similaires dans nos pays voisins⁵, il n'est pas aisé d'interpréter la signification pour la santé publique de tels résultats, car un lien causal entre la présence des résidus et des effets négatifs sur la santé ne peut être déduit d'une simple étude descriptive sur un petit nombre de personnes. À cet égard, la méta-analyse⁶ publiée récemment par une équipe de l'Université de Harvard aux États-Unis est nettement plus informative. Cette étude examine, dans une cohorte de plus de 160.000 personnes, un lien possible entre la présence de résidus de pesticides et la mortalité et conclut que l'exposition à des résidus de pesticides par l'alimentation pourrait au moins annuler l'effet bénéfique sur la santé d'une consommation accrue de fruits et légumes. Malgré cette conclusion préliminaire, les auteurs mettent en garde contre certaines limites des études sur l'effet des pesticides et plaident pour continuer la recherche en santé publique dans ce domaine afin d'obtenir des données de meilleure qualité et des conclusions plus solides.

Cependant, concernant en particulier l'exposition aux produits phytopharmaceutiques, le Gouvernement, et notamment le Ministère de l'Agriculture se sont fixés des objectifs de réduction de l'utilisation des PPP dans le plan national de réduction des produits phytopharmaceutiques, bien avant la publication de cette étude. On peut par ailleurs noter que le Conseil de Gouvernement a décidé récemment de continuer la mise en œuvre du PAN PPP adopté en 2017. Dans le secteur agricole, horticole et viticole, cet objectif est notamment visé à travers les programmes d'aides agro-environnementaux auxquels les agriculteurs participent. Ces programmes seront renforcés lors de la mise en œuvre des nouvelles mesures de la politique agricole commune (PAC 2023-2027), lorsque que le plan stratégique national (PSN) entrera en vigueur prochainement, mais aussi par l'augmentation des surfaces de l'agriculture biologique à travers le plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique.

ad 2) La Direction de la santé, sur base d'une analyse du registre national des cancers, dispose des informations suivantes sur le nombre des cancers chez les enfants et adolescents :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les données pour les années suivantes (2018 et plus récentes) ne sont pas encore complètes et ne peuvent donc pas être analysées à ce stade.

ad 3) Dans le cadre du PANBio2025 et du plan de relance lié au Covid le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a mis en place différents projets avec différents acteurs de la restauration collective. Depuis l'automne 2020, des projets pilotes ont été lancés avec trois partenaires du secteur de la restauration collective. Après analyse concernant l'approvisionnement en denrées alimentaires, des objectifs ont été formulés, et le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a, en cas de besoin, pris en charge les surcoûts pour cette augmentation de produits bio, régionaux ou de saison. En automne 2021, par analogie avec le PANBio2025 (20 % de surface agricole en mode agriculture biologique

pour fin 2025), Restopolis (food4future) a repris l'objectif de 20 % de produits bio dans les menus servis. Suivant une publication dans « L'essentiel » du 4 août 2022, la part des denrées alimentaires bio est de 12,38 %, donc l'objectif pour l'année 2022 (11 %) a été plus qu'atteint.

En ce moment, la cantine de la CGFP et le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sont en train de développer un projet en cohérence avec le PANBio2025.

ad 4) Les efforts au niveau de la restauration collective doivent être maintenus. Les échanges entre les responsables des cuisines collectives et le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ont clairement montré que l'approvisionnement en denrées alimentaires est seulement une partie de l'équation. Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a fait élaborer une formation pour les chefs de cuisine qui traite également du sujet du gaspillage alimentaire. L'objectif est d'offrir des repas bio, régionaux et de saison, tout en respectant les budgets disponibles pour l'achat des denrées alimentaires.

Fixation du prix des médicaments | Question 6611 (04/08/2022) de M. Gusty Graas | Mme Carole Hartmann | M. Gilles Baum (DP)

Le règlement grand-ducal du 1^{er} décembre 2011 déterminant les critères, les conditions et la procédure pour la fixation des prix des médicaments à usage humain stipule que toute demande de fixation du prix d'un médicament doit être introduite auprès du Ministre ayant la Sécurité sociale dans ses attributions par l'introduction d'un formulaire accompagné des documents qui y sont mentionnés.

En règle générale, le prix d'un médicament avec autorisation de mise sur le marché au Luxembourg est fixé sur la base du prix accordé par l'autorité compétente du pays de provenance.

Comme le Luxembourg importe la grande majorité de ses médicaments de Belgique, nos prix ont été fixés conformément à la décision du Ministère de l'Économie belge, qui publie les prix sur une plateforme interne.

Or, il nous revient que le Ministère de la Sécurité sociale n'accepte plus les décisions du Ministère de l'Économie belge en matière de fixation des prix des médicaments, car les prix ne sont pas rendus publics ou ne sont pas « officiels ».

Comme cela a un impact non négligeable sur l'accès aux médicaments innovants pour les patients luxembourgeois, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'au Luxembourg, suite à la décision ministérielle de ne plus accepter les prix du Ministère de l'Économie belge, aucun prix n'a été fixé pour un nouveau médicament depuis octobre 2021 ?

– Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre justifie-t-il cette décision compte tenu du fait que le règlement grand-ducal de 2011 fait référence à un « prix accordé par l'autorité compétente du pays de provenance » et non à un « prix officiel » ?

– Combien de demandes de fixation de prix ont été introduites auprès du Ministère de la Sécurité sociale depuis octobre 2021 ?

– Dans combien de cas le délai de 90 jours pour la prise de décision par le Ministère de la Sécurité sociale n'a-t-il pas été respecté ?

⁴ Investigating children's chemical exposome – description and possible determinants of exposure in the region of Luxembourg based on hair analysis. A. Inglesias-González et al. *Environ Int* 2022; 165:107342

⁵ Cumulative exposure to organic pollutants of French children assessed by hair analysis. A. Inglesias-González et al. *Environ Int* 2020;134:105332

⁶ Intake of fruits and vegetables according to pesticide residue status in relation to all-cause and disease-specific mortality: results from three prospective cohort studies. H. Sandoval-Insauti et al. *Environ Int* 2022;159:107024

Réponse (16/09/2022) de **M. Claude Haagen**,
Ministre de la Sécurité sociale

La procédure qui est à la base de la fixation des prix des médicaments à usage humain au Luxembourg, qui est définie dans le règlement grand-ducal modifié du 1^{er} décembre 2011 déterminant les critères, les conditions et la procédure relative à la fixation des prix des médicaments à usage humain, est calquée sur les procédures des pays voisins qui sont les principaux pays de provenance des médicaments visés, notamment la Belgique.

Le principe est que le prix luxembourgeois ne peut être supérieur au prix du pays de provenance. Dès lors, le prix doit d'abord être fixé et publié officiellement dans le pays de provenance pour qu'il puisse à son tour être fixé au Luxembourg. Or, les procédures de fixation des prix et d'admission au remboursement diffèrent d'un pays à l'autre, ce qui a comme conséquence que des modifications de procédure dans les pays de provenance peuvent impacter la procédure au Luxembourg.

En Belgique, le prix maximum est déterminé par le Ministre ayant l'Économie dans ses attributions. Or, cette décision n'est pas publiée au Moniteur belge.

Pour les médicaments destinés à un remboursement par l'assurance maladie belge, la société pharmaceutique ou son représentant peut introduire parallèlement une demande auprès de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (INAMI), qui est l'équivalent de la Caisse nationale de santé au Luxembourg, pour qu'un prix pris en charge par l'assurance maladie soit déterminé.

Or, c'est uniquement l'INAMI qui publie sa décision dans le Journal officiel belge.

Au Luxembourg, la compétence en matière de fixation des prix des médicaments est auprès du Ministère de la sécurité sociale alors que la décision d'inscription dans la liste positive appartient à la CNS. Or, la décision de la CNS ne porte que sur le remboursement et les conditions de remboursement et n'impacte pas sur la détermination du prix officiel.

Comme le règlement précité ne fait pas de distinction entre fixation de prix de marché et fixation de prix pris en charge par l'assurance maladie, le règlement ne fait génériquement référence qu'à « l'autorité compétente du pays de provenance ». Or, en Belgique c'est l'INAMI qui est compétente pour déterminer le prix des médicaments en matière d'assurance maladie et non le Service public fédéral économie et PME. C'est d'ailleurs l'INAMI qui publie le prix au Moniteur belge.

En effet, le règlement précité a sa base légale dans le Code de la sécurité sociale, Livre I^{er} (assurance maladie), et plus précisément l'article 22ter. Il s'agit donc d'une matière relevant du domaine de l'assurance maladie.

Depuis octobre 2021, le nombre de demandes introduites sont (demandes introduites jusqu'au 19 août 2022 inclus) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il y a lieu de relever qu'une demande peut porter sur plusieurs présentations. En d'autres termes, une demande ne correspond pas nécessairement à une seule et unique présentation d'un médicament.

Ainsi, depuis octobre 2021, 470 demandes de fixation de prix ont été introduites jusqu'au 19 août 2022. Parmi celles-ci, 99 concernaient des nouveaux médicaments, les autres demandes portant sur des modifications de prix.

Sur cette même période, 16 demandes sont en suspens faute de complétude. Toutes les décisions

d'approbation ont eu lieu endéans le délai de 90 jours prévu au règlement précité.

D'ailleurs, dans la majorité des cas, les décisions sont prises soit endéans le mois d'introduction de la demande soit dans le mois qui suit celui de l'introduction de la demande et publiées au Journal officiel.

Toutefois, dans la mesure où le règlement précité date de 2011, et compte tenu de l'évolution des procédures à l'étranger, la procédure définie au règlement précité sera revue pour tenir adéquatement compte des évolutions en la matière et aussi pour apporter des simplifications et précisions sur base de l'expérience acquise par les services concernés avec la procédure en vigueur depuis 2011. C'est ainsi que les services concernés procèdent actuellement à une analyse. Une fois les travaux terminés, les changements procéduraux nécessaires seront élaborés.

Enfin, il y a lieu de rappeler que même si un médicament à usage humain n'est pas encore pris en charge par l'assurance maladie au Luxembourg, il peut néanmoins être pris en charge par la Caisse nationale de santé sur demande du médecin traitant et sur accord du Contrôle médical de la sécurité sociale sur base de l'article 112 alinéa 2 des statuts de la Caisse nationale de santé.

Partant, l'accès à des médicaments « innovants », qui ont une autorisation de mise sur le marché, est assuré dans tous les cas à partir du moment où ils sont médicalement requis pour le traitement.

.....
Subsides alloués aux associations et sociétés de bienfaisance par le Ministère des Affaires étrangères et européennes | Question **6616** (05/08/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Ènnert dem Budgetsposten 33.010.33.00 vum Ausseministère si fir 2022 10.000 € fir Subsiden un ASBLE souwéi aner Associatioun virgesinn, déi eis national Interessen an international Ziler am Ausland verrieden.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Wéi eng Sociétés de bienfaisance, respektiv aner Associatiounen, gi mat dësem Budgetsposten ënnerstëtzt a wéi vill kréien déi eenzel Societäten oder Associatiounen?
2. Wéi huet sech dës Lëscht an de Joren 2019–2021 presentéiert?

Réponse (05/09/2022) de **M. Jean Asselborn**,
Ministre des Affaires étrangères et européennes

Déi gefrotten Informatiounen sinn am folgenden Tableau détailléiert:

Article budgétaire 01.0.33.010: Subsides à des sociétés de bienfaisance ou d'aide sociale luxembourgeoises ou à d'autres associations luxembourgeoises poursuivant des buts internationaux ou ayant pour objet de sauvegarder les intérêts nationaux à l'étranger.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

.....
Signalisation des auto-pédestres au Luxembourg | Question **6619** (05/08/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Zu Lëtzebuerg sinn d'Auto-pédestre-Wanderweeër ganz beléift. Et schéngt awer, ewéi wann – wat d'Visibilitéit an d'Kohärenz vun der Beschëlderung ugeet – nach eng Rei Problemer bestinn.

Verschidde Feiler weisen carrement an déi falsch Richtung an och wat d'Unzuel, d'Visibilitéit an d'Gréisst vun de Schëlde ugeet, besteet nach Verbesserungspotential. Et bestinn och eng Rei Problemer, wat d'Sécherheet ugeet. Dacks muss ee länger Strecken iwwer vill befueren Nationalstroossen passéieren, ier een nees op de Wanderwee kënn.

An deem Kontext hätt ech folgend Fro un den Här Tourismusminister:

– Ass den Här Minister sech deenen uewe beschriwene Problemer bewusst? Wa jo, wéi a wéini gedenkt den Här Minister ze reagéieren, fir dës Mëssstänn ze behiemen?

Réponse (26/08/2022) de **M. Lex Delles**,
Ministre du Tourisme

D'Circuits auto-pédestres sinn ab de 60er Joren entstanden an, no an no, bis op ee Maximum vun 201 Weeër gewuess mat engem Total vu bal 2.000 km Längt.

De Succès vun de Circuits auto-pédestres bei de Lëtzebuerger ass zënter méi wéi engem hallwe Joerhonnert onënnerbrach immens grouss an huet sech grad an der Pandemie nach emol gewisen.

Déi landesplaneresch Entwécklung vun eisem Land huet awer iwwer Joren zu verschiddene Situatiounen gefouert, wou haut Strecken a Plazen net méi zäitgeméis sinn, sief dat durch ee verstärkten Trafic op de Stroossen, oder wou aus klengen Weeër am Laf vun der Zäit grouss Stroossen gi sinn.

Mir sinn eis also dës Situatiounen bewusst, an dofir hunn ech och ab 2019 meng zoustänneg Departementer gefrot, net nëmme eng Analys vun de Weeër ze maachen, mee och scho gefrot, konkret Mesuren, déi hirer Verbesserung a puncto Sécherheet solle Rechnung droen, ëmzesetzen.

Bei der Analys vun de Weeër si mer op verschiddene Plazen zur Conclusioun komm, datt et keng zefriddestellend Léisung géif ginn an deemno wäerten an de kommende Méint och eng Rei Circuits auto-pédestres ofmontéiert ginn.

Bei der Geleeënheet ass och profitéiert ginn, fir d'Markéierungsstandarde vun der Europäescher Wandervereenegung ëmzesetzen: An Zukunft kënnen all d'Auto-pédestres an zwou Richtungen gaange ginn.

Well mer awer en plus vun der béidsäiteger Markéierung och nach een neit Zeechen agefouert hunn, müssen d'Wanderer sech no iwwer 50 Joer un dës Nouveauté gewinnen. D'Systematik ass effektiv e bëssen eng aner, mee entsprécht awer internationale Standarden, an och aner Weeër hei zu Lëtzebuerg si scho méi laang no dëser Method markéiert.

Nodeems d'Analys an d'Installatioun vun der neier Markéierung an der Regioun Éislek schonn ofgeschloss ass, kommen an den nächste Méint déi aner Regiounen un d'Rei. Duerno sollen eis Weeër fir eng Rei Jore fit sinn an onbeschwiert Wandere erlaben.

.....
Illumination de Noël | Question **6620** (05/08/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Duerch hir Sanktiounspolitik géint iwwer Russland hunn sech déi westeuropäesch Staaten an eng Situatioun bruecht, déi dorop erausleef, datt si den Energiekonsum, inklusiv am Beräich vun der elektrescher Energie, an deenen nächste Méint wëlle staark reduzéieren. Dës Moosname betreffen also warscheinlech och d'Advents- an d'Chrëschtzäit.

Vill Leit freeën sech awer op déi festlech Beliichtung vun Enn November bis Ufank Januar. Fir d'Geschäftsleit ass et eng besonnesch wichteg Period, an där si hir Etablissements och wëllen deementspreechend dekoréieren.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Mécht d'Regierung Drock op d'Gemengen, fir datt si d'Chrëschtdekoratiounen dëst Joer op ëffentleche Plaze solle reduzéieren? Wéill d'Regierung déi staatlech Gebaier esou dekoréiere wéi déi aner Joren?

2. Ass séchergestallt, datt d'Regierung keen Drock op d'Geschäftsleit oder op Privatleit mécht, fir op Chrëschtdekoratiounen ze verzichten oder si ze reduzéieren?

3. Ass séchergestallt, datt d'Chrëschtmaiert kënnen esou fonctionéiere wéi déi aner Joren och?

Réponse (08/09/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes

D'Regierung plangt am Kader vun der aktuell ugespaanter Situatioun op den Energiemarchéen, déi ënnert anerem op déi russesch Aggressioun op d'Ukrain zrëckzeféieren ass, eng ganz Rei Mesuren, fir Energieaspuerungen ze incitéieren. Dëst och, fir d'Reduktiounszil vu 15 % vum nationale Gasverbrauch ze errechen, wat vum EU-Reglement 2022/1369 virginn ass. Dobäi ass eng Reduktioun vum Stromverbrauch och ganz wichteg, well et en direkte Lien mam Gasverbrauch gëtt – vill Strom gëtt nach aus Gas produziéiert.

An deem Kontext sinn d'Gemengen ufank August iwwert eng Circulaire dozou opgeruff ginn, besonnesch am Beräich vum Hëtzen a vun der Belichtung Energie-spuermoosnamen ze ergräifen. Wéi eng konkret Mesuren d'Gemengen heibäi ergräifen, ass hinnen am Kader vun der Gemengenautonomie fräi iwwerloos. Et ass ze begrëssen, datt schonns eng Rei Gemenge ganz konkret an effikass Mesuren ëmgesat, oder annoncéiert, hunn. Zousätzlech Reunioenen tëschent staatlechen Acteuren an de Gemengen, an enker Zesummenaarbecht mam Syvicol, si geplangt. Wat de Gemengen hir Pläng bezüglech Festbelichtung dëse Wanter ubelaangt, huet d'Regierung aktuell keng konkret Informatiounen.

Wat déi staatlech Gebaier ugeet, wäerten och Energie-spuermoosname virgesi ginn. Heibäi wäert ënnert anerem och allgemeng recommandéiert ginn, nieft effizientem Hëtzen, energieeffizient Belichtung (wéi zum Beispill mat LED-Lichtmëttel) anzesetzen.

Och fir de Grand public an d'Entreprisë wäerte Recommendatiounen gemaach ginn, fir Energie ze spueren. Och hei gëllt et nieft dem spuersamen Hëtzen am Allgemenge spuersam mat Belichtung ëmzegoen, a mat effizienten Technologien, wéi zum Beispill LED ze belichten. Och gëtt recommandéiert, d'Belichtung nuets auszemaachen, dat engersäits fir Energie ze spueren, mee och fir Lichtverschmutzung ze minimiséieren.

Wat d'Chrëschtmaiert ubelaangt, si keng Mesurë virgesinn, déi géife verhënnere, dës aus Energiegrënn ofzehalen.

Défauts constatés dans des logements commercialisés par la SNHBM | Question 6622 (08/08/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Selon des informations parues dans la presse le 5 août 2022, des logements commercialisés par le promoteur public SNHBM seraient en mauvais état. Ainsi les habitants de résidences neuves au Kirchberg seraient confrontés à des défauts et malfaçons, dont notamment des fenêtres défectueuses et rayées et de la moisissure suite à une humidité trop importante à l'intérieur des immeubles.

Les occupants concernés ont acquis les logements en question sous bail emphytéotique. La SNHBM en tant

que promoteur ayant commercialisé les logements est pourtant tenue aux garanties biennales et décennales. Elle est donc tenue, à compter de la réception de l'ouvrage par l'acquéreur, de garantir les vices affectant les gros ouvrages pendant dix ans et les vices affectant les menus ouvrages pendant deux ans, même si les logements n'ont pas été construits par la SNHBM qui a procédé à des soumissions publiques.

Il est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) S'agit-il de la première incidence de ce type de défauts dans des logements commercialisés par la SNHBM ? Dans la négative, dans combien de résidences ou de maisons des défauts couverts par les garanties biennales ou décennales ont-ils été signalés dans le passé ?

2) Quand Monsieur le Ministre estime-t-il que les problèmes constatés seront résolus ? Monsieur le Ministre interviendra-t-il auprès de la SNHBM notamment au vu de l'envergure de la subvention publique versée aux projets de construction de logements publics ?

3) Qui est responsable de la prise en charge des coûts de la réparation des défauts, voire du remplacement des équipements ou éléments affichant un défaut sous garantie ? S'agit-il de la SNHBM ou bien de la société ayant construit le logement ?

4) Comment la SNHBM sélectionne-t-elle les entreprises privées ayant participé à une soumission publique pour la construction de logements commercialisés par la SNHBM ? Le choix est-il pris prioritairement en fonction des coûts ?

5) Monsieur le Ministre estime-t-il que la SNHBM dispose des ressources dont elle a besoin pour prendre en charge toutes les missions dans le contexte de son rôle de plus en plus important en matière de construction de logements publics ?

Réponse (15/09/2022) de M. Henri Kox, Ministre du Logement

ad 1) La SNHBM construit en ce moment entre 250 et 300 logements par an avec le but d'offrir à ses clients une bonne qualité. Si des problèmes de qualité dans l'exécution surviennent, le service après-vente de la SNHBM s'en occupe et cherche à y remédier le plus rapidement possible et à trouver une solution satisfaisante.

Durant les quatre dernières années, le service après-vente de la SNHBM a été sollicité pour des interventions de plus grande ampleur sur trois chantiers. Tous ces problèmes ont en général été résolus par ce service avec les entreprises qui en avaient l'exécution, dans le cadre des garanties biennale et décennale.

ad 2) Les responsables de la SNHBM m'ont informé quant aux problèmes en question avant leur parution dans la presse en juillet. Ils m'ont en même temps informé de la manière dont ces vices de construction seront rapidement réparés par les entreprises responsables.

Les logements dont il a été question dans la presse étant des logements vendus sous droit d'emphytéose, aucune subvention publique directe pour leur construction n'est entrée en jeu.

ad 3) La SNHBM travaille avec des entreprises qui ont été choisies via une procédure de marché public. Il incombe dès lors à ces entreprises, dans le cadre des garanties légales, de remédier à leurs frais aux différents problèmes. Dans le cas où un problème s'avère ne pas être imputable à une des entreprises, la SNHBM prend en charge ces frais.

ad 4) La SNHBM choisit les entreprises via une procédure de marché public. Dans ce cadre et en fonction du marché en question, différents critères de sélection

sont appliqués. Parmi les entreprises qui remplissent ces critères, celle proposant le prix le plus bas est dans la plupart des cas sélectionnée. Néanmoins, il existe aussi des soumissions plus importantes pour lesquelles d'autres critères, comme ceux de qualité ou d'adjudication, sont pris en considération.

L'entreprise responsable du gros-œuvre fermé pour le projet dont il est question dans l'article fut aussi sélectionnée suivant des critères de qualité.

ad 5) La SNHBM a, ces dernières années, procédé au recrutement de nouveaux collaborateurs et se retrouve, dès lors, tout à fait disposée à affronter les défis actuels. Nonobstant, dans un marché du travail de plus en plus ardu, elle rencontre elle aussi des difficultés à recruter des personnes qualifiées.

Défauts constatés dans des logements commercialisés par la SNHBM | Question 6623 (08/08/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Rezent konnt een an de Medie liesen, datt Persounen, déi an engem Appartementshaus vun der Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) um Kierchberg wunnen, mat massive Problemer konfrontéiert sinn. Et gëtt notament vun enger héijer Fiichtegkeet, Schimmel, a beschiedegte Fënstere geschwat. Doduerch si verschidde Bewunner och mat Symptomen, ewéi zum Beispill Kappwéi, geplot. E weideren Awunner huet bericht, datt hie wéinst dem Kaméidi vun de futtisse Fënsternen net méi a senger Schlofkummer konnt schlofen. D'Bewunner hunn den Ament och net d'Gefill, datt d'SNHBM hinne wierklech entgéintkënn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Logementsminister:

1. Ass den Här Minister iwwert déi uewe beschriwwen Faiten am Bild?

2. Wéi gedenkt den Här Minister ze reagéieren, fir dës fir d'Bewunner inakzeptabel Zoustänn ze eliminéieren?

Réponse (15/09/2022) de M. Henri Kox, Ministre du Logement

De Minister gouf vun de Verantwortleche vun der SNHBM iwwert déi genannte Problemer informéiert, ier se am Juli an der Press opgedaucht sinn. Gläichzäiteg hunn déi Verantwortlech vun der SNHBM de Minister informéiert, wéi dës Baumängel vun der verantwortlecher Entreprise behuewe wäerte ginn.

Défauts constatés dans des logements commercialisés par la SNHBM | Question 6625 (08/08/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der aktueller Wunnungskris muss de Staat méi wéi jee agräifen, fir de Mënschen hei am Land en Zougang op eng Wunneng kënnen ze erméiglechen. Ee Groussdeel vun de Wunnenge léisst de Staat duerch seng ëffentlech Promoteure bauen: de Fonds du logement (FDL) an d'SNHBM. Dës bauen am Joer duerchschneitlech eng 200 bis 300 Wunnengen an et wäerten an Zukunft nach vill méi gebaut ginn. Dat setzt viraus, dass de staatleche Wunnengsbau positiv Akzenter um Wunnmarché setzt.

Een Artikel op rtl.lu vun dem 5. August weist, dass et bei verschidde Baute vun der SNHBM ganz schlëmm Defekter gëtt. Rieds ass vu Schimmel, Infiltratiounen, enger schlechter Ventilatioun, déi fir stéckeg Wunnenge suert, a geschréipste Fënsternen. D'SNHBM reagéiert am Artikel op dës Aussoen an äntwert, ënnert anerem, dass si dës Wunnegen net selwer gebaut huet, mee iwwert Sous-traitanten, déi sech missten ëm dës Problemer këmmere.

An deem Zesammenhang wéilt mir dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi gött de Bau vu Wunnengen, déi duerch Drëtt-entreprisé realiséiert ginn, vun den öffentleche Bau-träger kontrolléiert?
2. Wéi gött d'Qualitéit an d'Salubritéit vun de staatleche Wunnenge bei der Bauofnam an och duerno séchergestallt?
3. Wéi vill Plainté wéinst esou Defekter gouf et vusäite vun den Awunner a Locatairé vun öffentleche Wunnengen an de leschten zéng Joer, opgeschlësst no Joer?
4. Bei wéi ville Wunnenge vun der SNHBM an dem FDL, déi an de leschte 15 Joer vun den öffentleche Bau-träger gebaut gi sinn, goufen Defekter gemellt oder constatéiert? Wéi vill Prozent vum Total vu gebaute Wunnenge sinn dat?

Réponse (15/09/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

ad 1. De Fonds du logement als öffentleche Promoteur geréiert all Bauprojet als Maître d'ouvrage a suert fir eng enk an duerchgoend Kontroll vun den Drëttentreprisen, déi fir hien d'Aarbechten ausféieren. All Bauprojet gött vun enger Ekipp aus dem Service construction (zesummegesat aus engem Chef de projet, engem Chargé d'opération an engem Gestionnaire de chantier) vun der Planung bis zum Ofschluss vun den Aarbechte begleet. Dobäi gi reegelméisseg Visiten op de Chantieren duerchgeféiert. D'Kontroll vun den Drëttentreprisen ass duerch intern Prozedure gereegelt an d'Qualitéit vun den Aarbechte gött souwuel bei der Bauofnam souwéi och bei de „constats intermédiaires“ um Chantier iwwerpréift an dokumentéiert.

Donieft schafft de Fonds du logement mat externen Architekten-, Ingenieurbüroen a Bureaux de contrôle zesummen, déi als Maître d'œuvre op de Projeten intervenéieren a fir déi néideg Opsicht vun de Bau-entreprisé suergen.

D'SNHBM schafft souwuel mat interne wéi och mat externen Architekten an Ingenieuren. Fir all Projet gött et eng intern Ekipp bestoend aus engem Chef de projet (internen Architekt), engem Ingenieur an engem Coordinateur de chantier. Während de Coordinateur de chantier en permanence op engem Chantier säi Büro huet, sinn de Chef de projet an den Ingenieur bei relevanten Etappen um Chantier. En normale Chantier bei der SNHBM huet op d'mannst 25 Wunnunitéiten. De Rôle vum Coordinateur de chantier ass nieft der Gestiou vun den Entreprises, déi op engem Chantier schaffen, virun allem och eng Kontroll vun den Aarbechte vun den Entreprises. Sou gött eng gutt Qualitéit vun de Wunnenge séchergestallt.

Reegelméisseg Chantiersreuniounen a Visite mat den Entreprisé stelle sécher, dass den Oflaf awer och d'Qualitéit kontrolléiert a superviséiert ginn. Chantiers-rapporten dokumentéieren a suivéieren den État d'avancement. Reegelméisseg gräift d'SNHBM och op en externe Bureau de contrôle zeréck.

Am Fall vum Projet vum Kierchbiereg ass de Projet iwwer e Concours ausgeschriwwen a vun engem externen Architekt geplangt ginn. En externe Bureau d'ingénieur hat eng Kompletmissioun. Op der Säit vun der SNHBM war déi uewe beschriwwen Ekipp en place.

ad 2. Bei der Bauofnam vun de Wunnenge vun den öffentleche Promoteure SNHBM a Fonds du logement ginn, wéi an der Äntwert op d'Fro 1 beschriwwen, déi néideg Kontrollen duerch déi intern an extern Experten duerchgeféiert, op Basis vun den interne Prozeduren an de professionnelle Standarden. Doduerch ass sécher-gestallt, dass nëmme Bauprojeten opgeholl ginn, déi all Qualitätskrittäre respektéieren.

Fir déi Gebaier a Wunnengen, déi verlount ginn, këmmert sech während der gesamter Liewensdauer de Service gestion du patrimoine ëm den techneschen Ënnerhalt a Suivi. De Chargé de patrimoine zesumme mat Mataarbechter um Terrain si responsabel, fir d'Kontrolle vun der Qualitéit duerchzeféieren, déi néideg Maintenancearbechten duerchzeféieren a bei eventuellen technesche Problemer ze intervenéieren. Dobäi ginn och souwuel reegelméisseg wéi punktuell Visiten an de Wunnenge gemaach.

Fir déi laangfristeg Qualitéit vun de Wunnengen ze garantéieren, hunn de Fonds du logement an d'SNHBM och Maintenancekontrakter mat Drëttentreprisen, déi spezifesch Kontrollen an Aarbechten ausféieren.

De Service gestion du patrimoine ass beim Fonds du logement a regional Gruppen opgedeelt. Bei der SNHBM funktionéiert de Service ouni intern Regionaliséierung.

ad 3. An de Joren 2019–2021 gouf et beim Fonds du logement an der Moyenne dräi Plainté wéinst Problemer mat Schimmel, Infiltratiounen, oder enger schlechter Ventilatioun. All Plainte vun engem Locataire vum Fonds du logement gött vun den interne Service analyséiert an traitéiert.

Fir déi Jore virdru sinn déi Donnéeën net disponibel.

D'SNHBM hat an de leschte véier Joer dräi Chantieren, wou gréisser Interventiounen vum Service après-vente noutwenneg waren. Déi Problemer sinn alleguer duerch de Service après-vente an an der Regel mat der ausféierender Entreprise am Kader vun de Garantie biennale an décennale behuewe ginn.

D'SNHBM feiert keng Statistike pro Joer.

ad 4. Wéi beschriwwen kann en Defekt eng Aganksdier sinn, déi muss ajustéiert ginn, bis hin zu gréisseren Interventiounen. Et ass leider net méiglech ze soen, wéi vill Wunnengen an de leschte 15 Joer vun Defekter betraff waren.

Am Fall vun Defekter ginn déi zesumme mat de jee-weilegen Entreprisé behuewen, entweeder am Kader vun der Garantie biennale respektiv décennale oder duerch spezifesch Kontrakter.

.....

Application de la loi relative à la protection des animaux | Question 6626 (08/08/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem Artikel op rtl.lu vum 27. Juli 2022 heescht et: „D'Déiereschutzgesetz vun 2018 wier gutt, mee et géif net ëmgesat ginn, soen d'Vertrieder vun diversen Déiereschutzorganisatiounen.“

Rieds geht an deem Reportage vun iwwerfällten Déierenasyler ronderëm d'Land: Et feelt entweeder u Plazen an den Opfangstatiounen oder jee no Regioun fënnt een iwwerhaupt keng Opfangstatioun oder en Déierenasyl. Et gött och doriwwer bericht, dass d'Situatioun vun de Sträinerkazen sech net verbessert hätt: Ëmmer nach si vill Kazen net steriliséiert, esou wéi dat och scho virum Déiereschutzgesetz de Fall war, an d'Déierenasyler kommen dowéinst dem héijem Zoulaaf net méi no.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi wäert de Minister de Bedierfnisser vun den Déiereschutzorganisatiounen entgéintkommen an ass de Minister bereet, dofir déi néideg Suen an de Grapp ze huelen, fir d'Situatioun vun den Hausdéieren am Land ze verbessern?

2. Wien als Bierger an een Déierenasyl urrifft, dee kritt heiansdo nëmmen den Anruuferbeantworter op den Telefon. D'Déierenasyler sinn och net 24/7 op, soudass d'Leit heiansdo mat verletzte Wëlldéiere virun enger eideler Opfangstatioun stinn. Ass de Minister bereet, hei d'Suen an de Grapp ze huelen, fir dass plazeweis Déierenasyler an Opfangstatiounen 24/7 kënnen operationell sinn?

3. Mat wéi vill Euro ginn d'Déierenasyler (opgeléicht no Asyl) aktuell subventionéiert? Wéi huet sech dës Montant zënter 2017 entwéckelt (opgeléicht pro Joer)?

4. A verschiddene parlamentaresche Froen hat ech no-gefrot, firwat zu Lëtzebuerg keng permanent Opfangstatiounen fir Notzdéieren existéieren. An der Äntwert op d'Fro Nr. 6330 erkläert de Landwirtschaftsminister, dass „eng Opfaangstruktur permanent oprecht ze halen en zimmlech groussen Opwand“ wier. Wéi een „Opwand“ wier d'Regierung bereet ze maachen, fir esou Opfaangstrukturen opzerrichten?

Réponse (22/09/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Den Art. 6 (3) vum Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018 erméiglecht et den Déiereschutzorganisatiounen, een Agreement fir hir Aktivitéiten unzufroen. An deem Kader kënnen si dann och eng Demande fir Subventiounen stellen, fir vum Landwirtschaftsministère finanziell ënnerstëtzt ze ginn.

ad 2. D'Déierenasyler gi vun deene jee-weilegen zoustännegen Organisatiounen geréiert, déi och d'Öffnungszäite bestëmmen. Verletzt Wëlldéiere gi vum Centre de soins pour la faune sauvage vun Diddeleng opgeholl. Säit 2018 gött et véier Drop-off-Statiounen am Land, wou 24/7 Wëlldéieren, déi Fleg brauchen, kënnen ofgi ginn, soudatt no deenen Déiere gekuckt ka ginn. Sougutt d'Déierenasyler wéi och de Centre de soins de la faune sauvage (CDS) zu Diddeleng kënnen eng Demande beim Ministère maachen, fir finanziell ënnerstëtzt ze ginn, wat och geschitt.

ad 3. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

De MECDD ënnerstëtzt säit ville Joren déi alldeeglech Aarbecht vum Centre de soins pour la faune sauvage zu Diddeleng, konform zum Naturschutzgesetz, mam Zil, Wëlldéieren erëm zeréck an d'Natur ze entloossen.

Hei déi finanziell Ënnerstëtzung, déi de CDS iwwer eng Konventioun vun 2017–2022 kritt huet:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Déi finanziell Ënnerstëtzung ass iwwer déi lescht Jore substanzuell ugepasst ginn, fir der geklommener Unzuel un Déieren, déi vum CDS en charge geholl ginn, gerecht ze ginn.

Zousätzlech ginn déi lafend Aarbechten, fir de CDS ze vergréisseren an ze moderniséieren, mat engem maximale Gesamtmontant vun 1.250.000 € subventionéiert.

D'Asyler, wéi och de CDS, sinn trotzdeem weiderhin ugewisen op Spenden a Benevoller.

ad 4. Transporter mat Notzdéieren, déi d'urgence müssen ofgeluede ginn, oder Saisie vun Notzdéiere wéinst Netanhele vun de Konditiounen vun der Déiereschutzgesetzgebung kommen net all Dag respektiv net sou heefeg vir, sou datt eng Opfaangstruktur zu deem Zweck ee groussen Opwand wier, ouni datt se vill gebraucht géif ginn.

Réglementation concernant le port d'un burkini | Question 6628 (08/08/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De Burkini, also eng Burka fir ze schwammen, ass ee kontrovers Thema zu Lëtzebuerg, wéi och an aneren europäesche Länner. Mat der Schwammsaison gëtt dat Thema ëmmer op en Neits diskutéiert, an dobäi kommen ënnerschiddlech Perzeptionen zum Ausdruck: Fir déi eng Leit erlaabt et de Burkini muslimesche Fraen, trotz strenge reliéise Virschrëften, an d'Schwämm ze goen an doduerch eppes fir hir Gesondheet ze maachen. Fir déi aner ass de Burkini een Ausdrock vun Ënnerdrückung, feelplatzéiert an enger offener Gesellschaft. Zu Lëtzebuerg ass d'Droe vun engem Burkini gesetzlech weeder verbueden nach erlaabt. Déi staatlech Instanze verweisen dohier op Nofro hi grondsätzlech op d'Responsabilitéit vun de Gemengen.

D'Gemenge selwer sinn awer dacks iwwerfuert, wat den Ëmgank mat dësem Kleedungsstéck ueget. Eis ass ee Fall aus enger Gemeng am Osten (Gréiwemaacher) zu Ouere komm, wou anscheinend säit e puer Wochen de Burkini an der ëffentlecher Schwämm zougelooss ass, obschonn d'Reglement, dat an der Schwämm aushängt, festleet: « Le port d'un maillot de bain conforme aux bonnes mœurs est obligatoire. Pour des raisons d'hygiène, le port de shorts ou bermudas jusqu'aux genoux est interdit. Il relève de la compétence des maîtres-nageurs de juger si le maillot de bain est conforme ou non. »

An dësem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madammen Integrationsminister, Banneminister, Gesondheitsminister a Justizminister:

1. Wéi stinn d'Madammen Ministeren zur Tatsaach, datt hei am Land – well et a Saache Burkini keng national Reglementatioun gëtt an och d'Gemenge selwer sech an dësem Dossier dacks wëllen eraushalen – d'Schwammeeschteren a leschter Instanz decidéiere kënnen a sollen, wéi mat engem reliéise Symbol vu grousser gesellschaftlecher Brisanz – well dat ass de Burkini – ëmzegoen ass?

2. A Frankräich huet viru Kuerzem de Conseil d'État eng Entscheidung vum Stadrot vu Grenoble gekippt, de Burkini – wéi och d'Ewechloosse vun engem Kleedungsstéck – beim Schwammen ze erlaben. Dat iewescht franséisch Verwaltungsgericht huet dës Decisioun domat begrënnt, d'Entscheidung vum Stadrot vu Grenoble hätt d'Zil gehat, reliéis Fuerderungen ze erfüllen, an hätt domat de Prinzipp vun der Neutralitéit vum ëffentlechen Dëngscht verletzt. Ass d'Regierung och der Meenung, wéi de franséische Staatsrot, datt d'Erlabe vum Burkini am ëffentleche Raum eng Konzessioun u radikal reliéis Fuerderungen vun enger Minoritéit duerstellt an net mat der Iddi vun Trennung vu Kierch a Staat kompatibel ass?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Erlabe vum Burkini bei gläichzäitegem Verbuert vu Shorten an „normaler“ Ganzkierperbekleedung an de Schwämm keng Form vun Diskriminierung géint Leit duerstellt, déi aus wéi enge Grënn och ëmmer laang Schwammböden undoe wëllen?

4. Wat d'Sécherheet vun de Schwammgäscht, an éischer Linn vun de muslimesche Fraen, déi ee Burkini droen, ueget, ass et eng Tatsaach, datt et mat enger Ganzkierperbekleedung méi schwéier ass ze schwammen an datt et am Erdrückungsfall och méi schwéier ass, déi betreffend Persoun ze retten. Derbäi kënn, datt ee Burkini un e Schleier gekoppelt ass, deen sech am Noutfall verfänke kann. Ass d'Regierung opgrond vun dese Sécherheitsrisiken, déi mat engem Burkini

verbonne sinn, net der Meenung, datt de Staat hei seng Verantwortung iwwerhuele misst an de Burkini verbidde sollt?

5. Am Reglement vun der uewe mentionéierter ëffentlecher Schwemm heescht et: « L'accès n'est pas permis aux personnes ayant une maladie transmissible pouvant constituer un danger pour la santé des autres usagers. » Kënnen d'Madammen Minister erklären, wéi ee Schwammeeschter gesi kann, ob eng Fra, déi ee Burkini unhet, aus hygieeneschen oder gesondheetleche Grënn vum Schwamme misst ausgeschloss ginn?

Réponse (15/09/2022) de **Mme Taina Bofferdin**, Ministre de l'Intérieur | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Den Deputéierten informéiert sech iwwer d'Droe vum Burkini an ëffentleche Schwammen. Souwäit d'Gemengen als Bedreier vu Schwämme betraff sinn, ass ze soen, dass de Gemengerot a senger Kompetenz, fir ëffentlech Uerdnung ze suergen, Reglementer kann erloossen, déi ënnert anerem d'Sécherheet an d'Hygiène solle garantéieren. Well d'Droe vun engem Burkini an enger Schwämm weeder e Sécherheits- nach en Hygiënesrisiko duerstellt, gëtt et keng objektiv Ursaach, dass eng Gemeng et verbitt.

Et kann een am Kontext vun de Gemengereglementer och guer net vum engem expliziten „Erlabe vum Burkini“ schwätzen. Dofir eriwweregen sech d'Äntwerten op d'Froen 2 an 3.

A priori kann een ustiechend Krankheeten net direkt mam bloussen A erkennen, soudass de Critère vun der Schwammteneue hei net relevant ass.

Sécurité des dépôts de munitions de l'Armée luxembourgeoise | Question 6629 (08/08/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

De 4. August ass um Sprengplatz vun der Berliner Police ee Feier ausgebrach. Dat explosiivt Material, wéi Bomben a Feuerwerkskierper, ass dobäi a Brandgeroden an explodéiert. D'Feier huet sech séier ausgebreit a konnt och fënnf Deeg méi spéit nach net ganz gelöscht ginn.

Hei am Land kämpfe mir momentan och géint Dréchent an d'Waldbrandgefor ass erhéicht. D'Lëtzebuerger Arméi huet an deem Kontext och Depote mat explosivem Material a Waffen a Bëscher.

An deem Zesammenhang wéilte mir dem Minister fir Verdeedegung dës Froen stellen:

1. Gesäit de Minister och hei zu Lëtzebuerg eng zousätzlech Gefor duerch d'Dréchent, wat dës Depoten ueget? Wa jo, wat fir Schrëtt gi geholl, fir d'Entflame vun dësem Material esouwäit wéi méiglech ze verhënnern? Wann nee, firwat net?

2. Wat fir Schrëtt si virgesinn, sollt esou een Depot a Flame geroden?

3. Wéi zu Berlin, läit och hei zu Lëtzebuerg d'Autobunn A7 net wäit ewech vun dësem Depot. Wéi eng Schrëtt sinn an deem Kontext virgesinn, sollt den Depot a Flame geroden?

Réponse (02/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Défense

ad 1. D'Dréchent vun de Bëscher stellt eng allgemeng Gefor duer, déi awer am Depot vun der Arméi net méi grouss ass wéi soss am Land.

D'Munitioun um Depot gëtt a reglementéierte Verpackung stockéiert an dobäi gi ganz strikt Sécherheitsmesuren applizéiert. Déi Sécherheitsmesur

baséiere sech op den NATO-Standard AASTP-1 „NATO Guidelines for the storage of military ammunition and explosives“. D'Gestonnairé vun der Munitioun bei der Arméi gi speziell op deem Standard ausgebilt.

D'Arméi schafft momentan, zesumme mat der Verwaltung fir ëffentlech Bauten, an engem Reamangement vum Munitiounsdepot. Et ass geplangt, dee Gesetzesprojet nach an dëser Legislaturperiod ze deposéieren. Domadder wäerten d'Sécherheitsmesuren am Allgemengen nach eng kéier verbessert ginn.

ad 2. an 3. D'Arméi hält sech och an deem Fall un d'Virgabe vum AASTP-1. Ronderëm d'Hangare si Merlonen a Feierschneisen an et ginn elo och nach zousätzlech Feierlächer an anert Material (Feierpataschen, Feierhoken, Sandkiwwelen, Schëppen, Eemer) bei den Hangaren en place gesat.

D'Feierbekämpfung selwer wäert, am Fall vun engem Ongléck, vum CGDIS assuréiert ginn – dofir steet d'Arméi an enkem Kontakt mam CGDIS.

Finalem gëtt et véier ënnerierdesch Läschaasserbasengen à 100.000 Liter pro Baseng.

Association « Mäi Wëllen, Mäi Wee » | Question 6630 (08/08/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Mam Gesetz vum 16. Mäerz 2009 iwwer d'Euthanasie an d'Bäihëllef zum Suizid ass Lëtzebuerg, no Holland an der Belsch, zum drëtten EU-Memberstaat an iwwerhaapt zu engem vun deenen éischte Staate weltwäit ginn, déi d'Euthanasie legaliséiert hunn. Dëst Gesetz schreift ënner anerem explizit vir, datt d'Entscheidung fir d'Euthanasie oder den assistéierte Suizid ouni Drock vu bausse getraff muss ginn.

Datt een hei zu Lëtzebuerg also säit 2009 ënner gewësse Bedingungen d'Recht huet, sech euthanaséieren ze loosse, dorop fokusséiert sech d'Informationsaarbecht vun „Service d'écoute et d'accompagnement“ (SEA) vun der Vereenegung „Mäi Wëllen, Mäi Wee“, ee Service, dee mam Familljeministère konventionéiert ass.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Familljeminister:

1. Wéi steet d'Madamm Minister zur Iwwerleeung, datt déi finanziell Ënnerstëtzung vum Staat fir eng Associatioun, déi d'Euthanasie aktiv promovéiert, ka problematesch sinn? Geet et net duer, datt de Staat ënner gewësse Bedingungen d'Euthanasie erlaabt? Muss e se och nach ënnerstëtzen? Misst de Staat net un éischer Plaz fir d'Palliativmedezinn anrieden an déi promovéieren an ënnerstëtzen?

2. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt d'Aarbecht vun esou enger Vereenegung, déi ee Stierwen – wéi si behaupt – „an Dignitéit“ promovéiert, net dozou bäidroen kéint, den Drock op verschidde Leit ze erhéien, déi trotz onheeler Krankheet een natierlechen Doud engem kënschtlechen Doud virzéien? Besteet net d'Gefor, datt dës Leit sech an hiert Liewen als „onwierdeg“, respektiv als Laascht fir Drëtter, empanne kéintzen?

3. Gesäit d'Madamm Minister de Risiko, datt d'Promotioun vun der Euthanasie den Drock op d'Dokteren erhéie kéint an datt vun hinne gefuerdert gëtt, Leit dout ze maachen?

Réponse (12/09/2022) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. D'Regierung ënnerstëtzt d'Palliativfleeg. Esou ass, nom Akraafttriede vun den zwee Gesetzter vum 16. Mäerz 2009 iwwer Palliativfleeg⁷ an d'Euthanasie⁸,

⁷ Loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie

⁸ Loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide

d'groussherzoglecht Reglement iwwert den Agreement fir Servicer fir eeler Leit op den 10. Dezember 2009⁹ adaptéiert ginn, fir kënnen eng adequat Prise en charge bis zum Liewensenn ze garantéieren.

Et ass der Regierung wichteg, d'Recht op Informatioun an Entscheidungsfräiheet um Liewensenn fir jiddereen ze garantéieren. Et ass d'Aufgab vun den Associatiounen „Omega 90“ a „Mäi Wëllen, Mäi Wee“, d'Gesellschaft ze sensibiliséieren, fir dass jidder Een-zelen säi ganz perséinleche Choix zum Liewensenn maache kann. Am Respekt vun dësem Choix sollen d'Leit dann op hirem Wee begleet ginn.

ad 2. D'psychologesch Betreuung vum Beträffenen ass ee wichtegt Element an der Palliativfleeg. D'Personal gött sensibiliséiert a forméiert, fir dem Beträffenen a sengem Ëmfeld bäistoen ze kënnen.

Am Gesetzestext iwwer Euthanasie sinn net nëmmen eng korrekt Informatioun vum Beträffenen, mee och etlech Gespräicher mam Dokter virgesinn. Dësen ass verpflichtet, sech un d'Prozedur ze halen, am Virfeld genee Informatiounen anzehuelen an op Wonsch vum Beträffene muss och d'Vertrauenspersoun an déi eventuell Fleggeequipe consultéiert ginn.

ad 3. Eng korrekt Sensibiliséierung an Informatioun iwwer Palliativfleeg an Euthanasie féiert dozou, dass d'Leit sech méi mat dësen Themen auserneeetzen. D'Regierung ass der Meenung, dass eng informéiert an opgeklärte Gesellschaft éischer den Drock vun den Dokteren hëlt, well si am Virfeld a Rou iwwert d'Theema vum Liewensenn mat hire Patiente schwätze kënnen.

.....

Vente de stupéfiants au salon de consommation Abrigado et ses environs | Question 6631 (08/08/2022) de M. Léon Gloden | M. Laurent Mosar (CSV)

D'après le rapport d'activités de 2021 de la Police grand-ducale, la structure et les environs du salon de consommation Abrigado à Bonnevoie ont pu être utilisés par des narcotrafiquants pour la vente de stupéfiants à des toxicomanes. Selon le rapport, cela s'explique principalement par le fait qu'il est difficile de surveiller le terrain et les alentours de la prédite structure.

Pour citer le rapport : « Un autre phénomène également constaté au cours de l'année 2021 consistait dans le fait que des personnes originaires d'Afrique du Nord ont choisi l'institution sociale Abrigado pour vendre principalement de l'héroïne, mais aussi de la cocaïne, dans les environs directs de cette structure. Ils profitent ainsi du fait que les acheteurs consomment immédiatement la drogue sur place et se sentent en sécurité car le site est difficile à surveiller. Dans ce cadre, plusieurs affaires ont été réalisées par la section stupéfiants. »¹⁰

C'est dans ce contexte que nous désirerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Depuis combien de temps Madame la Ministre et Monsieur le Ministre sont-ils au courant de ce phénomène ?

2) Les ministères concernés ont-ils déjà entrepris des actions pour contrer ce phénomène ?

⁹ Règlement grand-ducal du 10 décembre 2009 modifiant le règlement grand-ducal du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées

¹⁰ Rapport d'activités de la Police grand-ducale, page 32 : <https://police.public.lu/fr/publications/2022/rapport-activite-2021-police-grand-ducale.html>

– Dans l'affirmative, lesquelles ?

– Dans la négative, quelles mesures Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ont-ils l'intention de prendre pour lutter contre ce phénomène ?

3) Sachant qu'il est difficile de surveiller le site autour de la structure Abrigado, a-t-on déjà réalisé des études en vue de renforcer la surveillance et la sécurité de cette structure ?

Réponse (02/09/2022) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) La vente de stupéfiants dans les alentours de la structure Abrigado n'est pas un phénomène nouveau. Au vu du nombre de consommateurs qui se trouvent sur ce site, certains dealers se tiennent à proximité.

ad 2) La police obtient régulièrement des informations en provenance du milieu de la drogue, en plus de leurs propres observations et constats de la présence de vendeurs à proximité de la structure Abrigado. En conséquence, des enquêtes sont menées en vue d'identifier et d'interpeller les auteurs.

De manière régulière, des vendeurs de stupéfiants sont arrêtés à proximité de la structure Abrigado, soit en flagrant délit, soit dans le cadre d'enquêtes de plus grande envergure sous la direction d'un juge d'instruction.

Les différentes unités de la police se concertent fréquemment et régulièrement en interne concernant la situation générale en matière de stupéfiants dans la ville de Luxembourg, mais particulièrement pour le quartier de la Gare, Bonnevoie et la structure Abrigado.

Ces réunions servent à évaluer les dispositifs policiers mis en place et à planifier des actions ciblées. Des collaborations et concertations régulières (réunions toutes les quatre à six semaines) ont également lieu entre la police, la Ville de Luxembourg les acteurs sociaux œuvrant sur le territoire de la ville. Le Ministère de la Santé, l'Administration des douanes et accises et la structure Abrigado se concertent également entre eux et avec la police.

ad 3) La structure Abrigado est également sécurisée et surveillée par des agents de sécurité faisant partie de l'équipe du Abrigado.

.....

Page Facebook « LuXembourg – Let's make it happen » | Question 6632 (08/08/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

D'Facebooksät vu „LuXembourg – Let's make it happen“ gött vum Bausseministère administréiert. Dat erkläert Zil vun dëser Facebooksät, wéi vun der neier Nation-Branding-Campagne allgemeng ass et, eist Land wéi eng Mark ze promovéieren. Wann ee sech déi rezent a manner rezent Posts op dëser Facebooksät ukuckt, drängt sech allerdéngs den Androck op, datt et heiansdo zu enger Verméschung vun „Nation Branding“ an der Promotioun vun enger politescher Agenda kënn.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, ob et am Bausseministère Richtlinne gött fir dat, wat op der Facebooksät vu „LuXembourg – Let's make it happen“ geschriwwen dærf ginn, a wat net? Wa jo, wat sinn dat fir Richtlinnen?

2. Kann den Här Minister déi Associatiounen an Associatiounen nennen, déi sät der neier Nation-Branding-Campagne am heefegsten op der Facebooksät vu „LuXembourg – Let's make it happen“ gepost hunn? Gött et dozou Zuelematerial?

3. Si bei deene Persounen, déi op der Facebooksät vu „LuXembourg – Let's make it happen“ posten, och Leit vun der Oppositioun vertraueden? Ass op där Facebooksät also wierklech „Diversitéit“ zougelooos oder posten do just Persounen an Associatiounen, déi enger bestëmmter politescher Richtung ugehéieren, respektiv Sympathië fir d'Regierungspolitik hunn?

4. Ziilt dës Facebooksät drop of, Mënschen op moraleschem Niveau unzespriechen? Ass den Här Minister also der Meenung, datt eng Nation-Branding-Sät eng moralesch Verflichtung huet, am Géigesaz beispillsweis zu enger Firmewebsät, déi reng kommerziell Ziler verfollegt?

Réponse (07/09/2022) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Esou wéi all Promotiouns- a Kommunikatiounsaktioun vun der Promotion de l'image de marque baséiert d'Kommunikatioun iwwert d'Facebooksät vu „LuXembourg – Let's make it happen“ op de Richtlinne vun der Stratégie de promotion de l'image de marque, déi den 2. Juni 2021 vum Regierungsrat validéiert gouf, an där dräi Prioritéiten – d'Kreativitéit, d'Diversitéit an d'Nohaltegkeet – an eng Visioun – déi vun enger „Stärkung vum Positionnement vun engem engagéierte Lëtzebuerg op der internationaler Zeen, engem staarken Alliierten am Kader vun engem nohaltege Wuesstem, engem Facilitateur vun innovativen Iddie fir eng besser Welt“ – definéiert goufen.

ad 2. Op der Facebooksät vu „LuXembourg – Let's make it happen“ poste keng Associatiounen oder Associatiounen. Déi eenzeg Instanz, déi op dëser Sät dærf posten, ass, esou wéi et fir eng Social-Media-Sät vun engem Ministère d'Reegel ass, de Service, deem d'Sät ugehéiert an zwar, an deem Fall, de Service vun der Promotion de l'image de marque vum Aussen- an Europaministère.

ad 3. Et sief hei op d'Äntwert op déi zweet Fro verweisen.

ad 4. D'Visioun vun enger „Stärkung vum Positionnement vun engem engagéierte Lëtzebuerg op der internationaler Zeen, engem staarken Alliierten am Kader vun engem nohaltege Wuesstem, engem Facilitateur vun innovativen Iddie fir eng besser Welt“, berout op der Erkenntnis – déi och an der Stratégie de promotion de l'image de marque beluecht ass –, datt de Positionnement vu Lëtzebuerg iwwert seng reng national Interëten eraus eng grouss Roll an der Perceptioun vun onsem Land spillt. An der Promotion de l'image de marque geet et jo drëms, eis Instrumenter ze ginn, fir alle Bedeelegte vun der Promotioun vu Lëtzebuerg ze erlaben, e coherent a positiviiv Bild vu Lëtzebuerg a senge Wäerter no baussen ze droen.

.....

Plan d'action pour la promotion de l'image de marque du pays – « Nation Branding » | Question 6633 (08/08/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Virun engem Joer hat den Här Bausseminister, zesumme mat der Cheffin vun Nation-Branding-Aarbechtsgrupp am Bausseministère, der Madamm Beryl Koltz, eng Pressekonferenz ofgehalen, an där déi nei Nation-Branding-Campagne vun der Regierung virgestallt gouf. Déi aktuell Phas vun Nation Branding soll bis 2025 lafen a gött mat 1,5 bis 1,8 Milliounen Euro pro Joer subventionéiert (Quell: <https://www.tageblatt.lu/headlines/nation-branding-die-zweite/>). Domat solle Projeten entwéckelt ginn, déi eist Land no bausse promovéieren sollen. Dat geet awer naturgeméiss just mat Leit, déi sech fir dës Projeten engagéieren, bzw. aspene loossen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, wéi eng Projekte konkret säit dem Juli 2021 am Kader vun der neier Nation-Branding-Campagne lancéiert goufen a wéi héich dës Projekten am Eenzelne subventionéiert goufen? Wéi eng Resultater hunn dës Projekte bis elo am Hibleck op d'Promotioun vun eisem Land ervirbruecht?

2. Kann den Här Minister confirméieren, datt dës Projekte politesch neutral sinn, dat heescht net d'Missioun hunn, déi politesch Agenda vun enger bestëmmter Partei oder vun e puer Parteien no vir ze bréngen?

3. Ass de Bausseministère konkret u bestëmmt Leit erugetrueden, fir sech fir dës Projekten ze engagéieren? Wa jo: Kann den Här Minister Prezisiounen zu dëse Leit ginn? Wéi goufen dës Mënschen ausgesicht? Sinn och „Prominenter“ derbäi? Wa jo: Wat kréien déi dofir?

4. An der mentionéierter Pressekonferenz huet den Här Minister gesot, Lëtzebuerg als dynamesch Kraaft hannerd der europäescher Integratioun wëllen ze promovéieren. Geet den Här Minister dervun aus, datt eist Land doduerch un Attraktivitéit bei Touristen oder Studenten gewënnt, andeems et sech als Motor vun der europäescher Integratioun presentéiert? Wa jo, op wéi eng Donnéeë berufft sech den Här Minister bei dëser Thees?

5. Hat déi éischt Nation-Branding-Campagne nach op dräi Bawierder baséiert, déi eist Land angeeblech am beschte representéieren: dynamesch, oppen a zouverlässeg, sou goufen dës dräi Referenzwäerter elo zu Kompetenzen ausgebaut, déi fir den „it“ am Slogan „Let's make it happen“ stinn: Kreativitéit, Diversitéit an Nohaltegkeet. Kann den Här Minister erklären, a wéi wäit dës dräi Kompetenzen „typesch lëtzebuergesch“ sinn an eis vun aneren europäesche Länner ënnerscheeden?

Réponse (07/09/2022) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Op Basis vum Aktiounsplang 2021–2025, deen den 30. November 2021 vum Comité interinstitutionnel vun der Promotion de l'image de marque validéiert gouf, an deem op véier groussen Achse berout, sinn an enger éischter Phas Kommunikatiounsouitelen, déi sech besonnesch un d'Acteure vun der Promotioun vu Lëtzebuerg richten, ausgeschafft ginn. Et handelt sech hei z. B. ëm den neien Internetsite, LMH.lu, dee säit dem 5. Juli 2022 online ass (an aktuell op Lëtzebuergesch an Englesch iwwersat gëtt), engem Handbook (praktesch Ëmsetzung vun der Strategie), dat am Hierscht publizéiert an ausgedeelt gëtt, oder och ëm en institutionelle Film „Imagine a Country“, fir deen den Inhalt vum Film vum GIE Dubai 2020 nohalteg verschafft gouf.

Éischt cibléiert Promotiounsaktiounen am Ausland sinn och entwéckelt ginn, wéi déi fir d'Staatsvisitt a Portugal, wou den Image de marque dräi Projeten ënnerstëtzt huet (d'Ausstellung „Portugal-Lëtzebuerg – Pays d'espoir en temps de détresse“, d'Fresque murale vum Lëtzeburger Kënschtler Alain Welter an d'Campagne am effentlechen Transport zu Lissabon a Lëtzebuerg). Eng aner Aktioun, déi aktuell a Virbereedung ass, wäert de Fokus wärend dem Cinemania Filmfestival zu Montreal op Lëtzebuerg leeën, dat duerch e Film an en informative Lettrage.

Parallél sinn och Kommunikatiounsouitelen fir den internationale Publikum konzipéiert ginn: eng Webserie „Faces of Luxembourg“, an där et drëms geet, d'Gesichter vu Lëtzebuerg duerstellen an eng Multimediale Campagne „Our common ground“, an där et drëms

geet, den Narrativ vun der Strategie vu Lëtzebuerg als „Terre de cultures commune“ ëmzesetzen. Bédit Projekte ginn ab der Rentrée verfilmt.

Dobäi komme Projekte wéi déi fir Chrëschttag a fir Nationalfeierdag, esouwéi och d'Partenariater mat enger Rei Evenementer, wéi ë. a. Lët'z Arles, de Ladies Tennis Masters, Esch2022, d'Biennale de Venise oder de Luxembourg City Film Festival.

Och bei Appels à projets, déi sech a Prioritéit vun der Strategie aschreiwene, wéi z. B. de Circular by Design Challenge vu Luxinnovation gouf matgeschafft.

Eng koordinéiert Methodologie fir d'Evaluatioun vun de Promotiounsaktiounen ass amgaangen, mat all de Partner ausgeschafft ze ginn.

ad 2. Jo.

ad 3. D'Objektiv vun der neier Strategie ass, „d'Wäerter a Gesichter vu Lëtzebuerg“ bekanntzemaachen (fr. „faire connaître les valeurs et les visages du Luxembourg“), wéi z. B. duerch de Projet vun der Webserie „Faces of Luxembourg“. Hei sinn awer net prioritär prominent Gesichter, mee all d'Gesichter vu Lëtzebuerg gemengt, déi d'Gesellschaft evoluéieren doen, dat besonnesch a Relatioun zu den dräi Prioritéiten: d'Kreativitéit, d'Diversitéit an d'Nohaltegkeet. Am Hannergrond wäert gewise ginn, wéi Lëtzebuerg d'Roll vun engem Facilitateur vun hirem Parcours spillt oder gespilt huet. Dës Leit sinn net dofir remuneréiert.

ad 4. D'Visioun vun enger „Stärkung vum Positionnement vun engem engagéierter Lëtzebuerg op der internationaler Zeen, engem staarken Alliéierten am Kader vun engem nohaltege Wuesstum, engem Facilitateur vun innovativen Iddie fir eng besser Welt“, berout op der Erkenntnis – déi an der Strategie de promotion de l'image de marque beluecht ass – datt de Positionnement vu Lëtzebuerg iwwert seng reng national Interëten eraus, eng grouss Roll an der Perception vun onsem Land spillt. De staarken Engagement vu Lëtzebuerg fir d'europäesch Integratioun ass natierlech ee wichtegt Element an deem Kontext.

ad 5. D'Theeme vun der Kreativitéit, der Diversitéit an der Nohaltegkeet baséieren sech an der Strategie op d'Lëtzeburger Referenzwäerter (dynamesch, oppen a fiabel). Si sinn als prioritär Theemen, am Klang mat der allgemenger Visioun, déi an der Strategie developéiert gëtt an déi Lëtzebuerg als ee positive globale Player positionéieren, proposéiert.

.....
Consommation de gaz | Question 6634 (08/08/2022) de Mme Carole Hartmann | M. Max Hahn (DP)

Wéinst dem Risk vun enger Gasknappheet am Wanter am Kontext vum Ukrain-Krich huet d'EU de 26. Juli 2022 beschloss, dass d'Memberstaaten hire Gasverbrauch fräiwëlleg ëm 15 % tëscht dem 1. August 2022 an dem 31. Mäerz 2023 solle reduzéieren.

D'EU-Reegele fir d'Versuerungssécherheet vum Gas garantéieren, datt „geschützte Clienten“, nämlech Privatstéit a weesentlech sozial Servicer wéi z. B. Spideeler, Altersheemer a Schoulen, vun all Gasratiounsmoosnamen ausgeholl sinn.

An deem Kader wollte mir dem Här Energieminister follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Gas hu prozentual an de leschte fënnf Joer zu Lëtzebuerg Privatstéit, Verwaltungen, Gemengen, mëttelstänneg Betriber, gréisser Betriber an Industrie verbraucht?

2. Am Fall vun engem Gasenpass ass et wichteg, preparéiert ze sinn a kënnen op eng wirtschaftlech

effizient a solidaresch Manéier ze reagéieren. No wéi Prioritéitskrittären a Prinzipie gedenkt de Minister an deem Fall, d'Verdeelung vu Gas u mëttelstänneg Betriber, gréisser Betriber an un d'Industrie festzuleeën?

Réponse (22/09/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

ad 1. an 2. Sou wéi am järeleche Rapport „Chiffres clés du marché du gaz naturel“ vum Institut luxembourgeois de régulation (ILR) ze liesen ass, gëtt de Joresverbrauch a véier Haaptkategorien opgedeelt, woubäi déi kleng a mëttelgrouss Betriber souwéi och d'Gemengen an d'Administratiounen haaptsächlech an der zweeter Kategorie vun de „Professionelle Clienten (< 280 GWh/a)“ ermëzefanne sinn, souwéi am Tableau heidrenner opgelëscht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Effentlech Verwaltungen, déi der Administration des bâtiments publics ënnerstinn, maachen an dëser Statistik eppes manner wéi 10 % vun de professionelle Clienten mat enger Consumatioun vu manner wéi 280 GWh am Joer aus.

Am Fall vun enger Kris um Gasmarché huet Lëtzebuerg, souwéi all Memberstaat, en Noutfallplang opgestallt, dee konform zum EU-Reglement 2017/1938 iwwert d'Versuerungssécherheet am Gas all zwee Joer à jour gesat muss ginn. Déi lescht Versioun vum Oktober 2020 ass amgaangen ugepasst ze ginn, fir der aktueller Situatioun an der eventueller Noutwendegkeet vu méi laangfristige Kierzunge Rechnung ze droen. Am Noutfallplang wäerte souwuel fräiwëlleg wéi och obligatoresch Mesurë virgesi ginn, fir de Gaskonsum bei all de Kategorië vu Verbraucher jee no Gravitéit vun der Kris ze reduzéieren. Industrieclienten kréien d'Méiglechkeet, fir ënnertenee Flexibilitéit spillen ze loosse, falls ee Client eventuell méi kann aspuere wéi en aner a fir doduerch eng wirtschaftlech-effizient a solidaresch Allokatioun ze erreechen. Och wann Haushaltsclienten als geschützt gëllen an deemno net dierfen ofgeschalt ginn, sou kënnen och déi am Kader vun hire Méiglechkeeten eng Contributioun leeschten a ginn deemno och an déi Laaschtreduktiounsmesuren opgeholl. Den ugepasste Plang muss bis spéitstens am Oktober zu Bréssel notifiéiert ginn.

Och déi national Energiespuercampagne, déi den 8. September der Effentlechkeet virgestallt ginn ass, gëtt als wichtege Deal vun deene Mesuren am Noutfallplang opgeholl, fir op deen aktuelle Gasenpass an Europa ze reagéieren.

.....
Travaux d'intérêt général | Question 6636 (09/08/2022) de M. Fernand Kartheiser | M. Roy Reding (ADR)

An hirem Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4648 vun den honorablen Deputéierte Mars Di Bartolomeo an Dan Biancalana iwwer d'Travaux d'intérêt général (TIG) zu Lëtzebuerg schreift d'Madamm Justizminister, datt am Joer 2020 am Ganzen 68 vun 148 TIG-Strofen net oder net ganz exekutéiert goufen. 80 verurteelt Persounen sinn dat Joer also net nëmmen enger Prisonsstraf (vun net iwwer sechs Méint) entkomm, déi hätt kënnen géint si ausgesprach ginn, mee och enger „Substitutionsstraf“ a Form vu Sozialarbecht, déi relativ heefeg zu Lëtzebuerg ausgesprach gëtt, fir déi souwisou iwwerlaaschte Prisons net weider ze beaaschten. D'Madamm Minister huet op divers Ursachen verwisen, déi dozou bäigedroen hunn, datt sou vill

TIG-Strofen un de Service central d'assistance sociale (SCAS) zréckverwise goufen.

An deem Zesammenhank hu mer folgend Froen un d'Madamm Minister:

1. Wéi vill TIG-Strofe goufen 2021 ausgeschwat? Wéi vill vun dese Strofe goufe bis elo ganz exekutiert?

2. Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéi vill vun de Verurteilten zum Zäitpunkt vum Urteel mannerjäreg waren? Wéi vill vun dese mannerjäreg Verurteelter hu bis elo hir TIG-Strof ganz ofgeleescht?

3. Leien der Madamm Minister Zuele vir, déi beleëen, wéi vill mannerjäreg Persounen d'lescht Joer weinst Kierperverletzung zu enger TIG-Strof verurteelt goufen a wéi vill der vun hinnen hir Strof ganz ofgeleescht hunn? Kann d'Madamm Minister preziséieren, a wéi enge Strukture si hir Strof ofgeleescht hunn?

4. Wat ennerhuelen déi zoustänneg Instanzen, wann déi verurteelt Persoun sech net méi manifestéiert, wa se net méi ze errechen ass oder wa se hir Sozialaarbecht net innerhalb vun der festgesater Frist ofleescht?

5. An der selwechter Äntwert schreift d'Madamm Minister: « Néanmoins, le système informatique des autorités judiciaires ne recense pas le nombre de révocations de TIG. » Aus wéi enge Grënn ginn des Zuelen net erfaasst?

Réponse (31/08/2022) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

ad 1. Am Joer 2021 goufen am Ganzen 133 TIG-Strofen ausgeschwat (107 vum Bezirksgeriicht Lëtzebuerg a 26 vum Bezirksgeriicht Dikrech).

Am Joer 2021 ass de SCAS mat 153 TIG-Strofe saisiéiert ginn, vun deenen awer eng Rei op Decisioune vu virun 2021 baséieren.

Dovunner goufen 147 TIG-Strofen als Hauptstrof direkt vum Geriicht gesprach, a sechs sinn d'Resultat vun enger Strofëmwandlung („commutation de la peine“). Des Strofëmwandlung ka vum Délégué vum Procureur général, deen zoustänneg fir de Strofvollzuch ass, decidéiert ginn, wann d'Geriicht eng Prisonsstrof vu maximal sechs Méint gesprach huet.

Am Joer 2021 sinn 130 TIG-Strofe ganz exekutiert ginn, wuelbemierkt, datt des Zuel sech net nëmmen op Gerichtsdecisioune vun 2021 baséiert, mee och op Gerichtsdecisioune vun de Jore virun. Den informatesche System vun de Justizautoritéite fir d'Gestioun vun den Dossieren erlaabt et nämlech net, e Lien tëschent de Gerichtsdecisioune an de Mandater vum SCAS fir ee präziist Joer ze maachen.

ad 2. an 3. Et muss virop präziséiert ginn, dass et zwee Zenarie ginn, an deenen e Mannerjäreg kann zu Sozialstonne verurteelt ginn.

Vu dass Mannerjäreg duerch d'Jugendschutzgesetz am Prinzipp nëmme kënnen fir hir Strofdote virun e Jugendgeriicht kommen, wat och nëmmen déi Mesurë spriechen kann, déi am Jugendschutzgesetz stinn, an d'TIG-Strofen am Code pénal ageschriwwe sinn, kënnen des Mannerjäreg net zu TIG-Strofe verurteelt ginn.

Si kënnen awer vum Jugendriichter, bzw. vum Jugendgeriicht, „prestations philanthropiques“ ugeuerdent kréien, déi och eng Aarbecht am Sënn vun der Allgemengheet beinhalten.

Anerersäits kënnen Mannerjäreg, déi zur Zäit vun der Strofdot méi wéi 16 Joer al sinn, ausnamswies vun engem Erwuessengeriicht verurteelt ginn, wann eng Jugendschutzmesurë sech als inadequat géif eraustellen. An deem Kontext kéint e Mannerjäreg also zu enger TIG-Strof verurteelt ginn.

Am Joer 2021 ass awer kee Mannerjäreg zu enger TIG-Strof verurteelt ginn.

Wat d'„prestations philanthropiques“ ubelaangt, goufen 2021 71 esou Mesurë vun de Jugendgerichter ugeuerdent (66 vum Bezirksgeriicht Lëtzebuerg a fënnf vum Bezirksgeriicht zu Dikrech). De SCAS ass 2021 och mat 71 Mandater fir Prestations philanthropiques saisiéiert ginn, vun deenen awer eng Rei op Decisioune vu virun 2021 baséieren. 61 Mannerjäreg hunn hir Prestations philanthropiques ganz ofgeleescht.

Am Joer 2021 goufen an 100 Fäll Prestations philanthropiques weinst Kierperverletzung gesprach. Des Zuel ass méi grouss wéi déi vun 71, wat sech do duerch erkläert, dass a verschiddenen Urteeler méi wéi eng Strofdot zeréckbehale gouf.

D'Mannerjäreg hunn hir Prestations philanthropiques a sougenannten „ateliers protégés“ (APEMH, Parc Merveilleux, Betzdorf), a sozialen Epicerien, Gemeindegewerker an an Altersheemer ofgeleescht.

ad 4. De SCAS, Service TIG, informéiert den Délégué vum Procureur général, deen zoustänneg fir de Strofvollzuch ass, datt d'Persoun sech net méi beim Service mellt oder sech ni gemellt huet.

Desé léisst d'Persoun bei der Police signaléiere mat der Ufro, am Fall vun enger Interpellatioun vun der Persoun sief dorop hinzeweisen, dass si sech esou séier wéi méiglech beim SCAS melle soll.

Falls d'Persoun der Nofro net nokënnt, ka se poursuivéiert ginn, vu datt de Fait, seng TIG-Stonnen net ofzeleeschten, bzw. de Fait, des net an der festgesater Frist ofzeleeschten, eng Strofdot ass (zwee Méint bis zwee Joer Prisong).

ad 5. Den informatesche System vun de Justizautoritéiten ass net konzipiéiert ginn, fir all einzel Mesurë, déi an engem Gerichtsossier decidéiert gëtt, ze erfaassen. Et sief awer präziséiert, dass d'Revokatioune an de jeeweiligen Dossieren agedroe ginn.

.....
Carte d'identité des enfants dans le cadre d'un divorce des parents | Question 6637 (09/08/2022) de M. Max Hengel (CSV)

No enger Trennung kënn et, mengen Informatiounen no, méi oder manner heefeg vir, dass een Elterendeel deem aneren d'Identitéitskaart vun gemeinsame Kand net aushänngt an dese bei Reesen an d'Ausland gewässermoosse blockéiert. D'Ufro vum engem Pass fir d'Kand ass och net zilféierend, well an deem Fall d'Identitéitskaart muss virgeluecht ginn. Fir enger méiglecher Entféierung vum Kand an en Drëttstaat virzebeugen, freet de Passbüro, mengen Informatiounen no, och eng schrëftlech Äwëllegung vum aneren Elterendeel.

Ech wéilt duerfir folgend Froen un d'Madamm Justizministesch an den Här Ausseminister stellen:

1. Kënnen d'Ministeren des Informatiounen bestätegen?

2. Verfüügt d'Regierung iwwer Statistiken zum Zréckhale vun Identitéitskaarte vun gemeinsame Kand duerch een Elterendeel?

3. U wie ka sech déi/de „geschiedegte(e)“ Mamm/Papp a sou engem Fall wenden, fir kuerzfristeg gehollef ze kréien? Wéi eng Léisunge bidde sech deem Elterendeel konkret?

4. Wéi eng Moosname kann de Familljeriichter a sou Fäll erloossen? Kann een Elterendeel sou Decisioune kuerzfristeg erwierken?

5. Kann de Geschiedegte ggf. Schuedenssatz fuerderen?

Wann an der Vergaangeneheet d'Méiglechkeet bestanen huet, fir d'Kanner op de Pass vun engem oder béiden Elterendeeler anzedroen, sou ass dat zanter méi wéi 15 Joer net méi méiglech zu Lëtzebuerg. Am Géigenzuch besteet awer d'Méiglechkeet, d'Elteren am Pass vum Kand ze vermierken.

6. Ginn d'Elteren automatesch am Pass vum Kand vermierkt?

7. Wann net, ginn d'Eltere bei der Demande vum Pass fir d'Kand op des Méiglechkeet higewisen?

8. Ass dese Vermierk mat Zousazkäschte verbonnen?

9. Gëtt eng „legaliséiert“ Kopie vun der Identitéitskaart am Ausland als gläichwäerteg zum Original ugesinn?

Réponse (12/09/2022) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. D'Ausstelle vun de Päss ennerläit dem Bureau fir Päss, Visaen a Legalisatioune (BPVL), deen Deel vun der Direktioun fir konsularesch Affairen an international kulturell Relatioune am Ausseministère ass, a gëtt gereegelt duerch e groussherzoglecht Reglement vum 12. Februar 2015.¹¹

Dëst Reglement gesäit enner anerem vir, dass e Pass fir e mannerjäreg Kand nëmme kann ugefrot gi vun enger Persoun, déi d'Autorité parentale iwwert dat Kand huet, respektiv vun enger drëtter Persoun, déi vum Titulaire vun der Autorité parentale mandatéiert gouf.

Am Fall wou de Pass fir e Kand ugefrot gëtt vun engem Elterendeel, deen net op der selwechter Adress wunnt wéi d'Kand, kënnen zousätzlech Piécë verlaangt ginn, déi beweisen, dass dëst Elterendeel d'Autorité parentale iwwert d'Kand huet. Verschidden Optioune ginn ugebueden:

1. E Formulaire fir eng Autorisatioun vun deem Elterendeel, bei deem d'Kand wunnt, wat jo och deen Elterendeel ass, deen eventuell en Interêt drun hätt, fir dass deen aneren Elterendeel d'Autorité parentale ofgeholl kritt hätt;

2. De Beweis erbréngen, dass d'Autorité parentale net oferkannt gouf, zum Beispill:

1. duerch e rezent GerichtsUrteel, oder
2. duerch eng Attestatioun vum Juge aux affaires familiales.

ad 2. D'Regierung verfüügt net iwwer Statistiken zum Zréckhale vun Identitéitskaarte vun gemeinsame Kand duerch een Elterendeel.

ad 3. Den Elterendeel, deem d'Identitéitskaart zeréckgehale gëtt, kann de Familljeriichter saisiéieren, fir d'Erausgi vun der Identitéitskaart ze verlaangen.

ad 4. De Familljeriichter kann, op Demande vun deem Elterendeel, deen d'Erausgi vun der Identitéitskaart verlaangt, eng Astreinte géint den Elterendeel spriechen, deen d'Identitéitskaart zeréckbehält. An der Requète un de Familljeriichter kënnen provisoresch Mesurë gefrot ginn. D'Parteie kënnen och eng urgent Prozedur virum Familljeriichter aleeeden.

ad 5. Déi generell Dispositiounen vun der ziviller Responsabilitéit gëllen och am Fall vun Zréckhale vun Identitéitskaarten. Falls den Elterendeel, deem d'Identitéitskaart zeréckgehale gëtt, nowise kann, dass dëst de Grund vu sengem Schued ass, da kann e Schuedenssatz fuerderen.

ad 6. a 7. D'Nimm vun den Eltere ginn automatesch an de Pass vun engem Kand ageschriwwen, op der

¹¹ Règlement grand-ducal du 12 février 2015 portant exécution de la loi modifiée du 14 avril 1934, fixant les modalités pour l'obtention d'un passeport biométrique, titre de voyage biométrique pour étrangers, apatrides et réfugiés et établissant un droit de chancellerie pour légalisations d'actes.

Säit 2, sou wéi dat am Art. 2 (8) vum Passreglement virgeschriwwen ass. Et ginn do automatesch d'Donnéée vum den Elteren aus dem Nationale Persouneregëster iwwerhol.

ad 8. D'Aschreiw vum den Elteren an de Pass vum engem Mineur ass net mat zousätzleche Käschte verbonden.

ad 9. Eng legaliséiert Kopie vum der Identitéitskaart gëtt am Ausland net als gläichwäerteg zum Original ugesinn. D'Kand muss mat enger gülteger Identitéitskaart reesen, esoubal et an d'Ausland reest. Jee nodeems, a wéi ee Land ee mam Kand areest, respektiv duerch wéi eng Länner den Transit fir op d'Vakanzen-destinationioun geet, braucht ee weider Dokumenter, wéi zum Beispill eng Autorisation de voyage, déi vum deem Elterendeel ënnerschriwwen ass, dat d'Autorité parentale iwwert d'Kand huet. Déi betreffen Eltere müssen sech virum Start vum der Rees reiseinforméieren, wéi eng Reegelen an deene Länner gëllen, déi si mam Kand bereise wëllen, respektiv déi si mam Kand transitéieren.

Rapport d'Amnesty International sur la guerre en Ukraine | Question 6639 (10/08/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Viru Kuerzem huet Amnesty International an engem Bericht, dee weltwäit héich Welle geschloen huet, der Ukrain Verstéiss géint dat internatiounaalt Krichsrecht (ius in bello) virgeworf. Déi ukrainesch Arméi soll Zivilisten a Gefor bruecht hunn, well si a Wunnegebiddere Stützpunkter operéiert hätt. Och a Schoulen a Kliniken solle sech ukrainesch Zaldote verschant hunn. Aner Berichter schwätzen dervun, dass just e Brochdeel vum de Waffen, déi vum de westleche Länner un d'Ukrain geliwwert ginn, hiert Zil erreechen. Déi US-amerikanesch Kontrollinstanz fir den Export vu Waffematerial huet festgestallt, dass et praktesch net méiglech ass, déi un d'Ukrain geliwwert Waffen nozeverfollegen, an d'EU huet zouginn, dass iwwer d'Republik Moldau héchstwahrscheinlech e grouss ugeluechte Waffeschmuggel aus der Ukrain koordinéiert gëtt. Et gëtt gefaart, dass ee groussen Deel vum de westleche Waffen un d'Schwarzmaart verkaaft ginn an doduerch an d'Hänn vu kriminellen oder terroristesche Vereenegunge fale kéinten. Och Liewensmëttel a Schutzausrüstung sollen um Schwarzmaart fir deiert Geld ugebuede ginn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Bausseminister an den Här Arméiminister:

1. Wéi steet d'Regierung zum uewe genannte Rapport vum Amnesty International? Wëll d'Regierung op dese Bericht effentlech reagéieren? Geet d'Regierung dervun aus, dass et opportun ass, Waffen un eng Arméi ze liwweren, déi géint déi Genfer Konventiounen verstéisst?

2. Kann d'Regierung preziséieren, ob Lëtzebuerg och da weiderhi Waffen a Munition un d'Ukrain liwwere wäert, wa sech confirméiere sollt, dass ee signifikanten Deel vum dese Waffen an déi falsch Hänn geréit?

Réponse (08/09/2022) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | M. François Bausch, Ministre de la Défense

ad 1. D'Regierung erënnert drun, dass sech de genannte Rapport vum Amnesty International op e Krich bezitt, an deem Russland d'Ukrain a kompletter Mëssuechtung vum Vëlkerrecht unilateral ugegref huet, massiv zivill Ziler ugräift, wat kloer e Krichsverbrechen duerstellt an an deem d'Ukrain hiert natierlecht a legitim Recht zur Selbstverdedegung an Usproch geholl huet. D'Positioun vum der

Lëtzebuenger Regierung ass, dass d'internatiounaalt Recht ëmmer a vu jiddwerengem muss agehale ginn. Dëst géllt net nëmme fir d'internatiounaalt humanitär Recht (ius in bello), mee och fir déi vum der UN-Charta virgesinner „ius ad bellum“. Et ass opgrond vum deem Prinzipp, dass d'Lëtzebuenger Regierung sech weiderhin d'Recht virbehält, Waffen un d'Ukrain ze liwweren. D'Regierung gesäit kee Grund, fir offiziell op de Rapport vum Amnesty International ze reagéieren.

ad 2. D'Regierung huet keng Informatiounen, déi drop hiweisen, dass Waffen, déi se der ukrainescher Arméi geliwwert huet, an e Waffeschmuggel gered wieren.

Groupe de travail interministériel « LAWS » | Question 6642 (10/08/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Den 22. Juli huet de Verdeedegungsminister matdeele gelooss, dass een interministeriellen Aarbechtsgrupp zum Thema „Lethal Autonomous Weapon“ Systems kuerz „LAWS“ géif opgestallt ginn, „dee sech mam Problem vum de ‚Killerroboter‘ (déidlech autonom Waffesystemer) beschäftegt a sech international fir e strikten eethesche Kader asetzt.“ An deem Aarbechtsgrupp sollen, nieft dem Verdeedegungsministère an der Uni. lu, och Justiz-, Digitalisatiouns-, Fuerschungs- an de Wirtschaftsministère vertruete sinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Verdeedegung des Froe stellen:

1. Wäert den Aarbechtsgrupp sech och mat den net déidlechen autonome Waffe beschäftegen, wëssend, dass autonom Waffesystemer och net déidlech Attacke lancéiere kënnen? Wann nee, firwat?

2. De Minister erkläert an engem Artikel am „Lëtzebuenger Wort“, dass hien sech duerch den LAWS-Aarbechtsgrupp eng „Alliance des volontés“ erhofft, fir dass op EU-Niveau kéint ee legale Kader zustane kommen.

Ass och d'Ausschaffe vum engem nationale legale Kader virgesinn? Wéi genau erhofft sech de Minister, fir präzis Kontributiounen fir d'Basis vum internationalen Traitéen ze maachen?

3. Kann de Minister bestätegen, dass éischt Resultater vum deem Aarbechtsgrupp fir de Summer 2023 virgesi sinn? Wäert de Minister des Resultater dee Moment der Chamber virstellen?

Réponse (24/08/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Défense

ad 1. Den Aarbechtsgrupp wäert sech och mat autonome Waffesystemer allgemeng beschäftegen. Den Aarbechtstitel vum interministeriellen Aarbechtsgrupp baséiert op dem Titel vum Aarbechtsgrupp, dee sech bei de Vereenten Natiounen ëm dese Sujet këmmert: Group of governmental experts related to emerging technologies in the area of lethal autonomous weapons systems in the context of the objectives and purposes of certain conventional weapons which may be deemed to be excessively injurious or to have indiscriminate effects.

Mir hunn dee selwechten Titel benotzt, fir kohärent mat der Terminologie vum de Vereenten Natiounen ze sinn. Op internationalen Niveau ginn eng Panoplie un Termen austauschbar benotzt, fir de Sujet, deen deesen Aarbechtsgrupp thematiséiert, ze beschreiben (autonom Waffesystemer, déidlech autonom Waffesystemer, Killerroboter, Slaughterbots). Eng vun den Aufgabe vum Aarbechtsgrupp ass et, fir national eng

Definitioun vum dese Systemer festzeleeën an och ze definéieren, wat fir eng Systemer genau gemengt sinn.

ad 2. Eng vun den Aufgabe vum Aarbechtsgrupp ass et, Proposen auszuschaffen, wéi een esou Systemer op nationalem Niveau reglementéiere kann a soll – woubäi och consideréiert muss ginn, dass et op internationalen Niveau aktuell net dono ausgesäit, dass schnell ee Konsens fir een Traité oder soss verbindlech Moossname fonnt ka ginn.

D'Zil vum Aarbechtsgrupp ass et och, eng Positioun fir Lëtzebuerg auszuschaffen, fir déi ee sech op internationalen Niveau asetze kann. Dëst vereinfacht eis et dann och, eis mat Länner, déi änlech Positiounen hunn, zesammenzedeoen, fir fir méi verbindlech Moossnamen anzetrieden. Dëst ka souwuel um Niveau vum der UN, der EU oder der NATO sinn.

ad 3. Éischt Resultater si fir de Summer 2023 virgesinn, wou den Aarbechtsgrupp ee Rapport virleeë wäert. D'Resultater an een eventuellen Aktionsplang fir nächst Schrëtt an deem Dossier wäerten der Chamber selbstverständlech virgestallt ginn.

Centrale nucléaire de Cattenom dans le cadre de la sécheresse | Question 6643 (10/08/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Déi franséisch Regierung huet viru Kuerzem eng Sondererlabnis fir fënnef Atomkraftwierker ginn, déi et de Kraaftwierker erlaabt, méi waarmt Killwaasser zeréck an d'Flëss ze leeden. Des Sondererlabnis géllt bis den 11. September. D'Atomkraftwierk zu Cattenom ass zwar dovunner net betraff, mee och hei besteet een eescht ze huelende Risiko, dass et mat der undauernder Dréchent geschwënn dozou komme kann.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung des Froe stellen:

1. Huet d'lëtzebuergesch Regierung Informatiounen iwwert den Impakt vum der aktueller Dréchent op d'Situatioun vum Atomkraftwierk zu Cattenom?

2. Besteet d'Méiglechkeet, dass och Cattenom méi waarmt Ofwaasser an d'Musel kéint pompelen?

3. Wéi eng international Reegelen (Traitéen, Accorden) gëllen, am Fall wou d'franséisch Regierung méi waarmt Waasser wéilt an d'Musel leeden?

Kann d'franséisch Regierung dat einfach esou decidéieren, am Fall wou de Floss duerch een anert Land geet?

Wéi kéint Lëtzebuerg sech géint esou eng Decisioun wieren?

Réponse (13/09/2022) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Bei normalem Offloss vum der Musel gëtt d'Killwaasser fir d'Atomzentral integral aus der Musel geholl. Nodeem et sech an de Killtierm opgehëtz huet, gëtt et awer net direkt zeréck an d'Musel geleet, mee an de Reservoir du Mirgenbach. Dese Séi déngt als Puffer an erlaabt ee méi konstanten Auslaf an eng weider Ofkillung vum Waasser, ier et an d'Musel geleet gëtt. Déi franséisch Autoritéiten hunn an hirer Autorisatioun festgehalen, dass de Bedriewer vum der Zentral de Prelevement aus der Musel drosselle muss, wann den Debit vum der Musel ënnert 18,5 m³/s fällt. Si müssen déi direkt Prelevementer réischt bei engem Debit vum 9 m³/s komplett astellen. Dat feelend Waasser gëtt an deem Fall direkt aus dem Reservoir du Mirgenbach entholl. Wéi den Debit vum der Musel ënnert déi

18,5 m³/s gefall ass, huet de Bedreier vun der Atomzentral decidéiert, fir komplett op d'Waasser vum Reservoir du Mirgenbach ëmzestellen.

Et gëtt ee weidere Stauséi, deen an déi ganz Waassergestünn vum Atomkraaftwierk zu Cattenom agebonnen ass. Et ass de Reservoir vum Lac de Pierre-Percée (lieu-dit du „Vieux Pré“). Do gëtt Waasser an d'Meurthe nolafe gelooss, déi jo dann an d'Musel münd, fir engersäits den Debit ze ënnerstëtzen an andersäits fir de Volume ze kompenséieren, deen duerch d'Killtiern verluer geet. Dëse Reservoir war dëst Joer zum Ufank vun der Niddregwaasserperiod zu 100 % gefüllt a gëtt säit dem 9. Juli 2022 Waasser of, fir déi zwoou Funktiounen ze erfëllen. Säit dem 8. Juli 2022 leeft nëmmen ee Reakter (Unitéit 2). Aus dem Reservoir muss am Niddregwaasserfall 0,92 m³/s pro Reakter nolafe gelooss ginn, de Verbrauch pro Unitéit läit an der Moyenne bei 0,75 m³/s.

ad 2. Och d'Temperature vum Waasser, déi an d'Musel ageleet dierfe ginn, sinn iwwert d'Autorisatioun gereegelt. D'Erhéijung duerch d'Aleede vum Waasser aus dem Réservoir du Mirgenbach dierf net méi wéi 1,5 °C bedroen, dëst soulaang d'Waassertemperatur uewerhalb vun der Aleedung ënner 28 °C läit. Ass d'Waassertemperatur vun der Musel tëscht 28 °C an 30 °C, dierf et zu kenger Temperaturverännerung méi duerch een Aleede kommen. Bei Waassertemperature vun der Musel iwwert 30 °C dierf kee Waasser méi ageleet ginn.

ad 3. Déi franséisch Regierung huet eng Autorisatioun ausgestellt, am Kader vun där sech de Bedreier beweegen muss. Fir dass dee Kader dierf verlooss ginn, misst eng nei Autorisatioun erstallt ginn. Dës misst awer de Virgabe vun der Wasserrahmenrichtlinie (Directive 2000/60/CE) entsprechen an dierf keng Konditiounen enthalen, déi d'Erreeche vum gudden ökologeschen Zoustand vun der Musel géif verhënnere, respektiv zu enger Verschlechterung géif féieren (Verschlechterungsverbuot aus der Richtlinn). Esou eng Autorisatioun misst och eng öffentlech Consultatioun duerchlafen. Déi europäesch Waasserdirektiv schreift explizitt eng international Zesummenaarbecht vir, wann e Gewässer grenzüberschreidend ass. Dës Zesummenaarbecht féint am Kader vu bilateralen Echangingen tëscht den Autoritéiten a virun allem um Niveau vun der Internationaler Kommissioun zum Schutz vun der Musel an der Saar statt (IKSMS). Deemo kann esou eng Ännerung net einfach dekretéiert ginn, mee muss déi üblech Prozeduren duerchlafen, am Kader vun deenen och Usprohméiglechkeete bestinn, op déi kéint zeréckgegraff ginn.

Politiciens victimes d'espionnage | Question 6644 (10/08/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

A Griicheland huet de Regierungschef viru Kuerzem zouginn, dass een Oppositionspolitiker souwéi ee Journalist an de vergaangene Méint vun griichesche Geheimdéngscht ofgelauschert goufen. Et ass net déi éischte Kéier, dass Oppositionspolitiker a Journalisten d'Muecht vun der Exekutiv ze spiere kréien: De Skandal ronderëm de Staatstrojaner Pegasus huet gewisen, wéi Regierung systematesch op Iwwerwachungsmodell géint d'Oppositioun kënnen zeréckgräifen, ob a Katalonien, Polen oder Ungarn. D'Muecht, fir een iwwert legal Mëttelen auszespionéieren, huet natierlech och ee gewëssent Aschüchternungspotenzial.

Zu Lëtzebuerg huet de Geheimdéngscht, trotz dem neie Gesetz vun 2016, nach ëmmer vill Prerogativen, déi och vun der Exekutiv genotzt kéinte ginn, fir

politesch onerwënschte Persounen oder Acteure vun der Zivilgesellschaft auszespionéieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Justiz dës Fro stellen:

1. Goufen ënnert dem Premierminister Bettel sengen Regierungen zënter 2013 Politiker (Deputéierten, Gemengerotsmamberen, Leit mat Parteiämter, Kandidat fir d'Walen) ofgelauschert, iwwerwaacht oder verfollegt?

2. Huet d'Justiz zënter 2013 Uweisung ginn, fir Politiker (Deputéierten, Gemengerotsmamberen, Leit mat Parteiämter, Kandidat fir d'Walen) ofzelauschteren, ze iwwerwaachen oder aneschtens ze verfollegen?

3. Hunn d'Justiz an d'Police zënter 2013 am Kader vun enger Duerchsichtung E-Mailboxe vu Politiker (Deputéierten, Gemengerotsmamberen, Leit mat Parteiämter, Kandidat fir d'Walen) beschlagnaamt an duerchsicht oder op d'Vorratsdatespäicherung zeréckgegraff?

4. Hu Ministeren an der Vergaangenheet hir Verwaltung genotzt, fir politesch Persounen ze kontrolléieren oder ënner Drock ze setzen? Falls nee, wéi kann dat iwwerpräift ginn?

5. Falls politesch Persounen an der Vergaangenheet kontrolléiert goufen, wat waren hefir d'Grënn?

6. Gräift de SREL am Kader vu sengen Missiounen, wéi se am Gesetz vum 5. Juli 2016 festgehale sinn, op d'Vorratsdatespäicherung zeréck?

7. Wéi ka séchergestallt ginn, dass eng Regierung hei am Land hir Muecht ze iwwerwaachen net mëssbraucht?

Réponse (08/09/2022) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

ad 1. a 4. bis 7. D'Regierung verweist op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 4685 a 4692 vum 20. Juli 2021.

Den Artikel 3 vum ofgeännerte Geheimdéngschtgesetz vum 5. Juli 2016, deen d'Missioun vum Geheimdéngscht (SRE) virgesäit, schléisst ausdrécklech „toute surveillance politique interne“ duerch den SRE aus.

D'Moyene vum SRE ginn agesat am Fall vun enger potenzieller Bedrohung duerch Spionage, gewaltbereeten Extremismus, Terrorismus, Verbreedung vu Massevernichtungswaffen oder verteidigungsrelevante Gidder zesumme mat den entspreche Technologie an organiséiert Kriminalitéit oder Cyber-Bedrohung, souwäit dës mat deene virgenannten Aktivitéiten zesummenhänken.

D'Regierung ënnersträicht op en Neits d'Existenz vun de gesetzlech verankerte Kontrollmechanisme vum SRE um Niveau vun der Administratioun, der Regierung, dem Parlament an den zoustännige Geriichtsinstanzen, déi dofir do sinn, all Bierger déi néideg Rechtssécherheet ze garantéieren.

Wéi schon oft notéiert, kënnen aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn keng Detailler iwwert operationell Froe publizéiert ginn.

Betreffend den SRE befanne sech d'Moyenen, déi dierfe agesat ginn, an d'Prozeduren, déi mussen agehale ginn, an den Artikelen 5–8 vum SRE-Gesetz.

Et sief prezisiéiert, datt den Asaz vun de Moyene vum SRE am Respekt vun dräi weesentleche Prinzipien erfollegt: der Legitimitéit, der Proportionalitéit an der Subsidiaritéit. Dëst geschitt am Sënn vun enger grousser Professionalitéit a Saache Preventioun vu Menacen, gekoppelt un en héije Schutzniveau vum Einzelnen a senger Privatsphär.

Des Weideren applizéiert sech d'Gesetz vum 1. August 2018 iwwert de Schutz vun natierleche Persounen a Bezuch op den Traitement vu perséinlechen Daten am Stroftrecht an hiesichtlech der nationaler Sécherheet och fir den SRE.

ad 2. Den Artikel 88-1 vum Code de procédure pénale gesäit de legale Kader vir, deen der Justiz et erlaabt, fir eng Ecoute-Mesure anzusetzen, dat heescht d'Of-lauschtere vun Telekommunikatioungsgesprécher.

Déi strikt Konditiounen, ënnert deenen dës Mesure kann agesat ginn, sinn am Artikel 88-2 Paragraf 2 vum Code de procédure pénale festgeluecht.

Eng vun deene Konditiounen seet, dass den Untersuchungsrichter eng Ecoute-Mesure nëmme kann asetze géint eng Persoun, fir déi « des faits déterminés rendent la personne à surveiller suspecte, soit d'avoir commis l'infraction ou d'y avoir participé, soit de recevoir ou de transmettre des informations destinées à l'inculpé ou au suspect ou qui proviennent de lui ».

De Paragraf 6 vum Artikel 88-2 vum Code de procédure pénale prezisiéiert och, dass d'Ecoute net dierf eng Persoun viséieren, déi dem Secret professionnel op Basis vum Artikel 458 vum Code pénal ënnerläit.

D'Artikelen 48-12 bis 48-16 vum Code de procédure pénale betreffen d'Iwwerwaachung vu Persounen. Och fir déi Mesure gesäit den Artikel 48-13 vum Code de procédure pénale spezifesch Konditiounen vir. Eng vun dese Konditiounen ass, wéi och bei der Ecoute-Mesure, « qu'il existe des indices graves que les infractions sont de nature à emporter une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à un an d'emprisonnement ».

Den Untersuchungsrichter kann also keng Ecoute-Mesure oder Iwwerwaachung ordonéiere géint eng Persoun opgrond vun hire politeschen Aktivitéiten. Den Untersuchungsrichter kann, op Basis vum Code de procédure pénale, dës Mesure just géint eng spezifesch, ënner Verdacht gesatener Persoun ordonéieren an dat onofhängeg vun hirer Funktioun, ausser si fält ënner de Secret professionnel op Basis vum Artikel 458 vum Code pénal.

Aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn kënnen keng Detailler iwwert d'Asetze vun de Mesurë publizéiert ginn.

Fir weider Detailler zu dëser Fro verweist d'Regierung op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4685 vum 20. Juli 2021.

ad 3. D'Prozedur vun de Perquisitiounen an de Beschlagnamung vun Objeten, wéi zum Beispill Computeren, gëtt och am Code de procédure pénale beschriwwen an ënnerläit strenge Konditiounen.

D'Vorratsdatespäicherung ass am modifizéierte Gesetz vum 30. Mee 2005 virgesinn an den Artikel 67-1 vum Code de procédure pénale erlaabt dem Untersuchungsrichter, gespächert Date vun enger bestëmmter Persoun ënnert strikte Konditiounen nozefroen. Wéi och bei deenen uewe genannte Mesuren, kann den Untersuchungsrichter nëmmen den Zougrëff zu den Date vun enger spezifesch ënner Verdacht gesatener Persoun ordonéieren. De Verdacht muss op eng kriminell oder correctionnel Strof hiweisen, där hiert héchst Strofmoss gläich oder méi wéi ee Joer Prisong ass.

Aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn, kënnen keng Detailler iwwert d'Asetze vun de Mesurë publizéiert ginn.

Fir weider Detailler zu dëser Fro verweist d'Regierung op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4685 vum 20. Juli 2021.

Politique industrielle | Question **6645** (10/08/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An engem Interview am „Écho des entreprises“ seet d'Madamm Ëmweltminister, datt d'Aarbecht vum Haut comité pour l'industrie relancéiert gi wär. Säin Haaptamierk wär elo ënner anerem, fir d'Dekarboniséierung vun der Industrie ze begleeden. Dozou hätt ech e puer Froen, well d'Coronakris eis jo virun Ae gefouert huet, wéi wichteg et ass, Europa nees ze reindustrialiséieren a wichteg Industrien hei ze relokalisieren:

1. Ass et richtig, datt den Haut comité pour l'industrie sech an Zukunft soll prioritär ëm d'Dekarboniséierung vun der Industrie këmmern? Entsprecht esou eng Approche, déi riskéiert, d'industriell Aktivitéit nach méi komplizéiert, méi deier a manner wettbewerbsfäeg ze maachen, den urspréngleche Missiounen vun deem Komitee?

2. Wéi eng Industrialiséierungspolitik gesäit d'Regierung fir Lëtzebuerg an deenen nächste Joerzénge? Wéi eng Secteure solle gestärkt ginn?

3. Wéi dacks ass den Haut comité pour l'industrie zënter 2013 (oder zënter senger Grënnung, wann déi méi spéit sollt gewiescht sinn) zesummekomm? Wat war säin Apport an deene leschten 9 Joer? Wéi eng Ënnerkommiteen huet dat Gremium a wéi si si zesummegeesat?

4. Wéi eng konkret Resultater hat d'Aarbecht vum Haut comité pour l'industrie zënter 2013?

5. Wéi schafft de Comité mat deenen Instanzen zesummen, déi sollen d'Dossiere vun Entreprise préiwen, déi sech hei am Land wellen niderloossen?

Réponse (22/09/2022) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

D'Dekarboniséierung ass de Sujet vun engem vun de véier Aarbechtsgruppen, déi zurzäit am Kader vum Haut comité pour l'industrie bestinn. Do gëtt mat de Betriber zesumme gekuckt, wéi d'Industrie méi onofhängeg vu fossiler Energie ka ginn. Des Weidere froen d'Clienten vun den Entrepreneuren ëmmer méi no Produite mat niddregen oder kengen CO₂-Emissiounen. D'Dekarboniséierung ass deemno kee Risk, mee eng Opportunitéit, fir d'Kompetitivitéit vun der Lëtzeburger a vun der europäescher Industrie ze erhalen. D'Dekarboniséierung dréit doriwir eraus dozou bäi, fir déi national an europäesch Klimaziler ze errechen.

Een anere vun de véier Aarbechtsgruppen, déi zurzäit am Kader vum Haut comité pour l'industrie bestinn, kuckt wéi sech déi Lëtzeburger Industrielandschaft soll bis 2040 entwéckelen am Kontext vun der Digitaliséierung, der Robotiséierung, der Dekarboniséierung oder vun der Analysen an dem Verschaffe vun Donnéeën (Industrie 4.0). Déi Tendenz kréien een Afloss op d'Entwécklung vun all de Secteuren vun der Industrie. Den Aarbechtsgrupp ass amgaangen, eng Etude doriwir ze maachen, fir ze kucken, wéi eng wirtschaftspolitesch Begleetmoosname musse geholl ginn, fir déi Entwécklung positiv ze begleeden. Wann se bis virleien, fléissen d'Resultater vun der Etude an déi national Industriepolitik an.

Déi zwee weider Aarbechtsgruppe vum Haut comité pour l'industrie beschäftegen sech engersäits mat der Entwécklung vun der Industrie a Richtung vun der Kreeslafwirtschaft an anerersäits mat der Gestiou vun de wirtschaftlechen Aktivitéitszonen.

Tëscht Abrëll 2013 an November 2016 ass den Haut comité pour l'industrie fënnemol zesummekomm. An där Zäit sinn a 7 Aarbechtsgruppe Propositionen ausgeschafft ginn am Beräich Klima/Energie,

Geneemegungsprozeduren, Fuerschung an Entwécklung, Gestiou vun Personal, industriell Entwécklung, Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit a Finanzéierung/Besteierung. Dës Aarbechtsgruppe goufe jee weils vun engem Vertrieeder aus der Industrie presidéiert an et hunn och Mataarbechter aus verschidene Ministèren dra siegéiert. Dës Aarbechtsgruppen hunn am Ganzen iwwer 100 Virschléi ausgeschafft, fir d'Kompetitivitéit vun den Industriebetriber an hiert wirtschaftlecht Ëmfeld ze verbesseren. Vun 2017 u sinn d'Aarbechte vum Haut comité pour l'industrie am Kader vun der Rifkinstudie weidergefoert ginn. Zanter der Covidpandemie an zanter 2021 ass den Haut comité pour l'industrie zweemol beieneekomm.

Eng ganz Partie Recommendatiounen vum Haut comité pour l'industrie hu Beuechtung fonnt, respektiv sinn emgesat ginn. Op nationalem Niveau waren dat zum Beispill d'Iwwerschaffe vun den Hëllefsmittelen vum der SNCI, d'Schafe vun engem Luxembourg Future Fund, d'Grënne vun engem Institut de la propriété intellectuelle, den High Performance Computer MeluXina an e Pôle d'innovation „Composite materials“.

Op europäeschem Niveau si vill Propositionen direkt vum Wirtschaftsminister am Conseil compétitivitéit un d'Kommissioun erugedroe ginn, sief et am Kader vun den Aktiounspläng fir e kompetitiven anohaltege Stolsecteur oder eng kompetitiv anohaltig Automobilindustrie an der EU, oder am Kader vun de CO₂-Zertifikater, der Präisstabilitéit oder dem Approvisionnement u Gas a Stroum.

Déi zoustänneg Ministèren, déi Dossiere vun Entreprise préiwen, déi sech zu Lëtzebuerg wellen niderloossen, sinn am Haut comité pour l'industrie vertraueden. Dës beschäftegt sech mat den aktuellen Theemen an Erausforderunge fir d'Entwécklung vum Industriesecteur zu Lëtzebuerg. Den Haut comité pour l'industrie ass net d'Plaz, wou eenzel Dossiere vun esou Betriber analyséiert a beschwat ginn.

Gardiennage des bâtiments d'institutions internationales par des anciens membres de l'Armée luxembourgeoise | Question **6646** (10/08/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

„Gardien“ vun der Lëtzeburger Armée ass eng vun de Karrierméiglechkeete vun de fräiwëllegen Zaldoten no hirem Déngscht. Si sollen, ënner anerem, och fir d'Protektioun vu staatleche Gebaier agesat ginn.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Fro stellen:

– Denkt d'Regierung drun, zum Beispill iwwer de Wee vun engem Accord mat deene concernéierten Institutiounen, och de Gardiennage vun de Gebaier vun internationalen Institutiounen, déi hei zu Lëtzebuerg present sinn, prioritär vu Leit maachen ze loosson, déi an der Lëtzeburger Armée gedéngt hunn?

Réponse (08/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Défense | **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Vu dass Gardiennage-Service fir Drëtter (ausser eventuell a Krisensituatiounen) net zu de Käraarbechte vun der Armée gehéieren an och nëmme schwéier ëmsetzbar wieren, ass eng Ausweidung op international Institutiounen net envisagéiert.

Augmentation du prix du gaz | Question **6649** (11/08/2022) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Déi grouss Lëtzeburger Fournisseuren hunn annoncéiert, dass „déi nächst Gasrechnungen nach eemol

wärten an d'Luucht goen. D'Avancen am Hierscht wärte wuel ëm ronn 80 % gehéicht ginn, soen Enovos a SUDnergie“, sou RTL.

An deem Kontext dränge sech e puer Froen op:

– Wéi gedenkt d'Regierung, de ronn 90.000 Clienten ze hëllefen, wëssend, dass sou eng enorm Präiserhéijung sämtlech Schichten a vill Betriber wäert treffen?

– Plangt d'Regierung een Hëllefspak? Wa jo, wéi gesäit dëse Pak aus?

– Wéini sollen dës Mesuren a Kraaft trieden?

Réponse (22/08/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes

D'Regierung hält d'Präisdeierecht a potentiell Versuerungskpäss bei der Energie ganz eescht. Sou huet d'Regierung an deem Joer nom Energiedesch an der Tripartite schonn direkt Hëllef an Héicht vun 923 Milliounen Euro an zousätzlech staatlech Garantien an Héicht vu 500 Milliounen Euro decidéiert, fir d'Bierger an d'Entreprise finanziell ze ënnerstëtzen. D'Regierung wäert och an Zukunft d'Bierger an d'Entrepreneuren an dëser schwieriger Situatioun net eleng loosson. D'Regierung setzt dofir weiderhin op de Sozialdialog, deen et eis an der Vergaangheet erméiglecht huet, gutt Léisunge fir d'Bierger an d'Entrepreneuren ze fannen. Den Tripartite-Accord vun 31. Mäerz 2022 gesäit vir, datt am Fall vun enger ekonomescher a sozialer Verschlechterung eng nei Tripartite soll zesummekommen. Op Basis vu Berechnungen zur Entwécklung vun der Inflation Ufank September wäert d'Regierung d'Sozialpartner fir eng Tripartite beienee ruffen, fir iwwer en drëtten Hëllefspak fir d'Bierger an d'Betriber ze berodden.

Gläichzäiteg analyséiert d'Regierung den Impakt vu steigenden Energiepräisser a potentielle Liwwerenskpäss op staatlech, parastaatlech an essenziell kritesch Infrastrukturen a preparéiert Mesuren, fir dësen Impakt ofzefiederen.

Demandeurs d'asile afghans | Question **6650** (11/08/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Il y a un an, les Talibans ont pris le pouvoir en Afghanistan suite à une offensive qui avait débuté quelques mois plus tôt. De nombreuses personnes ont dû fuir le pays et chercher asile dans d'autres États dont le Luxembourg.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Combien de personnes de nationalité afghane venues avant août 2021 restent toujours dans l'attente d'une décision ministérielle concernant leur demande de protection internationale? Combien de dossiers sont encore pendants devant les juridictions administratives? Quelles en sont les raisons et comment Monsieur le Ministre prévoit-il remédier à cette situation?

2) Combien de personnes de nationalité afghane venues depuis août 2021 restent toujours dans l'attente d'une décision ministérielle concernant leur demande de protection internationale? Parmi les personnes arrivées depuis août 2021, combien ont reçu un statut de protection internationale (en distinguant statut de réfugié et protection subsidiaire)?

En novembre 2021, vous avez donné la possibilité à certaines personnes de fournir des éléments

complémentaires relatifs à leur situation depuis la prise de pouvoir des Talibans afin de pouvoir réévaluer leur dossier.

3) Combien de personnes ont été concernées par cette réévaluation ? Combien de personnes se sont vues octroyer un statut de protection internationale suite à cela ? Dans combien de dossiers la décision ministérielle est-elle restée inchangée ?

4) Combien de personnes afghanes ont été définitivement déboutées de leur demande de protection internationale ? Parmi ces personnes définitivement déboutées, combien ont décidé d'introduire une nouvelle demande de protection internationale sur base de nouveaux éléments ? Combien de ces demandes ont-été déclarées irrecevables et selon quels motifs ? Combien de ces demandes ont finalement donné lieu à l'octroi d'un statut de protection internationale ?

L'article 42 de la loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration prévoit que le ministre peut accorder sous certaines conditions aux ressortissants de pays tiers une autorisation de séjour pour exercer une activité salariée.

5) À combien de personnes de nationalité afghane, Monsieur le Ministre a-t-il accordé une autorisation de séjour sur base de l'article 42 de la loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration ? Monsieur le Ministre prévoit-il de sensibiliser les entreprises pour faciliter la recherche de travail des personnes concernées ? Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que les réfugiés en question se trouvent très souvent dans l'impossibilité matérielle de remplir les conditions et de fournir les documents requis ?

6) À combien de personnes de nationalité afghane, Monsieur le Ministre a-t-il accordé une autorisation de séjour pour motifs exceptionnels (article 89 de la loi précitée) ou une autorisation de séjour des personnes bénéficiaires d'un traitement médical (article 90 de la loi précitée) ?

7) Au vu de la situation politique particulière et au vu des conditions à remplir pour avoir les autorisations de séjours précitées et au vu de la déclaration du ministre de ne pas renvoyer les ressortissants afghans au pays, est-ce que vous envisagez d'autres pistes ou voies possibles pour les ressortissants afghans ? Qu'est-il notamment prévu pour les personnes trop âgées ou se trouvant psychologiquement dans l'incapacité de trouver un travail et donc de se voir octroyer une autorisation de séjour pour travailleur salarié ?

Sous le régime des Talibans, il est encore plus difficile, voire impossible d'obtenir des documents administratifs. Aussi, beaucoup d'enfants en Afghanistan ne sont pas déclarés à la naissance. Cela complique considérablement les procédures de regroupement familial.

8) Depuis 2021, combien de personnes afghanes sont venues au Luxembourg dans le cadre du regroupement familial et combien de demandes de regroupement familial restent en procédure ? Combien de demandes ont été rejetées ? Avec quels arguments est-ce que ces demandes ont été rejetées ?

Lors du Forum à haut niveau sur la protection des Afghans à risque qui s'est tenu le 7 octobre 2021, Monsieur le Ministre a déclaré que le Luxembourg était prêt à accueillir 50 Afghans à risque dans un premier temps et que l'accent serait mis sur le regroupement familial.

9) Est-ce que ces 50 personnes sont finalement arrivées au Luxembourg ? Sur quels critères (autres que ceux initialement requis par la loi dans le cadre du regroupement familial) ont-elles été sélectionnées ? Monsieur le Ministre prévoit-il d'accueillir à nouveau d'autres ressortissants afghans en danger ?

10) Monsieur le Ministre prévoit-il d'accorder des dérogations pour des documents impossibles à obtenir sous le régime des Talibans ?

11) Monsieur le Ministre prévoit-il de faciliter la venue des familles et si oui, comment ?

Réponse (12/09/2022) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) 36 personnes de nationalité afghane ayant introduit une demande de protection internationale avant août 2021 sont encore dans l'attente d'une décision. 26 personnes de nationalité afghane ayant introduit leur demande avant août 2021 ont fait recours et sont dans l'attente d'un jugement ou d'un arrêt des juridictions administratives.

Avec la prise de pouvoir des Talibans en août 2021, la prise de décision au niveau des demandes de protection internationale de la part de ressortissants afghans avait été suspendue jusqu'à la clarification de la situation sur le terrain ; expliquant par conséquent le retard accumulé. En revanche, le ministre n'est pas habilité à se prononcer sur les éventuels délais des juridictions administratives.

ad 2) 114 personnes de nationalité afghane ayant introduit leur demande de protection internationale depuis août 2021 sont encore dans l'attente d'une décision. En parallèle, 5 personnes de nationalité afghane ayant introduit leur demande depuis août 2021 ont introduit un recours et sont encore dans l'attente d'un jugement réponse des juridictions administratives.

ad 3) Concernant l'exercice de réévaluation, chaque demandeur de protection internationale afghan qui est arrivé au Luxembourg avant la prise de pouvoir par les Talibans en août 2021, et qui avait déjà été entendu sur ses motifs mais pour lequel aucune décision n'avait encore été prise, a été invité à une audition complémentaire afin qu'il puisse faire part de nouveaux éléments permettant, le cas échéant, d'établir une crainte fondée de persécution ou d'atteinte grave dans son chef en cas de retour en Afghanistan.

Dans ce contexte, 25 personnes ont une nouvelle fois été entendues au courant du mois de décembre 2021. Par la suite, la protection internationale a été accordée à 17 personnes, pour 5 personnes la demande a été rejetée et aucune décision n'a encore été prise en ce qui concerne 6 personnes.¹²

S'y ajoute que les demandeurs, pour lesquels une décision de refus d'octroi d'une protection internationale avait été prise avant la prise de pouvoir par les Talibans et dont le recours était pendant devant les juridictions administratives, ont été invités à fournir toute information complémentaire quant à leur situation depuis la prise de pouvoir des Talibans. Chaque dossier a fait l'objet d'une nouvelle analyse sur base des éléments présentés.

83 ressortissants afghans avaient introduit un recours contre la décision de refus d'octroi de la protection internationale et leurs recours étaient pendants devant les juridictions administratives. Parmi ces personnes, 48 personnes se sont finalement vues octroyer une protection internationale. 35 personnes n'ont pas versé d'éléments nouveaux ayant permis de conclure à une crainte fondée dans leur chef de sorte que les décisions de refus ont été maintenues et les juridictions demeurent saisies de ces recours.

Jusqu'à présent, les juridictions administratives ont confirmé 8 décisions de refus d'octroi d'une protection internationale et ont réformé deux décisions.

ad 4) 23 personnes de nationalité afghane ont été déboutées définitivement depuis août 2021. Parmi ces

personnes, une a introduit une demande subséquente. La personne concernée n'a pas encore obtenu de décision de la part du ministère.

ad 5) Au 1^{er} septembre, 8 ressortissants d'Afghanistan étaient titulaires d'un titre de séjour sur base de l'article 42 de la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

Le ministre est ouvertement en faveur de mesures d'intégration, aussi bien au niveau de la société qu'au niveau du marché de travail. Ainsi, le ministre et ses services appuient les autres ministères en charge de ces questions autant que possible.

Étant donné qu'il est à nouveau possible à des ressortissants afghans d'obtenir des passeports, il n'y actuellement, comparé à d'autres nationalités, pas de difficultés particulières à relever au niveau des documents à fournir.

ad 6) Aucune personne de nationalité afghane ne dispose actuellement d'une autorisation de séjour sous l'article 89 ou 90 de la loi précitée.

ad 7) À l'instar des ressortissants irakiens déboutés, la piste privilégiée restera la régularisation du séjour par le travail. Pour ce qui est des dossiers plus particuliers, avec des personnes présentant une incapacité de travail, des solutions au cas par cas seront recherchées.

ad 8) 79 Afghans ont obtenu un accord pour rejoindre leur famille au Grand-Duché depuis janvier 2021. 7 demandes dans le chef de ressortissants afghans restent encore à traiter. Depuis janvier 2021, le regroupement familial a été refusé pour 63 personnes en provenance de l'Afghanistan.

La raison principale est que les personnes pour lesquelles le regroupement a été demandé ne tombent pas sous les catégories prévues par l'article 70 de la loi de 2008, voire sous l'article 78, paragraphe 1, point c.

ad 9) Au total, depuis les efforts d'évacuation en août 2021, 60 ressortissants afghans sont arrivés au Luxembourg dans le cadre d'admissions humanitaires et de notre engagement auprès de l'Union européenne et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Il s'agit de ressortissants afghans qui se trouvaient à risque imminent, du fait de leurs profils, professions et vécus.

Dans la limite de ses capacités, le Luxembourg continue à être solidaire et à participer à l'effort concerté de la communauté internationale pour protéger les ressortissants afghans à risque.

ad 10) Selon une approche au cas par cas, le ministre aura recours à son pouvoir discrétionnaire pour débloquent certaines situations sans toutefois généraliser des dérogations relatives à un document spécifique.

ad 11) Le regroupement familial et la marge de manœuvre du ministre sont encadrés et limités par la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration. Dans ce contexte, une approche humaine et empathique est adoptée par les services en question. De plus, afin de faciliter la venue de familles, les différents services du Ministère des Affaires étrangères et européennes et les ambassades du Grand-Duché à l'étranger, donnent par exemple, un appui aux concernés afin de faciliter l'émission de visas, y inclus auprès des États représentant le Luxembourg en la matière.

Construction d'une station hydrogène | Question 6652 (12/08/2022) de M. Paul Galles (CSV)

Zesumme mat Total Energies soll och endlech eng Waasserstofftankstell zu Lëtzebuerg gebaut ginn. Leider koun et onsen Informatiounen no erëm zu

¹² À noter que les mineurs accompagnés ne sont pas entendus. Ils sont toutefois comptabilisés parmi les décisions.

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**



IBRS/CCRI n°1001256

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Verspéidungen. E Grond soll sinn, dass Total Energies eréischt kierzlech den Accord vum Staat kritt huet.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Energieminister stellen:

– Stëmmen ons Informatiounen? Wéini gouf den Accord vum Staat fir de Bau vun enger Waasserstoff-tankstell zesumme mat Total Energies ënnerschriwwen?

– Wéi gesäit den aktuellen Zäitplang aus?

– Wat sinn d'Grënn vun der Verspéidung?

Réponse (25/08/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Wéi an der rezenter Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6338 ugekënnegt, ass een Accord fir eng Waasserstofftankstell um Site vu Multimodal zu Beetebuerg fonnt ginn an de 14. September 2022 ass eng Pressekonferenz mam Bedreiwier geplangt, wou weider Detailler wäerte virgestallt ginn.

Mesurage officiel de propriétés foncières | Question 6654 (12/08/2022) de M. Yves Cruchten (LSAP)

La mensuration officielle couvre toutes les opérations techniques réalisées en vue de déterminer et de garantir les limites et superficies des propriétés foncières. La constitution et la mise à jour de la documentation cadastrale présuppose une mensuration officielle.

Tous les actes authentiques documentant des divisions, partages, lotissements ou autres morcellements de terrains doivent être impérativement accompagnés d'un mesurage signé par un géomètre officiel. L'Administration du cadastre et de la topographie doit valider tout plan, établi par un géomètre officiel et destiné à être intégré aux archives cadastrales. Par conséquent, l'Administration du cadastre et de la topographie est susceptible d'influencer, entre autres, l'avancement d'un projet immobilier en état futur d'achèvement.

Dès lors, j'aimerais poser à Madame la Ministre des Finances les questions suivantes :

– Comment se présente, au cours des cinq dernières années, l'évolution des effectifs de l'Administration du cadastre et de la topographie, et plus particulièrement des géomètres officiels ?

– Comment le délai moyen de traitement d'un dossier de mesurage a-t-il évolué au cours des cinq dernières années ? Quel est le délai de traitement à l'heure actuelle ?

Réponse (12/09/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Conformément à l'article 7 alinéas (2) et (3) de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'Administration du cadastre et de la topographie, les actes et les décisions judiciaires qui :

(2) ... « ont pour effet de fixer de nouvelles limites de propriété, notamment par suite de division, de partage, de lotissement ou d'échange, l'extrait cadastral [...] est remplacé par un plan d'arpentage datant d'un an au maximum et établi par un géomètre officiel. Ce plan doit fixer et situer les nouvelles limites obligatoirement abornées. En outre, il fournit toutes les données nécessaires relatives aux parcelles et aux lots faisant l'objet desdits actes et décisions judiciaires.

(3) Au cas où le plan dont il est question au paragraphe 2 n'est pas établi par un géomètre officiel relevant de l'administration, il doit porter la mention de validation de la part de cette dernière quant à ses directives. [...] »

Depuis l'introduction du titre de « Géomètre officiel » (GO) par la loi du 25 juillet 2002 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel, la réalisation de la mensuration officielle cadastrale, jusque-là réservée à l'Administration du cadastre et de la topographie (l'Administration), a été ouverte au secteur privé (à l'instar des pays

limitrophes). Au fil des années, le nombre de mesurages réalisés par les GO du secteur privé a augmenté de manière continue.

Partant, si quelque 99 % des dossiers furent encore traités par l'Administration en 2002, leur part n'a eu de cesse de réduire pour atteindre 41,8 % en 2021.

Sur un effectif moyen de 135 fonctionnaires et employés de l'Administration, une cinquantaine a été et est toujours active dans le domaine de la mensuration officielle au cours des cinq dernières années.

Depuis 2017, 5 GO de l'Administration ont fait valoir leurs droits à la retraite, dont 2 actifs dans le secteur de la mensuration officielle. Ils ont été remplacés par 5 nouveaux chargés d'études dont 3 GO, parmi lesquels 2 sont directement affectés à la mensuration officielle.

D'une manière générale, le délai de traitement exact d'une affaire de mensuration officielle – à partir de la date de la demande jusqu'à son archivage final – est difficile à déterminer vu qu'il dépend souvent de facteurs externes comme l'obtention d'autorisations de morcellement/lotissement prévues par les lois en vigueur ou le commun accord des voisins sur les limites de leur propriété.

La durée de traitement moyenne des dossiers finalisés par l'Administration qui est fonction de leur envergure s'établit généralement entre un et quatre mois.

L'Administration n'est pas en mesure de fournir des indications concernant les délais de traitement des dossiers de mensuration officielle réalisés par les GO externes.

Quant à la validation obligatoire de ces affaires par l'Administration telle que prévue par l'article 7 (3) précité, elle est réalisée endéans deux semaines pour tout dossier établi et finalisé en conformité avec les directives de l'Administration.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

- iwwer eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799